

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 71

FÉVRIER 1991

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

Sommaire

- ❑ **IRAK : LA DEROUTE DE SADDAM HUSSEIN**
- ❑ **LA MORT DU POÈTE HEJAR**
- ❑ **ANKARA : LE PRÉSIDENT TURC RECONNAÎT L'EXISTENCE DE DOUZE MILLIONS DE KURDES EN TURQUIE**
- ❑ **WASHINGTON : UNE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES KURDES**
- ❑ **PARIS : LA DIASPORA KURDE SE CONCERTE**
- ❑ **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

IRAK : LA DEROUTE DE SADDAM HUSSEIN

L'AVENTURE koweïtienne de Saddam Hussein s'est soldée par un désastre pour l'Irak. Soumise à d'intenses bombardements de l'aviation alliée pendant plus de 5 semaines, l'infrastructure économique et industrielle du pays a été en grande partie détruite. Malgré les fanfaronnades tapageuses de Saddam Hussein, ses troupes n'ont pas pu tenir plus de 100 heures face aux forces alliées. Épuisées par les interminables aventures du dictateur irakien, démoralisées, elles se sont souvent rendues en masse. Au terme de 7 mois d'embargo, de pénurie et finalement de désorganisation économique, la population est affamée, ruinée et à bout de force. Aussi a-t-elle accueilli avec soulagement le cessez-le-feu provisoire décrété le 28 février.

L'avenir du pays reste très incertain. Quoiqu'affaibli, le régime du parti Baas dispose de suffisamment de forces militaires et policières pour durer. Ces forces ne présentent guère de danger pour les pays voisins, mais elles sont encore suffisamment fortes pour la répression intérieure. A la demande des Saoudiens, inquiets du risque d'éclatement de l'Irak, les Américains ont laissé intactes de nombreuses unités de la Garde Républicaine, troupes d'élite grassement payées, et bien équipées du régime. Celui-ci possède encore une grande quantité de chars, d'hélicoptères, d'avions et de pièces d'artillerie pour réprimer dans le sang tout mouvement populaire pour la démocratie.

La démocratie semble d'ailleurs briller par son absence

dans les projets des Alliés, pour l'Irak et le Proche-Orient. Hormis les chefs de file occidentaux de la coalition, la plupart de ses membres ne sont pas précisément des modèles de démocratie et l'on peut facilement imaginer leurs pressions pour que le futur «nouvel ordre» n'insiste pas trop sur la démocratisation des pays de la région. Un régime démocratique en Irak, outre le péril qu'il pourrait présenter par son existence-même pour ses voisins, comporterait également le risque de ne pas accepter facilement les demandes de réparation et autres dettes militaires qui ne vont pas tarder à être présentées à Bagdad par les uns et les autres. Aussi la tendance serait-elle en faveur du maintien du régime actuel, si possible débarrassé de son peu présentable chef, ou d'une autre dictature militaire dominée par des officiers arabes sunnites pro-saoudiens de façon à éviter la constitution d'un axe chiite Téhéran-Bagdad-Damas.

Reste à savoir si la population irakienne, épuisée et ruinée par les 23 années de dictature de Saddam Hussein, acceptera ce destin que l'on veut lui dicter de l'extérieur, si elle aura les ressources de faire entendre sa voix et de réaliser ses aspirations démocratiques.

Quant aux 5 millions de Kurdes tant martyrisés par le régime irakien, on sait d'ores et déjà que les alliés leur dénieront le droit à l'auto-détermination au nom de l'intangibilité des frontières existantes. La Turquie et l'Iran ont déjà déclaré qu'ils s'opposeront par la force à la création d'un Etat kurde en Irak. Il est peu probable que les Occidentaux, à supposer qu'ils le veuillent, aillent à l'encontre de la volonté de leurs nouveaux alliés turc, iranien et syrien. Les Kurdes seront, une fois de plus, sacrifiés sur l'autel de la Realpolitik. Ils s'efforceront de leur mieux d'améliorer tout de même leur sort dans le cadre de l'Etat irakien en luttant pour l'instauration d'une démocratie parlementaire laïque, pluraliste et fédérale.

Le choix entre l'option démocratique et la dictature militaire dépendra largement du soutien ouvert ou indirect accordé par les Américains, qui occupent une grande portion du territoire irakien, au ci-devant «criminel de guerre et nouvel Hitler», Saddam Hussein. On saura alors ce que signifie au juste ce fameux «nouvel ordre régional» tant annoncé.

LA MORT DU POÈTE KURDE HEJAR

L'UNE des grandes figures de la littérature kurde contemporaine, Hejar (alias Abdulrahman Charafkendi) est décédé le 21 février à Karadj (en Iran) à l'âge de 70 ans. Né en 1921 dans un village de Mahabad, Hejar a participé à l'expérience de la République kurde de Mahabad (1946). Après la destruction de cette république, Hejar a quitté l'Iran et a vécu dans plusieurs pays du Moyen Orient. Au début des années 70, il a rejoint le mouvement kurde du général Barzani; après l'écrasement de ce mouvement en 1975, il est rentré en Iran et s'est consacré essentiellement aux activités littéraires. Parmi ses oeuvres, citons: l'édition savante de l'épopée nationale kurde *Mem û Zîn* (publiée par l'Institut Kurde), le *Sharafname* ou *les Fastes de la nation kurde*, chronique socio-historique écrite en 1596 par le prince kurde

Chéréff Khan, des oeuvres d'Avicenne ainsi que plusieurs recueils de poèmes, la traduction des quatrains de Khayyam en kurde et un enfin un monumental dictionnaire kurde-persan de 60.000 mots publié quelques semaines avant sa mort. Sa traduction kurde du Coran est actuellement sous presse.

Hejar était l'un des membres fondateurs de notre Institut. Il aimait à présenter celui-ci comme un "lieu saint" incarnant la résistance spirituelle du peuple kurde. Une fois par an il venait passer quelques semaines à Paris. Sa dernière visite a eu lieu une dizaine de jours avant sa mort. Avec lui disparaît l'une des grandes voix de la vie culturelle kurde du XX^{ème} siècle et un témoin hors pair de l'histoire contemporaine kurde.

ANKARA: LE PRÉSIDENT TURC RECONNAIT L'EXISTENCE DE DOUZE MILLIONS DE KURDES EN TURQUIE

A PRÈS l'avoir nié pendant sept décennies, la Turquie a dû, finalement, par la voix de son président, reconnaître l'existence d'une entité kurde dans le pays. Ce changement spectaculaire qui montrait l'impossibilité de continuer une politique d'autruche, a été salué par la plupart des capitales européennes, mais n'a rencontré que méfiance de la part des Kurdes en Turquie (cf. l'article de Nicole Pope reproduit dans les p.36-37 de notre dossier de presse). Le maintien de l'Etat d'exception et d'un régime d'arbitraire au Kurdistan de Turquie était sans doute à la base de la méfiance des Kurdes dont l'aspiration à une démocratie élargie reste, pour le moment du moins, sans réponse concrète. La situation dramatique sur le plan des droits de l'homme persiste, voire une nette dégradation a été signalée dans ce domaine au cours du mois de février. Dans plusieurs villes des affrontements sanglants ont eu lieu entre les unités d'élite de l'armée et la population civile.

Dans le cadre du débat autour du projet de loi du gouvernement turc consistant à légaliser l'usage oral de la langue kurde, le président de l'Institut Kurde de Paris Kendal Nezan a accordé un entretien à l'hebdomadaire turc *Nokta* qui l'a publié sans censure et sans être poursuivi par les tribunaux :

NOKTA: *Que pensez-vous de la modification de la loi interdisant l'usage de la langue kurde et de la « campagne pour la liberté de la langue kurde » que le Président Turgut Özal a lancée? S'agit-il pour vous d'un pas positif? Pensez-vous qu'il faudrait soutenir cette mesure?*

NEZAN: Le projet de loi constitue un pas positif dans le règlement pacifique, démocratique et civilisé du problème kurde. Comme vous le savez, l'Institut Kurde avait lancé, en juin 1988, une campagne internationale en vue d'obtenir l'abrogation des interdictions touchant à la langue et à la culture kurdes en Turquie. Jusqu'à maintenant plus de trente prix Nobels ainsi que Madame Mitterand, Madame Allende, le président de la Tchécoslovaquie Vaclav Havel, le guide spirituel du Tibet le Dalaï-Lama, le leader sud-africain Nelson Mandela, l'ancienne présidente du parlement européen Madame Simone Weil, Edward Kennedy et plus de

4000 parlementaires, sénateurs, écrivains, artistes et hommes de science de 42 pays ont signé cet appel. L'interdiction de la langue kurde est devenu un problème international auquel la Turquie devait faire face dans tous les formes diplomatiques. La Turquie, en tant que seul pays des Nations Unies ayant interdit à ses millions de citoyens l'usage de leur langue maternelle, rencontre des difficultés de plus en plus croissant. Ces difficultés devraient s'aiguïser à la suite des obligations découlant de la charte de Paris sur la Sécurité et la Coopération en Europe et de la pression de l'opinion publique dans les pays tels que la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Suède, de plus en plus favorable aux revendications démocratiques du peuple kurde. A titre d'exemple, on peut dire qu'en France, en Italie, en Angleterre ou en Suède presque aucun parti politique n'est hostile à ce que le problème kurde soit inscrit à l'agenda des conférences internationales, prévues pour l'après-guerre. En France, même les associations arabes et étrangères considèrent le problème kurde comme un problème aussi grave et aussi urgent que les problèmes palestiniens et libanais et demandent qu'il figure à l'ordre du jour international.

Les dirigeants de la République de Turquie n'ont, dans ces conditions, aucune possibilité de continuer à poursuivre leur politique d'autruche. Même aux U.S.A., qui sont pourtant leur allié de confiance, le Département d'Etat souligne depuis quelques années, dans son rapport annuel sur les Droits de l'Homme, qu'en Turquie des millions de citoyens kurdes sont privés de leurs droits culturels. Cela est considéré comme une grave violation des droits de l'Homme.

Monsieur Turgut Özal, homme d'Etat pragmatique et réaliste, est conscient de l'impasse à laquelle la négation, depuis 1924, de l'existence des Kurdes a conduit le pays. Au moment où le mur de Berlin est tombé et où même les pays totalitaires entament le processus de la démocratisation, il n'est plus guère possible pour la Turquie, dont la prétention est de constituer un pont entre l'Asie et l'Europe, de s'emprisonner dans des idéologies rigides, nationalistes et chauvines, héritées des années 20 et 30.

Il est du devoir de tout démocrate responsable de soutenir les initiatives qui élargissent le champ des libertés et des droits. Presque partout dans le monde, la politique jusqu'au-boutiste du «tout ou rien» n'a fait qu'aboutir à des catastrophes. A mon avis, il faudrait soutenir le projet de Monsieur Özal qui vise à abroger l'interdiction de l'usage oral de la langue kurde. Mais il faudrait considérer cette mesure comme un premier pas limité en vue de démocratiser la société; il ne faudrait pas s'en contenter. Il faut demander l'abrogation de tous les articles du Code Pénal (notamment des articles 141, 142 et 163) relatifs aux délits d'opinion. Il est nécessaire, afin de garantir la survie de la langue et de la culture kurdes millénaires, de formuler des revendications concernant l'usage écrit du kurde, des émissions de radio et de télévision en kurde. Même les régimes dictatoriaux de Bagdad et de Téhéran ont reconnu des droits culturels à leurs millions de citoyens kurdes. En Irak, le kurde est utilisé comme la langue d'enseignement dans les écoles primaires, les collèges et aux universités. De se situer, de ce point de vue, même derrière ses voisins anti-démocratiques, est malheureux pour la Turquie. Cela constitue un point négatif pour ce pays qui affirme avoir mérité, en tant qu'Etat démocratique, de devenir membre de la Communauté Européenne.

Si la Turquie veut devenir une véritable démocratie conforme aux standards européens, elle doit, rapidement, réaliser les modifications constitutionnelles et légales nécessaires, permettre aux partis politiques et aux associations kurdes capables de librement exprimer et formuler les *desiderata* de leur peuple, de mener leurs activités dans le cadre d'un Etat de droit. Les droits reconnus à divers peuples dans des pays multinationaux à tradition démocratique ancienne, comme la Suisse, le Canada et la Belgique, n'ont pas affaibli l'unité de ces Etats: au contraire, ils l'ont renforcée. Même les pays comme l'Espagne et la Tchécoslovaquie, sortis de plus de quarante ans de régimes totalitaires, ont pu devenir des pays démocratiques, ne reconnaissant nullement les «délits d'opinion», respectant les droits et les libertés de l'homme. Désormais, il y a en Turquie des forces sociales aspirant à une véritable démocratie, capables de la faire vivre. Or sans une solution urgente et démocratique au problème kurde, la Turquie ne connaîtra pas à une véritable démocratie.

Il faut juger les hommes non pas d'après leurs idées, mais d'après leurs actes. Quelle que soit le calcul ou l'arrière-pensée de Monsieur Özal, le fait de reconnaî-

tre l'existence des millions de Kurdes et de décider d'abroger l'interdiction de parler le kurde est un acte positif. Özal peut figurer dans l'histoire soit comme un héros tel que De Klerk qui a progressivement supprimé le système d'*apartheid*, soit comme un politicien incohérent et opportuniste, oubliant ses promesses et, une fois le danger écarté, capitulant devant les forces conservatrices. L'attitude qu'il adoptera dans les mois à venir montrera s'il est l'un ou l'autre.

NOKTA: *Y a-t-il des interprétations différentes dans les milieux kurdes sur ce point ou alors, peut-on parler d'une opinion sur laquelle tout le monde est d'accord?*

NEZAN: D'une manière générale, tout le monde juge cette initiative positive et la comprend dans le cadre des préparatifs pour les marchandages de l'après-guerre. Comme vous le savez, la Turquie prétendait, lors de la Conférence de Lausanne (en 1923) qu'elle représentait les peuples turc et kurde. Elle peut, après la guerre, en soulignant qu'il y a 12 millions de Kurdes en Turquie, tenter de se montrer comme la protectrice des Kurdes au Moyen-Orient tout entier. Mais nous ne pensons pas qu'elle peut réussir dans un tel rôle éventuel. Les puissances qui auront le mot final dans une telle conférence, comme les U.S.A., la France et l'Angleterre, sont à même d'évaluer qui, et dans quelle mesure, représente les Kurdes, notamment ceux de l'Irak; ils connaissent leurs revendications et leurs aspirations. Les dernières modifications très limitées en Turquie sont vues comme très insuffisantes pour pouvoir créer une sympathie des Kurdes des pays voisins pour la République de Turquie; elles sont appréciées uniquement comme un pas modeste en vue de réparer une injustice historique. Beaucoup disent «Bravo Özal», mais personne n'a encore dit «Vive Özal».

NOKTA: *Cette initiative signifie-t-elle que l'existence des Kurdes est enregistrée comme une existence nationale?*

NEZAN: Le concept de la nation dans le sens moderne du terme émerge avec la Révolution française. Le traité de Sèvres (en 1920) et les 14 points du président américain Woodrow Wilson concernant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ont reconnu, pour la première fois dans l'histoire, l'existence des Kurdes comme une nation dans le sens moderne. Par la suite, cette existence en tant que nation a été réaffirmée lors de la République de Mahabad en 1946, et par la constitution de l'Irak rédigée après la Révolution de 1958. La présence de 75 députés «du Kurdistan» dans

la Grande Assemblée Nationale de Turquie, dissoute en 1924, montre que l'existence des Kurdes et de leur pays, le Kurdistan, était également admise par Mustafa Kemal (Atatürk). Turgut Özal est le premier homme d'Etat turc à réadmettre, depuis cette date, l'existence des Kurdes. Mais les Arabes définissent les Kurdes, et ce depuis le VIIe siècle, comme «un peuple» à part. Les Seldjoukides ont constitué une «province de Kurdistan» au XIIe siècle. Les Sultans ottomans Selim II et Soliman le Magnifique ont exprimé leur fierté d'être des souverains du Kurdistan. Il est naturellement positif de réadmettre, après 67 ans d'hystérie et de cécité idéologiques, cette réalité historique, sociale et culturelle; mais ces impasses et ce fanatisme nationaliste ont coûté ô combien de sang, de larmes, de gaspillage des ressources matérielles et de sacrifices humains à nos peuples?

NOKTA: Ismail Besikçi nous disait, dans l'entretien qu'ils nous a accordé la semaine passée, qu'«il est clair que les projets concernant le Proche-Orient resteront caducs s'ils ne tiennent pas compte de l'existence nationale des Kurdes et de leurs desiderata politiques». Quelles seront les demandes des Kurdes de Turquie concernant leur langue et leur culture lorsque ces projets seront mis en application?

NEZAN: Je partage tout à fait l'opinion de M. Besikçi. Sans garantir l'existence, les droits et l'avenir des Kurdes, il ne sera point possible d'aboutir à la paix et à la stabilité dans la région. La Guerre du Golfe est le dernier et le plus flagrant exemple de ce fait... Saddam Hussein a dû, afin d'écraser le mouvement national kurde dirigé par le général Barzani, faire d'importantes concessions au Chah d'Iran en 1975. En 1979, pour récupérer ce qu'il avait perdu, il a déclaré la guerre

contre l'Iran; cette guerre a coûté plus d'un million de vies humaines et a provoqué la destruction massive des deux pays. Sortie de cette guerre, l'Irak s'est trouvé dans une grave crise économique et a attaqué son riche voisin: le Koweït. Cette agression a mis en danger la paix régionale et mondiale. En somme, le fanatisme anti-kurde de Saddam a coûté très cher, dans un laps de temps de 15 ans, aussi bien à la région qu'à la paix mondiale.

Dans le monde d'aujourd'hui, tous les problèmes sont liés entre eux. Aucun peuple de la région n'aura la démocratie et la paix aussi longtemps que les droits nationaux du peuple kurde ne seront pas reconnus, et qu'il ne pourra jouir d'un statut juste, basé sur le principe d'égalité. Il s'agit là d'une réalité que l'histoire et la vie affirment désormais à travers le monde entier. La Turquie doit s'employer, à mon avis, à reconnaître graduellement les mêmes droits politiques et culturels aux 12 millions citoyens kurdes que ceux qui sont reconnus par la Tchécoslovaquie aux Slovaques, par l'Espagne aux Catalans et aux Basques, par le Canada aux Québécois; elle doit faire à la fois ce qui est nécessaire par le droit et la démocratie, garantir la paix et la tranquillité du pays, et gagner la sympathie et l'amitié des Kurdes des pays voisins, devenir un pôle de paix et de démocratie stable sans problèmes ni tensions avec ses voisins.

Afin d'évaluer par une manière démocratique les aspirations des Kurdes de Turquie, il faudrait procéder dans les plus brefs délais aux modifications juridiques, supprimer les délits d'opinion, libérer les prisonniers politiques et permettre aux partis politiques kurdes de mener librement leurs activités.

WASHINGTON: UNE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES KURDES

L'INSTITUT Kurde vient d'organiser, avec la Fondation France-Libertés et la Congressional Human Rights Foundation américaine, une conférence internationale inter-parlementaire sur les Kurdes qui s'est tenue le 27 février dans la salle de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat.

S'inscrivant dans le cadre des consultations interparlementaires prévues lors de la Conférence de Paris, cette réunion avait pour but de faire le point sur la situation des droits de l'homme au Kurdistan et de sensibiliser l'opinion américaine au sort du peuple kurde.

Environ 150 personnalités ont assisté à cette conférence au cours de laquelle notamment Mme. Danielle Mitterrand, les sénateurs Edward Kennedy et Claiborne Pell, les parlementaires britanniques Mme. Ann Clwyd et Lord Ennals, l'euro-parlementaire allemande Claudia Roth ont plaidé en faveur de la reconnaissance des droits du peuple kurde.

La conférence a débuté par l'allocution de bienvenue du sénateur Kennedy, suivie d'une intervention très émouvante de Mme. Mitterrand évoquant les difficultés de faire entendre la voix du peuple kurde dans l'arène internationale. Après une brève présentation de la question kurde par Kendal Nezan, Président de l'Institut Kurde de Paris, le leader du Front du Kurdistan Irakien, Jalal Talabani, a expliqué comment depuis le partage du Kurdistan dans les années 1920, le droit à l'autodétermination était refusé au peuple kurde et pourquoi celui-ci luttait éternellement pour la reconnaissance de ses droits dans le cadre des Etats existants. Ensuite, Hoshiyar Zebari, représentant en Europe du Front du Kurdistan, a évoqué le sort actuel des Kurdes en Irak. Des représentants des organisations de défense des droits de l'homme ont ensuite apporté leurs témoignages. Au nom d'Amnesty International, Mme Meryam Elahi a longuement parlé des violations des droits de l'homme au Kurdistan de Turquie, témoignage corroboré et complété par Claude Katz, secrétaire général-adjoint de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme. De son côté, le vice-président de Médecins du Monde, Bernard Grandjon, a témoigné

de l'action de son organisation au Kurdistan iranien. L'usage de armes chimiques contre les Kurdes d'Irak a fait l'objet de communications très documentées du professeur britannique Alastair Hay, de l'université de Leeds et du Dr. Robert Cook-Deegah de l'organisation médicale américaine Physicians for Human Rights.

Le président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat et quatre de ses collègues, membres de la commission, ont offert un déjeuner de travail à Mme. Mitterrand et aux personnalités kurdes présentes. Le déjeuner a été l'occasion d'un échange de vues fructueux sur les moyens d'assurer une meilleure prise en compte de la question kurde dans la politique américaine. La session de l'après-midi a été consacrée aux interventions de Peter Galbraith, de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat, de Mme. Claudia Roth qui venait juste d'effectuer une mission d'étude au Kurdistan de Turquie, du représentant du député conservateur britannique David Atkinson, toujours sur le sort des Kurdes en Turquie. Lord Ennals est intervenu pour souligner que la question kurde ne trouverait véritablement une solution satisfaisante que le jour où le peuple kurde pourra exercer son droit légitime à l'auto-détermination.

Après la lecture des messages des parlementaires empêchés par l'actualité de se rendre à Washington (Lord Avebury, président du Groupe parlementaire britannique des Droits de l'Homme, M. Telkämper, vice-président du Parlement européen et M. Flaminio Picoli, président de la Commission des Affaires Etrangères du Parlement italien), Mme. Ann Clwyd a tiré les conclusions de cette journée de réflexion et de consultations: il n'y aura pas de paix et de stabilité durables dans la région sans un règlement équitable de la question des 25 millions de Kurdes; cette question doit figurer dans l'ordre du jour de futures négociations sur l'avenir de la région; les parlementaires des pays démocratiques devront poursuivre et intensifier leurs efforts et leurs consultations pour parvenir à ce but.

La journée s'est terminée par un dîner offert par le Congrès National Kurde d'Amérique du Nord. Les actes de la conférence de Washington seront bientôt publiés par l'Institut Kurde.

PARIS: LA DIASPORA KURDE SE CONCERTE

A l'initiative de l'Institut Kurde, environ 90 personnalités et de représentants des principales associations et organisations de la diaspora kurde d'Europe, d'Amérique et d'Australie se sont réunis les 14 et 15 février à Marly-le-Roi pour réfléchir ensemble sur la situation du peuple kurde dans la crise du Golfe.

Après avoir entendu les exposés des représentants du Front du Kurdistan d'Irak, du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran et des partis kurdes de Turquie et de Syrie, les participants ont au cours de ces deux journées procédé à un échange de vues et d'expériences riche et fructueux. Intervenant à un moment critique de l'histoire des Kurdes et du Proche-Orient, et à la veille de la Conférence de Washington, ce dialogue inter-kurde a permis de resserrer les liens entre les diverses composantes de la diaspora et de dégager quelques lignes de force pour les actions futures pour mieux sensibiliser l'opinion publique au sort du peuple kurde.

Nous reproduisons ci-dessous le document final publié à l'issue de ces journées de dialogue et de concertation.

A l'invitation de l'Institut Kurde de Paris, environ 90 représentants de partis politiques, d'associations, de centres culturels et d'intellectuels kurdes venant de 15 pays différents se sont réunies, les 16 et 17 février 1991 à Paris. Ensemble ils ont réfléchi, échangé des idées sur la situation actuelle du Kurdistan et en particulier dans le contexte de la crise du Golfe. Au bout de ces deux jours d'échanges et de consultation, la réunion de Paris propose à l'opinion publique kurde les recommandations ci-dessous:

1- Le peuple kurde se trouve aujourd'hui dans une phase historique. Les changements dans le monde et en particulier la crise du Golfe peuvent susciter des changements majeurs au Proche-Orient. Dans cette période historique, les participants à réunion croient qu'il est urgent de réunir un Congrès National du Kurdistan afin de définir une stratégie commune et de constituer un organe représentatif de l'ensemble du peuple kurde, chargé de parler au nom des Kurdes et les représenter au sein des organisations internationales.

Pour que ce congrès puisse représenter d'une manière juste

le peuple kurde, il est nécessaire que les représentants de l'ensemble des partis politiques, des organisations sociales et culturelles kurdes et les intellectuels y participent. C'est pourquoi nous demandons aux organisations politiques de terminer au plus vite les travaux préparatoires de ce congrès.

Les participants à cette réunion croient que sans une solution juste à la question des 30 millions de Kurdes qui, comme chaque peuple a le droit de déterminer leur destin, le Proche-Orient ne peut connaître, une paix et une stabilité durable.

La solution de la question kurde sera un facteur essentiel pour l'instauration de la démocratie au Proche-Orient.

2- Dans cette période historique, il faut que toutes les organisations, les centres culturels, les intellectuels kurdes et les amis des Kurdes se mobilisent autour de la question nationale kurde pour l'inscrire à l'agenda des Nations-Unies et des conférences internationales qui auront lieu sur l'avenir du Proche-Orient.

3- Les participants à la réunion demandent que lors de la conférence du 27 février au Sénat américain, de la conférence de Stockholm ainsi qu'à chaque conférence internationale, non seulement les droits de l'homme mais les droits politiques et nationaux de l'ensemble du peuple kurde soient évoqués.

4- Aujourd'hui environ 750000 Kurdes vivent à l'étranger. Leurs associations, centres culturels, intellectuels et publications jouent un rôle important dans la popularisation de la question kurde et la préparation d'une opinion publique favorable aux Kurdes. Mais, malheureusement, ils manquent de coordination entre eux. Aujourd'hui, le peuple kurde a encore plus que d'habitude, besoin de leur efforts et de leur collaboration. C'est pourquoi les associations et centres culturels participant à cette réunion ont décidé de se doter d'un Conseil de coordination et de reprendre contact avec eux qui n'ont pu assister à cette réunion, pour s'assurer de leur participation. La réunion préparatoire de ce conseil aura lieu, en mars, à Stockholm.

5- Les organisations et les intellectuels kurdes ont besoin de

poursuivre leur dialogue et leurs consultations. Nous espérons que pour répondre à ce besoin, contribuer à ce dialogue et mieux se comprendre et avancer dans cette voie d'une collaboration plus étroite, d'autres réunions comme celle de Paris pourront avoir lieu.

Les participants adressent leurs salutations chaleureuses à tous les combattants du Kurdistan et en particulier à ceux qui sont dans les prisons, aux Peshmergas, aux réfugiés et au mouvement de libération du Kurdistan.

INSTITUT KURDE DE PARIS

106, RUE LA FAYETTE, 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

Le 1^{er} mars 1991.

COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'initiative de la Congressional Human Rights Foundation, de la Fondation France-Libertés et de l'Institut Kurde de Paris, une Conférence de consultation interparlementaire s'est tenue le 27 février 1991 à Washington au Sénat. La conférence était co-présidée par Madame Danielle Mitterrand, le sénateur Edward Kennedy et le sénateur Claiborne Pell, Président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat.

Après avoir entendu les témoignages de plusieurs personnalités kurdes de premier plan et de certaines organisations non-gouvernementales - Amnesty International, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, Médecins du Monde, Middle East Watch, Physicians for Human Rights - la conférence a tiré les conclusions suivantes :

- le sort tragique du peuple kurde nécessite d'urgence l'attention immédiate de la communauté internationale qui porte une lourde responsabilité morale et historique envers ce peuple, martyrisé depuis 22 ans par la dictature de Saddam Hussein.
- tous les efforts qui seront entrepris pour créer un ordre stable dans la région, basé sur le respect du droit international et de la justice, devront inclure une solution juste au problème kurde.
- les parlementaires et les personnalités européennes et américaines qui ont assisté à la conférence demandent aux gouvernements alliés, en particulier aux gouvernements américain, britannique et français, d'inscrire la question kurde à l'ordre du jour de toutes les négociations de paix futures. Ils persévéreront dans leurs efforts multiformes afin d'assurer que ce peuple victime et courageux ne soit pas oublié et sacrifié une fois de plus.

POUR LA DEFENSE D'UNE CULTURE MILLENAIRE EN PERIL

Comité de parrainage : Simone de BEAUVOIR †, Maurice BÉJART, Elena BONNER, Sean MAC BRIDE †, Gérard CHALIAND, Bernard DORIN, Miguel Angel ESTRELLA, Bernard KOUCHNER, Jean LACOUTURE, Claude LANZMANN, Claude LEFORT, Jean MALAURIE, Léo MATARASSO, Edgar MORIN, Henri NOGUERES, Adolfo PEREZ ESQUIVEL, Madeleine REBERIOUX, Maxime RODINSON, Andrei SAKHAROV, Laurent SCHWARTZ, Paul THIBAUD, Germaine TILLION, Jean-Pierre VERNANT, Pierre VIDAL-NAQUET, Gunter WALRAAF, Marguerite YOURCENAR †.

Annexe 2

United States Senate

COMMITTEE ON FOREIGN RELATIONS

PRESS RELEASE

For Immediate Release
March 1, 1991

PELL DISCUSSES POST-WAR IN GULF

The following is a statement by Senator Claiborne Pell (D-R.I.)
Chairman of the Senate Foreign Relations Committee

"The war in the Persian Gulf now appears to be over. It has been a stunning triumph for American arms and for the forces of our coalition partners. I would like to commend our brave servicemen and women who served with such professionalism and with such commitment in the Gulf. All Americans salute them for their role in the liberation of Kuwait.

"We are also very grateful that American and coalition casualties have proved to be extremely light. Never in history has such a major military campaign been waged with so much damage inflicted on the enemy and so few lost by the victorious side. However, my heart goes out to the families and friends of the seventy-nine men and women who died for our country and for freedom in Operation Desert Storm. The world deeply appreciates their sacrifice.

"We also sympathize with the terrible suffering from which the people of Kuwait have now been delivered. They have endured unspeakable hardships over the last seven months. And we should not forget Saddam Hussein's other victims: the Kurds who have been attacked by poison gas and seen their villages destroyed by the thousands.

"And I would also like to offer a thought for the people and ordinary soldiers of Iraq. They too are victims of Saddam Hussein. The Iraqi people have been subject to aerial bombardment and have seen services in their cities go back nearly a century, all because of Saddam Hussein's megalomaniacal ambitions. The ordinary Iraqi soldier was a conscript, he was poorly fed and subject to fire from his own side to keep him from surrendering. He too is a victim of Saddam Hussein.

"Now, however, our attention must shift to the post-war situation. We will profit little from the success of our arms if we fail now to secure the peace.

"First on our list of post-war issues must be the political future of Iraq. In my view Saddam Hussein's days are numbered. He has brought unprecedented misery on his own country, first through an eight year war with Iran that cost 250,000, pulled down his country's infrastructure, brought about the destruction of his military force and produced thousands of Iraqi deaths. This is a record no leader can long endure.

"We should do what we can to encourage a democratic alternative to Saddam Hussein. Already there is a coalition of Kurdish, Shi'a Arab and other groups which has outlined a program for a democratic alternative in Iraq, an alternative that also guarantees autonomy for the long suffering Kurdish minority. We should encourage these efforts. And above all we should not accept the fifteen percent Sunni Arab minority who will run yet one more authoritarian Iraqi regime. The government of Saudi Arabia is sponsoring its own alternative to Saddam Hussein. While I have the greatest admiration for our Saudi allies, theirs is not a government that knows about democracy. Their alternative for Iraq should not be ours.

"Our next priority in the post-war world must be to contain the unrestrained transfer of weapons to countries in the Middle East. It is ironic that all the countries that supplied Iraq with its vast arsenal of modern weapons formed part of the international coalition against Iraq. These arms sales to Iraq may have encouraged Iraq to be more aggressive; they

certainly have made an aggressive Iraq more dangerous. The countries in the Middle East should be devoting their resources to their own development; it is the diversion of scarce resources to wasteful and dangerous military expenditure that is the cause of so much instability in the region.

"Finally, in the post-war period we must redouble our efforts to find peaceful solutions to regional problems:

the Iraq-Kuwait dispute, the Arab-Israel conflict, the civil war in Lebanon and, I would add, the legitimate aspirations of the Kurdish people.

"Mr. President, this has been a great triumph for America and for the United Nations. Now we face a new challenge. I hope our policy makers can show the same courage and same professionalism as did our servicemen and women in the Persian Gulf."

REVUE DE PRESSE

LE «BOUCLIER DU DÉSERT» FAIT PESER DES MENACES SUR LA TURQUIE. Alors que le Président Bush établit le plan des opérations en jours et en semaines, l'élite turque se préoccupe des conséquences à l'échelle des années. (*The Christian Science Monitor*, 14.01.91). p. 1.

SELON LES REBELLES IRAKIENS, LES RAIDS AÉRIENS PIONNENT DUREMENT L'INDUSTRIE IRAKIENNE. Un groupe kurde confirme les bombardements. (*The Washington Post*, 22.01.91). p. 2.

4000 MILITAIRES IRAKIENS VICTIMES DES BOMBARDEMENTS DES ALLIÉS D'APRÈS DES SOURCES KURDES. George Bush condamne l'utilisation des prisonniers comme boucliers humains. (*El Mundo*, 22.02.91). p. 3.

BAKER ADMET QUE LES PROCÉDURES À L'ÉGARD DES KURDES ÉTAIENT ILLÉGALES. (*The Guardian*, 25.01.91). p. 4.

LES KURDES D'IRAK SE PRÉPARERAIENT À L'ACTION CONTRE SADDAM HUSSEIN. (*Voix du Nord*, 25.01.91). p. 4.

TURQUIE: LES KURDES VONT AVOIR LE DROIT DE PARLER LEUR LANGUE. (*Républicain Lorrain*, 27.01.91). p. 4.

LES KURDES RELÈVENT LA TÊTE. Les guérilleros kurdes d'Irak se préparent à lancer des opérations militaires contre le régime de Saddam Hussein. (*La Montagne*, 25.01.91). p. 5.

POUR QUE LE RESPECT DU DROIT FONDÉ UNE PAIX JUSTE ET DURABLE. Appel de personnalités socialistes pour le droit des différents peuples dont les Kurdes, à la souveraineté et à la sécurité. (*Dépêche du Midi*, 26.01.91). p. 6.

JACQUES HAASOUN: «IL FALLAIT MARQUER LE COUP». Après la guerre il faudra régler l'ensemble des questions du Moyen-Orient. (*L'Événement du Jeudi*, 7.02.91). p. 6.

LES KURDES DE TURQUIE CRAIGNENT QUE LA GUERRE LES ATTEIGNE. (*The New York Times*, 28.01.91). p. 7.

SOUVENEZ-VOUS DES KURDES. Servons-nous de nos alliés derrière les lignes ennemies. (*The New York Times*, 28.01.91). p. 8.

LES KURDES SONT PRÊTS À FRAPPER SI LA DOMINATION DE SADDAM S'ACHÈVE. (*The Independent*, 29.01.91). p. 9.

LES KURDES OUBLIÉS À L'ORDRE DU JOUR. (*Pravda*, 30.01.91). p. 10.

UNE LANGUE POUR LES KURDES. (*L'Hebdo*, 31.01.91). p. 11.

LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME SOULÈVE DEVANT L'ONU LE PROBLÈME DES KURDES D'IRAK. (*Le Monde*, 1.02.91). p. 12.

DES MILLIERS DE DÉSERTEURS PARMIS LES TROUPES IRAKIENNES AFFIRMENT LES REBELLES KURDES. (*The Guardian*, 1.02.91). p. 12.

SELON OZAL, LA GUERRE POURRAIT DURER 2 MOIS. «Je pense que Saddam a fait subir un lavage de cerveau à ses troupes». (*The International Herald Tribune*, 1.02.91). p. 13.

LES ÉTATS UNIS CRAIGNENT LE VIDE DE L'APRÈS GUERRE. (*The European*, 1.02.91). p. 14.

LE PRÉSIDENT TURC TURGUT ÖZAL AU «FIGARO». Nous n'interviendrons que pour riposter à une attaque. (*Le Figaro*, 1.02.91). p. 15.

LES KURDES OUBLIÉS. (*Les Echos*, 1.02.91). p. 17.

LES RÉFUGIÉS DE SADDAM. Deux reportages sur les réfugiés kurdes en France notamment dans le Bassin Minier de Haute Loire et sur les Koweïtiens exilés près de Nice. (*L'Yonne Républicaine*,

1.02.91), (*La Montagne*, 7.02.91), (*Marseillaise*, 9.02.91), (*L'Union*, 9.02.91), (*Le Figaro*, 15.02.91), (*Nice Matin*, 15.02.91), (*Sud-Ouest*, 15.02.91) & (*Midi Libre*, 15.02.91). p. 17, 34, 48, 63, 64.

LES KURDES FONT ÉTAT D'UNE GRAVE POLLUTION DE L'EAU EN IRAK. (*L'Indépendant*, 4.02.91). p. 17.

APPEL, PAIX DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT. (*Libération*, 2.02.91). p. 18.

QUI SONT CES KURDES IRRÉDUCTIBLES. (*Le Meilleur*, 2.02.91). p. 19.

PEUR SUR LA VILLE. Angoisse à Diyarbakir, à 200 km de l'Irak. La ville kurde n'oublie pas les 5000 Kurdes irakiens gazés en 1988. (*Le Point*, 4.02.91). p. 21.

KURDES: LES OUBLIÉS. (*Dépêche de Dijon*, 4.02.91). p.23.

Conflits ou paix à venir. LE KURDISTAN: UN ENJEU? (*Nord Matin*, 6.02.91). p. 23

LA PAIX SUSCITE DES QUESTIONS ENCORE PLUS DIFFICILES. L'éventail des positions des alliés pour les négociations à la fin des hostilités dans le Golfe. (*Financial Times*, 5.02.91). p. 24.

TROIS RÉFUGIÉS KURDES EXPULSÉS DE FRANCE. (*République du Centre*, 5.02.91). p. 25.

LES KURDES DÉTIENNENT LA CLÉ DE LA STABILITÉ DE L'APRÈS SADDAM HUSSEIN. (*The Independent*, 5.02.91). p. 26

RÉFUGIÉS KURDES À ALBI. A l'abri des bombes chimiques. (*Dépêche du Midi*, 6.02.91). p. 27.

LES CALCULS SOLITAIRES DU PRÉSIDENT TURC. Turgut Özal se verrait bien en «garant» de l'autonomie kurde dans l'Irak d'après-guerre. (*Libération*, 6.02.91). p. 28.

3000 CIVILS KURDES TUÉS OU BLESSÉS EN IRAK DU NORD, DÉCLARE MASOUD BARZANI. (*International Herald Tribune*, 11.02.91), (*A.F.P.*, 11.02.91), (*Journal de la Réunion*, 12.02.91) & (*Aisne Nouvelle*, 12.02.91). p. 29, 52 & 54.

LA MINORITÉ KURDE EN IRAK : L'HISTOIRE D'UNE OPPRESSION «PLUS BRUTALE» QUE CELLE DE CEAUŞESCU. (*Die Zeitung am Sonntag*, 3.02.91). p. 30.

L'ALIBI KURDE DE LA GUERRE DU GOLFE. (*Gamk*, 4-5.02.91). p. 31.

KURDES: UNE NATION SANS ÉTAT DANS LA TOURMENTE. Ballotés par l'Histoire, quelques 25 millions de Kurdes éparpillés

entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie pourraient devenir un pion important sur l'échiquier de l'après-guerre. (*Var Matin*, 7.02.91), (*Liberté de l'Est*, 7.02.91), (*Le Journal de l'île de la Réunion*, 7.02.91), (*Lyon Matin*, 7.02.91) & (*Liberté*, 8.02.91). p. 32, 33, 41, 42 & 44.

LA TURQUIE LÈVE LES RESTRICTIONS SUR LA LANGUE DES AMINORITÉ KURDE. (*The Christian Science Monitor*, 7.02.91). p. 35.

LA MÉFIANCE DES KURDES FACE AUX AVANCES D'ANKARA. (*Le Monde*, 7.02.91). p. 36.

LES KURDES EN PLEINE TOUMENTE. Exposition sur les Kurdes organisée par le MRAP. (*Dauphiné Libéré*, 8.02.91). p. 37.

QUESTION KURDE: TURGUT ÖZAL MILITE POUR UNE CONFÉDÉRATION TURQUE-KURDE-ARABE. Pour les Kurdes, la Turquie est déjà en guerre. (*Courrier International*, 7.02.91). p. 38.

LA REVANCHE KURDE. Les éternelles victimes de l'Histoire sont l'un des enjeux de la guerre. (*Dauphiné Libéré*, 9.02.91). p. 43.

LES ASSOCIATIONS HUMANITAIRES PLAIDENT LA CAUSE DES KURDES. (*République du Centre*, 9.02.91). p. 43.

LOURDES PEINES DE PRISON POUR CEUX QUI PUBLIENT EN KURDE. (*Frankfurt Allgemeine Zeitung*, 8.02.91). p. 45.

KURDES: UN PEUPLE TROIS FOIS DÉCHIRÉ. 25 millions de Kurdes sont directement concernés par le conflit en cours. (*Témoignage Chrétien*, 9.02.91). p. 46.

YAURA-T-IL UNE RÉPUBLIQUE KURDE? (*El Watan*, 10.02.91). p. 49.

LE MESSAGE DES KURDES: «SANS NOUS LA PAIX IMPOSSIBLE». (*L'Unità*, 10.02.91). p. 50.

PORTES FERMÉES POUR LES KURDES. Annulation par la mairie de l'exposition sur les Kurdes organisée par le M.R.A.P. (*Marseillaise*, 15.02.91). p. 51.

DANIELLE MITTERRAND: «POUR LES DROITS DE L'HOMME». Mme Mitterrand, invitée de FR3 explique qu'il faut stopper l'hégémonie de Saddam Hussein. (*La Montagne*, 11.02.91), (*L'Eveil de Haute Loire*, 11.02.91), (*Le Monde*, 12.02.91), (*Petit Bleu du Lot et Garonne*, 11.02.91) & (*Libération Champagne*, 11.02.91). p. 52, 54 & 77.

PRIS ENTRE UN ROC ET UNE SITUATION ÉPINEUSE. Estimation du coût de la crise du Golfe dans la région kurde de la Turquie. (*Financial Times*, 12.02.91). p. 53.

- NAISSANCE D'UNE «O.N.U.» POUR LES SANS-VOIX. (*Ouest France*, 12.02.91). p. 54.
- UN HAVRE DE PAIX POUR LES TREIZE KURDES IRAKIENS. 13 Kurdes tentent de s'acclimater à Clamecy, leur nouvelle terre d'asile. (*Journal du Centre*, 13.02.91), (*La Montagne*, 13.02.91) & (*L'Yonne Républicaine*, 13.02.91). p. 55 & 56.
- PAS D'EXCEPTION POUR LES KURDES D'OBWALD. Les demandeurs d'asile qui ont mené pendant le mois de janvier une grève de la faim seront en principe refoulés à la fin de la semaine. (*Journal de Genève*, 13.02.91). p. 57.
- LES ABUS DÉNONCÉS PAR LES KURDES DE TURQUIE. Le gouvernement d'Ankara qui assimile la revendication d'une identité culturelle kurde à un acte de séparatisme annonce qu'il va légaliser la langue kurde. (*Journal de Genève*, 13.02.91). p. 58.
- LES KURDES: PION STRATÉGIQUE. S'ils font l'objet d'étonnantes sollicitudes, ils refusent de prendre part dans une guerre qui n'est pas la leur. (*Sud-Ouest*, 14.02.91). p. 59.
- LE KURDE SALADIN HÉROS DE LA CAUSE ARABE. (*Echo Républicain*, 14.02.91). p. 60.
- L'OPPOSITION IRAKIENNE FAIT PRESSION SUR LES ALLIÉS OCCIDENTAUX. LE FRONT KURDE. (*El Pais*, 14.02.91). p. 61.
- LA PRÉCISION DES BOMBARDEMENTS. Ce ne sont pas seulement des cibles militaires qui sont visées: toutes les installations sont pillonnées avec une étonnante précision. (*L'Événement du Jeudi*, 14.02.91).
- JOYEUSE RENCONTRE ENTRE KURDES ET PIRIACAIS. (*Presse Océan*, 16.02.91), (*L'Echo de la Presqu'île*, 22.02.91). p. 64 & 88.
- L'APRÈS-GUERRE INQUIÈTE LES KURDES D'IRAK. Oubliés par les grandes puissances pendant la guerre, les Kurdes se demandent s'ils ne le seront pas également lors du règlement du conflit. (*Le Monde*, 16.02.91). p. 65.
- «LES KURDES OUBLIÉS DE L'HISTOIRE». Communiqué du M.R.A.P. après l'annulation de l'exposition en mairie sur le drame kurde. (*Marseillaise*, 18.02.91). p. 66.
- QUELLES CHANCES POUR L'OPPOSITION IRAKIENNE? (*Libération*, 18.02.91). p. 67.
- LE MAL DU PAYS. «EN ATTENDANT LE JOUR OÙ...» ILS PEIGNENT LEUR PATRIE ET EXPOSENT LEURS ŒUVRES. 5 peintres kurdes exposent du 5 février au 3 mars en mairie de Bollène. (*Dauphiné Libéré*, 18.02.91), (*La Tribune*, 28.02.91), (*Midi Libre*, 18.02.91), (*Artension*, février 91), (*Le Provençal*, 19.02.91), (*Le Provençal*, 21.02.91), (*Vauchuse Matin*, 27.02.91) & (*Le Méridional*, 28.02.91). p. 69, 70, 71, 72, 82, 89 & 91.
- LES KURDES SPECTATEURS DE LA GUERRE. Aux confins turco-irakiens, du haut des pitons escarpés, on peut assister aux bombardements du nord de l'Irak par l'aviation américaine. (*Le Figaro*, 19.02.91). p. 73.
- QUAND LA GRANDE BRETAGNE GAZAIT L'IRAK. Selon un rapport anglais, Saddam Hussein n'a pas été le premier à utiliser les armes chimiques dans son pays. (*The Globe and Mail*, 20.02.91). p. 74.
- OPPOSITION AU PLAN SUR LES DROITS DE LA LANGUE. (*The Globe and Mail*, 18.02.91). p. 74.
- LES KURDES FACE À TROIS GUERRES. La convergence des luttes des Kurdes de Turquie, d'Irak, d'Iran et pourquoi pas leur alliance dans un front de libération du Kurdistan... (*Rouge*, 21.02.91). p. 75.
- DANIELLE MITTERRAND AVEC LES KURDES était venue assister à la conférence organisée par l'Institut Kurde de Paris, à Marly le Roi. (*Le Parisien*, 18.02.91) & (*Le Courrier des Yvelines*, 21.02.91). p. 77 & 88.
- LES ÉTATS UNIS ET LA SYRIE SONT EN FAVEUR D'UN GOUVERNEMENT IRAKIEN EN EXIL. (*El Pais*, 10.02.91). p. 78.
- PRÉCISION, sur la condamnation des bombardements chimiques contre les populations kurdes. (*L'Événement du Jeudi*, 21.02.91). p. 79.
- DES KURDES INDÉPENDANTS. Le PKK ne soutient pas Bagdad. (*L'Hebdo*, 21.02.91). p. 79.
- LA TURQUIE TIENT SES KURDES. La stratégie de Turgut Özal pour le développement économique de la région kurde de Turquie. (*Ouest-France*, 21.02.91). p. 80.
- ACCUEIL DE 54 RÉFUGIÉS KURDES D'IRAK, à Paris puis au centre d'hébergement à Piriac. (*Quotidien de Paris*, 23.02.91) & (*A.F.P.*, 23.02.91). p. 80 & 85.
- DES RÉFUGIÉS KURDES TÉMOIGNENT: «Les avions de Saddam ont gazé notre village». (*Dépêche du Midi*, 21.02.91). p. 81.
- LES KURDES: TROUVEZ-VOUS UN LIEU DANS L'IRAK D'APRÈS-GUERRE. 4 millions de citoyens irakiens demandent aux alliés une reconnaissance officielle pour fuir les persécutions du Rais. (*Il Giornale*, 22.02.91). p. 83.

UN PEUPLE SACRIFIÉ. Partagé en 1945 entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'URSS, le peuple kurde réclame son droit à exister. (*Urgences pacifistes*, février 1991). p. 84.

KURDES: UN PEUPLE MARTYR. Ils craignent que les événements actuels ne transforment leur bourreau en héros. (*L'Humanité Dimanche*, 22-28.02.91). p. 85.

CONTRE L'IRAK, LES ALLIÉS GARDENT UN ATOUT DANS LA MANCHE: LES KURDES. Qui sont ces Kurdes, légendaires au Proche-Orient? (*La Gazette Ariégeoise*, 22.02.91). p. 86.

LA CIMADE DEMANDE QUE LA FRANCE S'ENGAGE DANS «UNE DÉCISION DE CESSEZ-LE-FEU». (A.F.P., 26.02.91). p. 87.

LE SOUTIEN DU CINÉMA. Affluence record au «clap» pour la projection du «Troupeau» et un débat sur les Kurdes. (*Vauchuse Matin*, 28.02.91). p. 90.

LE KURDISTAN TOUJOURS... La cause d'un «peuple oublié peut bien être entendue à Bollène. (*Le Provençal*, 28.02.91). p. 92.

LES INCERTITUDES DE L'APRÈS-SADDAM. Aucune force politique organisée ne semble prête, mais les Kurdes du nord et les chiites du sud attendent leur revanche. (*Le Figaro*, 27.02.91). p. 93.

LA TURQUIE S'EN PREND AUX PARTISANS DES REBELLES KURDES. (*Reuter*, 27.02.91). p. 95.

LES KURDES D'IRAK NE VEULENT PAS D'UN ETAT INDÉPENDANT. (*Reuter*, 27.02.91). p. 95.

KURDES DE TURQUIE: un tué, quatre blessés lors d'une émeute dans une ville du sud est de la Turquie. (*Reuter*, 28.02.91). p. 96.

LES AMÉRICAINS DEVRAIENT SOUTENIR LA DÉMOCRATIE POUR LES IRAKIENS. (*International Herald Tribune*, 27.02.91). p. 97.

L'ÉTERNEL ESPOIR DES KURDES DE PARIS. La communauté kurde de Paris vit la guerre du Golfe avec une acuité douloureuse où se mêlent fatalisme et espérance. (*Aujourd'hui Paris*, 27.02.91). p. 98.

LE RASSEMBLEMENT DES FORCES TURQUES À LA FRONTIÈRE IRAKIENNE INQUIÈTE L'IRAN ET LA SYRIE. (*The Washington Post*, 29.02.91). p. 99.

LA CRISE «OZAL» A L'ANAP. Le premier ministre Akbulut et certains ministres accueillent avec réticence la «libéralisation de la langue kurde». (*Cumhuriyet*, 1.02.91). p. 100.

LES REFUGIES KURDES D'IRAK EN TURQUIE: REVENDI-

CATION SUR L'ENSEIGNEMENT EN KURDE. (*Cumhuriyet*, 1.02.91). p. 100.

ÖZAL A INFORME LES DEPUTÉS DE L'ANAP SUR LA LANGUE KURDE. la libéralisation de la langue kurde provoque un malaise au sein de l'ANAP. (*Milliyet*, 1.02.91). p. 101.

JOIE DANS LE SUD-EST. Les notables kurdes expriment leur satisfaction concernant la libéralisation de la langue kurde. Le Conseil de l'Europe a jugé la fin de l'interdiction de l'usage oral du kurde «positive, mais insuffisante». (*Milliyet*, 1.02.91). p. 102.

LE PROBLEME DE LA LANGUE KURDE A ETE DISCUTÉ A L'ASSEMBLÉE ET AU SEIN DE L'ANAP. (*Tercüman*, 1.02.91). p. 102.

TRIPLE AGENDA AMERICAIN POUR ANKARA: SON ROLE DANS LA GUERRE, LE PROBLEME KURDE ET L'EMBARRAS DE LA GRECE. (*Milliyet*, 1.02.91). p. 103.

LA CRISE D'AUTORISATION A L'ANAP. Débat au comité central pour autoriser le gouvernement à envoyer des troupes à l'étranger et sur la libéralisation de la langue kurde. (*Cumhuriyet*, 2.02.91). p. 104.

LA POLITIQUE KURDE D'ÖZAL DÉBATTUE. Les diplomates la jugent «positive». Les autorités militaires la qualifient de «partisane». (*Cumhuriyet*, 2.02.91). p. 105.

TALABANI FAIT LES LOUANGES D'ÖZAL. Le chef kurde irakien a expliqué qu'en libéralisant la langue kurde, Özal s'est comporté d'une manière intelligente. (*Cumhuriyet*, 2.02.91). p. 106.

CLIN D'OEIL DE TALABANI A LA TURQUIE? Ses déclarations à *Die Welt* sur l'Etat kurde ressemblent à celles d'Özal. (*Milliyet*, 2.02.91). p. 107.

LE GROUPE PARLEMENTAIRE DE L'ANAP SE MONTRE HOSTILE A LA LOI SUR L'AUTORISATION ET A LA LIBÉRALISATION, LE FRONT CONTRE ÖZAL A L'ANAP. (*Cumhuriyet*, 3.02.91). p. 108.

DISCUSSION AU SUJET DES CASSETTES EN KURDE. Alors que la préfecture de Diyarbakir a interdit la cassette intitulée «La belle de Diyarbakir» en partie en kurde, d'autres sont vendues clandestinement. (*Cumhuriyet*, 4.02.91). p. 109.

LA LOI QUI AUTORISE L'USAGE ORAL DU KURDE ET DES AUTRES LANGUES PRÉVOIT UNE PEINE DE 3 MOIS A 2 ANS CONTRE CEUX QUI PARLENT LE KURDE DANS LES BUREAUX OFFICIELS. (*Hürriyet*, 4.02.91). p. 109.

ATTENTION: QUI VA A LA CHASSE PERD SA PLACE. DE BARZANI A TALABANI. (*Cumhuriyet*, 5.02.91). p. 110.

LES RÉFUGIES KURDES IRAKIENS FRAPPES D'INTERDICTION DE TRAVAILLER DANS LE MARCHÉ ET DANS LA CONSTRUCTION. (*Cumhuriyet*, 5.02.91). p. 110.

MEHMET SAH DONT LA CASSETTE COMPREND DES PAROLES EN KURDE: «LES BRAS DE LA CENSURE M'ÉTOUVENT». Mehmet Sah a expliqué que chanter en kurde n'était pas un acte politique, mais un acte de défense de l'identité culturelle. (*Cumhuriyet*, 5.02.91). p. 111.

LE PROJET DE LOI SUR LA LANGUE KURDE A L'ASSEMBLÉE. Le projet de loi maintient le turc comme la seule langue d'expression écrite et de l'administration. (*Hürriyet*, 5.02.91). p. 111.

LA NOUVELLE VISION KURDE DES ÉTATS UNIS. Les documents préparés sur la demande de l'administration américaine précisent que «les Kurdes de Turquie ne demanderons pas l'indépendance», mais soulignent la nécessité d'abolir les interdictions qui touchent les droits culturels. (*Cumhuriyet*, 7.01.91). p. 112.

DÉLIT D'OPINION EN JUSTICE DEPUIS 50 ANS. 100000 personnes ont été jugées jusqu'à ce jour en vertu des articles 141, 142 et 163 du code pénal turc. 70 000 personnes ont été l'objet de dossiers d'instruction ou de procès pour s'être opposées à ces articles depuis le coup d'État du 12 septembre 1980. (*Cumhuriyet*, 7.02.91). p. 113.

CONFLIT AU SUJET DE LA LANGUE KURDE A L'ANAP. Certains députés du Parti ont été accusés de séparatisme lors de la réunion du Parti. (*Milliyet*, 7.02.91). p. 114.

ÖZAL A DISCUTE AVEC LES DÉPUTÉS DE L'ANAP DE LA PROPOSITION DE L'ABROGATION DES ARTICLES 141, 142 ET 163 DU CODE PENAL TURC. (*Milliyet*, 7.02.91). p. 115.

DENIZ BAYKAL DU S.H.P. : «IL N'EST PAS NÉCESSAIRE D'ÊTRE COMPLEXE». Le chef de file des opposants à İnönü apporte son soutien à la politique d'Özal sur la guerre. (*Milliyet*, 7.02.91). p. 115.

LA LOI DE PARIS. La chartre de Paris oblige la Turquie à se soumettre à ses décisions. (*Cumhuriyet*, 8.02.91). p. 116.

LE MINISTRE D'ÉTAT KAMRAN INAN EST A PARIS. Il expliquera la politique turque dans la crise du Golfe. (*Cumhuriyet*, 15.02.91). p. 116.

LE PROFESSEUR RETRAITÉ B. SEN, A ÉTÉ CONDAMNÉ A 6 ANS DE PRISON EN VERTU DES ARTICLES 162 ET 169 DU CODE PENAL. Il avait dit, lors d'une discussion qu'il était du

Kurdistan et qu'il y aurait bientôt un État kurde. (*Cumhuriyet*, 9.02.91). p. 117.

LE SÉNATEUR AMÉRICAIN AL GORE: «LA TURQUIE N'AUTORISERA PAS UN ÉTAT KURDE». (*Cumhuriyet*, 9.02.91). p. 117.

LES KURDES DISENT «BRAVO» A ÖZAL. Entretien avec Kendal NEZAN, Président de l'Institut Kurde de Paris: «Les dirigeants de la République turque ne pourront plus continuer à mener la politique de l'autruche. Monsieur ÖZAL qui est un homme d'État pragmatique et réaliste est conscient que la négation des kurdes en Turquie peut conduire à une impasse». (*Nokta*, 17.02.91). p. 118 à 121.

LES ORGANISATIONS KURDES ONT JUGÉ LA LIBÉRALISATION DE LA LANGUE KURDE : «LE PLAN COMMUN AVEC LES ÉTATS UNIS». (*Yüzyil*, 17.02.91). p. 122 & 123.

LE SCENARIO KURDE DES ESPAGNOLES: La télévision espagnole a qualifié Diyarbakir de «capitale du Kurdistan» et a ajouté: «La Turquie veut les territoires irakiens». (*Hürriyet*, 13.02.91). p. 124.

UNE DÉCLARATION DU DÉPUTÉ DE L'ANAP NAIM GEYLANI : «ÖZAL PRÉPARE UNE AMNISTIE POUR LE P.K.K.». (*Milliyet*, 21.02.91). p. 124.

SELON LE CHANTEUR D'ARABESK IBRAHIM TATLISES QUI PRÉPARE UNE CASSETTE ORIGINALE EN KURDE : «CEUX QUI NE CONNAISSENT PAS LE KURDE LE REGRETTERONT. Bientôt le kurde sera parlé. Les gens voudront alors le comprendre comme le français ou l'anglais». (*Cumhuriyet*, 21.02.91). p. 125.

9 «TERRORISTES» SONT APPREHENDÉS, DONT 7 MORTS LORS D'OPÉRATIONS MENÉES A CIZRE, LES MISSILES ANTI-CHARS ONT ÉTÉ SAISIS. (*Cumhuriyet*, 23.02.91). p. 126.

LE DIALOGUE ENTRE ÖZAL ET TALABANI A L'ORDRE DU JOUR. Selon les milieux des affaires étrangères : «Les contacts personnels sont possibles, il ne s'agit pas de contacts officiels». (*Cumhuriyet*, 23.02.91). p. 127.

LE PONT ENTRE ÖZAL ET TALABANI. (*Hürriyet*, 23.02.91). p. 128.

RADIO ET TÉLÉVISION TURQUES : QUE DEVIENDRA LE KURDE ? LES QUESTIONS SOULEVÉES PAR UNE LOI NON ENCORE PROMULGUÉE. (*Nokta*, 24.02.91). p. 129.

UN COMITÉ PRÉPARATOIRE DU CONGRÈS NATIONAL DU KURDISTAN A ÉTÉ FORMÉ PAR LE PKK, LE PDK-IRAK,

L'UPK, LE PDK-IRAN, ET LE KOMALA. (*Yuzyl*, 24.02.91). p. 130 & 131.

LA COMMISSION CONSTITUTIONNELLE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DOIT, AU COURS DE LA SEMAINE PROCHAINE, ANALYSER LE «PROJET DE LOI SUR LA LANGUE KURDE». Le projet de loi est en deçà des sentences prononcées par certains juges. (*Cumhuriyet*, 26.01.91). p. 132.

NEVZAT HELVACI, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME : LES INSTRUMENTS DE TORTURES, SONT-ILS LA PROPRIÉTÉ DES POLICIERS ? L'équipe spéciale a ouvert le feu lors d'une perquisition. La commission constitutionnelle n'a pas inscrit le projet de loi sur le kurde dans son agenda de cette semaine. (*Cumhuriyet*, 27.01.91). p. 133.

«ILS DISCUTENT AUSSI DU NOM DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE». ECEVIT (social démocrate) explique qu'ÖZAL entame des négociations secrètes avec les organisations séparatistes. (*Cumhuriyet*, 28.01.91). p. 134.

«VIDONS LES PRISONS». Özal a promis une amnistie conditionnelle. (*Cumhuriyet*, 28.01.91). p. 134.

L'ANGLETERRE ET LES ÉTATS UNIS DEMANDENT QUE LA SITUATION DES KURDES SOIT DISCUTÉE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ. Le problème kurde présenté à l'O.N.U. (*Cumhuriyet*, 30.01.91). p. 135.

SELON UN SONDAGE D'OPINION 56,27 % DE LA POPULATION APPROUVE LA LIBÉRALISATION DE LA LANGUE KURDE, 33,87 % NE S'Y OPPOSE PAS, 9,92 % NE S'EXPRIME PAS. (*Cumhuriyet*, 31.01.91). p. 135.

SAMI ABDURRAHMAN, CHEF DU PARTI DÉMOCRATIQUE DU PEUPLE DU KURDISTAN : «QUE LE DROIT A L'AUTONOMIE SOIT ACCORDE AUX KURDES DE TURQUIE». (*Cumhuriyet*, 31.01.91). p. 136 & 137.

ÖZAL : «APRES LA GUERRE LA CARTE DU PROCHE-ORIENT CHANGERA. Si l'on ne libéralise pas la langue kurde, nous serons alors très embarrassés. (*Cumhuriyet*, 30.01.91). p. 137 & 138.

LA COUR D'APPEL MILITAIRE APPROUVE LA PEINE DE MORT PRONONCÉE CONTRE 3 MEMBRES DU PKK. (*Cumhuriyet*, 31.01.91). p. 138.

LE SCENARIO D'ANKARA A PROPOS DE LA CONFÉDÉRATION TURCO-KURDO-ARABE DE L'APRES-GUERRE. (*Al-Hayat*, 4.02.91). p. 139.

OBJECTION A L'ÉTABLISSEMENT D'UN ÉTAT KURDE. (*Sawt Al-Kuwait*, 1.02.91). p. 140.

DES OFFICIERS MILITAIRES : 200 AVIONS IRAKIENS EN IRAN. (*Sawt Al-Kuwait*, 1.02.91). p. 140.

L'ASSASSINAT D'UN GÉNÉRAL A ANKARA RENFORCE LA PEUR DU TERRORISME. (*Al-Hayat*, 1.02.91). p. 141.

LE REGISTRE DES CRIMES DE SADDAM AU NORD DE L'IRAK. (*Asharq Al-Awsat*, 31.01.91). p. 142 à 145.

LE LEADER DE LA RÉVOLUTION KURDE PARLE A ASHARQ AL-AWSAT DEPUIS LES MONTAGNES DU KURDISTAN IRAKIEN. (*Asharq Al-Awsat*, 17.01.91). p. 146.

'Desert Shield' Exposes Turkey to Threats

By **M. Reza Behnam**

BECAUSE of its strategic location as a bridge between Europe and the Islamic Middle East, Turkey is a key player in the Desert Shield alliance. To implement economic sanctions and to support military strategies against Iraq, George Bush needs Turkey's cooperation. But the president's effort to forge a short-term alliance also threatens Turkey's long-term stability in ways similar to that of Egypt, and perhaps Algeria and Syria.

Astride Europe and Asia, Turkey is politically unique because its alliances draw it in both directions. It is simultaneously attached to Europe as a member of NATO and the Council of Europe, and an associate member of the European Economic Community; and it is attached to the Muslim world as a participant member of the Islamic Conference.

Its internal tensions, which grow from its Kurdish minority (a social and political powder keg it shares with Syria, Iraq, Iran, and the USSR), the regional upsurge of Islam, and issues related to economic modernization, are being brought to a head by the way Turkey's government is responding to Desert Shield. On the surface, President Turgut Ozal has come through for President Bush. To enforce the international embargo, Ozal swiftly shut down twin Iraqi oil pipelines stretching across his territory. Militarily, he has increased Turkish troop strength along the Iraqi border to about 100,000 men, thus creating a po-

tential "second front" should a war occur. He has allowed the United States to station a detachment of F-111 strike bombers and more than 300 nuclear bombs at US bases throughout Turkey. His government has been given powers by parliament to send Turkish troops abroad, and to allow foreign soldiers on Turkish soil.

But here lies the long-term danger of the Bush strategy in the Gulf operation. While President Bush sets operational time frames in days and weeks, elites in countries like Turkey are more concerned about domestic, social, and political consequences measured in years. Ozal's cooperation has won accolades in Washington, but is regarded as appeasement and capitulation by many Turks. And by personally directing Turkish policy in the Gulf crisis, Ozal has intensified parliamentary criticism that he has overstepped the formerly ceremonial role of the presidency.

Within the Ozal government, for example, a crisis erupted in mid-October when the foreign and defense ministers both resigned in protest against Ozal's personal management of Turkey's diplomatic and defensive postures in Desert Shield. The crisis heightened on Dec. 3, when Gen. Necip Torumtay, chief of the General Staff, resigned unexpectedly.

This political crisis has come on top of long-term ethnic conflicts in which leaders like President Ozal have behaved little differently from Saddam Hussein. Earlier this year, the Ozal government faced an insurrection from the largely disenfranchised Kurds. Guerrillas affiliated with the Kurdish Workers' Party were involved in some 260 clashes with security forces in the first

six months of the year, despite a more than 20 to 1 government advantage in manpower. Last March the government imposed censorship on press reports from the Kurdish region. The treatment of the Kurds, political dissidents, and other minorities has brought charges of human rights violations from the U.N. If a conference to settle regional tensions is convened, "linkage" could extend not only to the Palestinians, but to the Kurds.

While President Bush sets operational time frames in days and weeks, elites in Turkey are concerned about consequences measured in years.

Turkey's relations with its neighbors have also been tenuous. In early 1990, Iraq and Syria criticized Turkey for curtailing the flow of the Euphrates river to fill the reservoir at the new Ataturk Dam. Relations with Iran are cautious.

Finally, since the arrival of American troops in August in the Persian Gulf, the number of American military personnel in Turkey has increased. This, in turn, has fueled the rise of Islamic ideology not only among the masses but among junior military officers. General Torumtay's farewell address to the army emphasized this recent rise in Islamic ideology. Torumtay called on soldiers to follow the secularist principles laid down in the 1920s by Kemal Ataturk, which President Ozal's actions

were undermining. The military has long regarded itself as the ultimate guardian of Ataturk's precepts, and it has asserted itself through three coups in the last 30 years. In its zeal to corner Saddam Hussein, the Bush administration may undermine the Ozal regime. The recent resignation of three senior officials from President Ozal's administration speaks to this threat.

Turkey's precarious geopolitical status is further illustrated by President Ozal's current search for security. He has exercised his NATO option by soliciting military support in Europe. But he has simultaneously tried to authenticate his Muslim political identity through the Islamic Conference. He has sent his new foreign minister to Islamabad, Pakistan, to confer with his counterparts from Iran and Pakistan to guarantee their support in case of war.

President Bush must assess the consequences of his alliances. He must not assume that a long-term US military presence in the Middle East is desirable. Its consequences for the internal politics of countries like Turkey with minority nationalities, Islamic parties, and the need for regional cooperation in the use of water and other scarce resources have not been calculated in Bush's plans. Should Turkey be used as a "second front" in the event of war, an Islamic rebellion might be the aftermath. The concept of "infidel" may seem frivolous to President Bush, but is very real to Muslims.

■ *M. Reza Behnam is director of the Institute for Advanced Middle Eastern Studies in Eugene, Ore., and author of "Cultural Foundations of Iranian Politics."*

The
Washington
Post,
January 22, 1991

Iraqi Rebels Say Air Raids Hit Iraqi Industry Hard

Kurdish Group Assesses Bombing

By Glenn Frankel
Washington Post Foreign Service

LONDON, Jan. 21—Kurdish rebels in Iraq said today they believe allied air raids killed or wounded nearly 4,000 Iraqi military personnel in the first three days of the gulf conflict.

In one of the few independent assessments of the impact of the air war, the Kurdistan Democratic Party said the allies had inflicted extensive damage to the heartland of Iraq's military-industrial complex in the suburbs of Baghdad and in a strip of northern Iraq between Mosul, Kirkuk and Takrit. It issued a list of air bases, barracks, arms plants and other facilities it said had been damaged in air raids.

Meanwhile, British defense officials told reporters that some of the storage bunkers and production facilities for Iraq's arsenal of chemical weapons were still operating five days after the air offensive had begun. The sources said the sheer size of these production and storage facilities made it difficult to hit them all in the first days of the war. One facility, which the officials did not identify, was said to cover about 12 by 18 miles—the size of the city of Paris.

The Kurdish group said it believed "a few dozen" civilians had been killed or injured, many in areas around Baghdad. "I'm sure the numbers are much much higher, but we don't have firm reports," said Hoshyar Zebari, the KDP's London spokesman. "My sense is that the situation is on the verge of collapse," he said. People are fleeing the cities in panic.

Information on the damage done to Iraq in the war has been sketchy and disseminated almost entirely by the allied command or Iraq. The KDP, which says it has agents and intelligence gatherers throughout the country, has offered what analysts believe is generally reliable information during the gulf crisis.

Zebari said thousands of Iraqis had defied military orders and checkpoints and fled Iraq's major

cities. Many were heading toward the country's borders with Iran, Turkey, Syria and Jordan, he said, while others had taken refuge in Kurdish areas of northern Iraq, which so far had suffered limited damage, he said.

Other Iraqi dissidents reported widespread damage from allied bombing raids in Basra, where many civilians are still living in temporary shelters put up during the Iran-Iraq War.

The KDP list of targets hit included:

- In Baghdad, the presidential palace; the Baath Party regional command headquarters in Alawiehella; the Defense Ministry and military command in Maydan; the communications center in Karkh, on the west bank of the Tigris; and intelligence headquarters in Mansour, a wealthy section of the city.

- Three airports in Baghdad: Muthana, Rashied and the military section of Saddam International. Also, major airfields at Mosul, Kirkuk, Takrit and Qaiyara, all in the north; Habaniyah, west of Baghdad; Diwaniyah, Kut and Basra in the south; and smaller, concealed airfields in western and central Iraq.

- Four major oil refineries: at Kirkuk; Doura, near Baghdad; and Baiji and Qaiyara, on the Tigris River in the north.

- The nuclear research center at Zafaranya and a biological research facility at Salman Pak, both just south of Baghdad; and chemical plants at Fallujah, west of Baghdad; Samarra, northwest of the capital; and Qaim, on the Syrian border.

- The Nasser arms factory at Mahawiel, near the Tigris south of Baghdad; the Qaqa military production plant at Iskandariyah, south of Baghdad; and the Saladin military complex near Takrit.

- Air force and air defense facilities in Takrit, Mosul and Kirkuk; and the First Army Corps headquarters in Kirkuk and Fifth Army Corps headquarters in Irbil.

- Three large army barracks on the outskirts of Baghdad.

EL MUNDO, 22 de Enero de 1991

4.000 militares iraquíes han sido víctimas de los bombardeos aliados, según fuentes kurdas

George Bush condena la utilización de prisioneros como escudos humanos

EL MUNDO

Cuatro mil militares iraquíes murieron o fueron heridos en los primeros tres días de la guerra del Golfo debido a los intensivos bombardeos aliados. Delegaciones en Europa de los rebeldes kurdos, que desde hace lustros combaten contra el régimen baazista iraquí, han facilitado este dato así como una lista de los objetivos estratégicos iraquíes dañados por los ataques aéreos.

El Partido Democrático Kurdo (PDK) incluye entre estos el palacio presidencial, bases aéreas, refinerías y plantas biológicas, nucleares y químicas. El PDK afirma además que docenas de civiles han sido víctimas de los bombardeos y que miles de personas están huyendo de las ciudades para refugiarse en pequeñas localidades o campamentos.

Mientras siguen efectuándose las operaciones de «búsqueda y destrucción» de las lanzaderas de misiles Scud, se olean de ataques aéreos se suceden sin tregua sobre las posiciones iraquíes en Kuwait e Irak. Un jefe de escuadrilla de la RAF británica, el capitán David Henderson, aseguró ayer que los aviones de la coalición bombardean «con éxito, las 24

horas del día», los objetivos militares enemigos.

Según la agencia de noticias iraní IRNA, unos catorce aviones americanos, uno de los cuales fue derribado, atacaron el domingo la ciudad iraquí de Basora hasta tres veces en un espacio de 75 minutos.

Un comunicado oficial iraquí informó ayer de que las fuerzas aliadas realizaron once ataques durante la pasada noche en diversos puntos del país, entre ellos, tres contra Bagdad y uno en el norte de Irak.

Sobre estos bombardeos masivos, el secretario de Defensa de EEUU, Dick Cheney, declaró ayer que continuarán incluso si el régi-

men baazista cumple su amenaza de utilizar a los pilotos aliados prisioneros como escudos humanos.

«Se ha decidido distribuir a los pilotos capturados, que suman más de 20, entre objetivos científicos y económicos así como en otros objetivos seleccionados». Este mensaje, difundido por un portavoz militar iraquí a través de Radio Bagdad, señaló que se ha tomado esta decisión debido a que centros civiles han sido bombardeados por la coalición.

En la Casa Blanca, George Bush confirmó las palabras de su secretario de Defensa y avanzó la posibilidad de que este hecho sea tratado como un crimen de guerra

por parte del Gobierno iraquí.

«Esta vergonzosa exhibición no supondrá ninguna diferencia en la guerra contra Sadam, pero pido que se trate decentemente a los prisioneros», manifestó un indignado Bush.

Tanto los Gobiernos aliados como la Cruz Roja Internacional han condenado contundentemente esta acción, que viola claramente la Convención de Ginebra sobre prisioneros de guerra.

El primer ministro británico, John Major, aseguró que los iraquíes que cometan crímenes de guerra serán acusados una vez terminado el conflicto. «La utilización de prisioneros de guerra como escudos humanos es inhumana, ilegal y totalmente contraria a la Convención de Ginebra», añadió.

Según fuentes americanas, 18 aparatos aliados han sido derribados hasta ahora. Irak afirma, en cambio, que la coalición ha perdido 160 aviones.

Menos «éxito» ha tenido Sadam Husein en su intento de dividir a la coalición mediante ataques contra Israel. Por si le quedaba alguna duda, el ministro sirio de Defensa, general Mustafá Tlas, manifestó ayer en el diario oficial *Al-Zawra* que Bagdad no conseguirá arrastrar a Siria a una «guerra estúpida» contra Israel.

El plan Kohl para Oriente Medio

cualquier referencia concreta al contenido de su plan, limitándose a adelantar que Alemania colaboraría financieramente. El líder germano reiteró que su país está dispuesto a conceder una ayuda suplementaria a Estados Unidos, cuya economía soporta el peso fundamental de la confrontación bélica de los países aliados contra Irak.

El canciller alemán, Helmut Kohl, presentó ayer una suerte de plan Marshall que sería aplicado en Oriente Medio, y que tendría como primer cometido lograr el equilibrio económico y social entre los pueblos de la región, principal causa de la desestabilidad y los conflictos en la zona. Kohl, en declaraciones a la prensa, evitó

THE GUARDIAN, January 25, 1991

Baker admits bar on Kurds was unlawful

Clare Dyer
Legal Correspondent

KENNETH Baker, the Home Secretary, yesterday conceded in the High Court that 19 Turkish Kurds seeking political asylum were unlawfully prevented from entering Britain.

Mr Justice Simon Brown announced that Mr Baker had consented to the quashing as "unlawful" official notices refusing entry to the Kurds. He indicated that their asylum pleas would now be determined "according to law".

The Kurds' solicitor, David Burgess, said later: "In our view there is no doubt that

some immigration officers and their interpreters at airports were deliberately defeating the attempts of the asylum seekers to escape from persecution."

The Kurds said they fled to Britain because, as members of an ethnic minority, they feared torture or other forms of abuse in Turkey, to which they were returned in May and June 1989.

Under yesterday's settlement, the 19 and four other Kurds whom the Government has already admitted were unlawfully denied entry, will receive compensation from the Government and will be allowed to reapply for asylum.

A Home Office statement to the court said Mr Baker made the concession because, "after

careful and detailed examination of the procedures followed by the immigration service," he could no longer be satisfied that the refusal notices were properly served.

Confusion had been caused by the large influx of Turkish passengers at the time, the statement said.

"In addition, given the haste with which interviews of these passengers were conducted at the airport, the secretary of state can no longer be certain that each passenger who had made an asylum claim was referred to the Home Office, as the immigration rules required."

In the latest New Law Journal, an article by Mr Burgess

headed Asylum by Ordeal accuses the Government of exploiting political and legal machinery to defeat asylum claims, and immigration officers of unlawfully evicting refugees.

As a result, he says, Kurds were wrongly returned to Turkey, where some were taken into custody and tortured.

It was "reasonably clear" that the number unlawfully evicted ran into three figures, but rumours put it substantially higher.

An immigration expert said yesterday that as many as 3000 refugees were rumoured to have been cheated of their asylum claims.

Three Kurds who arrived at

Heathrow in summer 1989 never left the plane, Mr Burgess says in his article.

Home Office notices refusing them admission said they had sought entry for work.

On their return to Turkey they were taken into custody and repeatedly tortured over 34 days, including electric shock treatment to their genitals.

Mr Burgess says fines of £1,000 imposed on airlines by the Carriers Liability Act for each passenger without proper documentation had led airline staff to conduct their own unauthorised removal of asylum seekers.

British and European airlines are pressing the government to amend the act.

Républicain Loirain, 27 janvier 1991

Turquie : les Kurdes vont avoir le droit de parler leur langue

ANKARA. - Le gouvernement turc a décidé de lever l'interdiction de parler kurde dans les lieux publics, une initiative fondamentale dans un pays où les Kurdes n'étaient pas reconnus en tant que tels et étaient jusqu'à présent appelés « Turcs de l'Est ». Le porte-parole du gouvernement, Mehmet Yazar, a déclaré que le conseil des ministres a décidé de proposer au parlement une loi en ce sens. L'interdiction de parler kurde remonte à 1983 alors que les militaires étaient au pouvoir. M. Yazar a estimé qu'il s'agissait d'une interdiction irréaliste, déphasée par rapport à la situation actuelle et impossible à imposer. De source parlementaire, on précisait que le président Turgut Ozal espérait ainsi obtenir en échange l'appui des députés du Kurdistan turc sur la guerre du Golfe.

Des mouvements armés combattent pour un Kurdistan indépendant en Turquie, en Iran et en Irak. Les Kurdes s'étaient vu promettre par la communauté internationale la constitution d'un Etat indépendant après la première guerre mondiale, promesse qui ne s'est jamais concrétisée.

Voix du Nord, 25 janvier 1991

Les Kurdes d'Irak se préparent à l'action contre Saddam Hussein

Entre 2.000 et 3.000 guerilleros kurdes d'Irak sont rentrés d'exil depuis le début de la crise du Golfe et se préparent à lancer, de leurs bastions du nord du pays, des opérations contre le régime du président Saddam Hussein, affirment deux dirigeants kurdes dans des interviews publiées hier par le Washington Post.

Toutefois, MM. Mahmoud Othman, dirigeant du Parti Socialiste du Kurdistan, et Jalal Talabani, porte-parole du Front du Kurdistan irakien qui regroupe sept partis kurdes, ajoutent que l'ordre de passer à l'action ne sera donné aux guerilleros que si le contrôle de Saddam Hussein sur les leviers du pouvoir paraît assez affaibli pour qu'une riposte à l'aide d'armes chimiques soit évitée.

La guerre du Golfe, quelle que soit sa conclusion, devrait avoir des conséquences positives pour le peuple kurde, a assuré Jalal Talabani. Selon lui, le meilleur scénario d'après-guerre pour les Kurdes serait l'établissement d'un gouvernement démocratique en Irak qui respecterait leurs droits. « Et même si les Américains mettent en place un gouvernement à leur solde, il devra nous attribuer des droits humanitaires et démocratiques ».

ON EN PARLE

Les Kurdes relèvent la tête

POUR le peuple kurde, il est décidément dit que l'histoire se répète à l'infini. Ce peuple guerrier et fier est morcelé, découpé, déchiré entre cinq pays, l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'URSS. Les Kurdes, enserrés par des ethnies hostiles, ont systématiquement cherché l'aide des ennemis de leurs gouvernements, même si cet allié opprimait ses propres citoyens kurdes.

Aujourd'hui, après la tentative de génocide aux gaz et par la déportation, perpétrée par Saddam Hussein après la guerre Iran-Irak, 2.000 à 3.000 guérilleros kurdes d'Irak sont rentrés d'exil depuis le début de la crise du Golfe. Ils se préparent à lancer, de leurs bastions du nord du pays, des opérations militaires contre le régime du président Saddam Hussein. Deux de leurs dirigeants, Mahmoud Othman, dirigeant du parti socialiste du Kurdistan, et Jalal Talabani, porte-paroles du Front du Kurdistan irakien, qui regroupe sept partis, viennent de l'affir-



Réfugiés kurdes en Auvergne.

mer dans une interview accordée au journal américain *Washington Post*. Largement échaudés, en 1988, après la terrible offensive de l'armée irakienne contre de nombreux villages kurdes, les deux leaders ajoutent que l'ordre de passer à l'action ne sera donné aux guérilleros que si le contrôle de Saddam Hussein sur les leviers du pouvoir paraît suffisamment affaibli pour qu'une riposte à l'aide d'armes chimiques soit évitée.

Selon Othman, les guérilleros ont reçu l'ordre de recueillir des renseignements, d'être prêts au combat et d'obtenir le soutien des auxiliaires kurdes de l'armée irakienne. Selon lui, les rebelles kurdes ont commencé à s'infiltrer en Irak en provenance de bases en Iran, en août dernier, lorsque Saddam Hussein a déplacé certaines troupes stationnées au Kurdistan au Koweït. L'infiltration s'est accélérée ce mois-ci, surtout depuis le début du conflit armé.

Un peuple sans Etat

Ce peuple sans Etat compte aujourd'hui vingt millions d'habitants. Apparu en Asie voici environ 3.000 ans, il est né d'un brassage entre les peuples aryens des hauts plateaux iraniens et les tribus montagnardes du massif du Zagros. Pasteurs semi-nomades, les Kurdes forment un peuple guerrier qui

a farouchement lutté depuis toujours pour maintenir son indépendance.

Aux XVI^e siècle, la grande partie d'entre eux passa sous la domination ottomane. L'emprise islamique n'eut que peu d'influence sur leurs coutumes et leurs structures tribales très typées. Ils se convertirent pourtant progressivement à l'Islam sunnite, auquel ils demeurent toujours attachés. Malgré tous leurs efforts et leurs actions souvent violentes, ils n'ont jamais pu faire reconnaître leur identité, au confluent de trois grands ensembles ethniques et culturels, le turc, l'iranien et l'arabe.

Le mouvement nationaliste exacerbé s'exprima régulièrement par plusieurs soulèvements contre l'Empire ottoman. Le traité de Sèvres de 1920 reconnut pour la première fois l'existence d'une nationalité kurde et préconisa la création d'un Etat indépendant. Mais, trois ans plus tard, le traité de Lausanne ne mentionnait plus le projet.

A nouveau, les Kurdes se soulevèrent, principalement contre les Anglais, mais ils ne réussirent qu'à liquer contre eux la Turquie, l'Iran et l'Irak.

Sous l'impulsion de Mustafa Barzani, grande figure de la résistance, la République kurde de Mahabad est proclamée. Elle n'existera qu'un an, mais marquera profondément le mouvement nationaliste.

En 1958, en Irak, les Kurdes participent au renversement de la monarchie. Mais le nouveau régime ne reconnut pas pour autant leurs droits nationaux. Désormais, Barzani et ses hommes mènent une guérilla incessante contre l'Irak. En 1970, le général Barzani signe avec Bagdad un accord prévoyant une large autonomie pour les Kurdes. Mais ils feront les frais de la réconciliation entre le chah d'Iran et Saddam Hussein : un accord fixe la frontière entre les deux pays au talweg de Chatt-el-Arab. En échange, l'Iran cesse son assistance militaire aux autonomistes kurdes.

A cette époque, 200.000 Kurdes se réfugient en Iran. Barzani émigre aux Etats-Unis et ses fils reprennent la lutte. Cette fois, lorsque l'Irak envahit l'Iran en 1980, ils s'allient avec Téhéran.

L'arme chimique

La vengeance de Saddam Hussein sera terrible et sanguinaire. Il écrase le Kurdistan sous les bombes et les armes chimiques et procède à des déplacements massifs de populations. Il s'agit de couper les combattants, « peshmergas », de leurs bases et de leurs familles et d'accélérer l'arabisation de la région. Ainsi, il est interdit aux paysans kurdes chassés de leurs villages de s'installer à Kirkouk. Pendant ce temps, tout Arabe qui venait y vivre recevait l'équivalent de 600.000 F pour construire une maison.

En mars 1988, plus de 5.000 personnes, hommes, femmes et enfants, sont tués dans la ville d'Halabja qui venait d'être conquise par les « peshmergas » et leurs alliés iraniens, à la suite de l'utilisation d'armes chimiques.

Les puissances occidentales, qui soutenaient alors Saddam Hussein dans sa guerre contre l'Iran, protestèrent du bout des lèvres. Plus de 100.000 Kurdes se réfugièrent en Turquie. L'Auvergne hérita de 337 réfugiés kurdes installés momentanément au camp militaire de Bourg-Lastic.

Pendant ce temps, le régime baassiste de Bagdad s'appretait à mettre en œuvre sa « solution finale » pour le peuple kurde. Mais l'appétit démesuré de Saddam Hussein le conduisit aussi au Koweït, sauvant in extremis le Kurdistan.

D. D.

Pour que le respect du droit fonde une paix juste et durable

Les socialistes sont les combattants des Droits de l'Homme de tous les hommes et les Droits des peuples, de tous les peuples.

Les socialistes veulent la paix : ils la veulent passionnément.

Il arrive un moment où tout ce qui est important doit s'effacer devant le plus important : il s'agit du droit, du Droit international, ce qui n'est pas rien pour les socialistes.

Pour la première fois, et parce que le monde de Yalta n'est plus, la sécurité collective espérée de toujours des socialistes, peut faire prévaloir le Droit international.

Les socialistes ont toujours pensé que l'on ne pourrait pas sauver durablement la paix en reculant devant l'agression irakienne.

L'usage des armes a été le seul recours pour faire céder Saddam Hussein, qui n'a répondu que par un méprisant silence à toutes les tentatives de paix.

Il n'y avait, il n'y a pas d'autre voie : si l'on en avait encore douté, le comportement de Saddam Hussein, tous ces derniers jours, nous en aurait persuadé :

— Refus de se saisir des propositions françaises, dont la prise en compte aurait bloqué le mécanisme de la guerre.

— Provocations répétées à l'égard d'Israël pour élargir la guerre.

— Violation sauvage des conventions internationales notamment à l'égard des prisonniers de la guerre.

A l'heure où les soldats des forces alliées, dont 10 000

de nos compatriotes, risquent leur vie pour faire respecter les décisions des Nations-Unies, il ne faut pas se tromper de débat.

Nous devons d'abord être solidaires des décisions de la France exprimées par le Président de la République et approuvées par une très grande majorité de la représentation nationale.

Nous devons être mobilisés pour que le plus rapidement possible l'intervention des forces alliées amène l'agresseur irakien à céder, permette au Koweït de trouver sa souveraineté et ainsi au Droit international de triompher.

Le Droit international n'est rien s'il n'est pas au service de la paix. C'est pourquoi une fois les conditions de la paix réunies, auxquelles doivent se consacrer dès à présent les socialistes, il faudra, par des actions diplomatiques, trouver les conditions de règlement de tous les dossiers de la région : droit pour les Palestiniens d'avoir un Etat, droit pour Israël à des frontières sûres et reconnues, droit au Liban à retrouver sa souveraineté, droit au peuple Kurde d'accéder à sa souveraineté et aussi ailleurs dans le monde.

Plus profondément, on le voit bien au sujet du pétrole, il faudra avancer vers le plus juste partage des richesses à l'échelle de la planète, notamment au bénéfice des pays du Tiers Monde.

L'intérêt des nations n'est pas contradictoire avec l'intérêt de l'humanité dès lors que c'est la justice qui prévaut et que c'est le droit qui la sert.

DEPECHE DE DIJON

26 janvier 1991

L'Evenement du Jeudi

7 février 1991

JACQUES HASSOUN :

« Il fallait marquer le coup »

● *Psychanalyste, auteur de « Non-lieu de la mémoire. La Cassure d'Auschwitz » (Bibliophane).*

- 1 Oui.
- 2 Absolument. Si ce n'est pas maintenant, quand sera-ce ?
- 3 Oui. A condition que sa parole ne vienne pas faire du bruit. Qu'elle soit le fruit d'une réflexion. Comme Pierre Vidal-Naquet s'est fait entendre, par exemple.
- 4 Formuler une réponse est compliqué. A partir du moment où il y a eu annexion d'un pays souverain, quel qu'il soit, si rétrograde qu'il puisse être, il y avait atteinte au droit international. Il fallait marquer le coup.

Tous les pays occidentaux sont concernés par la livraison d'armes à l'Irak. Qui doit-on punir ? L'armurier qui vend l'arme à un assassin et l'assassin.

Mais Saddam Hussein a prouvé en attaquant l'Iran, en massacrant les Kurdes, d'autre part, qu'il avait une tendance hégémonique absolue et il faut toujours prendre au sérieux les menaces d'un dictateur. Ce n'est pas un joueur de poker.

La télévision : montrer ne rend compte de rien vraiment. On bombarde des leurres et on bombarde de leurres.

5 Il ne faut pas être hypocrite. A partir du moment où la France a voté la résolution du Conseil de sécurité, on voit mal ce qu'elle pouvait faire d'autre.

Je déplore les bombardements, mais qui a voulu la guerre ? L'ensemble des questions du Moyen-Orient devra être réglé après guerre. Dans l'ordre, je dirais :

- Le Kurdistan ;
- L'existence d'un Etat palestinien ;
- La sécurité d'Israël reconnue par tous ;
- La souveraineté libanaise.

J'ajouterais par ailleurs que les termes de guerre, de gaz et d'Israéliens transformés en juifs ghettoisés (donc devenus soudain sympathiques), c'est une manière très sadienne et perverse de jouer avec les mythes.

Annick Aguirre, membre suppléant du comité directeur (33), François Aultain, sénateur ancien ministre (44), Jean-Marc Ayrault, membre du Bureau exécutif, membre du comité directeur, député-maire de Nantes (44), Philippe Bassinet, membre du comité directeur, député (92), Jean-Pierre Bequet, député (95), Michel Bérégovoy, député (78), Françoise Boilletot, membre suppléante du comité directeur (25), Gérard Caudron, député européen (59), Didier Chouat, député (22), Jean-Louis Cottigny, secrétaire national adjoint, membre du comité directeur (62), Georges Collin, député (51), Martine David, députée (69), Michel Debout, secrétaire national, membre du Bureau exécutif (42), Gilles Denis, premier secrétaire fédéral (51), Paul Dhaille, député (78), Raymond Douyère, membre suppléant du comité directeur, député (72), Claude Dupont, membre suppléant du comité directeur (94), Patrice Durand, membre de la Commission nationale statutaire (77), Yves Durant, membre du comité directeur, député (59), Robert Gilly, membre suppléant du comité directeur (67), Jean-Michel Guerre, membre de Commission nationale statutaire (03), Maurice Janetti, membre suppléant du comité directeur, ancien député (83), Janine Jarnac, membre du comité directeur (40), Paul Lussault, membre suppléant du comité directeur (37), Georges Martel, député général au P.S. (95), Christiane Mora, députée (37), Robert Moréau, membre de Commission nationale statutaire (29), Marie-Thérèse Mutin, membre du comité directeur (21), Michel Neumüller, membre suppléant du comité directeur (43), Jean Oelher, député (67), André Proure, premier secrétaire fédéral (43), André Ruiz, membre suppléant du comité directeur (34), Claude Saunier, membre du comité directeur, sénateur (22), Jean-Michel Testu, député (37), Yannick Vaugrenard, premier secrétaire général (44), Alain Vidalies, député (40).

THE NEW YORK TIMES, January 28, 1991

Turkey

Kurds in Turkey Fear War Will Reach Them

By **CLYDE HABERMAN**
Special to The New York Times

KIZILTEPE, Turkey, Jan. 27 — The last people believed to have been gassed by Saddam Hussein's troops fill a tent city lying a few hundred yards from Hidir Ozmen's stone farmhouse.

When the Persian Gulf war started, Mr. Ozmen called on these special neighbors, Kurdish refugees who fled Iraqi soldiers in 1988, to ask what to do in case of a chemical attack.

"They're quite expert at it," he said. "They told us to keep to high places as much as possible and to have wet sponges ready."

Residents of Kiziltepe, little more than a stone's throw from the Syrian border and easily a Scud missile toss from Iraq, went a step further, wrapping their windows in plastic and sealing door cracks, just in case. But their initial panic quickly faded, and life in this southeast cranny of Turkey has started to regain normality.

Mr. Ozmen, a construction contractor as well as a lentil and wheat farmer, says he is not even bothering to tie up a chicken outside his front door before going to bed. Closer to the Iraqi border, which is 125 miles away, others are reported to be doing that still. They go to sleep in sealed rooms, and when they wake up, they check to see if the chicken is alive. If so, it means that it is safe to go outside.

Kurds Dominate Southeast

There have been no reports yet of gassed chickens in Turkey. But that does not mean the war has not had an impact, and it is falling heavily on Turkey's estimated 8 to 10 million Kurds, who are tribal Muslims of Indo-European stock and who dominate the country's vast and hard-pressed southeast.

Altogether in the Middle East, there are said to be about 20 million Kurds, mainly in Turkey, Iraq and Iran, with smaller clusters in Syria and the Soviet Union.

In Turkey, they are among the poorest people. For decades, the Government has refused even to consider them a legitimate minority, calling them "mountain Turks" and making it a crime for them to speak their language in public or to listen to traditional Kurdish songs. This denial of cultural freedom and the documented brutality against arrested Kurdish nationalists by the police are prime reasons for Turkey's prominent position on the black list of international human-rights groups.



The New York Times

Kurdish refugees in Kiziltepe fear that they are about to become victims of a war most of them reject.

Now, many Kurds fear they are also about to become victims of a war that most of them reject.

United States warplanes are using Turkish soil to launch bombing runs against targets in northern and western Iraq, areas that also are basically Kurdish zones. If Iraq carries out its implied threat to strike back, this frontline region could be hit first.

"We see the war as a disaster," said Sabahattin Acar, a civil rights lawyer in Diyarbakir, the regional capital 70 miles north of here. "If Turkey fights Iraq, it will be mainly the Kurdish population that gets hurt."

The war has already led to a loss of freedom for the 15,000 Kurds living in heated tents near Mr. Ozmen's farm. Along with nearly 11,000 Kurds at a compound in Diyarbakir, they are the remnants of 60,000 people who poured into Turkey in the summer of 1988 to escape what they said was a chemical attack on their northern Iraqi villages. Although there has been uncertainty about what afflicted the refugees, British scientists have since cited strong evidence to support claims that the Kurds were deliberately poisoned with a toxic nerve agent.

Those who have stayed used to be able to come to Kiziltepe each day to find work or to shop. But when the war began, the Turkish authorities shut the camp gates, refusing to let anyone in or

out. The reasons have not been made clear. But Turkish Kurds suspect that officials are nervous about the many Iraqi Kurdish guerrillas known as Pesh Mergas who are in the tent city.

While fiercely opposed to President Saddam Hussein of Iraq, the Pesh Mergas could become a wild card if the war reaches here.

Turkey for the last seven years has been battling against a guerrilla army of its own, the Kurdish Workers Party, which is backed both by Syria and Iraq and demands that an independent Kurdish state be carved out of the Turkish southeast. It has been a nasty war, claiming about 2,500 lives.

Although the fighting has calmed down during the Persian Gulf crisis, the threat of renewed violence is ever-present.

Not all the consequences of war have been bad.

Two days ago, the Turkish Government suddenly announced that it would soften the language restrictions imposed on Kurds. In Kiziltepe this weekend, coffee shops openly played tapes of Kurdish songs for the first time.

Still, many are not impressed by the new policy, and some are outright suspicious. After all, they say, the laws, while harsh, have been eroding on their own for several years. No, they say, President Turgut Ozal has something else in mind.

"Turkey land forces are going to get involved eventually in this war," said an executive of the Human Rights Association in Diyarbakir. "Ozal is scared that there could then be an uprising in the region. This is just a way to curry favor without really doing anything."

What Turkey should focus on instead, many say, is economic development of the southeast, where incomes are less than half the national average.

And after years of resorting mainly to arrests and head-on confrontation, the Government has finally come to the same conclusion. Several important programs are under way to raising living standards, including a massive project just west of Kiziltepe to provide new irrigation and electrical power.

"For us, the economic factor is the most important one," said Mr. Ozmen's brother, Abdulressak. "We know that if we are powerful economically, then sooner or later we will be culturally powerful as well."

THE NEW YORK TIMES, MONDAY, JANUARY 28, 1991

ESSAY

William Safire

Remember The Kurds

WASHINGTON

Let's tug at a thread and see if it unravels a strategy.

The thread is a single fact, unremarked in the torrent of analysis about the first fortnight of the war: after a late-night Cabinet meeting, the Government of Turkey announced it would soon end its ban, in force since 1983, on the speaking of the Kurdish language.

One person in six in Turkey is a Kurd; that's almost 10 million people. Ankara calls them "mountain Turks" and has long pretended that this distinct ethnic group, with a culture, language and history dating back a thousand years, was melting into the Turkish pot.

Not so; the Kurds, with 10 million more living in Iraq, Iran, Syria and the Soviet Union, fiercely resist assimilation, no matter what national flags fly over what is loosely called Kurdistan.

This stiffneckedness, coupled with the Kurdish hope that an Iranian victory in the recent war might have led to freedom for the 3.5 million Iraqi Kurds, led Saddam Hussein to his first genocidal campaign.

He razed 3,000 villages in northeastern Iraq, driving the survivors out of oil-rich lands to barren wastes in the south, or to refuge in Turkey; after the war, in a lesson to all those who would oppose him, Saddam's helicopters poison-gassed 5,000 defenseless men, women and children in the Kurdish town of Halabja.

The world turned its eyes away. The threat of more poison gas ended the resistance, but vengeance burns in the heart of every Kurdish patriot. The regime in Baghdad knows this: "If you have forgotten Halabja," warned one of Saddam's high command recently, "we are ready to repeat the operation."

However, Jonathan Randall of The Washington Post reports from Da-

mascus that about 2,500 Kurdish guerrillas who had escaped to Syria have infiltrated back into northeastern Iraq. Thousands more, I'm told, are entering from three other countries. No tougher or more battle-hardened fighters exist anywhere; they await the order to ignite an uprising.

Now let us pick up the Turkish thread. Why is President Turgut Ozal suddenly and urgently sensitive to Kurdish ethnicity in Turkey?

Because he knows that the wide array of Kurdish factions, with the exception of a nutty Marxist splinter, have come together to assert a claim to a portion of Iraq adjacent to Turkey. They speak of an autonomous region within Iraq, not full independence; but if Kurds establish a headquarters for Kurdistan in northeastern Iraq, the Kurds in Turkey may agitate for the same autonomy.

The Turkish President does not want to see a Kurdish entity next-door. Part of the payment for his cooperation in making an air base available to us — from which to hit Iraq from the north — has been in assurances that we will not encourage nationalism in the Kurds.

We have probably given him that; selling out the Kurds, even after Halabja, has been a specialty of the U.S. State Department.

But wars always lead to peace tables; after the defeat of Saddam Hussein, the gulf deck will be shuffled, and control of land areas will be factored into the settlement.

If, after another couple of months of air bombardment, a mop-up ground attack is needed; and if the large Turkish Army joins in a second front, thereby quickly breaking Iraqi resistance — then Turkey will have a big say in the territorial fate of northeast Iraq. The least it could demand: dibs on its oil production as reparation; the most: a redrawing of boundaries.

On the other hand, if Turkey stands relatively aloof in the war's final stage, failing to apply the crusher; and if Kurdish guerrillas valiantly take on Saddam Hussein's garrisons and sabotage his war effort on the ground — then the Kurds will come away from their long agony having earned a homeland.

President Ozal sees this; that would explain the urgency of his embrace of Kurdish ethnic identity. He sees, too, the need to make Muslim, Westernized Turkey the strategic bridge between the West and Middle East, helping it gain entry into the European markets even as NATO atrophies; that would explain his pressure on his nervous generals to prepare to march on Baghdad.

Lest learned geopoliticians poo-poo this reading, consider the opinion of the enemy as expressed in the present order of battle. Saddam Hussein, who needs every man in Kuwait to face the Americans, now has 120,000 men on line up north to face the Turks.

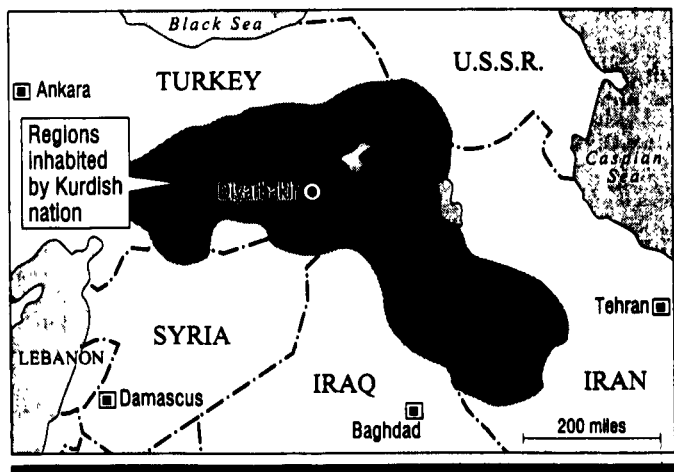
I say to urge the Turks to hit them in the front, urge and equip the Kurds to harass them in the back, and sort out rewards and retribution at the peace table.

Let's use
our allies
behind
enemy
lines.

THE INDEPENDENT

Tuesday 29 January 1991

Kurds set to strike if Saddam's rule ends



SEVERAL thousand Kurdish *peshmerga* – “those who face death” – are poised to take control of the biggest population centres of northern Iraq in the event of Saddam Hussein’s government collapsing in the face of the allied offensive.

But there is concern and suspicion among the rebels that the allies are ignoring the role of Kurdish and other opposition groups in the struggle against Saddam and a fear that they will be left out of a post-war settlement. The Kurdish guerrillas, loyal to a number of underground political parties opposed to the Baghdad regime, have so far stayed out of the Gulf war and, in addition, have been virtually disregarded as possible players in a post-war settlement.

The Kurds are nevertheless encouraged by an apparent shift in allied war aims towards a commitment to overthrowing Saddam Hussein. “There are so many votes on a Kurdish role in the crisis,” Hoshyar Zebari, the London representative of the Kurdistan Democratic Party, said yesterday “that we cannot act independently. We have to work from the basis of an Iraqi solution.

“We are encouraged by the shift of aims towards the downfall of Saddam. But nobody is talking to us directly and we have not tried to launch an offensive against Iraqi troops.”

Despite this, the Kurds are effectively tying up eight Iraqi divisions deployed in the north in order to forestall any generalised Kurdish rebellion as a result of the war. Mr Zebari said that the central government still counted on the support of some 100,000 Kurdish militiamen of the National Defence Unit – the so-called *Jāsh* – but that in the event of a breakdown of central government authority the rebel *peshmerga* would take control of northern towns.

From the Kurds’ point of view, the Kurdish question has been ominously absent from discussions about the post-war shape of Iraq. The decision of the Turkish president, Turgut Ozal, to restore the right of his country’s Kurds to use their own language has been

By Harvey Morris

greeted with suspicion among Kurds in Iraq, who – numbering 3.5 million – represent 20 per cent of the Iraqi population.

The fear is that Turkey might re-establish its historical claims to the Kurdish provinces in any carve-up of post-war Iraq. The Kurds also fear that the allies will take their lead from regional powers such as Turkey, Saudi Arabia and Syria in determining the post-war shape of Iraq and will ignore the wishes of the Iraqi opposition, including the Kurdish parties.

The reluctance of the Kurds to become involved in the allied offensive against Iraq is based on past experience of allying themselves to outside powers. The Iraqi Kurds, under the leadership of the late KDP leader, Mulla Mustafa Barzani, received Iranian and CIA backing for their 1970s rebellion against Baghdad only to be ditched by both when Saddam Hussein reached a border agreement with the Shah of Iran in 1975.

The attitude of the outside powers was encapsulated in a secret CIA memorandum dating from 1974 which stated that: “Both Iran and the US hope to benefit from an unresolvable situation in Iraq which is intrinsically weakened by the Kurds’ refusal to give up their semi-autonomy. Neither Iran nor the US would like to see the situation resolved one way or another.”

With this in mind, the Kurdish rebels are keeping their powder dry and refusing to commit their forces to the war unless they have some guarantee that their aspirations towards regional autonomy will not be swamped by the conflicting aims of the coalition powers.

According to Mr Zebari, whose party is publicly dedicated to the establishment of democracy in post-war Iraq, the emergence of a nationalist military dictatorship would not be a disaster. “No dictator can stay in power in Iraq,” he said, “without a dialogue with the Kurds.”

«МОНД ДИПЛОМАТИК»

«КУРДЫ, ЗАБЫТЫЕ В ОЧЕРЕДНОЙ РАЗ»

Состоявшаяся в январе 1989 года в Париже международная конференция по химическому оружию воздержалась от осуждения Ирака за массовое использование им отравляющих газов против курдов, особенно в городе Халабджа. В октябре того же года на конференции, посвященной курдам, как национальности и организованной также в Париже Курдским институтом и фондом «Франция—свободы», ни один из руководителей курдских партий не сумел добиться официальных контактов. Зато в октябре 1990 года делегация Иракского фронта Курдистана была принята министром-делегатом при министре иностранных дел г-жой Эдвиж Авис и Бернаром Кушнером, государственным секретарем по гуманитарной деятельности. Изменило ли вторжение Ирака в Кувейт 2 августа 1990 года отношение Запада к драме 20-миллионного народа, лишённого собственного государства? Конечно, один из членов фронта Махмуд Осман отмечал «некоторый сдвиг в позиции Запада», но он же осторожно добавлял: «Этого недостаточно. Пока что курды не добились ничего конкретного».

Даже повторение событий 70-х годов, когда шахский Иран, США и Израиль вооружали и финансировали бойцов Мустафы Барзани с целью отпора «баасистским революционерам» из Багдада (однако в марте 1975 года курды были принесены в жертву на алтарь ирако-иранского примирения) выглядит маловероятным. Объединение курдов в рамках фронта, выступающего против Саддама Хусейна, не отвечало бы особому характеру курдского вопроса на нынешнем этапе, в частности, его турецкому измерению, ибо он коренится в сложной истории расколов и амбиций.

Курдистан, долгое время бывший полем боя между Османской и Персидской империями, никогда не знал единой власти. В 1639 году Стамбул и Исфахан заключили соглашение о границах. Курдская знать, выступившая против централизаторской политики двух монархий, неоднократно восставала, особенно в XIX веке. Чтобы устранить эту оппозицию, Османская империя начала с 1880 года назначать многих знатных курдов на высокие посты.

В годы первой мировой войны параллельно со своей политикой — поднять арабов против турецкого султана — англичане развернули антитурецкую кампанию и среди курдов. На место были командированы агенты, говорящие на курдском языке и знакомые с отдельными

племенами, с целью толкнуть курдов на восстание против центральной власти в обмен на обещание независимости или как минимум внутренней автономии.

По окончании войны Лондон сдержал свое слово: в 1920 году был подписан Севрский договор, предусматривавший создание курдского государства. Оно не включало в себя ни иранских, ни сирийских курдов, и его суверенитет должен был быть ограничен, как и у других государств Ближнего Востока, жестким контролем колониальных держав. Несмотря на это, указанный договор до сих пор остается точкой отсчета для националистов: они считают, что он дает законное основание их чаяниям.

Но Севрский договор так никогда и не был претворен в жизнь. Восстание Мустафы Кемала против несправедливого раздела Османской империи и его победы в борьбе за независимость Турции привели к подписанию нового договора, парафированного в Лозанне 24 июля 1923 года, в результате чего за Турцией осталась вся Малая Азия. «Курдское государство», еще не родившись, попало в ловушку истории, так как часть его территории была отдана Турции, а будущность вилайета Мосул подлежала согласованию. 16 декабря 1925 года Лига наций передала этот район Ираку, в соответствии и с пожеланиями Лондона, так

как Франция отказалась от своих требований в обмен на нефтяные привилегии, а Турция была вынуждена подчиниться. Особая статья предусматривала признание национальных особенностей курдов, их языка, их права играть решающую роль в управлении их регионом. Эти обязательства обеспечили курдам сравнительно привилегированное положение; но, несмотря на это и особенно после достижения Ираком независимости в 1932 году, происходило множество бунтов, усмиряемых с помощью английских ВВС.

Великобритания довольно легко отступилась от курдов и потому, что не слишком доверяла этому беспокойному народу, и потому, что экономическое выживание Ирака зависело от нефти из Мосула, ибо месторождений на юге обнаружено еще не было. И, наконец, большой Ирак под британским контролем обеспечивал более надежную защиту дороги в Индию. В частности, от большевистской опасности, германских амбиций и турецких территориальных притязаний. В результате курды оказались рассеченными в основном между тремя государствами — Турцией, Ираком и Ираном; их малочисленные общины живут также в Сирии и Советском Союзе.

Если в Иране новая обстановка долгое время более или менее контролировалась центральным правительством (курды говорят на языке, довольно близком к фарси), то в соседних государствах неоднократно происходили взрывы. В Ираке мятежи продолжались до 1945 года, а в Турции, где Ататюрк создал централистское государство в ответ на попытки расчленения Турции союзниками, бунты были порой еще более яростными. Особенно в связи с принятием в 1924 году антирелигиозных законов, в связи с чем были запрещены публикации на курдском языке и курдские организации. 5 мая 1932 года турецкие власти выслали часть курдов с целью их ассимиляции; курдский район, оставшийся в условиях военного положения

до 1946 года и запретный для доступа иностранцев до 1965-го, назывался Восточная Анатолия, а его население — «горными турками».

Приход к власти в Анкаре военных в сентябре 1980 года, приостановка всех свобод, категорический отказ признать национальные особенности курдов (в отличие от Ирака, где, согласно конституции, в стране проживают две нации — арабская и курдская) и нищета юго-восточных провинций привели к росту радикальных настроений, выразителем которых стала Курдская рабочая партия (КРП).

Война между Ираком и Ираном бушевала. Иранские курды, укрепив свои позиции непосредственно после исламской революции, отошли на границу. Их соплеменники из Ирака воспользовались ослаблением багдадских властей, чтобы расширить партизанскую войну и освободить некоторые территории, где КРП находила убежище до 1985 года, навлекая на иракскую территорию турецкие вооруженные рейды.

Конец войны в заливе в 1988 году привел к перераспределению карт, причем каждое государство получило возможности избавиться от курдской занозы. Саддам Хусейн бросил свои войска на север и за несколько недель с помощью химического оружия уничтожил курдское сопротивление, запятнавшее себя военным сотрудничеством с Ираном. Он дополнил это «замирение» массовыми высылками.

В Иране Демократическая партия иранского Курдистана во главе с Касемлу также сохраняет оборонительные позиции и ведет переговоры с центральным правительством; именно на одной из встреч с иранскими эмиссарами в июле 1989 года в Вене Касемлу был убит, и партия таким образом потеряла своего самого видного вождя. Лишь КРП благополучно выбралась из этой ситуации благодаря, в частности, помощи Дамаска.

Соперничество между Сирией и Турцией — дело не новое; первая долгое время примыкала к антизападному лагерю, а вторая — активный член НАТО. Их разделяют и исторические разногласия, например, по поводу района Александретты (Искендерун), которую Франция уступила в 1939 году Анкаре, хотя ее домогается Дамаск. И, наконец, после проведения в жизнь Турцией честолюбивой программы экономического развития юго-восточной Анатолии и строительства плотины имени Ататюрка на Евфрате, Сирия пришла к выводу, что ее снабжение водой под угрозой. 17 июля 1987 года между двумя странами было подписано соглашение «с целью прекращения пограничных инцидентов». Параллельно было подписано со-

глашение о разделе вод, но эти документы так и не изменили. Хотя КРП ушла из своих учебных лагерей в ливанской долине Бекаа, ее представительство в Дамаске по-прежнему открыто, и она сохраняет все возможности для пересечения границ. Сирийская помощь была, однако, лишь одной из причин активизации в 1990 году деятельности КРП.

До 2 августа жестокие репрессии Анкары не породили значительной реакции Запада. После вторжения Ирака в Кувейт и открытого присоединения президента Тургута Озала к союзу против Саддама Хусейна крити-

ка звучит еще реже. Во имя реализма у Турции не спрашивают больше отчета о Курдистане. Точно так же, как у Сирии не требуют отчета о Ливане, а у Израиля — об оккупированных территориях. Право, на которое так часто ссылаются, демонстрирует здесь всю свою ограниченность.

«Богом забытый народ», курды, могут в очередной раз оказаться проигравшими на Ближнем Востоке.

(Статья печатается с сокращениями. Получена по каналам ТАСС).

L'HEBDO, 31 janvier 1991

LE PRÉSENT DU PASSÉ

Une langue pour les Kurdes

Retombée pas vraiment surprenante de la guerre du Golfe: la question kurde refait surface. Il ne pouvait en être autrement, puisque les quelque 20 millions de Kurdes ont le triste privilège de vivre aux confins d'Etats frappés de plein fouet par le conflit: l'Irak, bien sûr, mais aussi la Syrie, l'Iran et la Turquie. C'est d'ailleurs en Turquie qu'ils sont les plus nombreux, 9 millions, et c'est le gouvernement turc qui, le premier, vient d'être contraint de changer sa position. En effet, après avoir fait savoir dès le déclenchement de la guerre qu'il n'avait pas de revendications territoriales sur le Kurdistan irakien (mais n'est-ce pas une manière d'insinuer que le problème pourrait se poser?), le président Turgut Ozal vient d'annoncer que ceux qu'il a toujours voulu considérer comme de simples «Turcs des montagnes» auraient prochainement le droit de parler leur langue. Quelle magnanimité! Voici les «brigands» d'hier presque devenus des citoyens... Cela ne fait pas loin de deux siècles qu'ils l'attendent. Présents dans la région depuis des millénaires, les Kurdes ont commencé à développer une conscience nationale au début du siècle passé au moment où les Russes, pour affaiblir l'Empire ottoman, poussèrent leurs pions au sud du Caucase. De 1804 à la Première Guerre mondiale, les révoltes se succèdent, toutes réprimées dans des bains de sang. En 1918, les Kurdes, qui ont pendant la guerre donné un solide coup de mains aux Alliés, s'attendent à voir leurs droits reconnus. Ils n'étaient pas seuls: le président américain Woodrow Wilson soutenait alors l'idée d'un Etat kurde qu'il aurait vu siéger à la Société des Nations. C'était (déjà!) compter sans le poids du pétrole découvert dans la région de Mossoul et

en Mésopotamie. Les Anglais solidement établis en Irak ne pouvaient accepter de voir le contrôle des sources du Tigre et de l'Euphrate leur échapper. De son côté, la Turquie révolutionnaire et triomphante de Mustafa Kemal n'avait aucune intention de renoncer à une portion supplémentaire de son héritage ottoman. Aussi sa victoire sur la Grèce en 1922 lui permit-elle de se présenter en position de force le 13 novembre de la même année, lorsqu'une conférence internatio-



Les Kurdes retrouvent leur langue

nale s'ouvrit à Lausanne, pour discuter de l'avenir de l'ex-Empire ottoman. Il n'y fut plus question d'une quelconque autonomie pour les Kurdes. Encore moins de leur indépendance. Mais grâce au jeu des puissances (la France se réservait la Syrie, la Grande-Bretagne l'Irak), les Kurdes se retrouvèrent divisés par de vraies frontières. En jouant sur les termes du Traité de Lausanne signé le 23 juillet 1923, la Turquie put même se permettre de ne pas considérer les Kurdes (à cause de leur commune appartenance à l'islam) comme une minorité nationale. Et ainsi de leur interdire, dès 1924, l'usage de leur langue, même devant les tribunaux. ■

Gérard Dekloye

LE MONDE 1^{er} février 1991

La Fédération internationale des droits de l'homme soulève devant l'ONU le problème des Kurdes d'Irak

GENÈVE

de notre correspondante

Le représentant de la Fédération internationale des droits de l'homme est intervenu mercredi 30 janvier devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève pour attirer l'attention sur le sort des Kurdes d'Irak. « Plus de deux cent mille Kurdes ont péri dans les massacres perpétrés depuis 1974 par le régime de Saddam Hussein avec des bombes au napalm, au phosphore et, récemment, aux gaz chimiques. Plus de soixante dix mille personnes sont portées disparues sans parler des milliers de victimes de toutes sortes de tortures physiques et d'exécutions sommaires.

» La communauté internationale porte une lourde responsabilité. Elle a imposé l'asservissement de ce peuple en l'incorporant à l'Irak auquel pourtant rien ne l'attachait. Puis elle est restée longtemps, trop longtemps, indifférente et silencieuse face aux malheurs des

Kurdes. Le sort actuel des Kurdes est une insulte à la conscience humaine et à la morale internationale. »

Contrairement à la question palestinienne qui, depuis 1968, demeure à la première place de l'ordre du jour de la Commission, le problème des Kurdes n'y est jamais inscrit. Les Kurdes n'ont pas de représentants à l'ONU, notamment pas à la Commission des droits de l'homme, actuellement en session à Genève.

Depuis les années 60, un représentant du peuple kurde, M. Ismet Chériff Vanly, docteur en droit (1), n'avait cessé de faire connaître par les représentants des Etats et des ONG les sévices infligés à son peuple en Irak par des bombardements massifs, des gaz asphyxiants (déjà), des chars et de l'artillerie qui ont détruit des milliers de villages. Il s'était adressé, entre autres, au Vatican, au Conseil œcuménique des Eglises, aux dirigeants du monde arabe et d'autres pays musulmans, sans grand succès.

Les efforts de M. Chériff Vanly lui valurent en 1976 d'être grièvement blessé par balles par le consul général irakien à Genève, Nabil Nasim El Takriti, à qui il avait ouvert sans se méfier la porte de son appartement lausannois. L'auteur du forfait, grâce à son immunité diplomatique, a pu quitter la Suisse. M. Chériff Vanly réchappa par miracle de cet attentat mais sa santé en resta très altérée.

Lors de la session de 1990 de la Commission des droits de l'homme, une jeune femme kurde, M^{lle} Semsi Kilic, put se faire entendre quelque peu, grâce à des ONG. On ne la reverra pas à la présente session car elle a été expulsée de Suisse il y a quelques semaines.

ISABELLE VICHNIAC

(1) M. Chériff Vanly est l'auteur de *le Kurdistan irakien, entité nationale*, Editions de la Baconnière. Neuchâtel.

THE GUARDIAN
February 1, 1991

Thousands of Iraqi troops are deserting, Kurdish rebels claim

David Hirst in Amman

IRAQI soldiers have been deserting in large numbers to the mountainous north of the country. Kurdish rebels reported yesterday.

According to Hoshiar Zibari, spokesman of the Kurdish Democratic party, the main Kurdish organisation, there could now be as many as 80,000 of them.

For the Kurds, with thousands of their Peshmerga guerrillas being mobilised to take control of the north should President Saddam Hussein's regime collapse, the increase in desertions points to an erosion in the ability of his security services to control the population.

In the months preceding the outbreak of war, and in the first few days after it, Kurdish and Shi'ite Arab opposition groups had reported a steady trickle of desertions, either to hide-outs inside Iraq, or across the frontiers into Iran or Turkey.

Most of those going north are apparently Kurds and most probably belong to age groups who were only recalled to service on the eve of war and who resolved not to report for duty.

The civilian evacuees are living with relatives or friends in the northern towns and vil-

lages, in tents, or in the "resettlement centres" into which the government forced Kurds displaced by the demolition of thousands of their villages.

Some of the evacuees have reportedly been killed. "The allied planes," said Mr Zibari, "dropped leaflets in Kurdish and Arabic warning that certain areas were to be bombed. People in the resettlement camp near Suleimaniyah tried to flee, but the security services stopped them. The camp was bombed — apparently by mistake."

In the main northern towns, the police and Ba'ath Party militiamen are reportedly exceptionally vigilant. But they are preoccupied with their own and their families' welfare as conditions continue to deteriorate.

In the north a sack of flour, ten dinars at the official rate, has shot up from 250 dinars to 500 on the black market since the war began.

"We believe," said Mr Zibari, "that under this accumulation of pressures, things are moving to a general breakdown of government authority."

But he expressed the fear that if the allied campaign clearly goes beyond the liberation of Kuwait, this might turn to President Saddam's advantage.

THE INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE FEBRUARY 1, 1991

War Could Last 2 Months, Ozal Says

By Jonathan Randal
Washington Post Service

ANKARA — Scaling back prewar predictions of an easy allied victory over Iraq, President Turgut Ozal of Turkey said Thursday that two months or longer might be needed to defeat President Saddam Hussein if he is determined to fight to the bitter end.

Denying "surprise" at Iraq's ability to absorb allied punishment from the air, Mr. Ozal nonetheless reversed his originally rosy estimate. In an interview he invoked Iraq's accumulation "over the past 10 years of a sizeable military machine" to explain Baghdad's resistance that previously he had belittled.

Mr. Ozal also brushed aside criticism expressed in public opinion polls, the press and opposition parties of Turkish permission to use Incirlik Air Base for U.S. bombing raids against Iraq. He said the government authorized that decision "at the last moment," but he declined to be more explicit.

Mr. Ozal expressed doubts that Mr. Hussein would agree to withdraw from Kuwait in return for an end of hostilities. Such a possibility causes anxiety in Iran, Syria and Turkey and within the Iraqi opposition for fear the Iraqi leader would wreak vengeance on them if he survived.

Speaking at the presidential palace, Mr. Ozal contended that Mr. Hussein was condemned to fight on although he gave him "no chance" of winning the war.

The fighting now could last "two months" or be of "unknown duration," he said on the basis of interrogations of 600 Iraqi defectors. Iraqi troops, he said, were "so frightened of Saddam that I think he's brainwashed them,

and we will have to wait until the dam breaks."

He noted that Mr. Hussein still claimed Kuwait as Iraq's 19th province. Mr. Ozal added that he doubted Mr. Hussein would risk facing war crimes charges or that he

'I think Saddam has brainwashed the troops, and we will have to wait until the dam breaks.'

Turgut Ozal, president of Turkey

could pay off accumulated war reparations to a restored Kuwaiti government.

The Turkish leader said that 10 days ago an Iranian emissary had intimated that Tehran had agreed to allow Iraqi civilian aircraft to sit out the war in Iran, but had said nothing about authorizing war planes to do likewise.

Mr. Ozal said he doubted Iran would ever release the impounded planes. He said Iran "will probably keep them as reparations" that Tehran has said was its due from the 1980-1988 Gulf war, which was initiated by Iraq.

He defended the government's policy of declining to acknowledge the American use of Incirlik, near the city of Adana. He said the government thus "delayed Iraq's protest" and gained time for Patriot anti-missile batteries to become operational.

If Iraq did fire Scud missiles at Incirlik or at the air base at Diyarbakir in the southeast, he said Turkey would "exercise restraint" rather than retaliate on a tit-for-tat basis.

Discussing ideas of a postwar settlement, Mr. Ozal ruled out suggestions that Turkey recover the oil-producing regions of northern Iraq around Kirkuk and Mosul that once were part of the Ottoman empire.

He said a Europe and Japan dependent on Middle East oil should participate in a regional "Marshall Plan" to develop oil, gas and water pipelines to tie the often-rival countries together and create economic interdependence.

But he was more vague when pressed on ideas the Turkish press claimed reflected his thinking. In their most extreme form these ideas amount to a virtual Turkish protectorate over much of northern Iraq.

He reiterated "strong" Turkish opposition to an independent Kurdish state in Iraq that could provide support for Turkish Kurdistan, where Marxist guerrillas of the Kurdish Workers Party have been fighting for independence since 1984. He renewed charges that Syria and Iraq were backing Turkish separatist Kurds.

Mr. Ozal also showed no enthusiasm for tolerating a return to the March 1970 accords in which the Baghdad government granted Iraqi Kurds widespread autonomy.

Noting that Mr. Hussein had been instrumental in reneging on those arrangements, Mr. Ozal said that only democracy could guarantee the estimated 4 million Iraqi Kurds their rights.

THE EUROPEEN FEBRUARY 1, 1991



US fears post-war vacuum

David Smith
● Washington

THE UNITED States does not have a game plan for the aftermath of the Gulf war and it may be weeks before even the bare bones of a policy emerge, according to administration sources. "America went into the war with no clear idea of what it wants the war to achieve," said William Quandt, a Middle East adviser to Presidents Carter and Nixon, now working with the Brookings Institution in Washington. "Stopping the war will be much more difficult than getting into it. How and when do you call a halt if you are not sure what your goal is?"

American forces have been in the Gulf for nearly six months, but only in the New Year, shortly before the United Nations deadline expired, did the White House set up a team to establish precisely what "vision" the Bush Administration had for the Middle East in the long term. Hastily assembled, the inter-agency group is made up of deputies from the main branches of the executive.

From the National Security Council there is Bob Gates, number two to National Security Council chief Brent Scowcroft; from the Pentagon Paul Wolowitz; from the State Department Dennis Ross, a policy planner who was a key member of the President's 1988 election team.

The task facing them is monumental. There are so many more questions than answers. Already valuable time has been lost and events in the Gulf have overtaken them even in the three weeks since they began in earnest. Take the crucial question of what sort of Iraq the administration wants to leave behind after an Allied victory.

"There are three basic options for Iraq," says a planner at the State Department. "One, Saddam stays after withdrawing from Kuwait, restoring the status quo before the invasion. That's unacceptable. Two, Saddam goes but his regime stays intact. That's unacceptable too. Finally, the entire leadership, civilian and military, is removed. The problem is that we don't have a viable alternative yet and we don't know who the next leader would be. Such a vacuum in such a country would be highly dangerous."

The past week has reminded planners that this war creates untold opportunities for Iran. Whatever arrangement Saddam reached with Teheran over a safe haven for his air force, the Iranians remain a natural predator, ready to exploit Iraq's collapse if and when it comes.

"Iraq, if this goes to its natural conclusion, might become another Lebanon," said one Arab envoy to Washington. "The Iranians will mobilise the Shi'ites, the Turks will enlist the Kurds, and the Syrians will try to take over what's left of the Ba'ath party. Iraq could be carved up and dismembered by its neighbours, as Lebanon has been."

No wonder President Bush has stressed that the destruction of Iraq is not his goal. "We do not seek to destroy Iraq, its culture, its people, its future," he declared in his State of the Union speech on Tuesday.

In the absence of any alternative policy, the Allied air force will continue to pound Iraq for weeks to come. Much as the administration recognises the danger of annihilating a central power in the Middle East, it is preferable to committing the Allied armies to an early ground offensive which would be too bloody, too costly.

In the meantime, questions pile up about what the US will do when the war is over. What kind of army will secure Kuwait? Will US forces have to stay indefinitely in Saudi Arabia? Will there be a concerted diplomatic initiative on the Arab-Israeli front?

The statement issued by Secretary of State James Baker and Soviet Foreign Minister Aleksandr Bessmertnykh at the end of their Washington talks, suggests that the Palestinian issue must be addressed. Yet few here believe the Bush administration will be able to bring Israel to the negotiating table in view of Iraq's Scud attacks on Tel Aviv.

"I sense we have a very limited idea of what our objectives are at this stage," said James Schlesinger, a former Defence Secretary. "The war will be won, but not the peace - unless we are prepared to show the same political will that got us into this in the first place."

The task force team has given itself until March 1 to formulate American policy and strategy for the post-war period. Allied forces have just begun fighting on the ground, and the shape of the region for years to come is now at stake.

• David Smith is Washington Correspondent for Britain's Channel 4 News

Le président turc Turgut Özal au «Figaro»

Nous n'interviendrons que pour riposter à une attaque

Même dans ce cas, laisse entendre le chef de l'État, la réponse d'Ankara pourrait être graduée.

Dans son splendide palais présidentiel, au sommet du mont enneigé de la Cankaya surplombant Ankara, Turgut Özal affiche une impressionnante sérénité. Alors que les deux infanteries - irakienne et américaine - viennent de connaître leur premier accrochage d'envergure, le chef de l'État turc garde l'espoir qu'un conflit terrestre peut être évité. Mais il souligne que, si elle est attaquée, la Turquie saura répondre. Le président a une préoccupation essentielle : déterminer la place qu'occupera son pays dans le concert des nations, une fois la crise surmontée.

LE FIGARO. - Monsieur le Président, si les forces alliées lancent une offensive terrestre contre Bagdad au début de février, la Turquie attaquera-t-elle l'Irak sur le front nord ?

Turgut ÖZAL. - Nous avons dit clairement que la Turquie n'interviendra que pour riposter à une attaque. Nous sommes déterminés à défendre notre territoire, tout en « fixant » à nos frontières plusieurs divisions irakiennes.

- Des déserteurs irakiens ont récemment affirmé que Saddam Hussein avait déployé des missiles Scud à tête chimique qui visent la Turquie. Prenez-vous au sérieux ces témoignages ?

- Nous devons tout prendre au sérieux. Mais pourquoi l'Irak voudrait-il attaquer la Turquie ? Ce serait contraire à la logique. Il est vrai que les événements n'obéissent pas toujours à la logique. Sinon on

jectif des Nations unies est de faire évacuer le Koweït par l'Irak. Il est sans doute possible d'y parvenir sans envahir le territoire irakien. Une attaque terrestre contre l'Irak, sans véritable raison, pourrait provoquer une fissure grave dans la coalition. Il me semble que nous pouvons parvenir à nos fins en poursuivant le pilonnage aérien d'installations militaires et industrielles. Quant aux forces terrestres, elles sont déjà largement concentrées sur le front du Koweït lui-même.

- L'objectif à long terme n'est-il pas, maintenant, la réorganisation de la région dans son ensemble ? C'est le sens implicite du discours sur l'état de l'Union que le président Bush vient de prononcer...

- A vrai dire, je n'en sais rien. Mais je pense que le changement de régime en Irak,

ralent s'inspirer de ce qui a été accompli en Turquie.

- Il faut donc renverser Saddam Hussein ?

- En onze ans de règne, Saddam en a passé huit ou neuf à faire la guerre. Lorsque j'ai rencontré le président iranien Rafsanjani, il m'a dit qu'il lui faudrait 300 milliards de dollars pour reconstruire son pays. De combien l'Irak aurait-il besoin ? La totalité de ses revenus pétroliers a disparu dans le gouffre des dépenses militaires. Voilà un président qui a dépensé près de 200 milliards de dollars en gadgets militaires, au lieu de se consacrer au développement économique des Irakiens.

- Au début de la crise du Golfe, en août, vous vous estimiez mal compris par vos alliés occidentaux. Est-ce toujours le cas ?

- La crise actuelle a permis de mieux saisir la position de la Turquie, qui représente un point critique au sein de la coalition. Plus que jamais, notre pays joue un rôle stabilisateur dans l'ensemble de la région. Cela grâce à notre double identité, européenne et islamique.

- Et puis vous avez osé ouvrir vos bases aériennes aux Américains...

- Même dans mon pays, cette décision se heurte à des objections, notamment du côté de la gauche et de l'extrême gauche. Mais le soutien de la population est solide. Je peux même dire que, plus le temps passe, plus l'appui de l'opinion se renforce. Il est vrai que le danger irakien se révèle plus grave qu'on ne le pensait initialement.

- Ce danger était connu depuis longtemps...

- Oui, mais ces deux semaines de guerre ont clairement démontré le danger extrême que représente ce pays.

Et, au début, les gens ne s'en rendaient pas bien compte.

- En ayant mis 8 divisions sur le pied de guerre et permis aux forces alliées d'utiliser ses bases stratégiques, la Turquie disposera-t-elle, après la guerre, de suffisamment de cartes pour obtenir un siège à la table des vainqueurs du Golfe ?

- Je pense que l'apport turc à la coalition est apprécié, à sa juste valeur, comme un des éléments les plus impor-

« La Turquie n'acceptera pas d'État kurde séparé »

aurait pu éviter cette guerre.

- Au début de la crise, vous avez eu du mal à obtenir les pleins pouvoirs. Quels sont les obstacles qui, le moment venu, pourraient vous empêcher d'entrer en guerre contre l'Irak ?

- L'obstacle constitutionnel a été levé. La question est simplement la suivante. L'ob-

s'il est possible, serait une bonne chose pour toute la région. Avec quel type de solution pour la suite ? Je peux imaginer une certaine démocratisation capable de s'étendre ensuite sur le reste de la région. Il me semble difficile, par exemple, de transposer le système à la française. Mais les réformes éventuelles pour-



Özal : « La crise actuelle a permis de mieux saisir la Turquie, qui représente un point critique au sein de la coalition. » (Photo Sipa.)

tants du soutien aux alliés. Que représenterait une brigade d'infanterie supplémentaire ou un escadron de chasseurs bombardiers, dans cette marée de soldats qui s'est déversée sur l'Arabie Saoudite ? Le fait que la base aérienne d'Inçirlik ait été mise à la disposition de la coalition est très important, car ainsi l'Irak se trouve encerclé. Sans oublier l'embargo économique qui coûte si cher à la Turquie.

— Pour marquer la solidarité de la Turquie avec les forces alliées, vous aviez pensé faire un geste. A défaut de pouvoir déployer des troupes en Arabie Saoudite, vous aviez demandé à votre état-major d'y envoyer une mission de généraux. Mais l'état-major a refusé et le chef d'état-major, le général Torumatay, a démissionné. L'armée turque serait-elle donc plus pacifique que le chef du gouvernement ?

— Oui, j'aurais voulu envoyer des généraux en Arabie. Je pensais en effet que ce serait un bon exercice, une possibilité pour nos forces de s'entraîner. Je ne pense pas qu'une telle chance se présente de sitôt. Mais rappelez-vous aussi que la Turquie a été présente dans cette région pendant 400 ans. La bonne réputation du voisin ottoman y est encore vivace. Ma proposition s'est donc heurtée à des objections. Finalement, il vaut peut-être mieux que l'armée turque se concentre sur la défense du territoire national.

— Un seul missile Scud sur la Turquie suffirait à déclencher la riposte contre l'Irak ?

— Oui. Mais la riposte ne serait pas forcément immédiate. Il faut rester prudent. En tout cas, il n'est pas question de récupérer une partie de l'Irak. Comme la Turquie, il s'agit d'un pays islamique, ne l'oubliez pas.

— Que fera la Turquie si les grandes puissances, sans pour autant toucher aux frontières actuelles, décident de transformer l'Irak en un État fédéral qui comprendrait une entité kurde ?

— Une sorte de fédération, d'accord, mais démocratique. Il faudrait que ce nouveau système donne des droits locaux

« Pourquoi l'Irak voudrait-il s'en prendre à nous ? Ce serait contraire à la logique »

étendus à tous les peuples de l'Irak, y compris à la minorité d'origine turque. Ce pourrait être une solution. Mais nous n'accepterons pas d'État kurde séparé.

— Et si c'était cette solution d'un État séparé qui était envisagée ?

— Je ne pense pas que l'Iran ou la Syrie soient réellement intéressés par l'émergence d'un État kurde à leurs portes.

— Comment voyez-vous la

position de la Turquie après la crise ?

— Nous sommes un pays stable et fort de près de 57 millions d'habitants. Depuis 1945, notre système politique est démocratique. Notre presse est libre. Comme l'est notre économie de marché. La Turquie a connu des hauts et des bas, bien sûr, mais le bilan est considérable. Avec une popu-

lan, la Géorgie — représentent-ils une menace pour la Turquie ?

— Ces régions font face à d'énormes problèmes. Lorsqu'il y a le feu devant l'une de vos portes, vous ne pouvez pas rester indifférents.

— Que peut faire Ankara ?

— Prenez l'exemple de la Bulgarie. C'est désormais un État démocratique. Les problè-

« L'apport turc à la coalition est un des éléments les plus importants du soutien aux alliés »

lation musulmane à 98 %, notre État est laïc. Tout cela fait de la Turquie un pays clé, un bon exemple pour le reste du monde islamique.

— Des bombes explosent ici et là dans le pays. Les fondamentalistes religieux organisent des manifestations. Tout cela vous inquiète-t-il ?

— Beaucoup de choses ont été exagérées. Bien sûr qu'il faut être vigilant. Nous avons chez nous des forces extrémistes, mais elles sont d'une importance mineure, je vous l'assure. Notre société peut les supporter.

— La Turquie fait face à l'une des crises les plus graves depuis la fondation de la République par Mustafa Kemal. Les préceptes d'Atatürk sont-ils aujourd'hui en danger ?

— Je ne le pense pas. Les réformes clés ne peuvent pas être remises en cause. La laïcité, par exemple, est le fondement de notre paix sociale. La société turque est issue d'un immense empire, ne l'oubliez pas. Ce n'est pas facile de passer d'un empire à un État en lui donnant comme base l'idée-force qu'est la nation.

— Que pensez-vous de l'agitation dont votre grand voisin, l'Union soviétique, est actuellement le théâtre ?

— La situation est très critique. Comme nous hier, les So-

mes liés à la minorité turque dans ce pays sont en voie de solution, malgré certains accents nationalistes qui se font entendre dans la population. Nous sommes en train de rapprocher nos économies, d'établir ce système que j'appelle « la coopération en mer Noire ».

— Un système qui intéresse aussi l'URSS...

— ... et tout particulièrement les républiques de Transcaucasie.

— Pensez-vous que la crise du Golfe va permettre à la Turquie de se rapprocher de la CEE, un de vos principaux objectifs ?

— Comme vous le savez, la Turquie veut devenir membre de la Communauté européenne. Bruxelles devrait faire très attention à ceci : l'avenir de la CEE dépend également de ce qui se passe en Union soviétique et dans beaucoup de pays islamiques. L'importance de la Turquie est clairement établie. Aujourd'hui, nous réalisons 60 % de notre commerce avec la Communauté, contre 45 % avec les pays du Moyen-Orient. En dix ans, la part de notre commerce avec la CEE a doublé. En 1980-1981, il était de 30 %.

— Vous avez eu des critiques très dures à l'égard de l'Allemagne, après le refus par Bonn de vous fournir des équipements militaires de haute technologie. Notamment des missiles antimissiles Patriot qui auraient dû alors arriver avec leurs équipages allemands puisque, comme les Israéliens, les soldats turcs n'ont pas reçu la formation nécessaire ?

— Il ne faut pas parler de critiques dures, je répondais aux questions d'un reporter. L'éventualité d'un soutien à l'effort de guerre de la Turquie soulève de nombreuses objections en Allemagne. Pourquoi ? Le fait d'appartenir depuis quarante ans à l'Otan a donné à l'Allemagne la prospérité et l'unification nationale. Aujourd'hui, les Allemands sont peut-être repus.

Propos recueillis
par Xavier GAUTIER.

LES ECHOS, 1^{er} février 1991

Les Kurdes oubliés

Alors que 3 millions à 4 millions de Palestiniens peuvent avoir l'espoir, même infime, de voir les grands de ce monde se pencher sur leur cas lorsque la guerre pour la libération du Koweït aura pris fin, l'avenir national de 25 millions de Kurdes reste totalement bouché à l'heure qu'il est, comme depuis soixante-dix ans.

Pour son malheur, ce peuple sans Etat dispose d'une assise territoriale reconnue mais qui se trouve au confluent de quatre puissances régionales ambitieuses que sont la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Cas aggravant, 5 millions de Kurdes d'Irak, jouissant d'une autonomie toute théorique, vivent sur les terres riches en pétrole de la région de Mossoul. C'est la raison pour laquelle cette frange de la Haute Mésopotamie, occupée en

1918 par les Britanniques, fut détachée arbitrairement du défunt empire ottoman au profit du futur royaume d'Irak, bâti pour consolider le monopole pétrolier de Londres et servir de relais sur la route des Indes. L'avis des Kurdes ne fut bien sûr jamais demandé et le traité de Sévres de 1920 prévoyant la création d'un Etat indépendant kurde jamais ratifié. Finalement, le traité de Lausanne de 1923 procéda à l'éclatement du Kurdistan entre quatre Etats qui n'ont eu de cesse, depuis, de nier la réalité kurde.

La démarche de la Fédération internationale des droits de l'homme revendiquant pour les Kurdes le droit à l'autodétermination est généreuse mais irréaliste pour l'instant, tant sont grands les intérêts et l'égoïsme des Etats établis concernés.

LYONNE REPUBLICAINE

1^{er} février 1991

RÉFUGIÉS PAUVRES ET EXILÉS DE LUXE... — Le magazine « 52 sur la Une » proposera, le 15 février, sur TF 1, « Les réfugiés de Saddam ». Deux reportages dans ce cadre : Francine Buchi présentera les « Réfugiés de l'oubli », quelques-uns de ces Kurdes d'Irak décimés par les bombes chimiques lancées par le calife de Bagdad, en 1987. Ce massacre devait détruire 3 500 des 5 086 villages du Kurdistan irakien ! Des centaines de milliers de Kurdes se sont alors réfugiés en Turquie et quelques centaines ont été accueillis par la France. Quant à Denis Vincenti, il a enquêté sur les « Exilés de l'opulence », ces 500 Koweïti qui ont fui leur pays depuis l'invasion et vivent actuellement sur la Côte d'Azur.

L'INDEPENDANT, 4 février 1991

Les Kurdes font état d'une grave pollution de l'eau en Irak

■ Le bombardement par les alliés de dépôts d'armes chimiques et d'explosifs a pollué la plupart des sources d'eau d'Irak, selon le porte-parole d'un mouvement kurde en exil en France. « Cela sera catastrophique. Des milliers de gens vont périr parce qu'ils vont boire cette eau sans savoir qu'elle est polluée », a dit Ahmed Barmani, porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan, qui affirme recevoir des informations tous les deux ou trois jours de membres de son parti restés en Irak. Selon des témoins, des missiles sol-sol, qui pourraient être équipés de têtes chimiques, ont été transportés et enterrés près de la ville de Soulaïmaniah, dans l'est du pays, a-t-il ajouté. Mercredi dernier, des bombardements alliés ont complètement détruit les installations de distribution d'essence à Mossoul, près des frontières syrienne et turque, a également déclaré Ahmed Barmani. Selon lui, le gouvernement irakien a commencé à démonter les tours de télécommunications pour empêcher leur destruction par les bombardements alliés. La radio et la télévision diffusent désormais à partir de stations situées dans des bunkers.

Libération, 2 février 1991

APPEL PAIX, DEMOCRATIE ET DEVELOPPEMENT

La guerre du Golfe a commencé au nom de la défense du droit international et pour édifier, dit-on, un nouvel ordre mondial basé sur la justice, la paix et le respect des droits des peuples. C'est au nom de ces principes justes, qui n'ont jamais été respectés avant l'invasion du Koweït, qu'une guerre meurtrière a été déclenchée, conflit dont personne ne peut aujourd'hui prévoir les conséquences pour tous les peuples de la région.

En ce moment grave, les signataires :

- rappellent leur condamnation de l'invasion du Koweït par un régime qui a longtemps bénéficié de la mansuétude et de la complicité de certaines puissances ;
- estiment que la guerre aurait pu être évitée et peut être encore arrêtée au profit de solutions pacifiques de cette crise ;
- attirent l'attention sur le sort des populations civiles d'Irak et du Koweït, prises au piège d'un conflit meurtrier qu'elles n'ont pas décidé ;
- saluent la réaction des populations résidant en France qui ont gardé leur calme et préservé ainsi la paix publique et les chances d'une cohabitation harmonieuse, malgré certaines attitudes indignes de suspicion à leur égard.

Quelle que soit l'issue du conflit en cours, les graves problèmes du Moyen-Orient et du monde arabe en général restent toujours non réglés. Ils ont pour nom question palestinienne, démocratie et développement.

● La solution du problème palestinien passe par la convocation urgente d'une conférence internationale, acceptée par l'OLP et la plupart des nations et que l'intransigeance américaine empêche de tenir. D'autres questions de la région (problème kurde, Liban...) exigent une attention internationale tout aussi urgente.

● La démocratie pour tous les pays arabes est aujourd'hui une nécessité historique. Le déni de droit, la répression systématique de toute voix dissidente et l'inégalité entre les sexes caractérisent toutes ces sociétés. C'est à ces maux que les opinions publiques arabes doivent s'attaquer. Les soutiens dans ce combat est aujourd'hui, pour les opinions comme pour les gouvernements, une exigence morale.

● Le développement de cette région passe par la fin des inégalités sociales, encore plus criantes dans les monarchies du Golfe et l'affectation des richesses des peuples de la région à leur épanouissement. La paix, le respect du droit et la morale internationale sont à ce prix.
Paris, le 18 janvier 1991.

Saïd BOUZIRI (président Génériques), Driss EL YAZAMI (commissaire d'exposition), Brahim MESSAOUDEN (ACMS, Sarcelles), Hédi CHENCHABI (président AIDDA), Brahim CHENCHABI (journaliste), Abdallah ZNIBER (président centre doc. cult. ATMF), Nabil AZOUZ (historien), Farouk BELKEDDAR, Saïha AMARA (présidente ANGI, Aubervilliers), Yousef BOUSSAA (psychiatre des hôpitaux), Abdellatif LAABI (écrivain), Rachida AZZOUQ (éducatrice), Abderrahim HAFIDI (chercheur en sciences politiques), Kader EDDAIKRA (éditeur), Aziz KHAROUNI (formateur), Abdelghani GHALFI (trésorier Mémoire fertile), Merabti MOHAMED SAÏD (adjoint au maire, Vitrolles), Mohamed TAHA MELLOUK, Driss NABI (ATAMS, Le Mans), Saïd SMIRI (journaliste réalisateur), Khaled MELHAA (club Emergence), Nacer KETTANE (président Beur FM-Marseille, président Intermed Assistance), Halima THIERRY-BOUMEDIENNE (présidente EMAF), Slimane TIR (conseiller municipal Roubaix), Kader GALIT (conseiller en gestion), Farid AÏCHOUNE (journaliste), Raymond BENHAIM (consultant international), Yahia DJAFARI (enseignant), Elias SANBAR (journaliste), Larbi MAANINOU (président ASDHOM), Rahim REZIGUAT, Jamal EL OUARZAZI (directeur informatique), Karim ABOUB (psychanalyste), Driss KARIM (cinéaste), Zhor BENCHEMSI (psychanalyste), Mohamed OUECHKRADI (président ATMF), Ahmed BOUSBAÏ (ATMF), Amina MEDDAB (universitaire), Fethi BEN SLAMA (psychanalyste), Rachid KIMOUNE (peintre plasticien), Hamza BOUZIRI, Kamal JENDOUBI (secrétaire général UTIT), Samia MESSAOUDI (journaliste), Latifa WAELES (universitaire), Mohamed MAHJoubi (publicitaire), Thouria EL YAHAOUÏ (AFAIF, permanente ASTI), Rachid EL ALFA (formateur), Hassan HADJ NACER (enseignant), Abdelmalek SAYAD (sociologue), Mustapha DHAOUÏ (syndicaliste), Ezeddine MESTIRI (journaliste), Elsa ASSIDON (universitaire), Mohamed HADDOUCHE (responsable associatif, Soissons), Moutapha DIOP (sociologue INALCO), Moncef BENTHMAN (président Mutuelle Maghréb Méditerranée), Danielle MAOUDJ (Ava Basta, Bastia), Rabah GHOMRANE (directeur adjoint école de travail social, Roubaix), Khira AIT ABBAS, Hamid BEN LAHCEN (professeur d'économie, Toulouse le Mirail), Daniel LEGAL (président d'association, Marseille), Hafid EL ALAOUI (identité culturelle et intégration, Toulouse), Mohamed MEB TOUL (réalisateur), Saïd IDIR (Le Grain magique, Saint-Etienne).

Pour toute correspondance :

Farouk BELKEDDAR,
4, rue Firmin-Gémier,
93300 AUBERVILLIERS
Driss EL YAZAMI
8, rue de Bercy,
75018 PARIS

Pour tout contact :

43.43.16.89.
46.34.02.19.
42.55.91.82.
42.23.41.11.

Pour tout soutien financier :

Saïd BOUZIRI,
CCP n°21 165 38 R,
mention « Golfe ».

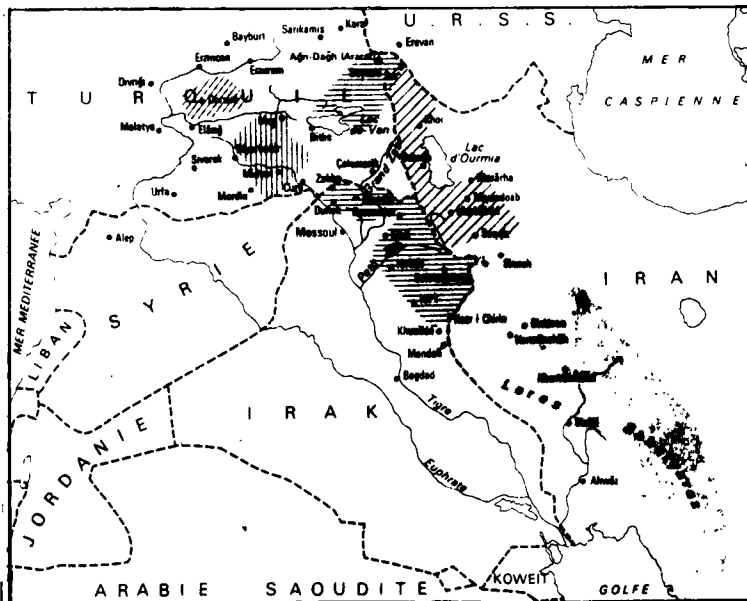


Héros du peuple kurde, Mollah Mustapha Barzani s'est illustré à plusieurs reprises, dans la lutte pour l'autonomie des siens. Irakien d'origine, il se voit confier le commandement de l'armée, lors de la création de l'éphémère Etat de Mehabad en Iran, puis mène une longue guerre de maquis. Il se réfugie en Iran, au début de la guerre contre l'Irak, en 1980.

QUI SONT CES KURDES ... IRREDUCTIBLES ?

Nul doute qu'au chapitre des peuples martyrs de l'histoire, les Kurdes figurent depuis toujours, et pour longtemps, en bonne place. S'il a fallu attendre la fin de la Deuxième guerre mondiale pour que l'opinion internationale prenne conscience de leur problème, on voit mal de quelle façon il pourrait se résoudre.

A cheval sur cinq pays



Les Kurdes forment un peuple, uni par une langue, une origine et une religion majoritaire (l'Islam), une nation rassemblée autour d'une communauté d'intérêts, mais ont fort peu de chance de se constituer un jour en Etat. On voit mal comment un territoire délimité par des frontiè-

res reconnues pourrait leur être attribué, puisqu'ils sont répartis sur cinq Etats. La majeure partie d'entre eux se trouve en Turquie, en Iran et en Irak, mais quelques-uns sont sur le territoire de l'URSS (dans la région d'Erevan), et en Syrie (dans la région d'Alep et au nord-est).

Installé sur un territoire qui dessine un croissant allant de la Méditerranée au golfe Persique, le peuple kurde n'a cessé, depuis le VII^{ème} siècle avant J.C., de subir la domination d'autres peuples. Jusqu'au début du XVI^{ème} siècle, où Turcs et Perses se partageront la région, les tribus de pasteurs et chasseurs kurdes auront à subir des invasions séleucides, parthes, sassanides, arméniennes, romaines, byzantines, arabes et mongoles. Du XVI^{ème} au XIX^{ème} siècle, on note aussi de nombreux conflits entre principautés kurdes.

Martyrisés depuis vingt-sept siècles

Ce n'est qu'au début du siècle dernier que naît un véritable sentiment national, qui se traduit aussitôt par des révoltes incessantes contre l'empire ottoman. La haine entre les kurdes et l'oppressur turc est telle que les premiers (musulmans à plus de 80 %), accueillent en libérateurs les Anglais, qui occupent la région,



après la fin de la Première guerre mondiale. Le Traité de Sèvres du 10 août 1920 leur laisse même espérer la création d'un Etat autonome. Mais Atatürk ne se résoud pas aussi facilement à lâcher les débris de son empire. Il parvient, après le Traité de Lausanne en 1923, à conserver la plus grande partie du Kurdistan en échange de la promesse de respecter les libertés culturelles, politiques et religieuses des minorités. Un an plus tard, le gouvernement turc viole ce traité en interdisant l'usage de la langue kurde, et en déportant de nombreux nationalistes. A ces

tentatives d'assimilation, répondent des soulèvements périodiques. Pourtant avec la libéralisation du régime d'Ankara, la répression diminue et la situation des Kurdes de Turquie s'améliore. En Iran, ils sont persécutés sous le régime de **Reza Shah**, mais réussissent, après son abdication, à créer un «Comité pour la résurrection du Kurdistan qui, peu à peu, s'étend à l'Irak et à la Turquie. Le 22 janvier 1946, avec l'aide des autorités azerbaïdjanaises, une République autonome du Kurdistan est proclamée. Mais les troupes soviétiques évacuant l'Iran, son exis-

tence est rapidement remise en question. **Qazi Mohamed**, principal instigateur de l'Etat kurde, est pendu avec deux de ses compagnons. En Irak, cette minorité n'a cessé depuis près d'un siècle de se rebeller contre l'autorité.

Persécutés par Saddam Hussein

Symbole de la résistance à l'intégration, le général **Moullah Moustapha Barzani** parviendra à infliger de cruelles défaites à l'armée régulière, mais subira aussi de nombreux revers. L'avènement du parti Baas, en 1948, le ramène en Irak, mais bientôt la répression reprend. En 1975, l'aide de l'Iran aux maquisards kurdes prend fin. En 1988, **Saddam Hussein** emploie des gaz toxiques contre les populations (5 000 morts) et continue depuis, d'après Amnesty International, à se livrer à des arrestations arbitraires et des enlèvements sur la population kurdes. Aujourd'hui, l'Irak est le théâtre d'un nouveau conflit et le peuple kurde continue de souffrir.

Geneviève FIDANI

Massacrés au gaz par l'Irak

Coincés entre l'Iran et l'Irak, les Kurdes ont bien évidemment souffert du long conflit entre ces deux pays. Longtemps soutenue par l'Iran, la guérilla kurde en Irak se vit privée de soutien logistique, en 1975, après leur réconciliation. A cette date, Moustapha Barzani se réfugie en Iran, c'est l'effondrement de la rébellion. Mais la déclaration de guerre de l'Irak à l'Iran ranime les tensions. Saddam Hussein, qui ne parvient pas à venir à bout de ces farouches montagnards, malgré les raids de la Turquie contre eux à plusieurs reprises (1983 et 1987), finira par employer des gaz toxiques contre la résistance kurde. En



mars 1988, 5 000 personnes trouvent la mort sous l'effet des émanations d'ypérite (le fameux gaz moutarde). Ces 5 000 martyrs de la cause kurde s'ajoutent aux centaines d'exécutions perpétrées en 1985. Depuis, des milliers de kurdes ont été incarcérés ou ont «disparu», en dépit de l'amnistie décrétée par Saddam Hussein en 1988. A la suite de l'emploi des gaz, 50 000 réfugiés quittent leurs villages (25 000 seraient restés en

Turquie, 18 000 ont atteint l'Iran, 2 500 l'Irak). Cruellement éprouvés, les Kurdes ont au moins gagné le soutien de l'opinion, mais existe-t-il une solution à leur problème ?

TURQUIE

Peur sur la ville

Angoisse à Diyarbakir, à 200 kilomètres de l'Irak. La ville kurde n'oublie pas les 5 000 Kurdes irakiens gazés en 1988.

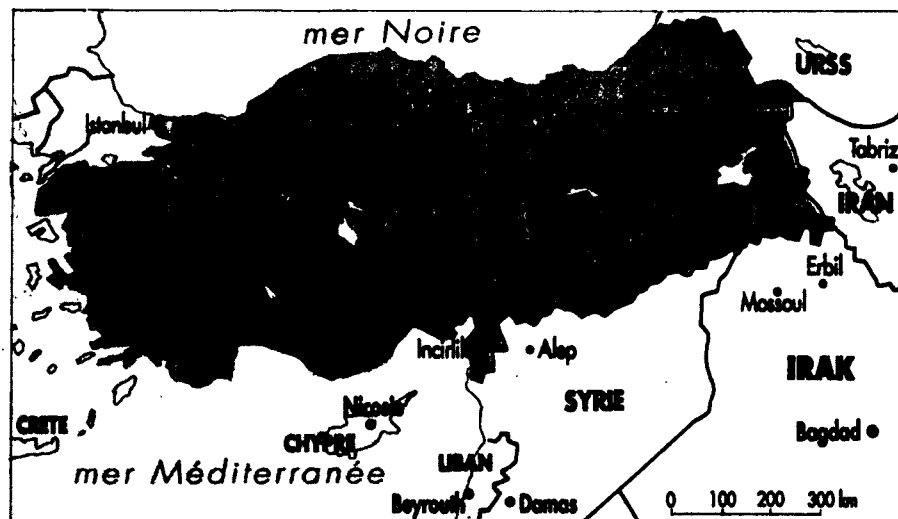


De notre envoyé spécial en Turquie

Les énormes murailles noires qui protégeaient Diyarbakir ne servent plus à rien. Maintenant, le danger vient du ciel. Diyarbakir, 400 000 habitants, au sud-est de la Turquie, est à 200 kilomètres à peine de la frontière irakienne. A une portée de Scud qui – pourquoi pas ? – pourraient être armés de têtes chimiques. L'angoisse. Diyarbakir, ville kurde, n'a pas oublié

manente. Les agas, les grands propriétaires terriens et les riches commerçants de la région venaient en famille sous les voûtes épaisses du restaurant, aujourd'hui désert, s'étourdir de musique et claquer leurs billets. C'est fini : « *Les danseuses du ventre sont parties.* »

Durant les jours de panique, 50 000, 100 000 personnes ont quitté Diyarbakir. D'un coup, le prix des billets de bus pour Istanbul s'est envolé, passant de 60 000 livres turques à 150 000, voire à 300 000 (soit un salaire moyen). Et puis, peu à peu, est



le massacre de Halabja, où Saddam Hussein, en 1988, avait gazé 5 000 frères irakiens. Et tandis qu'à Ankara le président Turgut Ozal joue avec la guerre et la paix, les habitants, ici, ne voient qu'une chose : en cas de coup dur, ils seront aux premières loges. Et sans défense. Oubliant un peu vite qu'ils hébergent l'une des principales bases de l'Otan dans le pays. Mais cela, c'est un autre monde.

« *J'ai mis à l'abri mes douze pigeons voyageurs, dans mon village, à Serçeli, à soixante kilomètres.* » Le jeune Kemal est serveur au Caravansérail. Mais, au fait, lui, pourquoi n'est-il pas parti ? « *Je ne peux pas, mon travail est ici.* » Saison plutôt ratée... Avant ce maudit 17 janvier, c'était la fête per-

venu le reflux. « *Comme Saddam avait pris le Koweït en une nuit, on a cru que les Etats-Unis en feraient autant avec l'Irak.* », dit un employé de mairie. Simple forfanterie : les frères et les cousins chez qui l'on avait envoyé femmes et enfants ne pouvaient les recueillir éternellement.

« *C'est mieux que rien.* » Ferit Lacin, la quarantaine, outre qu'il milite pour la cause kurde, est directeur de l'un des dispensaires de la ville. En calfeutrant artisanalement les ouvertures, il a transformé une buanderie en un abri anti-gaz. « *On ne sait pas, dit-il, comment se défendre.* » « *La ville a reçu deux cent cinquante masques à gaz, reconnaît Moharrem Yuzufl, le maire adjoint. Mais c'est uniquement*

pour les administrations. Quatre-vingts sont revenus à la mairie. » « Et, poursuit-il, nous comptons quarante et un abris dans la ville, mais aucun n'est prévu contre les gaz. » La région a bien édité des imprimés sur les mesures à prendre en cas d'attaque, mais ils n'ont pas été distribués. D'ailleurs, la ville vient à peine de recevoir une sirène, et il faut encore l'installer. Faute d'organisation, chacun improvise. Les pharmacies ont été dévalisées d'atropine, un antispasmodique, parce qu'un officier avait fait allusion à ce médicament. Le prix du mètre de toile plastique, le « nylon », disent les autochtones, a plus que doublé (de 2 000 à 5 000 livres). Et, dans les rues, les gosses proposent de gros rouleaux marron de bande adhésive.

Il n'y a guère que dans cette partie vraiment spéciale de la ville, la base de l'Otan, que l'on est paré. Et encore les Turcs ont-ils bavé d'admiration quand ils ont vu les équipements de lutte bactériologique et chimique des Néerlandais et des Belges. Diyarbakir, depuis le début de l'année, a été renforcée par les Mirage 5 des Belges et, surtout, par les Patriot installés par

tise d'attaquer », claironne partout Abdükkadir Aksu, le ministre de l'Intérieur. Kurde, né à Diyarbakir, il vient rassurer les populations. C'est tout juste s'il n'attribue pas la panique aux peshmergas — des Kurdes irakiens reconnaissables à leur turban et à leur pantalon serré — réfugiés ici après les massacres de Saddam. Le ministre ne s'adresse qu'aux notables, comme ceux du parti majoritaire (la Patrie), entassés dans la petite salle enfumée d'un centre d'éducation populaire. Pas une femme, seulement d'épaisses moustaches et une attitude révérencieuse. En réalité, le gouvernement, qui a pris le risque de la guerre, n'a rien fait pour les populations du Sud-Est, déjà les premières victimes de l'embargo.

« Plus personne n'achète. » Faysal Erkek, un rondouillard sympa, vend des jeans, près de la Grande Mosquée, dans le principal bazar de la ville, un capharnaüm de bruit, de poussière, de gens et de discussions. Faysal a d'abord perdu ses clients irakiens, puis les syriens, et, depuis ce maudit 17 janvier, ceux des villages alentour ne viennent plus. « Et pourtant, de l'ar-

d'ailleurs qu'a-t-il fait pour les Palestiniens ? » En revanche, les Etats-Unis non plus n'ont pas bonne presse. On n'apprécie guère, la nuit, le vrombissement des escadres parties de la base d'Incirlik pour bombarder l'Irak. « C'est aux musulmans de résoudre ce conflit. A personne d'autre, clame Omer, un jeune barbu, militant islamiste. Les Etats-Unis ne visent qu'à détruire l'unité des musulmans. »

En Turquie, les imams, payés et contrôlés par le ministère des Affaires religieuses, ne peuvent être accusés dans leur prêche d'enflammer les passions. Pourtant, on redoute maintenant, le vendredi, la sortie des mosquées. A Batman, petit centre proche de Diyarbakir, une manifestation a dégénéré et fait un mort, le 25 janvier. « Ici aussi, explique Omer, on a essayé de manifester, mais il y avait trop de policiers en civil dans la mosquée et en uniforme dans la rue. »

Dans la région, le parti des mécontents enfle. Les hommes de l'opposition font leur tournée des popotes dans le Sud-Est pour dénoncer la politique du gouvernement. Même Bulent Ecevit, Premier ministre à plusieurs reprises dans les années 70, et qui avait décidé l'expédition chypriote, y va de son couplet pacifiste. A travers le toit d'une camionnette, il harangue une petite foule près du bazar : « L'Occident a enfanté un monstre, l'Irak, et nous demande maintenant de l'en débarrasser. » Husamettin Cindoruk, numéro deux du Parti de la Juste Voie (droite), a reçu une belle salve d'applaudissements en déclarant, devant des partisans locaux, que « l'Occident ne veut pas qu'Israël entre dans la guerre, mais souhaite ardemment que la Turquie le fasse ».

Pour apaiser les esprits, Ankara a décidé tout à trac d'accorder aux Kurdes une liberté à laquelle ils ne croient pas encore : celle d'utiliser leur langue dans les lieux publics, de chanter, de publier. D'autres mesures, a assuré le ministre de l'Intérieur, suivront. Pourquoi à ce moment précis tant de sollicitude ? Les rumeurs les plus confuses circulent. Ozal se préparerait à la guerre, car il a dans l'idée, ensuite, d'imposer à l'Irak un Etat fédéré kurde dont il garantirait les libertés... Ou encore, Ozal sait qu'il ne pourra jouer à fond l'alliance américaine s'il ne règle pas son problème kurde... En attendant, les voyageurs qui reviennent du sud du pays font état d'impressionnantes concentrations de chars. Et les « bidasses » belges de la base de l'Otan, un peu dissipés au début, ont reçu pour consigne d'éviter les sorties nocturnes. ● PATRICK BONAZZA

CAN OZATAY-SIPA



Tandis que, à Ankara, Turgut Ozal joue avec la guerre et la paix, dans le sud, les habitants ne volent qu'une chose : en cas de coup dur, ils seront aux premières loges. Et sans défense.

les Néerlandais. La base étant mêlée à l'aéroport civil, le voyageur, en arrivant, découvre avec surprise de curieuses batteries braquées sur lui. Les Turcs disposent de F104, de RF5 Tiger, pour la reconnaissance, et de F16D, dernier cri de la technologie américaine. Les Patriot attendent les missiles. Et les avions attendent d'autres avions. « Nous sommes armés jusqu'aux dents », explique un militaire. Les chances d'une attaque chimique ? Par avion, selon lui, elles sont égales à zéro. Si les missiles arrivent un par un, aucune chance non plus. Seul risque : un feu d'artifice de Scud ou d'autres missiles que les Patriot ne pourraient alors tous arrêter.

« Saddam ne commettra pas la bê-

gent, les gens en ont », explique-t-il autour d'un brasero. Avant, Faysal se rendait deux fois par mois à Istanbul pour s'approvisionner ; maintenant, une fois tous les quatre mois suffira. Et encore, Diyarbakir souffre moins que les villes plus au sud, celles plus proches de la frontière, où les magasins ferment un à un et où les routes, auparavant bouchées, sont maintenant désertes. « Ozal nous a mis dans le feu », conclut Faysal.

Car, même sous la menace, la politique ne perd pas ses droits. A Diyarbakir, on trouvera difficilement un partisan de Saddam. « Si c'était un vrai musulman, dit un chauffeur de taxi, il aurait d'abord attaqué Israël, avant de s'en prendre à l'Iran et au Koweït, et

DEPECHEs DU DIJON, 4 février 1991

Kurdes : les oubliés

Vingt à trente millions de Kurdes partagés entre le nord de l'Irak, la Syrie, l'Iran et la Turquie sont pris en étau par la guerre du Golfe. Nizan Kendal, président de l'Institut kurde de Paris, explique pourquoi les Kurdes veulent la défaite de Saddam Hussein, sans pour autant se joindre à la coalition.

► Souhaitez-vous la défaite de Saddam Hussein ?

— Il suffit de rappeler ce que le régime irakien nous a fait subir... Notre pays est totalement détruit. Sur les 5 millions de Kurdes d'Irak, 500 000 ont dû se réfugier dans les pays voisins, surtout en Iran, et 2 millions sont dans des camps d'internement des zones frontalières. Les Kurdes vouent une haine viscérale à Saddam Hussein. Ils espèrent donc que cette guerre l'éliminera.

► Êtes-vous alors prêts à participer militairement à sa défaite ?

— Les partis kurdes ont été les seuls à lutter contre cette dictature depuis 1974. Notre objectif n'a pas varié : nous voulons une démocratie pluraliste en Irak, avec la reconnaissance des droits des Kurdes.

Mais les Kurdes ne se sont pas engagés dans l'action militaire avec les alliés, car les alliés n'ont fait aucune promesse sur la garantie de leurs droits. On parle des droits des Koweïtiens, certains parlent des droits des Palestiniens, mais personne ne parle de nos droits. Les Kurdes n'ont donc aucune raison de jouer les suppléants de l'action des alliés.

► Comment expliquez-vous l'attitude des alliés à votre égard ?

— Il y a principalement le veto de la Turquie, qui joue un rôle important dans cette coalition. Elle interdit aux alliés de s'adjoindre les forces kurdes, qui seraient les plus aptes à combattre Saddam Hussein.

► Et le veto de l'Iran, ou de la Syrie ?

— L'Iran ne pèse pas beaucoup dans cette coalition. Quant à la Syrie, elle est satisfaite avec le Liban.

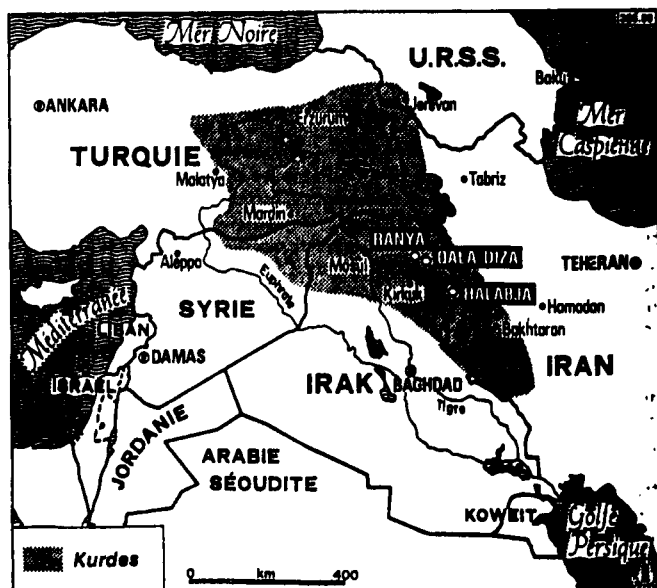
► La Turquie n'a-t-elle pas évolué, en autorisant récemment l'emploi de la langue kurde ?

— C'est évidemment un point positif. Mais ce n'est pour la Turquie qu'une manière de préparer l'après-guerre. Elle prépare l'annexion du Kurdistan irakien, d'une manière ou d'une autre. Elle occupe ainsi depuis quinze ans une partie de Chypre... Ce serait le prix de sa coopération avec l'Occident.

► Vous n'attendez donc rien de positif, pour les Kurdes, de cette guerre ?

— Le sort des Kurdes, même si Saddam n'est pas renversé, seulement très affaibli, ne pourra être que moins mauvais. Les gens pourront retourner dans leurs villages. On peut aussi espérer que le souci du droit fera quelque progrès parmi les alliés. Et si le régime de Saddam est renversé, la situation sera radicalement changée : même une annexion à la Turquie représenterait une amélioration de notre sort.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCIS BROCHET ■



NORD MATIN, 6 février 1991

Conflits ou paix à venir

Le Kurdistan : un enjeu ?

D EPUIS fin janvier le gouvernement turc a annoncé des mesures assouplissant sa politique en direction des Kurdes. La langue kurde serait autorisée sur tous les supports, journaux, livres, cassettes etc... Le quotidien La Croix publiait hier une petite enquête assez complète sur la question kurde, la radio « Voix de la Turquie » a augmenté le temps d'antenne accordé au Kurdes, l'Iran semble se positionner contre la Turquie sur cette question, l'après-guerre ne sera pas qu'une paix.

Depuis 1988, 100.000 Kurdes d'Irak se sont réfugiés en Turquie suite à une répression accrue dont ils furent les victimes dans le nord-est de l'Irak. La Turquie, dont le territoire recouvre une partie du Kurdistan, compte environ huit à dix mille citoyens kurdes. Cette politique, plus présentable, a commencé depuis deux ans parce que le gouvernement turc misait sur une entrée dans la CEE. Une longue répression contre cette minorité tenait lieu de politique auparavant.

Revendications territoriales sur le Kurdistan irakien ?

Cette timide détente pro-kurde, entreprise par le président Ozal, ne s'expliquerait pas, selon certaines analyses kurdes, que par de simples raisons humanitaires. Il ne faut pas oublier que la Turquie envisage d'être très fortement associée dans le plan de paix, ou du moins, de stabilisation du Golfe, une fois l'Irak battu. Se plaçant comme un allié européen, intervenant dans le cadre de l'OTAN, le gouvernement d'Ankara a bravé une certaine hostilité intérieure pour participer à la coalition et pourrait chercher à calmer le jeu avec la forte opposition kurde faute de s'en faire un soutien.

Autre objectif possible, le gouvernement turc pourrait revendiquer tout ou une partie du Kurdistan irakien. Il arguerait alors du code de bonne conduite intérieure appliqué vis-à-vis de cette population. C'est, semble-t-il, pour cette raison que le gouvernement turc tient tant à ce qu'il ne soit, pour l'instant, pas question d'évoquer la question kurde dans le cadre de la coalition anti-irakienne.

Cette possibilité semble avoir été prise au sérieux par l'Iran qui a déjà affirmé qu'il ne laisserait pas la Turquie redevenir hégémonique dans la zone du Golfe... Quant aux Kurdes d'Irak, selon une en-

quête publiée dans La Croix, ils restent pour l'instant neutres dans le conflit qui oppose « leur » pays aux coalisés.

Gouvernements américains et anglais ne se seraient pas empressés pour recevoir les délégations kurdes.

Solidarité active avec les populations civiles

Une autre raison, plus douloureuse, vient justifier cette neutralité, reprochée avec violence dernièrement dans les colonnes du Quotidien de Paris : c'est au moment du cessez-le-feu, qui a suivi la guerre Irak-Iran, que les Kurdes se sont retrouvés seuls face à Saddam Hussein, en août 88. Il y eut alors le massacre que l'on sait !

Toujours selon La Croix, les Peshmergas (combattants kurdes), s'ils sont l'arme au pied, n'organisent pas moins une solidarité active avec les populations civiles et les déserteurs. C'est ainsi que l'on sait de source kurde, que les bombardements de Kirkouk ont fait, les cinq premiers jours, une soixantaine de victimes.

L'éventuelle chute du régime de Saddam Hussein est également préparée par les différents partis kurdes mais ils restent inquiets ne sachant pas quels projets ont les coalisés pour l'Irak et cette région du monde. Le PDK (Parti démocratique du Kurdistan de l'ancien leader Moustafa Barzani) et l'UPK (Union du peuple kurde) ont signé à Damas une plate-forme commune à toute l'opposition irakienne.

Dans le cadre plus large du conflit en cours, on est aussi conduit à se demander si un réel soutien aux opposants irakiens et kurdes, n'aurait pas permis, en association avec l'embargo, à un renversement de la dictature irakienne ? Il est vrai que, de part et d'autre, la confiance dans les résistances civiles n'a aucun crédit...

B.K.

Financial Times, February 5, 1991**FOREIGN AFFAIRS****Peace poses even harder questions****Edward Mortimer on the negotiating positions open to the allies when hostilities in the Gulf end**

What sort of Iraqi government will the allies have to deal with after Iraq's armed forces in Kuwait have surrendered or been driven out? On the answer to that question depend virtually all the answers that can be given to other questions about allied war aims and postwar security arrangements.

But is it a simple matter of prediction, or is it something for the allies themselves to decide? That in turn is a very uncomfortable question for allied leaders and spokesmen to answer. Obviously, they would much prefer President Saddam Hussein to disappear from the scene. Yet to make his removal the direct object of military operations would not only stretch the UN consensus probably to breaking point, but might also commit the allies to a military campaign on the very ground where Mr Saddam is trying to entice them.

As explained by Roger Matthews on this page yesterday, Mr Saddam's strategy is to win political support in Iraq and in the wider Arab and Muslim worlds by turning himself from aggressor into victim, becoming the leader and symbol of national resistance against an "imperialist" invasion led by the US. Already the intensive bombing of Iraq has given this conjuring trick considerable plausibility. If the allies let themselves be sucked into a full-scale invasion of Iraq they could face a repetition of the ill-starred British march on Baghdad in autumn 1915 or even of Napoleon's invasion of Russia in 1812, with desert heat and flies playing the roles of "Generals January and February".

A more exact precedent might be the Israeli experience in Lebanon in 1982-84. The allies would find those willing to hail them as liberators among the Iraqi population. They might even reach Baghdad quite quickly. But in those circumstances the search for an Iraqi government both friendly and cohesive would almost certainly prove vain. While it went on the allies would suffer all the familiar trials of armies that outstay their welcome. They would be caught up in feuds between rival Iraqi groups. They would respond to acts of resistance (dubbed "terrorism") with a gamut of security measures - curfews, roadblocks, mass arrests and interrogations - which would be felt by the local population, even if not so intended, as collective punishments. Resistance would grow, cheered on by a chorus of mounting Arab and Islamic anger beyond Iraq's frontiers. Sooner or later the allies would cut their losses and withdraw



Claims of civilian buildings damaged: peaceful Iraqi rulers could get allied help to rebuild

to the Kuwaiti and Saudi borders, or perhaps to a thinly-populated "security zone" just inside southern Iraq, leaving behind them a wasteland of chaos, violence and bitter anti-western feeling.

Yet if they are not prepared to go that far, the allies have to consider how to end the war with Mr Saddam still in power in Baghdad, and to anticipate his likely response to the loss of Kuwait. There are really three possibilities. He may refuse a ceasefire and carry on a war of attrition, hoping to provoke them into the scenario just sketched. He may agree to a ceasefire and negotiations. Or he may accept a ceasefire but refuse negotiations, leaving it to time and the "Arab masses" to turn his military defeat into political victory.

Whichever tactic he adopts, the allies have to be ready with a negotiating position. If he carries on a war of attrition, they will not be able to be purely passive on the military front, but they will have to stress that the war has now entered a defensive phase from their point of view and that its continuation is entirely Mr

Saddam's choice. If he ceases fire but refuses to negotiate, the sanctions and a strong garrison in Kuwait and Saudi Arabia will have to be maintained, but again the allies will have to make clear their willingness to negotiate and on what terms.

The starting-point for such terms should be the aim "to restore international peace and

Some Iraqis fear the west will simply look for another, more amenable, dictator

security in the area", for which, along with the liberation of Kuwait, military action was authorised by UN Security Council Resolution 678. Many people would argue that peace and security are incompatible with Mr Saddam's remaining in power at all. That was the Iranian position during the Iran-Iraq war - a position generally regarded in the west at the time as extremist and intransigent. Iran's failure to secure Mr Saddam's downfall,

in spite of apparently having the upper hand in the war from 1982 to 1987, is yet another reason why the allies should be chary of insisting on it as an indispensable condition for peace. But what they can do is to insist that UN sanctions will only be lifted if Iraq agrees to comprehensive and verifiable disarmament and full reparations for the damage done to Kuwait and other countries.

A further condition should be the full implementation of Resolution 598, which ended the Iran-Iraq war, including its clause on the establishment of responsibility for that war. This should ensure Iranian support for the allied position. Finally, the allies should insist that Iraq allow internally displaced Kurds (said to number some 1.5m), as well as those who fled or were expelled from the country, to return to their homes; that it compensate them for their material losses, with special compensation being paid to the families of chemical warfare victims; and that it provide guarantees of fair and humane treatment to the Kurdish people in future.

At the same time the should make it clear that the would be willing to envisage much more generous terms : they were dealing not with M Saddam's regime but with new government committed to respecting its neighbours' frontiers, to observing human rights, and to letting Iraqis freely decide their own future.

The British foreign secretary, Mr Douglas Hurd, was quite right to say at the week end that Resolution 678 "does not mean dismembering Iraq" "does not mean a vendetta against the Iraqi people", and "does not mean imposing a particular government or type of government on Iraq". But it

would surely be in order for the allies to express support for the programme adopted by the main opposition groups last December, which calls for democratic freedoms, human rights, full autonomy and a proportional share of power for the Kurds, and free elections for a constituent assembly between one and two years after the change of regime.

Whereas the international community is fully entitled and even morally obliged to impose draconian conditions and safeguards on an Iraqi government headed by Mr Saddam, or indeed one devoted to continuing his methods and policies, it could and should take a quite different attitude

to one that included representatives of his victims and was trying to repair some of the appalling damage that he has done. In that case, the allies should be ready to help rebuild Iraq's economy and society, to enable it to take its place in a more hopeful and peaceful Middle East.

Such an attitude would give a strong incentive, to any Iraqis who are in a position to do so, to depose Mr Saddam in order to save the country. We tend to assume that that could only be done by senior army officers and/or close Baathist colleagues of Mr Saddam himself. Some Iraqi opposition leaders dispute that, fearing

that the west will simply look for another, somewhat more amenable, dictator to replace Mr Saddam and satisfy itself with that. It may be that in fact a popular uprising, or at least mass desertions by the army rank and file, will play an important part in the scenario, although it seems inevitable that people high up in the regime would have at some point to draw the conclusion that the game was up.

But what matters is what happens after that. It should be clear to any general or Baathist who takes over that he cannot win better terms from the allies simply by substituting himself for Mr Saddam.

REPUBLIQUE DU CENTRE 5 février 1991

Trois réfugiés kurdes expulsés de France

Le tribunal administratif d'Orléans a confirmé les arrêtés de reconduite à la frontière.

ORLEANS. — Le tribunal administratif d'Orléans vient de confirmer trois arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière de l'encontre de trois demandeurs d'asiles kurdes. Deux arrêtés émanaient du préfet d'Eure-et-Loir et concernaient Béréket Demir, 24 ans, et Gécer Yahya, 25 ans, le troisième du préfet du Loiret et concernait Saït Sahin, 28 ans.

Tous trois, lors de leur interpellation, n'avaient pas de papiers administratifs en règle. Déboutés dans un premier temps par les services de l'OFPRA (Office français pour les réfugiés et les apatrides) et dans un deuxième par la commission de recours, ils se sont retrouvés par la force des choses dans l'illégalité.

Mis en rétention administrative, ils avaient 24 heures pour

faire appel des arrêtés préfectoraux et le tribunal administratif 48 heures pour statuer. C'est sur cette requête qu'avait à statuer le juge unique du tribunal administratif d'Orléans.

Défendus par M^e Lacoste, à la demande de l'ASTI, les trois réfugiés ont comparu selon la procédure d'urgence. C'est d'ailleurs sur ce point que le conseil des trois intéressés a insisté.

S'agissant du cas de Saït Sahin, arrivé en France en 1987, il lui était reproché d'avoir fait une nouvelle demande devant l'OFPRA à Paris en changeant son prénom. « C'est une tentative tout à fait naïve et malheureuse, loin des raisons impérieuses qui menaceraient l'ordre public », a plaidé M^e Lacoste. Relevant un vice dans la procédure administrative — la notification de refus de séjour n'a été ni envoyée ni datée, alors

même qu'elle faisait courir un délai — M^e Lacoste a également insisté sur les risques encourus par le réfugié kurde s'il devait rentrer en Turquie, en particulier dans le contexte actuel.

En ce qui concerne les deux Kurdes de Dreux, Béréket Demir et Gécer Yahya (lire notre édition d'hier), M^e Lacoste précise que « l'administration fait une erreur manifeste d'appréciation de la situation des Kurdes en Turquie, alors même qu'ils subissent des atteintes et des persécutions du pouvoir central turc. » Mettant en cause le fonctionnement de l'OFPRA qui réclame des preuves d'une atteinte personnelle, alors qu'il est établi que les Kurdes sont persécutés collectivement, M^e Lacoste n'a pas hésité à comparer la souffrance du peuple

kurde avec les souffrances des juifs lors de la dernière guerre.

Du côté de l'administration, on rétorque que ce n'est pas au préfet d'apprécier la situation, mais c'est le rôle de l'OFPRA et de la commission de recours. Bref, l'administration applique des textes... tout en appréciant les raisons impérieuses de menace sur l'ordre public que fait peser la présence de ces Kurdes sur le territoire...

Le tribunal administratif, à l'issue d'une heure de délibéré, a décidé de confirmer les arrêtés préfectoraux. Dès lors, plus rien ne s'opposait à la reconduite à la frontière. A moins d'un recours devant le Conseil d'Etat. Et peut-être une improbable assignation à résidence par le préfet... A la sortie du tribunal, du côté de l'ASTI, on n'y croyait guère.

THE INDEPENDENT February 5, 1991

The Kurds hold the key to stability after Saddam Hussein

ONE OF the ideas about post-war Iraq that came to light at the World Economic Forum in Davos last weekend was that the disappearance of Saddam Hussein would give the Kurds an ideal opportunity to grab an "independent" Kurdistan. This would prompt aggression from Turkey and Iran, and the region would again be in turmoil.

The latter part of the assertion is likely enough, which is why the Iraqi Kurdish leadership is going out of its way to make clear that an independent Kurdistan is not on its agenda; nor on that of the allies. The Turkish Kurds may speak of independence; it is autonomy within Iraq that is wanted by the Iraqi Kurds.

Sami Rahman, who was the Iraqi cabinet minister for Kurdish affairs from 1970 to 1974 and is now a leading member of the 17-party united Iraqi opposition, said Saddam may well be succeeded by a group of military men at the end of the war; but the hope is that such a group would be largely apolitical and would quickly enter into talks with the opposition, who would press for elections to be held within 1-2 years.

Both the opposition and the West expect that such a regime would wish to keep in well with the victors of the war and their concept of "a new world order". As Mr Rahman said: "Apart from everything else, the military establishment in Iraq likes the good life." A British diplomat concurred: "It's always the whisky factor. And the military know full well who would be in a position to give them any whisky."

Mr Rahman was twice sentenced to life imprisonment before he joined the Iraqi cabinet; after his departure, he was sentenced to death in absentia. He left after the final collapse of the 1970 agreement by the Baath party to allow the Kurds participation in government.

The Kurds hope things will be different now; Mr Rahman said that "within 24 hours of Saddam going, the Kurdish front would take control of Kurdistan within Iraq." There is a potential dichotomy in their position and that of the opposition of which they are a key part. The opposition, which also groups Shias, Sunnis, pan-Arabists, Communists, and left-wing democrats, now boasts greater unity than at any time since 1958. In that respect, they are doing rather better than the Kuwaitis, whose exiled rulers and opposition have failed repeatedly to form a government of national unity since the invasion of Kuwait.

inside file by Annika Savill

As a top British diplomat said: "If Saddam is overthrown, and they stick together, the Iraqi opposition may be in with a chance."

But the Kurds, with their large power base estimated at 3.5-5 million in Iraq, are likely to be consulted by an interim regime before any of their opposition partners; the tradition in Iraqi politics is for any new regime to co-opt the Kurds as soon as possible. This they would not be able to reject, given that their first loyalty is to their people; the exclusion of their opposition partners, diplomats admit, may have a divisive effect.

What unites the opposition now is very basic: a commitment to the overthrow of Saddam and to democratic reform. A Kurdish leader said the cohesion to date was rendered possible "because the Shias and others have shown greater tolerance than they have done for years. The hope of the Shias to help run their own country makes them less vulnerable to Iran's influence." Another Kurdish leader recognised that the pan-Arabist elements of the opposition would wish to ensure an influence by Syria and Egypt. "That is understandable and maybe even necessary in holding Iraq together," he added. The opposition is, in fact, already holding talks with those countries, and Iran, to ensure their support. To preserve the opposition unity after Saddam, Kurdish leaders hope to use their stabilising role to bring the other partners in. "We also envisage a supervision by the international coalition to ensure an orderly transition to democracy," said an opposition spokesman.

Turkey is expected to refrain from expansionist moves so long as there is no independent Kurdistan, and no change of current borders through moves by either Syria or Iran; Ankara is also keenly aware of the need to behave because of its wish to enter Europe in earnest. "The best thing for us would be if they let Turkey into the EC now," said a Kurdish spokesman.

There is no chance of that, of course. The Foreign Office is, meanwhile, already holding talks with the Iraqi opposition. Needless to say, the round began with the Kurds.

DEPECHE DU MIDI 6 février 1991

REFUGIES KURDES A ALBI

A l'abri des bombes chimiques

Ils ont survécu aux bombardements chimiques des avions irakiens en 1988. Les réfugiés kurdes ont mis deux ans pour rejoindre la France. Deux familles et leurs quinze enfants sont arrivés lundi à Albi. Une nouvelle vie commence, loin des atrocités de la guerre. Témoignage.

Muhsin Abdulsalam Abdulrahman, fermier de son état et combattant kurde, son épouse et leurs huit enfants, boivent les paroles de Kamal, leur seul lien linguistique avec le monde extérieur. En face d'eux, très calmes, Jaafar Rachid Ismaïl, ancien chauffeur de taxi, partisan kurde, sa femme et leurs sept enfants, se racrochent au moindre détail pratique. Les deux familles de réfugiés kurdes ont fui l'Irak pour trouver une terre d'asile. La France les a reçus avec

de nombreux autres réfugiés. Albi est leur dernier port d'attache qui matérialise la quête douloureuse d'une paix qu'ils n'ont jamais connue. Leurs nuits sont encore peuplées de cauchemars où le bruit des explosions couvre l'agonie des mourants. L'écho se faisant le sinistre complice des tueries dans les montagnes. Pour l'instant, le centre d'accueil albiçois des réfugiés (CASAR) veille sur leur repos et leur intégration. Une thérapie distillée au compte-gouttes pour accuser le coup. Leur fuite a duré deux ans pour échapper à la mort, aux bombes chimiques, au froid et à la faim. Mais la guerre, sur petit écran, les a rattrapés. Seulement, cette fois-ci, pour lui échapper, ils n'ont qu'à tourner le bouton.

Le centre d'accueil va bientôt afficher complet. Quarante réfugiés asiatiques sont actuellement sous son aile protectrice. Aux deux familles kurdes arrivées lundi se joindront deux autres en mai. Hier, nous avons effectué notre première prise de contact, explique Alain Giraud, le responsable du CASAR. Ka-

mal, un réfugié kurde, installé à Albi depuis deux ans, sert d'interprète pour débroussailler le concept d'intégration.

Le plan de la ville et quelques tickets de bus circulent de main en main.

« Ils vont poser des bombes ! »

Nous leur avons trouvé deux grands appartements en ville. Il nous faut aussi leur parler de l'environnement social, économique et culturel, les aider à trouver un emploi, des stages. Les enfants, poursuit le responsable, ont été accueillis dans une classe spécialisée de l'école Jules-Ferry. Certains propriétaires d'appartements n'ont pas caché leur peur de voir les réfugiés poser des bombes. Après tout, expliquent-ils, ce sont des Irakiens !

Mais les Kurdes, au cours de leur terrible histoire, ont plutôt reçu les bombes qu'ils ne les ont posées. Les souvenirs sont à fleur de peau.

Le 25 août 1988, à 7 h 30, les Irakiens ont commencé les bombardements sur les petits villages proches de la ville de Dhok, à 150 km environ de la frontière turque. Les avions, les chars et l'armée ont essayé de nous écraser. Mais une grande partie des villageois a pu se mettre à l'abri.

« Ça sentait l'ail »

Muhsin connaît la guerre. Depuis l'âge de 15 ans, il combat dans les montagnes du Kurdistan dans les rangs des Pêchemarga, les partisans. *Ils sont revenus le lendemain avec des bombes chimiques, ajoute son compagnon d'infortune, Jaafar. Plus de trois mille personnes sont mortes en quelques minutes. Les animaux, les poissons dans les rivières, les arbres, rien n'a résisté. Les survivants étaient brûlés, ils transpiraient beaucoup et avaient de terribles allergies. Ça sentait l'ail très fort. C'était horrible.*

Un témoignage aux forts relents d'actualité. Cette guerre n'aidera pas les Kurdes, explique Muhsin. *C'est la guerre des USA. Nous avons appelé toutes les nations à l'aide contre les tueries de Saddam Hussein. Personne n'a bougé, à l'époque. La guerre actuelle n'est qu'une question d'intérêts et non de droit international.*

Mais il ne veut plus parler de guerre. Les siens ont trop souffert. *Nous sommes contents d'être en France et d'avoir trouvé un pays qui nous accueille. On va refaire notre vie, ajoute Jaafar. Petite pensée émue aux trente mille autres réfugiés qui croupissent en Turquie...*

Cinq pays pour un peuple

Le peuple kurde, c'est environ 23 à 25 millions d'habitants répartis sur un territoire grand comme la France. Seul grand problème à la réunification du Kurdistan, sa disparité géographique. Les Kurdes sont partagés entre l'Iran, l'Irak, la Turquie, la Syrie et une toute petite partie de l'URSS.

P. S.

TURGUT OZAL SE VERRAIT BIEN EN «GARANT» DE L'AUTONOMIE KURDE DANS L'IRAK D'APRES-GUERRE

Les calculs solitaires du président turc

En se rangeant du côté des alliés, Turgut Ozal compte « tripler la mise » de son pays. Reléguant ministres et Parlement au rôle d'utilités, il impose une stratégie qui, selon lui, fera de la Turquie un interlocuteur obligé dans la région après-guerre. Et qui, dès maintenant, indispose Damas et Téhéran.

Ankara, envoyé spécial

Il décide de presque tout. Tout seul. Depuis le début de la crise du Golfe, et plus encore depuis le début de la guerre. Turgut Ozal, le président turc, a pris personnellement les choses en main et « ses propres ministres, ses généraux, les hauts fonctionnaires comme l'opinion publique ou les diplomates étrangers cherchent à déchiffrer quelles sont les véritables intentions d'Ozal, et peu lui font vraiment confiance », comme le résume le juriste et politologue de renom Mumtaz Soyzal. « Il nous a placés de fait dans un état de guerre en autorisant les Américains à utiliser la base d'Inçirlik », dénonce pour sa part Ali Sirmen, essayiste et éditorialiste de *Cumhuriyet*, journal symbole de la tradition kémaliste, soulignant que le Conseil des ministres comme le Parlement en ont été réduits à entériner le fait accompli.

Ses adversaires dénoncent son « aventurisme ». A droite comme à gauche, l'opposition se déchaine contre une politique « qui fera considérer la Turquie dans tout le Moyen-Orient comme le deuxième cheval de Troie des Américains après Israël ».

Sans s'émouvoir, Ozal mise sur une partie de la majorité silencieuse : 89,2% des Turcs s'affirment certes opposés à un engagement direct de leur pays dans le conflit, mais ils sont 72,3% à souhaiter le renversement de Saddam ; près de 60% approuvent même le principe de l'intervention américaine. Ses partisans soulignent que le jeu du Président est beaucoup plus fin qu'il n'y paraît. Il étale sa force militaire pour n'avoir pas à s'en servir. Il laisse croire qu'il se prépare à la guerre simplement pour ne pas perdre la paix. Une chose est certaine. Turgut Ozal est bien décidé à profiter des circonstances pour affirmer sur la scène internationale le rôle de son pays et le sien propre.

« Nous allons au moins tripler notre mise », lançait le président turc à la veille de l'ouverture du conflit, tout en se défendant d'être un joueur. « Je suis un homme de calcul, un ingénieur formé aux mathématiques et à la

logique : les alliés ne seront pas les perdants. »

Ce sexagénaire rondouillard est le premier civil installé depuis trente ans dans le palais présidentiel de Çankaya. La Constitution ne lui donne théoriquement guère plus de pouvoir qu'à un Président de la 4^e République, mais il a contraint le Premier ministre Yildirim Akbulut, membre de son parti l'ANAP, à jouer les utilités. Avant même le début du conflit, trois des hommes qui lui sont le plus proches, le ministre des Affaires étrangères, Ali Bozer, le ministre de la Défense et le chef d'état-major, le général Torumtay, avaient démissionné pour protester contre cette politique.

Nettement plus va-t-en guerre que son état-major, il a encore renforcé le dispositif militaire dans le Sud-Est pour parer à toute éventualité. Désormais, 180000 hommes se massent le long des quelque 330 km de frontière avec l'Irak. « Après la guerre, la région aura besoin d'un pôle stabilisateur, la Turquie possède la force qui lui permet de jouer ce rôle », certifie Turgut Ozal aux députés de son parti. D'où l'autorisation donnée aux USA d'utiliser les bases sur le sol turc, quitte à déchaîner l'ire de l'Irak, qui, le 21 janvier, lançait une mise en garde : le gouvernement ture en minimisait la portée tout en rappelant sa position : « Nous n'attaquerons pas si nous ne sommes pas attaqués, mais riposterons sans hésiter à toute attaque contre notre territoire. » A tort ou à raison, certains observateurs estimaient, quand la victoire semblait encore rapide et facile, qu'Ozal ne serait pas mécontent de saisir un quelconque prétexte pour intervenir.

La Syrie et l'Iran ne dissimulent pas leur inquiétude face aux ambitions supposées d'Ankara sur la région de Kirkouk et Mossoul, au nord de l'Irak, riche en pétrole, que la Turquie considérerait comme faisant pleinement partie de son territoire avant que les Anglais l'attribuent à Bagdad en 1923. Damas comme Téhéran ont mis clairement les choses au point : ils n'accepteront ni un démembrement

de l'Irak, ni même une intervention militaire de la Turquie pour un éventuel « deuxième front ». En Europe, les Allemands comme les « mous » de l'OTAN étaient tout aussi soupçonneux, craignant de se trouver pris malgré eux dans l'engrenage si la Turquie, membre de l'Alliance atlantique, se trouvait agressée.

Fin politique, Turgut Ozal a compris après dix jours de guerre qu'il devait changer de ton et de style. « Je ne crois pas qu'une petite attaque nous amène à pénétrer dans le territoire irakien », affirmait le président dans une interview au quotidien espagnol *El País*. La riposte au lancement d'un éventuel Scud sera « proportionnée » ou même « différée ». L'exemple israélien montre que la retenue peut être payante. Pour rassurer ses voisins, pour affirmer une autre image internationale, Ozal montre que la Turquie n'est pas seulement une armée de 650000 hommes mais aussi un pays à la fois européen et musulman qui peut jouer un rôle stabilisateur dans toute la région. Il clame son refus d'une intervention militaire. Il nie vouloir s'attribuer une quelconque fraction du sol irakien et insiste au contraire sur la nécessité de maintenir la pleine intégrité territoriale du pays vaincu.

Arguant de la présence de 12 millions de Kurdes en Turquie un nombre beaucoup plus important qu'en Irak, Iran ou Syrie... Turgut Ozal voudrait se poser en « garant » d'une fédération institutionnalisant dans l'Irak de l'après-guerre l'autonomie de 1 million de Turkmènes, de 4 millions de Kurdes et de la majorité arabe. Un rôle que joue déjà la Turquie depuis le traité de Kars en 1923, pour le Nakhitchevan en Asie soviétique.

Ces dernières années, alors que le conflit devenait incandescent entre Azeris et Arméniens, le gouvernement turc a joué la modération à la satisfaction générale. En revanche, l'invasion pour protéger la minorité turque de Chypre, dont Ankara était garant selon les accords de 1959 au côté de la Grande-Bretagne et de la Grèce, continue de fournir des arguments à tous ceux qui se méfient de l'expansion.

sionnisme d'Ankara. Des journalistes proches d'Ozal ont fait état d'un «plan américain» prévoyant la constitution après la guerre d'une «fédération irakienne arabo-kurdo-turque». Washington n'a fait aucun commentaire, mais dans l'opinion, l'idée est lancée. La question kurde se posera dans toute son acuité dès la fin du conflit.

Si la Turquie veut être «à la table des négociations et non au banc des accusés», elle se doit de ravalier sa façade et d'amender une législation jacobine jusqu'à la caricature: les Kurdes bénéficient de tous les droits sauf celui d'être eux mêmes. «Si nous ne reconnaissons pas l'existence du fait kurde, d'autres le feront», affirmait Turgut Ozal, lui-même à moitié kurde d'origine. Le 25 janvier dernier, le gouvernement a aboli l'article 2932, instauré en 1983 pendant la dictature militaire, interdisant l'emploi de la langue kurde. Un geste surtout symbolique.

«Les gens du peuple ne savaient même pas qu'ils n'avaient pas le droit de parler leur langue», raconte, ironi-

que. Ohran Dogan, avocat, militant des droits de l'homme qui, comme la majorité des intellectuels kurdes, souligne que le vrai tournant consisterait à reconnaître le droit à l'enseignement et aux publications kurdes. La nouvelle loi rendue publique une semaine plus tard n'en souffle mot. Ceux qui avaient cru dans la portée de ce premier pas déchantent. «Je reste convaincu de la bonne volonté d'Ozal, mais sur cette question, une grande partie de l'Etat et de l'administration bloque ses velléités réformatrices», affirme Nurettin Yilmaz, député kurde de l'ANAP. C'est le plus grave problème auquel se trouve confronté Ozal. La «sale guerre» menée contre «les terroristes séparatistes» du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) a déjà causé quelques 2200 morts dans les treize départements du Sud-Est, soumis depuis huit ans à l'état d'urgence. L'intransigeance du pouvoir donne peu à peu au PKK, longtemps petit groupe de guérilla marxiste ultra-gauche, le monopole de la défense du «fait kurde». En mars, à Cizré,

une foule de plusieurs milliers de personnes manifestait pour le Kurdistan libre. Il y a une semaine, à Tatvan, à la sortie de la prière du vendredi, une petite manifestation d'islamistes se transformait en long cortège pour le Kurdistan. La police et la gendarmerie ouvrirent le feu, causant un mort et cinq blessés graves.

Les intégristes, dans le Sud-Est excepté, sont paradoxalement muets depuis le début de la crise du Golfe. Un millier de personnes manifestent le vendredi à Istanbul ou dans quelques autres villes, quantité négligeable par rapport aux autres pays musulmans. «Saddam n'est guère crédible comme combattant de l'islam, et nombre de musulmans turcs se sentent avant tout turcs», affirme le poète Ismet Ozel qui a redécouvert en prison, pendant la dictature militaire, son identité de musulman. Il est mal à l'aise face à ce conflit et ne s'en cache pas. Puis il ajoute: «J'ai encore plus peur de la paix qui va suivre.»

Marc SEMO

International Herald Tribune February 11, 1991

Kurd Puts Civilian Casualties At 3,000

By Jonathan C. Randal
Washington Post Service

ON THE IRAQI-IRANIAN-TURKISH BORDER — Masoud Barzani, overall commander of Iraqi Kurdish guerrillas opposed to President Saddam Hussein, estimated that allied bombing had killed or wounded "about 3,000 civilians" in the Kurdish districts of northern Iraq alone.

Mr. Barzani also said U.S. planes had "repeatedly and with great accuracy" hit a presumed uranium

mine in Kurdistan guarded by a unit of the Republican Guard.

"Previously nobody except high Ba'athist officials were allowed into the sealed area," he said. "Over the past months, foreign experts were seen entering and leaving the site as well as totally covered large trucks, which entered and emerged from totally sealed tunnels."

But he also noted raids on a sugar refinery in the Kurdish city of Sulamaniya, on textile plants in Baghdad and Mosul, on a cement plant near the northern Kurdish city of Erbil, on various provincial government palaces, on a hospital, a prison, security headquarters and a domestic heating-gas plant in Mosul and on offices of the governing Ba'ath Party nationwide.

One guerrilla recently returned from Sulamaniya said that the secret police were sufficiently worried by allied bombing that every 48 hours they loaded files, equipment and personnel into trucks and changed locations.

Based on regular reports from intelligence agents in Kurdistan and the rest of Iraq, Mr. Barzani said that "both sides are exaggerating" their estimates of civilian casualties. With rare exceptions, Iraq had succeeded in sealing off data about its military losses, he said.

He said the allies were playing down civilian casualties, contending that only military targets had been hit, while Iraqi authorities have played up civilian losses but withheld detailed figures "for fear of panicking the population."

"Up to now," he said, "we have definitive information that the allies have not targeted civilian residential areas."

But he said that although some allied bombing had been precise, other raids had produced civilian casualties because bombing had seemed "inaccurate" or because Iraqi installations had been relocated close to population centers. At Harir, east of Erbil, for example, he said about 300 Kurds were killed or wounded when U.S. planes

bombed a Iraqi helicopter base inside a camp that held thousands of Kurds.

Despite such civilian casualties, Mr. Barzani quoted an Arabic proverb — "A slaughtered sheep does not suffer by being skinned" — reflecting Iraqi repression over the last two decades that has included razing 4,000 Kurdish villages, using poison gas against Kurdish civilians and placing many survivors in concentration camps and refugee centers.

"We have no villages left to hit," he said. "So what is happening does not hurt that much."

Despite Kurdish casualties, other guerrillas recently returned from deep inside Iraq told of Kurds standing on the roofs of their houses and "happily watching" attacking planes.

In Kurdistan alone, Mr. Barzani said, U.S. warplanes based at the Turkish base at Incirlik had carried out raids day and night and lost only one aircraft.

Wochenzeitschrift, Versand im Postabonn. Gr. II-70% (S.I.a.P.)

DIE ZEITUNG AM SONNTAG

3. Februar 1991
3. Jahrgang - Nr. 5
Bozen

Die kurdische Minderheit im Irak: Eine Leidensgeschichte „Brutaler als Ceausescu“

Paris/Bozen (jl)

Die Kurden im Irak: Ihre jahrzehntelange Leidensgeschichte ist der Weltöffentlichkeit seit Ausbruch des Golfkrieges wieder ins Bewußtsein gekommen. Die „Zett“ hat einen waschechten Kurden aus dem Irak in Paris ausfindig gemacht und sich mit ihm über das Kurdenproblem unterhalten. Hiner Saleem ist 30 Jahre alt und lebt derzeit in Paris. Er ist im Irak aufgewachsen und hat die Diktatur Saddam Husseins hautnah miterlebt. Mit 20 Jahren ist er nach Italien geflohen und hat Politikwissenschaften studiert. Daraufhin entschloß er sich, die Befreiung der kurdischen Minderheit von der Diktatur zu seinem Lebensziel zu machen. Saleem arbeitet somit seit zehn Jahren hauptberuflich am „Kurdischen Institut von Paris“.

Zett: Wie steht es mit der kurdischen Minderheit im Irak?

Hiner: Es ist schlechter, als es in Rumänien unter dem Ceausescu-Regime war. Es gibt keine Freiheit. Daß z. B. ein Journalist ins Land kommt und mit den Menschen von der Straße über ihre Probleme spricht, ist unvorstellbar. Es herrscht große Angst. Stellen Sie sich vor: Rund 500.000 Geheimpolizisten sind rund um die Uhr unterwegs. Sie hören alles, sehen alles. Kein Wunder, wenn niemand niemandem traut. Du kannst nicht einmal zum eigenen Bruder Vertrauen haben, auch er könnte der Geheimpolizei Informationen weitergeben: Und wir Kurden sind doppelt getroffen, weil wir zudem noch eine Minderheit darstellen.

Vor Jahren bewohnten wir noch rund 76.000 Quadratkilometer, ungefähr ein Fünftel des irakischen Staatsgebietes. Nun sind wir auf einen Raum von 12.000 Quadratkilometer zusammengedrängt.

Zudem schickt Saddam vermehrt Araber in unsere Wohnorte, Araber allerdings, welche vorher „antikurdisch“ ausgebildet wurden. Es tut mir leid, daß der Westen von unserem Problem kaum Notiz nimmt.

Wer weiß schon, daß Saddam jahrelang seine Giftgase an uns ausprobiert hat. Allein am 16. März 1988 starben zwischen 10.000 und 12.000 Kurden durch den Einsatz chemischer Waffen: Das ist unser Hiroshima, denn auch heute noch werden mißgebildete Kinder zur Welt gebracht.

Z: Und die Araber, stehen sie hinter ihrem Führer?

H: Nein, das glaube ich nicht. Das Volk findet nicht den Mut, gegen den Diktator aufzustehen. Die Angst und der psychische Terror sind zu groß. Die regierende Baath-Partei ist allmächtig. Schreibst du dich nicht bei der Partei ein, riskierst du das Leben.

Z: Spielen die Religionsunter-

schiede zwischen euch Kurden und den Arabern auch eine Rolle?

H: Auch unter uns Kurden gibt es viele Moslems. Wir sind aber der Auffassung, daß die Religion eine persönliche Angelegenheit ist. Sie darf nie für politische Zwecke mißbraucht werden. Saddam ist übrigens in keiner Weise religiös. Hohe geistliche Würdenträger unterliegen auch seiner „Zensur“: Wenn sie sich nicht nach seinem Belieben aufzuführen, werden sie einfach aus dem Weg geräumt. Macht ist das einzige Ziel jeden Diktators. Wenn Saddam auch Israel in den Krieg verwickeln will, dann ist das nur eine seiner „Spielkarten“.

Z: Hat also Amerika recht daran getan, die Waffen gegen Saddam Hussein zu erheben?

H: Für uns Kurden ist es gut, wenn die Amerikaner kommen und uns vom Joch Saddams befreien.

Z: Wie wird es nach Beendigung des Krieges weitergehen?

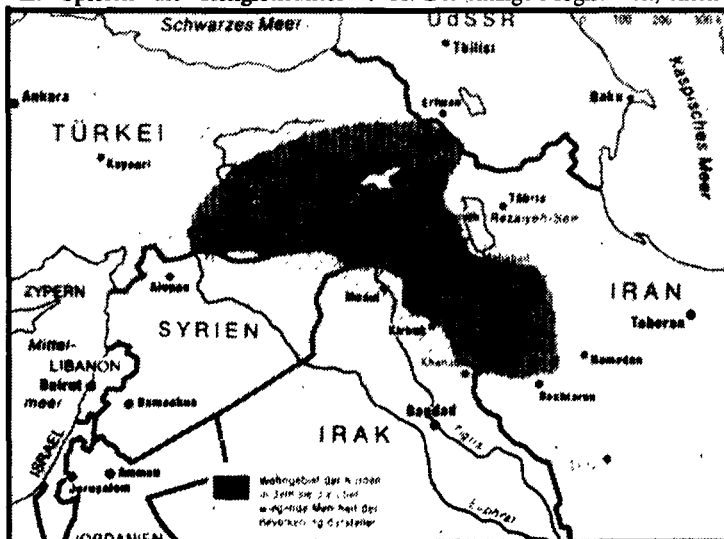
H: Die einzige Möglichkeit, einen

andauernden Frieden zu schaffen, sehe ich darin, daß die internationalen Organisationen, vor allem die UNO, die „demokratische“ Botschaft in unsere Länder bringen. Es muß mit allen Mitteln verhindert werden, daß ein zweiter Saddam aufstehen kann. Ohne das Selbstbestimmungsrecht der Völker kann es keine Freiheit und schließlich auch keinen Frieden geben.

Auch ihr Südtiroler habt es am eigenen Leib erfahren. Ich appelliere an euer Volk, etwas Konkretes für unsere Sache zu unternehmen. Auch wir Kurden wollen über unser Schicksal selbst entscheiden. Deshalb müssen wir auch vertreten sein, wenn man über unsere Probleme verhandelt. Bisher – und das ist die Ironie des Schicksals – hat man bei internationalen Verhandlungen immer „saubere“ Vertreter geschickt, die dann wieder zurückkehrten, um weiterzumorden.

Z: Wie wird der Krieg enden?

H: Das weiß nur Gott. Ich hoffe, daß Saddam besiegt wird und daß man dann auch das Problem der Kurden sieht.



Die heutigen Siedlungsgebiete der Kurden sind auf fünf Staaten aufgeteilt: Türkei, Iran, Irak, Syrien und UdSSR

ԿԱՍԻ gamk

ՊՐԵՍՆԵ-ՔՐԵՍՍ ԴՆՑ ԳՆՆԱՐԱՄ 1991
ՔՆՆ 1608 4ԲԲ

ՕՐԱՍԵՐԻՔ ՊՈՒՏԻԵՆ ԱՐՄԵՆԻԵՆ

LUNDI-MARDI 4-5 FEVRIER 1991
6ème ANNÉE — N° 1608 4F

L'ALIBI KURDE DE LA GUERRE DU GOLFE

Le contentieux entre les Kurdes d'Irak et Saddam Hussein est lourd ; le leader irakien avait expérimenté ses armes chimiques sur les Irakiens d'origine kurde, concentrés dans le nord de l'Irak, en mars 1988, causant des milliers de morts. Depuis, le nom de Halabja, une localité particulièrement touchée par les bombardements chimiques, reste gravé dans la mémoire kurde comme l'un des épisodes les plus tragiques d'un peuple qui en a tant connu.

En dépit de ce contentieux pourtant, les Kurdes d'Irak ont manifesté la plus grande retenue depuis le début de la crise du Golfe, et le déclenchement des hostilités, le 16 janvier dernier, ne les a pas non plus amenés en première ligne. Tout au plus sait-on que quelques milliers de pechmergas sont prêts à intervenir militairement, un engagement qui, sur le plan diplomatique, n'a guère été accompagné que par la visite officielle en France, pour la première fois au niveau gouvernemental, d'une délégation des principaux leaders kurdes d'Irak, au mois de septembre dernier. Un profil bas qui s'expliquerait tant par une volonté kurde de ne

pas répéter les erreurs du passé, en jouant la carte des contre-alliances, que par une réticence de la part des Occidentaux à considérer un fait national kurde dont les enjeux voient s'enchevêtrer un faisceau d'intérêts régionaux pas toujours convergents.

Le drame de Halabja, dont les Occidentaux ont attendu la crise du Golfe pour le condamner et l'inscrire sur le compte des « atrocités » du président irakien, n'était-il pas la conséquence indirecte d'un conflit irano-irakien dans lequel une partie des Kurdes d'Irak avait soutenu l'Iran, une partie des Kurdes iraniens soutenant l'Irak ? Si aujourd'hui, le rapport de force semble jouer nettement en la défaveur de Saddam Hussein, les Kurdes préfèrent laisser agir la coalition anti-irakienne plutôt que de s'engager dans un conflit dont on ne peut connaître les insidences régionales. Musulmans, les Kurdes ne peuvent compter trop ouvertement sur l'aide occidentale contre un autre peuple musulman, d'autant que l'on n'évoque que de manière abstraite, dans les chancelleries occidentales, la question kurde au titre des problèmes moyen-orientaux au programme des négociations promises pour l'après-guerre du Golfe.

La question kurde est pourtant bien présente, depuis le début de la crise, en arrière-plan, cristallisant les craintes de pays qui, dans leur processus encore inachevé d'accession à l'Etat-nation, redoutent par-dessus tout les minorités. C'est la raison pour laquelle à Téhéran comme à Ankara, on rappelle avec véhémence

qu'il n'est pas question de toucher à l'intégrité territoriale de l'Irak. Dans une interview parue dans le Figaro du vendredi 1^{er} février, le président turc Turgut Ozal indiquait sans ambiguïté les motivations profondes de cet attachement pour le statu quo des frontières, de la part d'un pays que l'on soupçonne d'avoir des visées sur les provinces irakiennes de Kirkouk et Mossoul. M. Ozal déclarait en effet souhaiter une autonomie des Kurdes d'Irak dans le cadre d'un Etat éventuellement fédéral, mais pas question de créer un Etat indépendant.

Les Kurdes n'ont qu'à bien se tenir donc, et la Turquie, comme sans doute l'Iran, seront là pour rappelez les vieilles solidarités qui ont unies ces deux pays à l'Irak dans la lutte transfrontalière contre les Kurdes. La crainte de la contagion kurde, dans un pays qui compte une très importante communauté kurde, et au-delà d'une remise en question des frontières dans une région marquée également par l'émergence d'une Transcaucasie en voie d'émancipation, l'emportent semble-t-il sur le désir de « reconquête ». A l'horizon de l'après-conflit, les Kurdes devront sans doute encore une fois passer aux pertes et profits de la bonne conscience occidentale et du droit international. Les Occidentaux ne sont en tout pas prêts de prendre en considération leurs revendications, singulièrement quand elles sont dirigées contre le centralisme turc, alors que la Turquie a fait preuve d'un tel « loyalisme » pendant le conflit, en prêtant le Kurdistan aux avions de la coalition anti-irakienne...

G.

Var Matin, 7 février 1991

Kurdes : une nation sans Etat dans la tourmente

Washington tente de les décider à créer un front intérieur en cas d'affrontements terrestres

BALLOTES par l'histoire, quelque 25 millions de Kurdes, selon leurs estimations, éparpillés entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, pourraient devenir un pion important sur l'échiquier de l'après-guerre du Golfe.

Trahis depuis le début du siècle par tout le monde, réprimés, traqués ou même massacrés à la bombe et à l'arme chimique, ils sont aujourd'hui courtisés par tous, parfois en cachette, y compris par Washington.

Les Américains aimeraient, selon plusieurs indications de source diplomatique, créer un deuxième front à l'intérieur de l'Irak en cas d'affrontements terrestres entre les forces de Bagdad et la coalition alliée.

Le président irakien Saddam Hussein tente de son côté de réorganiser des milices kurdes favorables à son régime et de relancer l'autonomie promise dans les années 1970 qui n'avait finalement été que de pure forme.

La Turquie se dit prête à autoriser à nouveau l'usage de la langue kurde après une interdiction de près de 70 ans, sans pour autant parler d'indépendance ou d'autonomie. Et Damas assou-

plit, selon des témoins, son attitude vis-à-vis de ses Kurdes bien que, selon certains d'entre eux, plus de 150.000 personnes restent toujours privées de la nationalité syrienne et sont considérées comme des apatrides n'ayant aucun droit.

Interrogé à Londres, Hoshyar Zebari, porte-parole du P.D.K. (parti démocratique du Kurdistan irakien) souligne que le moment « n'est pas venu de passer à l'offensive » et met l'accent sur la lutte pour l'autonomie.

Ce point de vue est partagé par un des chefs historiques de la résistance kurde en Irak, Jalal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (U.P.K.I.), l'autre grand parti politique kurde irakien. Il a affirmé à Damas que plusieurs milliers de partisans kurdes réfugiés en Iran sont retournés en Irak depuis le début de la guerre du Golfe mais qu'ils ne vont pas passer tout de suite à l'action.

PLATE-FORME POLITIQUE

« Nous ne voulons pas être manipulés encore une fois pour faire ensuite les frais des accords entre les puissances régiona-

les », a-t-il indiqué, affirmant aussi que les Kurdes se battraient contre l'armée turque si elle pénètre en Irak.

Les partis kurdes irakiens ont adhéré à une plate-forme politique adoptée fin décembre par l'opposition irakienne en exil pour le renversement du régime de Saddam Hussein mais depuis le déclenchement des combats le 17 janvier, le P.D.K. en particu-

lier, garde officiellement un profil bas. Les Kurdes contactés en Europe parlent d'une coopération informelle en particulier parmi les jeunes qui voudraient à terme surmonter les clivages qui ont divisé les différents mouvements pour se consacrer à la lutte en faveur du peuple kurde en général.

Mais le P.D.K.I. (parti démocratique du Kurdistan irakien) souligne que son mouvement se bat

pour le moment à l'intérieur de l'Irak. Son représentant à Paris Abdellahi parle de « guérilla totale », pour obtenir l'autonomie, contre la « guerre sainte » déclenchée contre les Kurdes par les Ayatollah de Téhéran.

Seuls les mouvements kurdes de Turquie restent officiellement indépendantistes car, expliquent-ils, ils ont à faire face à une énorme machine militaire qui ne leur a jamais accordé le moindre droit.

Les spéculations vont bon train dans les milieux diplomatiques occidentaux et kurdes de l'étranger sur le fait de savoir qui de la Turquie ou de l'Irak, tous deux pays non arabes et craints par les Etats de la région, bénéficierait d'une défaite de Saddam Hussein.

Ankara a certes une occasion, estiment ces milieux, de prendre sa revanche après l'humiliation de l'éclatement de l'empire ottoman mais sa principale préoccupation reste européenne. Téhéran, contrairement à la Turquie qui se veut laïque, joue à fond la carte de l'Islam et multiplie les contacts avec les Arabes.

Personne ne se fait toutefois beaucoup d'illusions



Courtisés par tous, les Kurdes ne veulent pas être une nouvelle fois manipulés.

Liberté de l'Est

7 février 1991

Nation sans État

Les Kurdes dans la tourmente

Ballottés par l'histoire, quelque 25 millions de Kurdes, selon leurs estimations, éparpillés entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, pourraient devenir un pion important sur l'échiquier de l'après-guerre du Golfe.

Trahis depuis le début du siècle par tout le monde, réprimés, traqués ou même massacrés à la bombe et à l'arme chimique, ils sont aujourd'hui courtisés par tous, parfois en cachette, y compris par Washington.

Les Américains aimeraient créer un deuxième front à l'intérieur de l'Irak en cas d'affrontements terrestres entre les forces de Bagdad et la coalition alliée.

Le président irakien Saddam Hussein tente de son côté de réorganiser des milices kurdes favorables à son régime et de relancer l'autonomie promise dans les années 1970 qui n'avait finalement été que de pure forme.

La Turquie se dit prête à autoriser à nouveau l'usage de la langue kurde après une interdiction de près de 70 ans, sans pour autant parler d'indépendance ou d'autonomie. Et Damas assouplit son attitude vis-à-vis de ses Kurdes bien que, selon certains d'entre eux, plus de 150 000 personnes restent toujours privées de la nationalité syrienne et sont considérées comme des apatrides n'ayant aucun droit.

Interrogé à Londres, Hoshyar Zebari, porte-parole du P.D.K. (parti démocratique du Kurdistan irakien) souligne que le moment "n'est pas venu de passer à l'offensive" et met l'accent sur la lutte pour l'autonomie.

Ce point de vue est partagé par un des chefs historiques de la résistance kurde en Irak, Jallal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan

d'Irak (U.P.K.I.), l'autre grand parti politique kurde irakien. Il a affirmé à Damas que plusieurs milliers de partisans kurdes réfugiés en Iran sont retournés en Irak depuis le début de la guerre du Golfe mais qu'ils ne vont pas passer tout de suite à l'action.

Plate-forme politique

"Nous ne voulons pas être manipulés encore une fois pour faire ensuite les frais des accords entre les puissances régionales", a-t-il indiqué, affirmant aussi que les Kurdes se battraient contre l'armée turque si elle pénètre en Irak.

Les partis kurdes irakiens ont adhéré à une plate-forme politique adoptée fin décembre par l'opposition irakienne en exil pour le renversement du régime de Saddam Hussein, mais depuis le déclenchement des combats le 17 janvier, le P.D.K. en particulier, garde officiellement un profil bas. Les Kurdes contactés en Europe parlent d'une coopération informelle en particulier parmi les jeunes qui voudraient à terme surmonter les clivages qui ont divisé les différents mouvements pour se consacrer à la lutte en faveur du peuple kurde en général.

Mais le P.D.K.I. (parti démocratique du Kurdistan iranien) souligne que son mouvement se bat pour le moment à l'intérieur de l'Iran. Son représentant à Paris Abdollahi parle de "guérilla totale", pour obtenir l'autonomie, contre la "guerre sainte" déclenchée contre les Kurdes par les Ayatollah de Téhéran.



En 1988 Saddam Hussein avait gazé 5 000 Kurdes.

Seuls les mouvements kurdes de Turquie restent officiellement indépendantistes car, expliquent-ils, ils ont à faire face à une énorme machine militaire qui ne leur a jamais accordé le moindre droit.

Les spéculations vont bon train dans les milieux diplomatiques occidentaux et kurdes de l'étranger sur le fait de savoir qui de la Turquie ou de l'Iran, tous deux pays non arabes et craints par les États de la région, bénéficierait d'une défaite de Saddam Hussein.

Ankara a certes une occasion, estiment ces milieux, de prendre sa revanche après l'humiliation de l'éclatement de l'empire ottoman, mais sa principale préoccupation reste européenne. Téhéran, contrairement à la Turquie qui se veut laïque, joue à fond la carte de l'Islam et multiplie les contacts avec les Arabes.

Personne ne se fait toutefois beaucoup d'illusions sur la possibilité de la création d'un Etat kurde comme cela avait le cas pendant l'éphémère république du Kurdistan proclamée à Mahabad dans le nord de l'Iran entre 1946 et 1947 avec l'aide de l'armée soviétique.

Les "trahisons de l'Histoire"

Les Kurdes, qui pourraient jouer un rôle sur l'échiquier diplomatique de l'après-guerre du Golfe, sont estimés à 25 millions de personnes.

La Turquie compte de 12 à 15 millions de Kurdes. L'Irak en compterait 4 millions, l'Iran de 6 à 8 et la Syrie un million. Une minorité kurde de quelque 300 000 personnes vit en U.R.S.S. et plusieurs centaines de milliers d'autres travaillent ou sont réfugiés à l'étranger en particulier en Europe.

Originaires depuis des millénaires de régions montagneuses riches en eau ou en pétrole (nord de l'Irak), les deux richesses de la région sur lesquelles ils n'ont aucun droit de regard, les Kurdes n'ont pas encore surmonté le traumatisme des bombardements chimiques irakiens de 1988, pendant la guerre Iran-Irak, notamment à Halabja (Irak), qui avaient fait près de 5 000 victimes.

Les Kurdes sont musulmans sunnites dans leur majorité. Parmi les "trahisons de l'histoire" dont ils ont été victimes, ils citent :

- l'annulation en 1923 à Lausanne du traité de Sèvres conclu en 1920 entre les puissances alliées et l'empire ottoman après la première guerre mondiale qui préconisait la création d'un Etat kurde.

- le lâchage par l'Armée Rouge de la République du Kurdistan à Mahabad (nord de l'Iran) en 1947.

- le traité d'amitié et de coopération soviéto-irakien de 1972, marquant la fin du soutien de l'U.R.S.S.

- l'accord d'Alger en 1975 signé par le Shah d'Iran et le vice-président irakien de l'époque Saddam Hussein qui s'est traduit par l'arrêt de l'aide logistique de l'Iran et du soutien clandestin de la C.I.A. américaine aux Kurdes irakiens.

La Montagne

7 février 1991

BRIOUDE Une équipe de TF1 à la rencontre de la communauté kurde du bassin minier

BRIOUDE. - Une équipe de TF1 était présente, ces derniers jours, dans la partie Haute-Loire du bassin minier, afin de tourner des séquences de l'émission « 52 sur la Une » qui aura, entre autres, pour sujet, « Les réfugiés de Saddam ». Ainsi, pour ce tournage, les journalistes de TF1 ont rencontré nombre de représentants de la communauté kurde, qui est accueillie par les communes d'Auzon, Arvant, Lempdes et Sainte-Florine, depuis octobre 1989.

TÉMOIGNAGES

Ce reportage, devait préciser Francine Buchi, journaliste à TF1, « s'inscrit, bien sûr, dans l'actualité, mais il a surtout pour objectif de mieux faire connaître le peuple kurde et d'attirer l'attention de l'opinion publique sur ces "réfugiés de l'oubli" qui ont dû fuir leur pays, le Kurdistan irakien, ravagé par les bombardements chimiques en 1988 ».

Les diverses séquences tournées ont permis de recueillir les témoignages des familles kurdes, au cœur de leur vie quotidienne et pendant leurs loisirs. Le dernier après-midi de tournage s'est déroulé, lundi, dans les locaux du GRETA du val d'Allier, à Sainte-Florine. En effet, une quinzaine de Kurdes suivent actuellement un stage de préinsertion professionnelle qui leur permet d'approfondir, notamment, leurs connaissances économiques, mais aussi de résoudre les problèmes qu'ils rencontrent avec la langue française écrite et d'élaborer un projet professionnel.

Lors du tournage, le groupe de stagiaires a abordé les actes de l'état civil, tant sur le plan administratif que d'après leur vécu et leurs coutumes. Au cours de ces différentes rencontres avec TF1, ces réfugiés kurdes ont réaffirmé leur espoir de retourner au Kurdistan. Et donc de ne plus être, un jour, « les réfugiés de l'oubli »...



Francine Buchi, journaliste, avec l'équipe technique de TF1, face au groupe kurde du bassin minier.

THE WAR IN THE GULF



Turkey Lifts Language Restrictions on Its Kurdish Minority

By Sam Cohen

Special to The Christian Science Monitor

ISTANBUL

PRESIDENT Turgut Ozal's call to lift the Kurdish language ban signals a major shift in Turkish policy toward its Kurdish minority.

One motive for the switch seems to be Mr. Ozal's regional objectives after the Gulf war. The president has been talking recently about the possibility that after the war, Iraq's political status might change and that the Kurds in that country might be granted a larger autonomy, perhaps in a federal system.

In a recent closed meeting, Ozal said it would be in Turkey's interests to gain the sympathy of the Kurds at home and abroad, thus serving as a "bridge" not only between those people, but also between Turkey and its neighboring countries.

But the president ruled out categorically the idea of giving the Kurds in Turkey any kind of autonomy.

The status of the country's Kurdish minority has provoked such sensitivity among the Turks that even referring to the Kurds as Kurds had been "taboo."

The Turkish press has only recently started to use the word "Kurd" or "Kurdish." In the past they would refer to them as "mountain Turks." The majority of the Kurds in Turkey live in the mountainous southeastern provinces, near Iraq, Iran, and Syria, the other three countries with Kurdish minorities.

Ozal told a recent meeting of leading Turkish editors that he was the first leader in Turkey to "break the taboo and call the Kurds, Kurds." He said the time had come to change the attitude toward the Kurds and "carry out reforms" that would respect their human rights.

The new legislation is not likely to satisfy Kurdish militants whose aspiration is complete autonomy and self-rule.

Nonetheless, Ozal stands to gain political support from the mass of Kurds in Turkey, who constitute nearly one-fifth of Turkey's population of 56 million. Most of the parliamentarians representing Kurdish constituencies hailed the move, regardless of their respective parties.

In fact, the major opposition party, the Social Democrats, welcomed the bill. Their leader Erdal Inonu said: "It has come too late, but still it is important that this step is being taken."

The bill, which abolishes a law passed by the military regime in 1983 that made an offense the use of "unauthorized languages" — mainly Kurdish — still contains limitations.

While speaking Kurdish as well as singing Kurdish songs in public, and playing records, cassettes, and videotapes in Kurdish will be allowed, the publication of newspapers, magazines, and books in that language will still be prohibited.

Kurdish will not be used in banners and leaflets in public demonstrations, in public offices and courts, or in schools.

Western diplomats here say that Ozal has taken these moves

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Thursday, February 7, 1991

also with an eye to improving ties with the European Community. Turkey has been waging a quiet, uphill battle to gain EC membership since 1987. European organizations, such as the Council of Europe and the European Parliament, welcomed the new Kurdish policy.

The plight of the Kurds in Turkey had been a source of constant friction between Turkey and those institutions, as well as other international human rights groups.

Mesut Yilmaz, a leading member of the ruling party and ex-foreign minister, said the uneasiness felt in some foreign circles about Turkey's human rights record will now end.

The bill lifting the ban was introduced to Parliament after heated debates in the Council of Ministers and the parliamentary group of the ruling Motherland Party.

THE criticism, and fears, expressed by members of Ozal's ruling party centered on the assumption that once the Kurds got this advantage, they would ask for more.

A member of the Cabinet, State Minister Cemil Cicek, said, "This will encourage separatism. ... Other demands will follow. ... Their next step will be to ask for the status of minority."

A recent public opinion poll shows that 56 percent of the people approve this new policy, while 33 percent oppose it. To the question of whether this would hamper national unity, 47 percent replied "no," while 41 percent said "yes."

Le Monde 7 février 1991

La méfiance des Kurdes face aux avances d'Ankara

Malgré les réformes annoncées par le gouvernement turc, les Kurdes craignent de faire une fois de plus les frais de l'instabilité du Proche-Orient

La décision du gouvernement turc de libéraliser l'usage de la langue kurde a été accueillie avec un soulagement mêlé de beaucoup de scepticisme (*le Monde* du 30 janvier). Les Kurdes, qui sont plus de douze millions en Turquie, soit un cinquième de la population, estiment que cette réforme est liée à la guerre du Golfe dans la perspective d'un remodelage politique de la région. Pour eux, il s'agit d'une tentative de séduction de la part d'Ankara qui ambitionne un rôle prédominant dans la région.

DIYARBAKIR

de notre envoyée spéciale

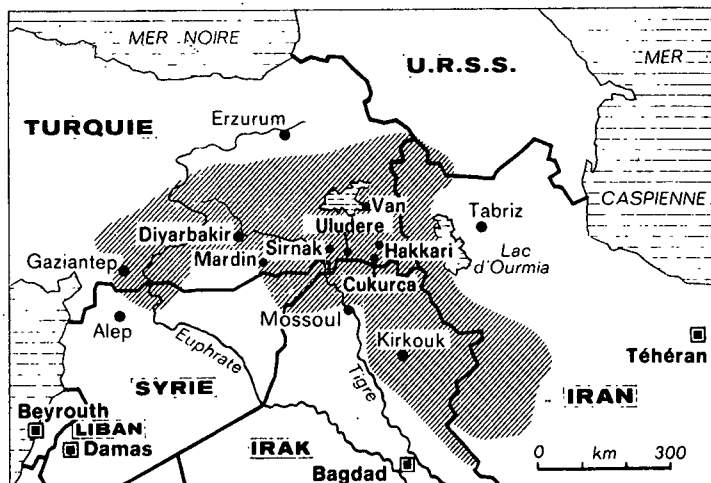
« Ce n'est pas mon mariage, ce n'est pas mon anniversaire, pourquoi mon beau-frère m'embrasse-t-il ? ». Ce proverbe anatolien souvent cité ces jours-ci dans la région du sud-est de la Turquie, illustre le degré de méfiance avec lequel la population locale a accueilli la décision annoncée en fanfare par les autorités d'autoriser l'usage de la langue kurde. « Tout ça, c'est de la politique ! » ont commenté en haussant les épaules la plupart des personnes interrogées dans la région. « Le peuple kurde avait déjà dépassé les limites de la loi, nous parlons notre langue entre nous et notre musique est jouée dans les cafés », explique un jeune avocat qui défend régulièrement des personnes accusées de collaboration avec le mouvement indépendantiste armé, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste). « Cette décision n'apporte rien de nouveau ».

Les spéculations sur les raisons qui ont motivé le président Turgut Ozal à prendre parti pour la cause alliée de manière si radicale depuis le début de la crise du Golfe, ont ramené à l'ordre du jour la question des Kurdes, une minorité ethnique

de 25 millions de personnes opprimée dans les quatre pays où elle est installée : l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie. La probable défaite militaire de Bagdad pourrait avoir pour conséquence un démantèlement de l'Irak, même si la Syrie, l'Iran et la Turquie, qui se soupçonnent mutuellement d'avoir des visées sur une partie du territoire irakien, affirment vouloir maintenir l'intégrité du pays.

Les autorités turques ont fermement démenti avoir des revendications sur les provinces de Mossoul et de Kirkouk riches en pétrole, que la plupart des Turcs estiment avoir été enlevées à la jeune République de Turquie de façon injuste en 1926 par les Britanniques qui gouvernaient l'Irak par mandat. « Je dis simplement que nous sommes un grand pays, celui dont la croissance est la plus rapide dans la région. Nous voulons une place à la table des négociations », a déclaré M. Ozal au quotidien *Milliyet*. Le président a indiqué à plusieurs reprises que son pays ne tolérerait pas la création d'un Kurdistan indépendant au nord de l'Irak. Il verrait cependant d'un bon oeil la possibilité d'un Etat « fédératif » en Irak, placé sous la protection de l'Iran, de la Syrie et de la Turquie. Deux provinces, l'une kurde au nord-est de l'Irak, l'autre turcomane, à Mossoul et Kirkouk, ont fait leur apparition ces derniers temps sur des cartes de la région parues dans la presse turque.

La réforme annoncée par le gouvernement semble destinée à séduire les Kurdes au moment où la Turquie espère devenir une puissance importante dans la région. Pour assumer le rôle de protecteur de minorités ethniques d'Irak, la Turquie devra d'abord prouver à la Communauté internationale, qui a souvent cité les violations des droits de l'homme comme la raison principale pour la maintenir à distance, qu'elle respecte l'identité culturelle des Kurdes qui n'ont jamais connu l'indépendance ni même l'unité politique. Les détails du projet de loi présenté au parlement, lundi 4 février, paraissent confirmer les doutes de la popula-



/// Régions de peuplement kurde

tion. La libéralisation promise est très limitée puisque les publications en kurde, l'usage de la langue lors de réunions publiques et dans le domaine de l'éducation restent interdits et les parents ne peuvent toujours pas choisir des prénoms kurdes pour leurs enfants. « Le problème, ce n'est pas la langue » explique un journaliste de l'hebdomadaire nationaliste kurde *Ulke*. « A Halabja (la ville bombardée par les armes chimiques irakiennes) les gens pouvaient parler le kurde, cela n'a pas empêché le gouvernement irakien de les massacrer... »

« Les Turcs des montagnes »

Les jeunes Kurdes de Diyarbakir, très militants, parlent avec passion de l'Etat indépendant pour lequel ils veulent continuer de lutter. Les vieux, plus pragmatiques, souhaitent avant tout une liberté culturelle et un statut équivalent à celui des Turcs. Bien que leur langage écrit soit très

restreint, ils réclament également le droit à l'éducation dans leur langue ainsi que des emplois que seule une politique gouvernementale de développement intensif pourrait apporter. Le gigantesque projet hydroélectrique du GAP devrait contribuer à enrichir la région, mais il ne sera pas terminé avant le début du siècle prochain et sa localisation, très à l'ouest de la région kurde, forcera de nombreux villageois à quitter leurs montagnes pour pouvoir bénéficier des nouveaux emplois.

La politique du gouvernement à l'égard des Kurdes depuis les années vingt est basée sur une crainte viscérale du séparatisme. Plusieurs députés du Parti de la mère patrie (ANAP, au pouvoir) ont déjà exprimé leur inquiétude à la suite de la récente décision de libéraliser l'usage de la langue, convaincus que tout compromis briserait « l'unité de langage, de religion et de culture qui symbolise l'intégrité de l'Etat » et ouvrirait la porte à des revendications territoriales.

En réalité, si une grande partie de la population kurde sympathise avec la cause du PKK, beaucoup rejettent

les méthodes souvent brutales utilisées par ce mouvement. Un grand nombre de Kurdes sont conscients qu'un Etat indépendant enfermé dans une région montagneuse et inhospitalière ne serait pas viable. Plus de la moitié des Kurdes de Turquie ont d'ailleurs quitté le sud-est pour trouver du travail dans les grandes villes de l'ouest du pays où, au fil du temps, ils s'intègrent à la société turque.

Depuis plusieurs années, le président Ozal avait promis qu'il prendrait des mesures pour résoudre la « question kurde ». Dans les faits, cette volonté s'est traduite par une application plus souple des lois interdisant l'usage de la langue et de la musique. Le mot *kurde*, qui était complètement tabou - les Kurdes étaient jusqu'à récemment des « Turcs des montagnes » - peut aujourd'hui faire la une des journaux, même s'il ne franchit pas encore les lèvres des présentateurs de la télévision officielle qui se sont contentés d'annoncer la libéralisation de l'usage d'une « langue autre que le turc ».

Entre le marteau et l'enclume

Parallèlement, le gouvernement a intensifié ses efforts pour tenter d'assimiler cette population rebelle. La guérilla qui fait rage depuis 1984 et qui a coûté la vie à plus de deux mille personnes, a cependant ralenti ce processus. Plus de quarante instituteurs turcs envoyés dans des villages retirés pour enseigner leur culture ont été tués par le PKK au cours des dernières années, ce qui a entraîné la fermeture de centaines d'écoles. En mars 1990, confronté à une recrudescence des attaques armées et à un début de rébellion populaire, le président Ozal introduisit un décret donnant pratiquement carte blanche au gouverneur régional pour lutter contre les indépendantistes, autorisant l'exil interne, la fer-

meture d'imprimeries et doublant les peines pour crimes de séparatisme. Ces lois d'exception introduites pour maintenir l'unité du pays faisaient paradoxalement de la région kurde du sud-est de la Turquie une zone séparée régie par des règles différentes.

Au cours des derniers mois, le PKK qui a perdu plus de 300 combattants l'année passée, a peu fait parler de lui. L'hiver est rude dans les montagnes du sud-est et la présence massive des forces armées déployées pour faire face à la menace irakienne, a empêché la poursuite des attaques. Avec le conflit du Golfe, les Kurdes sont pris entre le marteau et l'enclume. Ils sont presque unanimes à condamner Saddam Hussein pour sa politique envers les Kurdes et notamment pour les bombardements chimiques qui avaient fait plusieurs milliers de morts en mars 1988 et avaient causé l'exode vers la Turquie de 60 000 Kurdes irakiens. Toutefois, leur haine de « l'impérialisme américain » semble prendre le dessus.

Jusqu'à présent, ils n'ont pas été appelés à prendre position ouvertement. « De toute façon, que pouvons-nous faire? Nous n'avons ni avions ni bombes », explique Leyla Zana dont le mari, un ancien maire de Diyarbakir, est en prison à l'autre bout du pays depuis plus de dix ans. Mme Zana, qui ne cache pas qu'elle espère voir un jour un Etat kurde indépendant, admet que les Kurdes eux-mêmes ne savent pas quelle serait leur réaction en cas d'hostilités ouvertes entre la Turquie et l'Irak... La main tendue par les autorités d'Ankara n'a pas été saisie. Et la mention de « réforme » n'a fait qu'augmenter le désir d'une libéralisation plus étendue. Les ambitions régionales du gouvernement turc après la guerre ne coïncident en aucune façon avec les aspirations de la population du sud-est qui a l'impression que le peuple kurde, qui s'était déjà trouvé pris entre deux feux durant la guerre entre l'Iran et l'Irak, fera une fois de plus les frais de l'instabilité du Proche-Orient.

NICOLE POPE...

DAUPHINE LIBERE 8 février 1991

EXPOSITION

Les Kurdes en pleine tourmente

Du 9 au 15 février dans le hall de la mairie

Le comité bollénois du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a préparé une exposition sur « Les Kurdes, une fois encore oubliés de l'Histoire? », qui se tiendra dans le hall d'entrée de la mairie, du 9 au 15 février. L'inauguration a lieu demain à 18 heures.

Ce travail complet et fait suite à l'exposition de mars 1990, dans laquelle le MRAP évoquait l'histoire du peuple kurde et toutes les formes de répression dont il a été victime au Proche-Orient. Depuis l'an dernier, la situation des 20 millions de Kurdes n'a fait qu'empirer, que ce soit en Irak, en Iran ou en Turquie (le gouvernement d'Ankara a proclamé l'état d'urgence au Kurdistan au printemps 1990).

La situation dans le Golfe persique ayant dégénéré en conflit armé, les Kurdes se trouvent concernés de par leur situation géographique et géopolitique. C'est donc sur un sujet d'actualité que le MRAP invite tout un chacun à se documenter.

Les créateurs de l'exposition posent une question : « tous les dossiers concernant le Proche-Orient seront-ils rouverts sans exception? ». Ils craignent que le peuple kurde soit une fois de plus oublié, après les multiples exactions dont il a été victime (l'emploi de gaz de combats contre des populations civiles en 1988 par le gouvernement irakien - 5 000 morts - n'est qu'un exemple).

Question kurde : Turgut Özal milite pour une confédération turque-kurde-arabe

La nouvelle politique du président turc vis à vis des Kurdes a soulevé de vives polémiques au sein même de son gouvernement. Mais cette volte-face ne pourrait durer que le temps de la Guerre du Golfe. De fait, le projet de Turgut Özal, qui obtiendrait le soutien américain, serait surtout destiné à assurer à la Turquie une place à l'avant-garde régionale, en se positionnant comme le principal allié des Etats-Unis et de l'Europe.

Kamran Qara Daghi - *Al Hayat* (Londres)

Au vu de la polémique qu'elle suscite à tous les niveaux, la nouvelle position du président Turgut Özal envers les Kurdes semble embarrasser le gouvernement et l'opinion publique turques. On parle beaucoup, à Ankara, d'un scénario attribué à M. Özal et prévoyant l'adhésion de la Turquie à une confédération turque-kurde-arabe (c'est dans cet ordre qu'en parle la presse turque) qui serait établie en Irak après la fin des hostilités. Deux journaux respectés, *Milliyet* et *Cumhuriyet*, affirment que la décision d'autoriser la langue kurde, imposée par Turgut Özal le 25 janvier, n'a pas été bien accueillie par tout le gouvernement présidé par Yildirim Ekbulut. Celui-ci a déclaré que la décision sur la langue kurde rendrait difficile sa propre réélection au Parlement, car la circonscription qu'il représente est particulièrement nationaliste et traditionnelle. Le président turc a demandé aux députés membres du parti au pouvoir de se solidariser avec le gouvernement. Mais ils ont soutenu qu'ils n'avaient été informés de la décision concernant la langue kurde qu'une fois celle-ci adoptée par le gouvernement. Le torchon brûle entre les députés du parti et le Premier ministre, qui, il y a quelques jours encore, leur assurait qu'aucune décision majeure ne serait prise sans des consultations préalables avec le bloc parlementaire qu'ils constituent.

Un scénario possible en cas de démantèlement de l'Irak

Selon *Milliyet*, le président turc a informé les Américains qu'Ankara n'admettrait jamais l'établissement d'un Etat kurde indépendant au nord de l'Irak. Il leur aurait suggéré plutôt l'idée d'une confédération à laquelle adhérerait la Turquie. Washington aurait répondu favorablement à cette proposition, surtout parce que les Etats-Unis ne peuvent se permettre d'offenser leur principal allié dans la région. Justifiant la participation de la Turquie à cette confédération, M. Özal aurait fait valoir que les Turcs - ou plutôt les Turkmènes - constituent la majorité des habitants des provinces de Kirkouk et de Mossoul. La presse turque a sou-

estiment qu'un tel scénario serait plausible en cas d'anéantissement de l'entité irakienne après la guerre. D'autres sources citées par *Cumhuriyet* estiment que l'idée d'une telle confédération jouit du soutien des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, et des Kurdes d'Irak. Les dirigeants kurdes insistent cependant pour que cette confédération se fasse dans le cadre d'un Etat irakien indépendant, qui ne serait rattaché ni à la Turquie, ni à aucun autre pays de la région. Des sources turques reconnaissent d'ailleurs que la participation de la Turquie à une confédération de ce genre entraînerait des réactions violentes de la part de l'Iran et de la Syrie. Ces deux pays ont aussi des minorités. On a récemment publié des chiffres qui évaluent la population turkmène d'Irak à un million de personnes.

Des sources politiques informées à Ankara kurdes et s'ils s'opposent à un démembrement de l'Irak, ils sont encore plus opposés à le voir transformé en confédération avec la Turquie.

Les Kurdes de Turquie, pour leur part, s'opposent fortement à ce projet de confédération, et considèrent que l'approbation britannique et américaine ne vise qu'à amadouer la Turquie, qui joue un rôle important dans la coalition anti-Irak.

Il convient de noter que, si Jalal Talabani, président de l'Union nationale du Kurdistan, mouvement d'opposition en Irak, s'est dit satisfait de la décision de lever l'interdit sur la langue kurde, il n'en a pas moins menacé le gouvernement turc de représailles si cette décision ne s'avérait qu'une manœuvre politique momentanée destinée à amadouer les Kurdes dans les circonstances actuelles.

Les Kurdes de Turquie s'inquiètent en effet du "timing" de la décision. Ils estiment qu'elle est étroitement liée à la guerre du Golfe et n'attachent pas foi à la sincérité des intentions turques vis-à-vis des Kurdes. Certains commentateurs turcs également estiment que cette décision est d'inspiration américaine, tout comme le programme de "réformes kurdes" que le président Özal doit annoncer bientôt.

Ces réformes comprendront aussi l'abolition de trois articles de la Constitution turque, en vigueur depuis l'instauration de la république en 1923 : l'Article 141, qui interdit les sentiments séparatistes, l'Article 142, qui interdit de faire circuler des

idées communistes, et l'Article 163 qui interdit d'appeler à l'application de loi islamique. Ce projet de réformes a entraîné des tiraillements au sein de la commission constitutionnelle du Parlement, et du parti au pouvoir. Mais les commentateurs de presse considèrent que le projet de réformes vise à placer la Turquie à l'avant-garde de la région et à en faire le principal allié des Etats-Unis et de l'Europe occidentale. M. Özal souhaite mettre un terme à tous les problèmes et toutes les critiques

qu'affronte son pays en matière de démocratie et de respect des droits de l'homme. Il considère que son projet d'une confédération turque-kurde-arabe se situe dans le cadre de la transformation radicale qu'il entend appliquer à la Turquie.

Mais selon des sources diplomatiques occidentales informées, tous ces projets partiront en fumée pour peu que Saddam Hussein décide de se retirer du Koweït. On peut penser que tous les projets de réformes kurdes suivront le même chemin. ■

Pour les Kurdes, la Turquie est déjà en guerre

En se placant, dès le départ, du côté des Alliés, la Turquie a tenu à réserver sa place dans les futures discussions sur l'avenir de la région. Son souci est d'éviter ainsi à reposer le problème kurde. Mais, depuis le début de la crise, la misère et la crainte de représailles que pourrait mener Saddam Hussein pousse la population kurde du sud-est de l'Anatolie vers un exode massif. Les Kurdes sont désormais convaincus que, contre eux, une guerre ouverte vient de se déclencher.

Neue Zürcher Zeitung (Zurich)

Empruntant la plus grande voie de communication turque en direction du sud-est, l'ancienne Route de la soie, d'interminables convois militaires se dirigent vers la frontière irakienne. Après des contrôles approfondis, les soldats, baïonnette à la main, nous donnent l'autorisation de continuer notre chemin. Une unité de l'armée campe aux abords de Mardin. On sent nettement, dans la ville, qu'une guerre fait ravage à quelques centaines de kilomètres de là.

Avant qu'Ankara n'autorise les Américains à faire décoller leurs avions de combat de la base d'Incirlik, 60 000 personnes vivaient à Mardin, une ville aux maisons de basalt gris-beige richement décorées de bas-reliefs, qui attirait des foules de voyageurs. Les habitants ont été pris de panique à l'idée que leur ville, perchée sur une colline à mi-chemin entre Incirlik et la frontière, pourrait être la cible des représailles de Saddam Hussein. Les trois stations-radars, qui s'élancent vers le ciel et permettent de scruter une grande partie du territoire irakien, semblent toute désignées pour devenir des cibles irakiennes. En l'espace de deux jours, confie Aydin Sarasoglu, le maire, les trois quarts de la population ont quitté la ville. Les plus aisés sont partis pour Izmir et Ankara, les deux grands centres de l'ouest. Les pauvres cherchent refuge dans les grottes des montagnes environnantes. Comme les magasins ont été fermés, ceux qui sont restés n'ont plus grand chose pour se nourrir.

Une partie d'entre eux est déjà revenue, les commerçants et artisans ont réouvert leurs boutiques. Fruits et légumes ne manquent pas, mais la moitié des magasins de la rue principale ont gardé les rideaux tirés. Les écoles sont ouvertes,

mais les élèves n'y vont pas. Le maire explique que l'exode n'est pas seulement dû à la guerre. Depuis que le gouvernement a interrompu le commerce avec l'Irak, conformément aux résolutions de l'ONU, des milliers de personnes sont allées grossir l'armée des chômeurs. Conduisant de la frontière irakienne à Iskenderun, port turc situé sur la côte méditerranéenne, ce grand axe de circulation était fréquenté quotidiennement par quelque 4 500 camions-citernes et constituait la principale source de revenus pour au moins 3 millions de résidents. A Mardin, Urfa, Gaziantep et Osmaniye, villes situées le long de cette voie, ou dans les villages alentour, la vie est comme paralysée. Le gouvernement n'a pris aucune mesure pour remédier à la misère qui s'est abattue soudainement sur la population.

La grande vague d'émigration des Kurdes, qui quittent l'est de la Turquie pour aller vers l'ouest, a commencé en automne dernier. Dans les milieux intellectuels kurdes, on considère que, pour le gouvernement d'Ankara, cet exode tombe bien : depuis près d'un an, la population kurde de ces régions est en état de révolte permanente. Pour casser le mouvement de résistance, l'Etat avait promulgué des décrets suspendant tous les droits civils et toutes les libertés. Pratiquant la politique de la terre brûlée, il a fait évacuer de force de nombreux villages. L'exode massif que vient de provoquer le sentiment général de peur a encore renforcé la vague de réfugiés qui ne tarissait pas depuis plusieurs mois. Selon des informations non confirmées, 500 000 à un million de personnes auraient quitté la région depuis le 17 janvier et 102 villages au total auraient été vidés de leurs habitants.

"Saddam Hussein ne se rendra pas avant d'avoir déversé tout son arsenal"

Le maire rapporte que les mesures de prévention, en cas d'utilisation d'armes chimiques, se sont limitées à peu de choses : un jour, des personnes sont venues d'Ankara pour distribuer aux employés de la fonction publique des masques à gaz. Pour les autres habitants, ils avaient des brochures d'informations expliquant comment soigner les victimes. Ces brochures sont passées pratiquement inaperçues, ce qui ne pouvait manquer de se produire, compte tenu du taux très élevé d'analphabètes dans la région. Faute d'information, et dans l'espoir que des pièces bien calfeutrées ne laisseraient pas pénétrer les gaz toxiques, les autochtones ont acheté des mètres et des kilomètres de plastique qu'ils ont tendu aux fenêtres et aux portes de leurs appartements. Certains ont cherché conseil auprès des *peshmerga*, les combattants kurdes qui ont fui l'Irak.

Au pied de Mardin, là où démarre la plaine syrienne, est installé un camp de Kurdes irakiens. Après l'utilisation massive d'armes chimiques par Saddam Hussein au cours de l'été 1988, ils ont fui par milliers leur terre, au nord de l'Irak, pour se réfugier en Turquie. Deux ans et demi plus tard, leur statut n'est toujours pas réglé : la Turquie ne veut pas les reconnaître comme réfugiés politiques et refuse aux représentants du Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU le droit d'accès aux camps. 11 600 personnes vivent encore sous des tentes dans le camp situé près de Mardin. Il faisait terriblement froid ces jours derniers à Mardin. 11 000 autres réfugiés vivent dans un camp près de Diyarbékir et 4 500 dans un camp près de Mus. " *Tel qu'on le connaît, on est sûr que Saddam Hussein ne se rendra pas avant d'avoir déversé tout son arsenal de guerre sur ses ennemis*, déclare un chef *peshmerga* de Diyarbékir. *Les habitants du camp vivent un véritable cauchemar, tellement ils ont peur, en fin de compte, de ne pas pouvoir échapper aux armes de destruction* ", ajoute-t-il. Au début de la guerre, les réfugiés ont reçu l'ordre de ne pas sortir du camp. A Diyarbékir, une douzaine de parlementaires du Parti du peuple du travail, un petit parti de gauche, sont rassemblés dans le hall de l'hôtel *Amid*. Au journal télévisé, apparaît à l'écran un groupe d'individus complètement déchaînés. Pour protester contre la censure de la presse - qui existe de fait, mais non officiellement -, dans les médias contrôlés par l'Etat, sept députés du Parti populiste social-démocrate ont essayé de prendre d'assaut les locaux de la télévision turque TRT. Dans son commentaire, le journaliste a lourdement insisté sur le " *comportement non démocratique* " du plus grand parti d'opposition. Ce faisant, le manque d'information ouvre la voie à une imagination débordante : les avions de combat américains décollant d'Inçirlik bombarderaient en permanence les villes de Kirkouk et Mossoul, ils attaqueraient notamment les positions kurdes, dit-on dans le hall de l'hôtel. Les personnes présentes ne prennent pas au sérieux les informations officielles selon lesquelles les avions turcs perdraient de temps en temps des bombes au cours de leurs



manœuvres d'entraînement dans le sud-est de l'Anatolie. Eux, ils sont de l'avis que les forces armées turques, à l'ombre de la guerre du Golfe et à l'abri de l'opinion mondiale, ont déclenché une opération de destruction massive et définitive de la guérilla menée par le Parti des travailleurs kurdes (PKK).

" *Il y a longtemps que la guerre contre nous, les Kurdes, a été déclenchée* ", déclare un étudiant. La semaine dernière, des centaines d'hommes se sont rassemblés devant la mosquée Ulu-Camii à Diyarbékir. " *La résistance contre le 'dictateur Turgut Özal' est manifeste* ", ajoute un homme d'âge mûr. Le lendemain, des manifestations contre la guerre - dominées par le slogan nationaliste " *Vive le Kurdistan libre* " - ont eu lieu dans de nombreuses villes du Sud-Est kurde. Annonçant officiellement sa volonté de désamorcer les tensions, le gouvernement turc a récemment déclaré qu'il était disposé à engager d'importantes réformes pour résoudre la question kurde. Le gouvernement vient de supprimer la loi 2 923, promulguée en 1983 par le gouvernement militaire de l'époque. Pourtant, cette loi n'autorisait l'emploi d'une " *langue maternelle* " qu'à condition que celle-ci soit la langue officielle d'un pays reconnu par la Turquie. Toute autre langue - comme le kurde - a jusqu'à présent été sévèrement réprimée.

LE JOURNAL DE L' ÎLE DE LA REUNION. JEUDI 7 FEVRIER 1991

KURDES / Une Nation sans Etat dans la tourmente de la guerre

L'atout secret des alliés dans la guerre contre l'Irak

Ballottés par l'histoire, quelque 25 millions de Kurdes, selon leurs estimations, éparpillés entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, pourraient devenir un pion important sur l'échiquier de l'après-guerre du Golfe.

Trahis depuis le début du siècle par tout le monde, réprimés, traqués ou même massacrés à la bombe et à l'arme chimique, ils sont aujourd'hui courtisés par tous, parfois en cachette, y compris par Washington.

Les Américains aimeraient, selon plusieurs indications de source diplomatique, créer un deuxième front à l'intérieur de l'Irak en cas d'affrontements terrestres entre les forces de Bagdad et la coalition alliée.

Le président irakien Saddam Hussein tente de son côté de réorganiser des milices kurdes favorables à son régime et de relancer l'autonomie promise dans les années 1970 qui n'avait finalement été que de pure forme.

La Turquie se dit prête à autoriser à nouveau l'usage de la langue kurde après une interdiction de près de 70 ans, sans pour autant parler d'indépendance ou d'autonomie. Et Damas assouplit, selon des témoins, son attitude vis-à-vis de ses Kurdes bien que, selon certains d'entre eux, plus de 150.000 personnes restent toujours privées de la nationalité syrienne et sont considérées comme des apatrides n'ayant aucun droit.

Interrogé à Londres, Hoshyar Zebari, porte-parole du PDK (parti démocratique du Kurdistan irakien) souligne que le moment "n'est pas venu de passer à l'offensive" et met l'accent sur la lutte pour l'autonomie.

Ce point de vue est partagé par un des chefs historiques de la résistance kurde en Irak, Jallal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (UPKI), l'autre grand parti politique kurde irakien. Il a affirmé à Damas que plusieurs milliers de partisans kurdes réfugiés en Iran sont retournés en Irak depuis le début de la guerre, du Golfe mais qu'ils ne vont pas passer tout de suite à l'action.

Plate-forme politique

"Nous ne voulons pas être manipulés encore une fois pour faire ensuite les frais des accords entre les puissances régionales", a-t-il indiqué, affirmant aussi que les Kurdes se battront contre l'armée turque si elle pénètre en Irak.

Les partis kurdes irakiens ont adhéré à une plate-forme politique adoptée fin

décembre par l'opposition irakienne en exil pour le renversement du régime de Saddam Hussein mais depuis le déclenchement des combats le 17 janvier, le PDK en particulier, garde officiellement un profil bas.

Les Kurdes contactés en Europe parlent d'une coopération informelle en particulier parmi les jeunes qui voudraient à terme surmonter les clivages qui ont divisé les différents mouvements pour se consacrer à la lutte en faveur du peuple kurde en général.

Mais le PDKI (parti démocratique du Kurdistan iranien) souligne que son mouvement se bat pour le moment à l'intérieur de l'Iran. Son représentant à Paris Abdollahi parle de "guérilla totale", pour obtenir l'autonomie, contre la "guerre sainte" déclenchée contre les Kurdes par les Ayatollah de Téhéran.

Seuls les mouvements kurdes de Turquie restent officiellement indépendantistes car, expliquent-ils, ils ont à faire face à une énorme machine militaire qui ne leur

a jamais accordé le moindre droit. Les spéculations vont bon train dans les milieux diplomatiques occidentaux et kurdes de l'étranger sur le fait de savoir qui de la Turquie ou de l'Iran, tous deux pays non arabes et craints par les Etats de la région, bénéficierait d'une défaite de Saddam Hussein.

Ankara a certes une occasion, estiment ces milieux, de prendre sa revanche après l'humiliation de l'éclatement de l'empire ottoman mais sa principale préoccupation reste européenne. Téhéran, contrairement à la Turquie qui se veut laïque, joue à fond la carte de l'Islam et multiplie les contacts avec les Arabes.

Personne ne se fait toutefois beaucoup d'illusions sur la possibilité de la création d'un Etat kurde comme cela avait le cas pendant l'éphémère république du Kurdistan proclamée à Mahabad dans le nord de l'Iran entre 1946 et 1947 avec l'aide de l'armée soviétique.

Les Kurdes en bref...

Les Kurdes, qui pourraient jouer un rôle sur l'échiquier diplomatique de l'après-guerre du Golfe, sont estimés à 25 millions de personnes, en l'absence de recensement précis.

La Turquie compte de 12 à 15 millions de Kurdes. L'Irak en compterait 4 millions, l'Iran de 6 à 8 et la Syrie un million. Une minorité kurde de quelque 300.000 personnes vit en URSS et plusieurs centaines de milliers d'autres travaillent ou sont réfugiées à l'étranger en particulier en Europe.

Originaires depuis des millénaires de régions montagneuses riches en eau ou en pétrole (nord de l'Irak), les deux richesses de la région sur lesquelles ils n'ont aucun droit de regard, les Kurdes n'ont pas encore surmonté le traumatisme des bombardements chimiques irakiens de 1988, pendant la guerre Iran-Irak, notamment à Halabja (Irak), qui avaient fait près de 5.000 victimes.

Les Kurdes sont musulmans sunnites dans leur majorité. Parmi les "trahisons de l'histoire" dont ils ont été victimes, ils citent:

- l'annulation en 1923 à Lausanne du traité de Sèvres conclu en 1920 entre les puissances alliées et l'empire ottoman après la première guerre mondiale qui préconisait la création d'un Etat kurde.

- le lâchage par l'Armée Rouge de la République du Kurdistan à Mahabad (nord de l'Iran) en 1947.

- le traité d'amitié et de coopération soviéto-irakien de 1972, marquant la fin du soutien de l'URSS.

- l'accord d'Alger en 1975 signé par le Shah d'Iran et le vice-président irakien de l'époque Saddam Hussein qui s'est traduit par l'arrêt de l'aide logistique de l'Iran et du soutien clandestin de la CIA américaine aux Kurdes irakiens.

Les Kurdes dans la tourmente

Une nation sans Etat

BALLOTTÉS par l'histoire, quelque vingt-cinq millions de Kurdes, selon leurs estimations, éparpillés entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, pourraient devenir un pion important sur l'échiquier de l'après-guerre du Golfe.

Trahis depuis le début du siècle par tout le monde, réprimés, traqués ou même massacrés à la bombe et à l'arme chimique, ils sont aujourd'hui courtisés par tous, parfois en cachette, y compris par Washington.

Les Américains aimeraient, selon plusieurs indications de source diplomatique, créer un deuxième front à l'intérieur de l'Irak en cas d'affrontements terrestres, entre les forces de Bagdad et la coalition alliée.

Le président irakien, Saddam Hussein, tente, de son côté, de réorganiser des milices kurdes favorables à son régime et de relancer l'autonomie promise dans les années 1970 qui n'avait finalement été que de pure forme.

La Turquie se dit prête à autoriser à nouveau l'usage de la langue kurde, après une interdiction de près de soixante-dix ans, sans pour autant parler d'indépendance ou d'autonomie. Et Damas assouplit, selon des témoins, son attitude vis-à-vis de ses Kurdes bien que, selon certains d'entre eux, plus de cent cinquante mille personnes restent toujours privées de la nationalité syrienne et sont considérées comme des apatrides n'ayant aucun droit.

Interrogé à Londres, Hoshyar Zebari, porte-parole du P.D.K. (parti démocratique du Kurdistan irakien), souligne que le moment « n'est pas venu de passer à l'offensive » et met l'accent sur la lutte pour l'autonomie.

Plate-forme politique

« Nous ne voulons pas être manipulés encore une fois pour faire ensuite les frais des accords entre les puissances régionales », a-t-il indiqué, affirmant aussi que les Kurdes se battront contre l'armée turque si elle pénètre en Irak.

Les partis kurdes irakiens ont adhéré à une plate-forme politique adoptée fin décembre par l'opposition irakienne en exil pour le renversement du régime de Saddam Hussein mais, depuis le déclenchement des combats, le 17 janvier, le P.D.K. en particulier garde officiellement un profil bas. Les Kurdes contactés en Europe parlent d'une coopération informelle, en particulier parmi les jeunes qui voudraient, à terme, surmonter les clivages qui ont divisé les différents mouvements pour se consacrer à la lutte en faveur du peuple kurde en général.

Mais le P.D.K.I. (parti démocratique du Kurdistan iranien), souligne que son mouvement se bat pour le moment à l'intérieur de l'Iran. Son représentant à Paris, Abdollahi, parle de « guérilla totale » pour obtenir l'autonomie, contre la « guerre sainte », déclenchée contre les Kurdes par les ayatollah de Téhéran.

Seuls les mouvements kurdes de Turquie restent officiellement indépendantistes car, expliquent-ils, ils ont à faire face à une énorme machine militaire qui ne leur a jamais accordé le moindre droit.

Les spéculations vont bon train dans les milieux diplomatiques occidentaux et kurdes de l'étranger sur le fait de savoir qui, de la Turquie ou de l'Iran, tous deux pays non arabes et craints par les états de la région, bénéficierait d'une défaite de Saddam Hussein.

Ankara a certes une occasion, estiment ces milieux, de prendre sa revanche après l'humiliation de l'éclatement de l'empire ottoman mais sa principale préoccupation reste européenne. Téhéran, contrairement à la Turquie qui se veut laïque, joue à fond la carte de l'Islam et multiplie les contacts avec les Arabes.

Personne ne se fait toutefois beaucoup d'illusions sur la possibilité de la création d'un état kurde, comme cela avait été le cas pendant l'éphémère république du Kurdistan proclamée à Mahabad, dans le nord de l'Iran, entre 1946 et 1947, avec l'aide de l'armée soviétique.

Aucun droit

● Les Kurdes, qui pourraient jouer un rôle sur l'échiquier diplomatique de l'après-guerre du Golfe, sont estimés à 25 millions de personnes, en l'absence de recensement précis.

La Turquie compte de 12 à 15 millions de Kurdes. L'Irak en compterait 4 millions, l'Iran de 6 à 8 et la Syrie 1 million. Une minorité kurde de quelque 300 000 personnes vit en URSS et plusieurs centaines de milliers d'autres travaillent ou sont réfugiées à l'étranger en particulier en Europe.

Originaires depuis des millénaires de régions montagneuses riches en eau ou en pétrole (nord de l'Irak), les deux richesses de la région sur lesquelles ils n'ont aucun droit de regard, les Kurdes n'ont pas encore surmonté le traumatisme des bombardements chimiques irakiens de 1988, pendant la guerre Iran-Irak, notamment à Halabja (Irak), qui avaient fait près de 5 000 victimes.

Les Kurdes sont musulmans sunnites dans leur majorité. Parmi les « trahisons de l'histoire » dont ils ont été victimes, ils citent :

— L'annulation en 1923 à Lausanne du traité de Sévres conclu en 1920 entre les puissances alliées et l'empire ottoman après la Première Guerre mondiale qui préconisait la création d'un Etat kurde.

— Le lâchage par l'Armée Rouge de la république du Kurdistan à Mahabad (nord de l'Iran) en 1947.

— Le traité d'amitié et de coopération soviéto-irakien de 1972, marquant la fin du soutien de l'URSS.

— L'accord d'Alger en 1975 signé par le shah d'Iran et le vice-président irakien de l'époque Saddam Hussein qui s'est traduit par l'arrêt de l'aide logistique de l'Iran et du soutien clandestin de la CIA américaine aux Kurdes irakiens.

DAUPHINE
LIBERE
9 février 1991

La revanche kurde

*Les éternelles victimes de l'histoire
sont l'un des enjeux de la guerre*

Paris. — La guerre qui sévit dans le Golfe Persique va inévitablement, quelle que soit la tournure des événements, redistribuer toutes les cartes au Proche-Orient. Et notamment les « jokers », deux nations sans Etat dont l'avenir dépend de l'issue du conflit.

Les Palestiniens, prisonniers de leurs liens avec l'Irak, ont peu d'atouts dans leur jeu. En revanche, les 25 millions de Kurdes, éparpillés entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, pourraient prendre leur revanche sur l'histoire et devenir un pion stratégique sur l'échiquier de l'après-guerre.

Trahis depuis le début du siècle par tout le monde, réprimés, traqués ou massacrés à la bombe et à l'arme chimique, ils sont aujourd'hui courtisés par tous, parfois en cachette, y compris par Washington, qui voudrait créer un deuxième front à l'intérieur de l'Irak en cas d'affrontements terrestres entre les forces de Bagdad et la coalition alliée.

Saddam Hussein tente de son côté de réorganiser les rares milices kurdes favorables à son régime, et de relancer l'autonomie promise dans les années 1970 qui n'avait finalement été que de pure forme.

La Turquie se dit prête à autoriser à nouveau l'usage de la langue kurde après une interdiction de près de 70 ans, sans pour autant parler d'indépendance ou d'autonomie. Et la Syrie assouplit son attitude vis-à-vis de ses Kurdes, qu'elle a toujours durement traités : plus de 150 000 d'entre eux, privés de la nationalité syrienne, sont considérés comme des apatrides n'ayant aucun droit.

De ces attentions, dont ils ne sont pas dupes, les Kurdes espèrent obtenir des engagements plus durables. Leurs revendications, selon les régions, vont de l'indépendance à l'autonomie. Et, si nul ne se fait trop d'illusions sur la possibilité de voir se créer un véritable Etat, la plupart pensent que la coalition alliée pourrait tenter de promouvoir l'établissement d'une région kurde dans le nord de l'Irak. Mais l'Union est un combat, et tous ne sont pas de cet avis.

A Londres, Hoshyar Zebari, porte-parole du P.D.K. (Parti démocratique du Kurdistan irakien) souligne que le moment « n'est pas venu de passer à l'offensive » et met l'accent sur la lutte pour l'autonomie.

Ce point de vue est partagé par un des chefs historiques de la résistance kurde en Irak, Jallal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (U.P.K.I.), l'autre grand parti politique kurde irakien.

République
du Centre
9 février 1991

Les associations humanitaires plaident la cause des Kurdes

DREUX. — « Il y a une accélération très nette des mesures de reconduite à la frontière qui frappent singulièrement les Kurdes. » Le Comité national de défense des droits démocratiques des travailleurs immigrés (CNDTI) s'est particulièrement penché sur le cas de l'Eure-et-Loir et de Dreux où les cas d'expulsion semblent plus nombreux qu'ailleurs.

Le CNDTI, mais aussi le MRAP, la LCR, le PC, le MPPT, l'association culturelle kurde, relèvent le cas des deux réfugiés, Jisser et Demir, arrêtés la semaine dernière.

Le préfet d'Eure-et-Loir a signifié à leur endroit une mesure de reconduite à la frontière.

« Les propositions que nous avons alors faites au préfet : appeler à l'administration centrale pour qu'elle intervienne, compte tenu des risques encourus par ces Kurdes dans le cas du retour en Turquie et la substitution du pro-

cessus par l'assignation en résidence, n'ont pas été retenus. »

Reste que les deux Kurdes, qui devaient partir mardi matin, sont toujours au centre de rétention du Mesnil-Hamelot, près de Roissy. « Il reste encore une chance », espère le MRAP, qui constate que les associations de défense du droit d'asile ont obtenu gain de cause dans quatre cas en Eure-et-Loir depuis quelques années.

Daniel Moreau, représentant le CNDTI, met de son côté, en valeur les divergences d'appréciation des préfets selon les départements.

« Ce qui est bon en Savoie, ne vaut pas pour l'Eure-et-Loir. Il faut donc donner à ce dossier une dimension nationale. Ces affaires ne peuvent pas se régler au cas par cas. Il faut une solution collective. C'est urgent dans ce climat de guerre. Le retour d'un Kurde, cela signifie : le remettre entre les mains d'une dictature. »

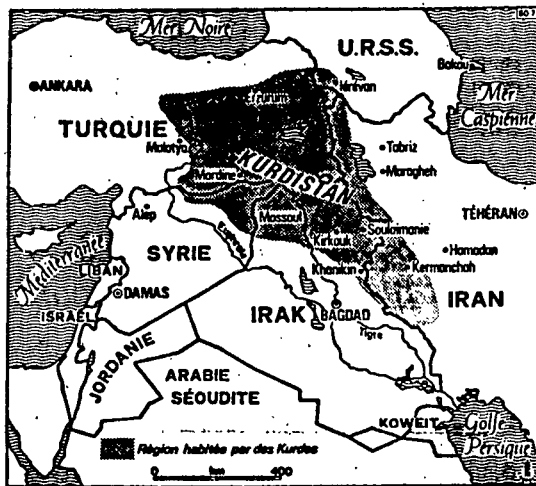
LES KURDES DANS LA TOURMENTE

Ballottés par l'histoire, ils sont 25 millions, éparpillés entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Ils pourraient devenir un pion important sur l'échiquier de l'après-guerre du Golfe.

Trahis depuis le début du siècle par tout le monde, réprimés, traqués ou massacrés à la bombe et à l'arme chimique, ils sont aujourd'hui courtisés par tous, parfois en cachette, y compris par Washington. Les Américains aimeraient, semble-t-il, créer un deuxième front à l'intérieur de l'Irak en cas d'affrontements terrestres entre les forces de Bagdad et celles de la coalition alliée.

Saddam Hussein, lui, tente de réorganiser des milices kurdes favorables à son régime et de relancer l'autonomie promise dans les années 1970 qui n'avait finalement été que de pure forme. La Turquie se dit prête à autoriser à nouveau l'usage de la langue kurde après une interdiction de près de 70 ans, sans pour autant parler d'indépendance ou d'autonomie. Damas, selon des témoins de passage en Syrie, assouplit son attitude vis-à-vis de ses Kurdes bien que plus de 150.000 personnes restent toujours privées de la nationalité syrienne et sont considérées comme des apatrides n'ayant aucun droit.

Interrogé à Londres, Hoshiyar Zebari, porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), souligne que le moment "n'est pas venu de passer à l'offensive" et met l'accent sur la lutte pour l'autonomie. Ce point de vue est partagé par un des chefs historiques de la résistance kurde en Irak, Jalal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak: selon lui, plusieurs milliers de partisans kurdes réfugiés en Iran sont retournés en Irak depuis le début de la guerre



Un peuple éclaté

du Golfe mais ils ne vont pas passer tout de suite à l'action. "Nous ne voulons pas être manipulés encore une fois pour faire ensuite les frais des accords entre les puissances régionales", explique le leader de l'UPKI.

Les partis kurdes irakiens ont adhéré à une plateforme politique adoptée fin décembre par l'opposition irakienne en exil pour le renversement du régime de Saddam Hussein mais depuis le déclenchement des combats le 17 janvier, le PDK en particulier garde un profil bas. Les Kurdes contactés en Europe parlent d'une coopération informelle, en particulier, parmi les jeunes qui voudraient à terme surmonter les clivages qui ont divisés les différents mouvements pour se consacrer à la lutte en faveur du peuple kurde en général.

Le Parti démocratique du Kurdistan iranien, en revanche, se pour le moment à l'intérieur de l'Iran. Son représentant à Paris, M.

VICTIMES DE L'HISTOIRE

Les Kurdes qui pourraient jouer un rôle sur l'échiquier diplomatique de l'après-guerre du Golfe sont estimés à 25 millions de personnes, en l'absence de recensement précis. Ils sont de 12 à 15 millions en Turquie, soit près du quart de la population. L'Irak en compterait quatre millions, l'Iran de 6 à 8 et la Syrie un million. Une minorité kurde de quelque 300.000 personnes vit en URSS et plusieurs centaines de milliers d'autres travaillent ou sont réfugiés à l'étranger en particulier en Europe.

Originaires depuis des millénaires de régions montagneuses riches en eau ou en pétrole, les deux richesses de la région sur lesquelles ils n'ont aucun droit de regard, les Kurdes restent prudents et n'ont pas encore surmonté le

traumatisme des bombardements chimiques irakiens de 1988, pendant la guerre Iran-Irak, notamment à Halabja en Irak, où 5.000 personnes ont été victimes de la folie meurtrière de Saddam Hussein. Descendants des Mèdes de l'Antiquité, de la même famille indo-européenne que les Perses et les Afghans, les Kurdes sont musulmans sunnites dans leur majorité.

Abdellahi, parle de "guérilla totale", pour obtenir l'autonomie, contre la "guerre sainte" déclenchée contre les Kurdes par les ayatollahs de Téhéran. Seuls les mouvements kurdes de Turquie restent officiellement indépendantistes car, expliquent-ils, ils ont à faire face à une énorme machine militaire qui ne leur a jamais accordé le moindre droit. Les spéculations vont bon train dans les milieux diplomatiques occidentaux et kurdes de l'étranger sur le fait de savoir qui de la Turquie ou de l'Iran, tous deux pays non arabes et craints par les Etats de la région, bénéficierait d'une défaite de Saddam Hussein dans le cas où le gendarme

américain plierait bagage après la libération du Koweït. Ankara a certes une occasion de prendre sa revanche après l'humiliation de l'éclatement de l'empire ottoman mais sa principale préoccupation reste européenne. Téhéran, contrairement à la Turquie qui se veut laïque, joue à fond la carte de l'Islam et multiplie les contacts avec les Arabes.

Personne ne se fait toutefois beaucoup d'illusions sur la possibilité de la création d'un Etat kurde comme cela avait le cas pendant l'éphémère République du Kurdistan proclamée à Mahabad dans le nord de l'Iran entre 1946 et 1947 avec l'aide de l'armée soviétique.

de l'histoire" dont ils ont été victimes ils citent: - l'annulation en 1923 à Lausanne du traité de Sèvres conclu en 1920 entre les puissances alliées et l'empire ottoman après la première guerre mondiale qui préconisait la création d'un Etat kurde;

- le lâchage par l'Armée Rouge de la République du Kurdistan à Mahabad (nord de l'Iran) en 1947;

- le traité d'amitié et de coopération soviéto-irakien de 1972, marquant la fin du soutien de l'URSS;

- l'accord d'Alger en 1975 signé par le Shah d'Iran et le vice-président irakien de l'époque Saddam Hussein qui s'est traduit par l'arrêt de l'aide logistique de l'Iran et du soutien clandestin de la CIA américaine aux Kurdes irakiens.

Hohe Geldstrafen für die Veröffentlichung kurdischer Texte

Kritik an dem Gesetzentwurf der türkischen Regierung / „Halbherziger Schritt“ / Von Anke Weig

ANKARA, 7. Februar. Als „Augenwischerei“ bezeichnet die türkische Menschenrechtsorganisation den jetzt von der Regierung in Ankara vorgelegten Gesetzentwurf, mit dem das Verbot, Kurdisch zu sprechen, gelockert werden soll. Sie kritisiert, die Ankündigung der Regierung, sie wolle den etwa zwölf Millionen Kurden in der Türkei größere kulturelle Freiheiten gewähren, habe sich als „unseriöse diplomatische Geste“ erwiesen. Kurdische Parlamentarier aus dem Südosten der Türkei bedauern, in dem Gesetz komme die Bezeichnung „Kurde“ nicht ein einziges Mal vor. Als „halbherzig“ wird der „Gesetzentwurf zur Benutzung des Türkischen als Amtssprache“ von der türkischen Öffentlichkeit angesehen. Der kleine Schritt zur Liberalisierung hat in der Fraktion der regierenden Mutterlandspartei (Anap) zu heftigen Auseinandersetzungen geführt. Der kurdische Abgeordnete Nurettin Yilmaz aus dem südostanatolischen Mardin mußte sich von seinen Parteifreunden als „Provokateur“ und „Separatist“ beschimpfen lassen. Der bezeichnete seine Gegner als „Chauvinisten, ja Faschisten“.

Der neue Gesetzentwurf schreibt die Türkische nicht mehr wie bisher realitätsfremd als „Muttersprache“, sondern nur noch als „Amtssprache“ vor. Das zumindest erscheint als Fortschritt, wenn auch die Gelegenheiten, bei denen die Menschen ihre Muttersprache sprechen dürfen, weiterhin deutlich beschnitten sind. Im Grunde bleibt der Gebrauch der kurdischen Sprache auf den privaten Bereich beschränkt. Neu ist, daß das Singen kurdischer Lieder und der Vertrieb von kurdischen Schallplatten sowie von Ton- und Video-Kassetten nicht mehr bestraft werden sollen. Wer dagegen kurdische Texte veröffentlicht, muß mit einer Geldstrafe in Höhe von umgerechnet 12 000 bis 25 000 DM rechnen.

Geldstrafen

Unter Strafe gestellt werden auch in kurdisch abgegebene Anfragen und Anträge bei öffentlichen Institutionen. Wer es wagt, sich in einer anderen Sprache als der türkischen an Behörden zu wenden, kann mit einer Geldstrafe von 1000 bis 2500 DM belangt werden; Beamte, die kurdische Anträge annehmen, werden nicht nur entlassen, sondern müssen obendrein 2500 bis 5000 DM Bußgeld zahlen. Das entspricht etwa drei bis sechs Monatsgehältern.

Noch drastischer fallen die Strafen aus, wenn Unterricht in einer anderen Sprache als der türkischen erteilt wird: Mit einer Haftstrafe von sechs Monaten bis zu zwei Jahren und 12 000 bis 25 000 DM Bußgeld muß rechnen, wer das Kurdische in Schulen benutzt, mit einer Haftstrafe von einem halben bis zu einem Jahr und 1000 bis 5000 DM Strafe, wer bei Demonstrationen oder Versammlungen Kurdisch spricht oder kurdische Plakate, Zettel und Schilder aufhängt.

Der Gesetzentwurf sei „völlig absurd“, sagt der kurdische Abgeordnete Nurettin Yilmaz: Man dürfe jetzt zwar kurdische Lieder singen, das Aufschreiben der Liedtexte aber sei weiter verboten. Wie solle sich denn, so fragt er, eine kurdische Mutter im äußersten Südosten der Türkei verhalten, wenn sie ihr krankes Kind zu einer der staatlichen Gesundheitsstationen bringe und den Antrag auf Untersuchung nur in Kurdisch formulieren könne?

Die Gegner der Gesetzesreform fürchten, bei Zulassung von kurdischen Video-Kassetten könnten einige Kinos nur noch kurdische Filme zeigen. Diese Aussicht scheint sie in Angst und Schrecken zu versetzen. Für viele konservative Politiker der Mutterlandspartei sind und bleiben die Kurden schlichtweg die „Bergtürken“, als die sie der Gründer der Türkischen Republik, Mustafa Kemal Atatürk, bezeichnet hatte, um die junge Türkei 1923 als Nationalstaat zusammenzuhalten. Bis heute sehen die Gegner des Gesetzentwurfs jegliche Bestrebung der Kurden, ihre eigene Sprache und Kultur zu pflegen, als „separatistisch“ an. Schnell wird jedermann, der sich dazu bekennt, Kurde zu sein, mit jenen kurdischen Terrororganisationen in Verbindung gebracht, die tatsächlich einen eigenen kurdischen Staat fordern.

Nach jahrelanger faktischer Militärherrschaft im Südosten der Türkei sympathisieren zwar immer mehr Kurden mit der

separatistischen Terrorgruppe „Kurdische Arbeiterpartei“ (PKK). Ein Großteil der Bevölkerung aber ist sich durchaus bewußt, daß ein eigenständiger kurdischer Staat kaum Überlebenschancen hätte. „Statt Soldaten sollte uns Ankara besser Lehrer und Ärzte schicken“, fordern die Menschen im Südosten immer wieder. Die meisten hoffen auf die wirtschaftliche und soziale Unterstützung der Regierung, damit der vernachlässigte Südosten der Türkei endlich das Niveau des Westens erreiche, in den die meisten Subventionen und Investitionen fließen.

„Zeichen setzen“

Kenner der Situation in Südostanatolien sind überzeugt, die Regierung in Ankara müsse separatistische Strömungen unter den türkischen Kurden um so weniger fürchten, je mehr Freiheiten sie ihnen gewähre. So sehe es auch Staatspräsident Özal, heißt es. Özal ist mütterlicherseits kurdischer Abstammung und versteht die kurdische Sprache. Die Türkei müsse „gegenüber Europa Zeichen setzen“, argumentiert das Staatsoberhaupt, offenbar aufgeschreckt von den Gruppen irakischer Kurden, die sich zur Zeit in England, Australien und den Vereinigten Staaten organisieren. 21 verschiedene Gruppen, kommunistische und fundamentalistische, haben sich dort zusammengeschlossen, um nach der erwarteten Niederlage des Irak im Golfkrieg einen eigenen Staat zu gründen. Das aber will Özal mit allen Mitteln verhindern. Für seinen früheren Außenminister, Mesut Yilmaz, wäre ein eigenständiger Kurdenstaat im irakischen Norden sogar ein Grund für ein militärisches Einschreiten der Türkei. Von einem Großteil der türkischen Politiker würde ein Staat mit Namen Kurdistan als „akute Bedrohung“ angesehen. Schließlich leben in Südostanatolien zwei- bis dreimal so viele Kurden wie im Irak.

So hat Staatspräsident Özal ein Modell entwickelt, das er hofft, nach Kriegsende am Verhandlungstisch durchzusetzen: Wenn die vier bis sechs Millionen Kurden im Irak größere Autonomie, möglicherweise in Form eines eigenen Bundesstaates, erhielten, müßte dieses Recht auch den im Irak lebenden 200 000 bis 250 000 Turkmenen eingeräumt werden. Die Türkei solle dann die Rolle des „Schutzpatrons“ über diese beiden nichtarabischen Bevölkerungsgruppen übernehmen, ließ Özal in letzter Zeit durchblicken.

Fundsache

„Wir sind seit 125 Jahren unerbittlich an der Spaltung.“

Wolfgang Roth, stellvertretender SPD-Fraktionsvorsitzender im Bundestag, über allerlei Gerüchte, die sich um die SPD, den Golfkrieg, den Bündnisfall und die Einheit der Partei drehen.

KURDES : UN PEUPLE TROIS FOIS DÉCHIRÉ

Vingt-cinq millions de Kurdes sont directement concernés par le conflit en cours. A l'heure où l'on invoque le respect du droit international, verront-ils s'ouvrir enfin la porte de l'autodétermination ?

Il y a sans doute déjà des milliers de morts au Kurdistan d'Irak. Le pays est dans le noir, la centrale d'électricité de Kirkuk a été détruite, des centaines de milliers de réfugiés sont montés des villes du sud, de Bagdad, Bassorah. Des quartiers d'habitation et des villages sont bombardés par des B 52 et les F111 en quête de « cibles stratégiques ». Les F111 américains décollent entre autres lieux d'en face : du Kurdistan de Turquie, de la base d'Içirlik.

Depuis 1975, le pays kurde est coupé par un véritable no-man's land de trente kilomètres de large à la frontière entre les deux pays. Saddam Hussein systématise sa politique de destruction à partir de 1987. Plus de deux mille villages sont détruits, cent quarante mille personnes déportées. On estime à huit mille le nombre de combattants du Front uni du Kurdistan irakien exécutés ou abattus. Hormis quelques hameaux isolés situés dans les réduits montagneux, il ne reste plus un village debout.

En 1988, des villes comme Dakan (50 000 habitants), Qala Diza (80 000 habitants), Halabja (22 000) ont été évacuées et détruites, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants gazés à l'aide de produits fournis par les puissances occidentales. Les villes rescapées — menacées par les bombardements alliés aujourd'hui ! — et les camps de déportation regroupaient avant le début de la guerre, selon les sources, entre un et deux millions de personnes. Deux cent mille réfugiés vivent dans des camps en Turquie, en Iran ou au Pakistan.

« Nous disions depuis des années, me dit Ahmad, militant de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak, que Saddam est capable de tout. C'est en quelque sorte un Mesrine, il se battra jusqu'à la

dernière balle dans la rue. » Pour Ahmad. « le problème n'est pas "guerre" ou "pas guerre", mais plutôt : peut-on résoudre le problème Saddam sans la guerre ? »

« Régler le problème par une intervention militaire : nous ne pouvons refuser cette ultime solution », estime Bayar, porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak. Un parti pacifiste, nationaliste, contre la guerre, contre la violence, « mais nous défendons le droit à l'existence du peuple kurde et nous n'avons pas eu le choix des armes. »

Prêts à prendre la relève

Les deux principaux partis kurdes irakiens viennent de s'allier avec les chiites proches de Téhéran, les baasistes pro-syriens, les nationalistes pro-égyptiens, le Parti communiste, bref toutes les forces possibles de l'opposition irakienne, vingt-sept organisations et partis en tout. Ils ont constitué un gouvernement qui serait prêt à prendre la relève du régime de Saddam Hussein, si les « alliés » l'abattent. Ils s'appuient déjà sur des milliers de Peshmergas. Les combattants kurdes exilés ont regagné leur pays ces dernières semaines, renforcés de dizaines de milliers de déserteurs de l'armée de Bagdad, selon l'Union patriotique du Kurdistan.

Mais Bayar qui n'a pas « d'illusion sur les projets des puissances impérialistes » s'oppose à ce que « les troupes étrangères s'établissent dans la région. Elles ne sont pas venues là dans l'intérêt des peuples, mais pour les champs de pétrole. »

« Si les Américains veulent la tête de

Saddam, reprend Ahmad, toutes les perspectives nous sont ouvertes. Nous pouvons lever en quelques jours une armée de cent à deux cent mille personnes. » La question kurde sera « incontournable après guerre, nous sommes le tiers de la population en Irak et si nous n'avions pas la force d'abattre Saddam, le pays ne peut être, après lui, reconstruit sans nous ou contre nous. Mais nous ne sommes pas alliés aux alliés, insiste-t-il. Nous n'avons passé d'accord avec personne. »

Si les Kurdes d'Irak estiment que la guerre peut favoriser leur lutte, ceux de Turquie redoutent qu'elle renforce encore la répression du gouvernement d'Ankara à leur égard. En cas de « victoire » celui-ci ferait partie des vainqueurs et les Kurdes irakiens n'ont aucune grâce à attendre. « Nous n'accepterons pas d'Etat kurde séparé, déclare le président de la République turque, Turgut Özal dans le Figaro du 1^{er} février. Je ne pense pas que l'Iran ou la Syrie soient réellement intéressés par l'émergence d'un Etat kurde à leur porte. »

Azad Hogir, porte-parole du Front national de libération du Kurdistan de Turquie, me montre la lettre justifiant la suspension des obligations « de la convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales » au Kurdistan, adressée par le régime d'Ankara au conseil général de l'Europe, le 23 août 1990. Depuis avril 1990, les mesures se sont succédées : censure de la presse, interdiction du droit de grève. Deux cent cinquante villages environ ont été détruits, brûlés, leurs habitants déportés.

« Turgut Özal profite de l'intervention de l'armada US pour renforcer ses liens avec l'Occident, acquérir de nou-

Michel Artault-Gamma



Une grand-mère kurde et son petit enfant à la frontière irako-iraniennne
Pour écraser l'Irak, l'Occident veut normaliser ses relations avec l'Iran

veaux matériels militaires et justifier sa politique d'écrasement de notre lutte pour l'indépendance nationale », m'explique Azad Hogir. Trois millions d'habitants ont fui devant la militarisation accrue des grandes villes de la région. Des manifestations contre la guerre ont pourtant rassemblé des dizaines de milliers de personnes dans les rues des grandes villes du Kurdistan le 25 janvier après la prière du Vendredi. A Batman, Tatvan ou Bingol. La mobilisation populaire reste forte dans la région.

L'intifada kurde

On a peu entendu parler dans les pays occidentaux de l'« Intifada kurde » du printemps 1990, test grandeur nature de la popularité de la lutte de libération en terre « ottomane ». Le 15 mars, la police tire sur la foule qui assistait à Nusaybin à l'enterrement de militants du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, abattus par les « forces spéciales ». Un enfant est tué. Les manifestants ripostent à coup de pierres. Le « soulèvement » touchera dix-sept districts du nord-ouest du pays. Un million de personnes environ y participent à un moment ou un autre. « 95 %

des habitants soutiennent le PKK, déclarera le maire de Nusaybin. Fortement contesté au début des années quatre-vingt pour son recours à la lutte armée, ce parti a conquis aujourd'hui une forte audience populaire, en insistant sur la dimension "démocratique" de sa lutte pour l'« indépendance du Kurdistan ». »

La Fédération internationale des droits de l'homme qualifie de « symétriques » les méthodes de répression à l'œuvre à l'égard des minorités kurdes d'Irak et de Turquie. Un exemple parmi tant d'autres, le 26 novembre 1989, les unités spéciales de l'armée turque arrêtent trente villageois dans le district de Yuksekova, en collaboration avec les chefs de tribus. On retrouve plus tard vingt-huit cadavres, douze enfants, six femmes et dix hommes. Seule une femme et son enfant échappent au massacre. Les deux familles victimes de ce carnage avaient refusé de devenir des « protecteurs de villages », les supplétifs locaux des « forces spéciales ». Il s'agissait de les punir pour l'exemple.

Comme toujours ce sont les « séparatistes » du Front de libération, qui ont été soupçonnés, note la Fédération internationale des Droits de l'Homme. Mais le super préfet ne laissa aucun journaliste pénétrer sur le lieu du carnage. Un massacre identique se serait

produit dans la nuit du 9 au 10 juin 1990 à Cevrimli, rapporte l'Association de soutien aux prisonniers politiques et aux familles des martyrs du Kurdistan, siégeant à Genève.

Le droit de parler la langue kurde dans les lieux publics vient d'être accordé par le gouvernement Özal. C'est une tentative de réponse à la résistance d'un peuple qui, de toute façon parlait kurde, évidemment. Mais cette mesure peut être également un moyen d'assurer ses prétentions quant à l'annexion du Kurdistan d'Irak, dont les provinces de Mossoul et de Kirkuk renferment les puits de pétrole parmi les plus riches du Moyen-Orient. Ces deux villes faisaient partie de l'empire ottoman avant d'être attribuées à l'Irak sous mandat britannique, au lendemain de la Première Guerre mondiale.

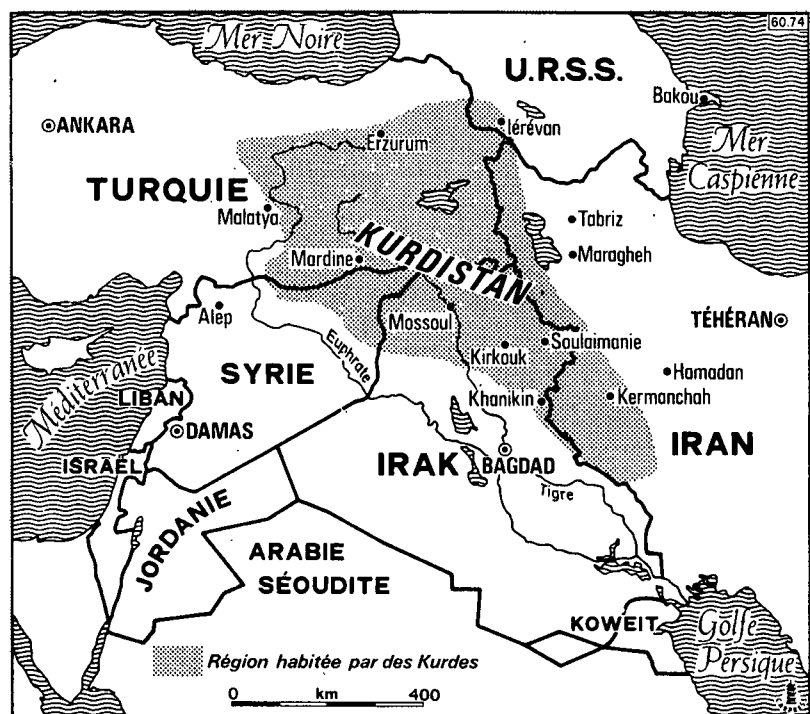
« Rafsandjani fait ce qu'il veut »

« Nous sommes par principe contre toute annexion, mais comment peut-on se mobiliser ainsi pour une famille d'Emirs ? », conclut quant à lui Azad, porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, l'animateur de la lutte des Kurdes depuis l'après-guerre contre le Shah, contre Khomeiny, puis contre Rafsandjani aujourd'hui. « L'Occident est encore en train de faire une erreur énorme. Ne comprend-il pas la haine qu'il a accumulée dans les cœurs des Arabes à mesure qu'il a rassemblé vaisseaux, tanks et troupes sur les eaux et les sables du Golfe ? Pour écraser l'Irak, l'Occident veut normaliser ses relations avec l'Iran. Il permet au régime Rafsandjani de faire ce qu'il veut avec les Kurdes. On oublie tous ses crimes. »

Les Kurdes ont participé à la révolution iranienne, il y a plus de dix ans déjà. Puis Khomeiny a rejeté leur revendication à l'autonomie et déclaré la guerre sainte contre eux, justifiant le massacre des enfants, des femmes et des hommes. Trois mille bases militaires ont été installées au Kurdistan d'Iran. Cinq mille Peshmergas sont morts au combat, cinquante mille civils ont été tués. Les Kurdes d'Iran étaient contre la guerre qui vient de se déclencher, ils espèrent aujourd'hui qu'elle déblocquera au moins la situation en ce qui les concerne.

Ils revendiquent la tenue d'une conférence internationale qui traiterait l'intégralité des problèmes de la région avec

LE KURDISTAN



Les Kurdes sont quatre millions en Irak, six en Iran, quatorze en Turquie, un million en Syrie et quelques centaines de milliers en URSS. Les frontières qui partagent actuellement le Kurdistan ont été taillées en plein cœur de la nation kurde en 1923. Le traité de Lausanne signé entre les puissances occidentales et l'Etat turc annulait le traité de Sévres. Celui-ci préconisait trois ans plus tôt la création d'un Etat kurde, mais ne fut jamais appliqué, Atatürk s'y opposant farouchement.

les représentants du peuple palestinien, comme avec ceux du peuple kurde. « Nous n'avons peut-être jamais été si forts, me dit Azad. Le Kurdistan est le dernier bastion de la liberté en Iran. »

« Il nous faut poser la question kurde dans toute sa dimension, poser le problème de vingt-cinq millions d'hommes et de femmes qui constituent une nation avec le droit à l'autodétermination », rappelait Abdullah. R. Ghassemlou, héros du peuple kurde, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran avant son assassinat en 1988 à Vienne par les sbires de Rafsandjani. Tous partagent cette farouche volonté. On peut même comprendre la haine des Kurdes d'Irak qui les conduit à voir dans la guerre en cours l'ultime moyen d'abattre une dictature sanguinaire. Ils ont toutes les

chances pourtant, la guerre finie, d'être encore une fois ignorés par les vainqueurs.

L'accès des Kurdes à leur indépendance bouleverserait tellement les frontières du Moyen-Orient, qu'il y a de quoi entretenir le silence des pays occidentaux. Ils sont venus là pour maintenir les frontières existantes et l'ordre pétrolier ! Mais les Kurdes étaient présents dans la région depuis trois siècles avant Jésus-Christ. Sans tomber dans des spéculations parfaitement gratuites quant aux chances de victoire d'une nation qui fait face à trois guerres, on n'a pas fini d'entendre parler de leur lutte de libération dans les années qui viennent.

Michel VERRIER

Marseillaise 9 février 1991

RÉFUGIÉS PAUVRES ET EXILÉS DE LUXE

Le magazine "52 sur la Une" proposera, le 15 février, sur TFI, "Les réfugiés de Saddam". Pour ce reportage, le producteur Jean Bertolino a dépêché deux de ses journalistes.

Ainsi Francine Buchi présentera-t-elle, les "réfugiés de l'oubli", quelques-uns de ces Kurdes d'Irak, décimés par les bombes chimiques lancées par le calife de Bagdad, en 1987. Ce massacre devait détruire 3.500 des 5.086 villages du Kurdistan irakien ! Des centaines de milliers de Kurdes se sont alors réfugiés en Turquie et quelques centaines ont été accueillis par la France.

Quant à Denis Vincenti, il a enquêté sur les "exilés de l'opulence", ces 500 Koweïti qui ont fui leur pays depuis l'invasion et vivent actuellement sur la Côte-d'Azur.

L'Union 9 février 1991

Les réfugiés de Saddam

Le magazine "52 sur la Une" proposera, le 15 février, sur TFI, "Les réfugiés de Saddam". Pour ce reportage, le producteur Jean Bertolino a dépêché deux de ses journalistes. Ainsi Francine Buchi présentera-t-elle, les "réfugiés de l'oubli", quelques-uns de ces Kurdes d'Irak, décimés par les bombes chimiques lancées par le calife de Bagdad, en 1987.

Ce massacre devait détruire 3.500 des 5.086 villages du Kurdistan irakien ! Des centaines de milliers de Kurdes se sont alors réfugiés en Turquie et quelques centaines ont été accueillis par la France.

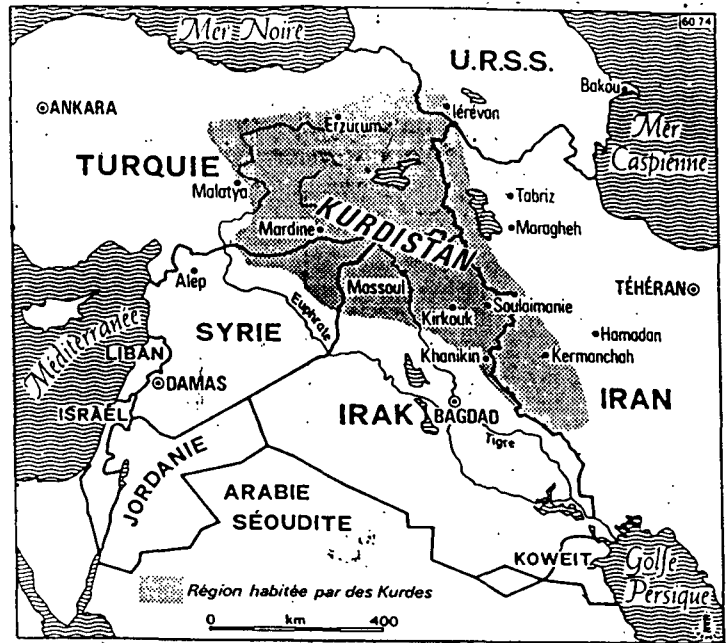
Quant à Denis Vincenti, il a enquêté sur les "exilés de l'opulence", ces 500 Koweïti qui ont fui leur pays depuis l'invasion

El Watan, 10 février 1991

Y aura-t-il une République kurde ?

PETIT à petit, injectant à petites doses à l'opinion mondiale, par le canal des médias, l'existence et les souffrances de ce peuple kurde, que la guerre du Golfe a déterrée de l'oubli, il semble que les nations coalisées contre l'Irak sont en train de nous préparer une de ces parodies dont seule l'Histoire a le secret. Pour les 25 millions de Kurdes disséminés entre les quatre pays que sont l'Iran l'Irak, la Turquie et la Syrie, il ne fait plus aucun doute que si l'actuel conflit ne peut leur assurer une existence légalisée selon le schéma d'un démembrement de la région dans la période de l'après-guerre, c'est que pour des décennies encore, ils seront les "souffre-douleurs" qu'ils n'ont cessé d'être depuis 1920. Cette année-là aura été la seule occasion où une république kurde vit réellement le jour sous la haute bienveillance des Etats sortis vainqueur de la Première Guerre mondiale mais un nouveau partage de la région entre les Français et les Britanniques fit d'eux une communauté écartelée entre quatre pays dont la moitié se trouve en Turquie, sans possibilité de communiquer entre eux et surtout souvent opposés dans des conflits locaux. Disséminés le long des frontières, les Kurdes ont longtemps été des motifs d'inquiétude aux pouvoirs de ces pays qui les ont réprimés, parfois durement, sous les yeux consentants de l'Occident. Mais depuis le début de la guerre du Golfe qui a dévoilé

La Turquie qui renferme en son sein la plus grande partie de cette communauté vient de



reconnaître officiellement, depuis 65 ans, l'usage de la langue kurde dans les lieux publics. Cette décision peut laisser perplexe ceux qui connaissent les animosités liant la minorité opprimée aux Turques et appelle nombre d'interrogations dont la plus importante est, à notre sens, celle-ci : la Turquie, en reconnaissant l'existence sur son territoire d'un peuple pseudo-turc, se place-t-elle d'ores et déjà dans la perspective d'un démembrement de l'Irak, donnant à la minorité raciale une partie de ce pays ?

Comment expliquer un tel comportement de la Turquie officielle lorsque les Kurdes voués aux gémonies depuis des dizaines d'années, se voient aujourd'hui "offrir" l'occasion d'exprimer leur "différence" dans les lieux publics, alors que ces attitudes étaient réprimées par le code pénal et pouvaient valoir des amendes et même des peines de prison à leurs auteurs.

En préparant l'après-guerre comme le laissent entendre les milieux occidentaux qui ne font aucun doute sur l'issue du conflit, la question kurde va-t-elle s'imposer comme une manœuvre politique visant à affaiblir davantage l'Irak en le dépossédant de ses provinces du Nord-Ouest et récompenser ainsi la Syrie, la Turquie et l'Iran en les délestant de leur fardeau encombrant ?

O. KHAROUM

E i curdi mandano a dire: «Senza di noi pace impossibile»

■ PARIGI. Dal 2 agosto scorso non risultano più agli atti. Fino a quella data erano abbondantemente citati, soprattutto dopo che le televisioni di tutto il mondo avevano mostrato il massacro della città di Halabja nel marzo dell'88, ammucchiati di corpi gasati dagli aerei iracheni. Donne, vecchi, bambini freddati un mattino di sole da prodotti chimici invisibili e perfetti, forniti dai tedeschi e dagli italiani. Da cinquemila a dodicimila morti, che per una volta finirono sulle prime pagine dei giornali. Ma dalla metà degli anni '70, da quando cioè Saddam Hussein è il padrone dell'Irak, i curdi uccisi ammontano a circa 200mila. Di essi, almeno 40mila sono stati vittime dei gas, in obbedienza a un genocidio programmato e realizzato. Poi se ne parlò di tanto in tanto, più che altro per dimostrare la ferocia di Saddam. Ma dal 2 agosto 1990 i curdi sono stati ricacciati nei meandri oscuri della storia. Eppure si trovano lì, in prima linea. Compongono quasi il 30 per cento dell'intera popolazione irachena, sul loro territorio si trova il 70 per cento delle riserve petrolifere del paese. Il Kurdistan era il giardino dell'Irak, il suo granaio fertile e generoso: ora, reso arido dalle deportazioni, è una landa desolata. Nessuno ha sostituito i curdi nell'agricoltura. È per questo che Saddam importava pomodori dalla Bulgaria e contadini dall'Egitto, piuttosto che lasciare i curdi sulla loro terra. Fino al 2 agosto figuravano nel 'carnet' delle buone intenzioni di molte democrazie. Ora che c'è la guerra, paradossalmente, non esistono più. Non ne hanno parlato le piattaforme diplomatiche americane, né quelle francesi, né quelle delle Nazioni Unite. Si sono evocati il problema palestinese, quello israelo-arabo, quello libanese. Ma i curdi no, al tavolo della pace saranno ancora una volta il convidato di pietra. L'omertà internazionale li strangola, così come Saddam li interna, li deporta o li elimina fisicamente. Combattono il regime irakeno da vent'anni, ma dall'agosto scorso le loro armi, che non sono trascurabili, tacciono. Non hanno aperto un fronte interno, che avrebbe potuto minare Sad-

Ancora una volta, come accadde nel corso della guerra tra Irak e Iran, i curdi sono le vittime sacrificali di un conflitto che li riguarda direttamente ma i cui protagonisti non li tengono in conto. Tantomeno gli «alleati» che si oppongono a Saddam: li hanno barattati in cambio dell'appoggio turco. In Irak

i curdi internati nei «campi» sono due milioni. A colloquio con Kendal Nezan, presidente dell'Istituto curdo di Parigi. «Le grandi potenze non muovono un dito per noi. Hanno accettato il veto della Turchia in cambio dell'appoggio militare alla coalizione antirachena».

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

GIANNI MARILLI

dam anche più dei bombardamenti americani. Perché? «Gli alleati - ci dice Kendal Nezan, presidente dell'Istituto curdo di Parigi, punto di ritrovo nevralgico per la nazione più dispersa del mondo (sono in Siria, Turchia, Irak, Iran e Urss) - non hanno promesso nulla. Non c'è alcuna dichiarazione d'intenti che ci riguarda. I curdi non vogliono essere una forza suppletiva al dispiegamento alleato, non vogliono essere i primi a morire senza avere un minimo di prospettiva, di garanzia. Le grandi potenze non muovono un dito per noi. Hanno accettato il veto della Turchia. Il governo di Ankara fornisce appoggio logistico e militare alla coalizione antirachena, ma ha chiesto che il problema curdo rimanga fuori dalla porta. Il fatto è che in Turchia siamo 12 milioni». L'ordine delle priorità è impietoso: la sconfitta di Saddam passa attraverso il sacrificio dei curdi. Ma quella stessa sconfitta non è anche la prima condizione per la nascita di un'autonomia curda? Risponde Kendal, duro e amaro: «Infatti, l'unica speranza che abbiamo è che Saddam venga eliminato. Per noi è vitale: con Saddam tra cinque, sei anni non ci saranno più curdi. Porterà a termine il genocidio, la dispersione e la soppressione di un popolo che in Irak conta quasi cinque milioni di persone, su una popolazione che non raggiunge i venti milioni. Mezzo milione dei nostri sono profughi in Iran, e ben due milioni sono internati nei campi irakeni». Due milioni, signor Kendal? «Lo confermo, due milioni. In gran parte contadini martirizzati, ridotti alla disperazione. In quei campi è vietata ogni attività economica, non ci sono strutture educative, l'acqua è razionata, le epidemie in agguato. L'eliminazione di Saddam non ci da-

rà forse una patria, ma consentirà al popolo di sopravvivere. Per questo la nostra gente spera nella caduta di Saddam, per il minimo obiettivo vitale».

All'Istituto di Parigi arrivano informazioni dal Kurdistan ogni due giorni. Parlano di bombardamenti intensivi su caserme, installazioni industriali, raffinerie, sedi del partito Baas, reti di comunicazioni viarie, piste aeree. Le vittime civili sarebbero contenute, circa duecento nell'intera regione. Gli informatori segnalano un dato curioso: almeno una cinquantina sarebbero i bombardamenti su postazioni militari abbandonate da venti, trent'anni. Segno che le carte di cui dispongono gli alleati sono vecchie e superate. La regione, spiega Kendal, è un'enclave inaccessibile, che Saddam ha ulteriormente isolato e spopolato. È lì che sono sorti i campi di internamento, è lì che si consuma un grande disastro ecologico: il deserto che si rimangia terre coltivate da secoli, che rinsecchisce quella che fu la regione più ricca del paese. Fu per questo, del resto, che gli inglesi l'avevano annessa all'Irak nel '25, benché un'inchiesta della Società delle Nazioni avesse appurato che i sette ottavi della popolazione fossero favorevoli ad un Kurdistan indipendente. Ma il Kurdistan era ricco di petrolio, come il Kuwait. Ambedue oggi sono le vittime di Saddam Hussein. «Solo che noi - distingue Kendal - siamo le vittime povere. Non siamo profughi sulla Costa Azzurra. Proprio sul piano del diritto gli alleati sono ipocriti. Se fossero sinceri dovrebbero organizzare un referendum nel Kurdistan. Negli anni 20 la Società delle Nazioni promise ai curdi un regime di autonomia, che il governo irakeno immediatamente negò. Come

vede il nostro credito risale indietro nel tempo. Siamo un focolaio di crisi perenne, il problema curdo non può essere accantonato e rinviato per sempre. Non è un problema locale. Se non figureremo nella Yalta del dopoguerra saremo all'origine di altre crisi. Non è una minaccia, è una constatazione. I leader della resistenza curda sono stati ricevuti al Quai d'Orsay e all'Eliseo, «per uno scambio di idee». «La Francia ha preso nota», dice ironico Kendal, prima di sintetizzare le ragioni del genocidio perpetrato da Saddam: «Bisogna conoscere l'ideologia di Saddam, il suo

nazional-socialismo. Vuole unificare il mondo arabo con la forza, per questo ha creato una grande macchina da guerra e eliminato fisicamente gli oppositori. Ma i curdi sono inassimilabili agli arabi. Stanno lì a dimostrarlo tredici secoli di storia e cultura. E soprattutto i curdi sono, per Saddam, un pericolosissimo veicolo di democrazia. I curdi rivendicano il pluralismo poiché è l'unica strada verso l'autonomia. E questo è incompatibile con le mire di Saddam».

Toma spesso nelle parole di Kendal Nezan, inevitabile e amaro, l'accento ai «due pesi e due misure» che utilizzano

le grandi potenze. Ministri e diplomatici sono sfilati per giorni a Gerusalemme, quando Israele ha ricordato le responsabilità occidentali nell'armamento chimico, nucleare e convenzionale di Saddam Hussein. Ma i curdi, quell'armamento, l'hanno sperimentato più di ogni altro, a Halabja e dall'altra parte, verso il confine turco. Eppure nessuno si cura di loro. «Alcune organizzazioni della resistenza curda - dice Kendal - stanno consultando organismi di diritto internazionale per verificare la possibilità di intentare dei processi contro i governi che hanno armato

Saddam, l'italiano e il tedesco in particolare». E ricorda ancora la cifra terribile e unica: 200mila curdi assassinati in Irak dalla metà degli anni '70, decine di migliaia gasati dalle armi chimiche. È per questo che Kendal muove un rimprovero al movimento pacifista, al quale pur guarda con simpatia. «Non dicono con chiarezza chi sia veramente Saddam Hussein. E poi non posso dimenticare che nessuno è mai sceso nelle piazze occidentali quando ci massacravano. Perché due pesi e due misure? Dove sono la morale e la coscienza universale? Perché valgono per il Kuwait e i palestinesi, e non per i curdi?».

Portes fermées pour les Kurdes

Marseillaise

15 février 1991



Samedi dernier, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples devait inaugurer, en mairie, une exposition: «Les Kurdes, une fois encore oubliés de l'histoire» prévue du 9 au 15.

Sur «conseil» de la préfecture, M. le Maire de Bollène a simplement annulé cette exposition. Les res-

ponsables du M.R.A.P. ont été informés le 6 de cette décision, soit trois jours avant l'inauguration.

Samedi soir, une délégation se trouvait devant les portes fermées de la mairie pour expliquer aux visiteurs la situation et éventuellement avoir un contact avec un élu de la majorité municipale ce qui ne put évidem-

ment se faire faute d'interlocuteur.

L'association se pose la question de savoir si le film «Le Troupeau» de Yilmaz Guney, prévu lundi 18 et mardi 19 au Clap, ne sera pas lui aussi annulé, de même que l'exposition de peintres kurdes qui devrait se tenir à partir de samedi...

A. B.

A. F. P. — A. F. P. — A. F. P. — A. F. P. — A. F. P. — A. F. P.

FR0065 4 I 0251 USA /AFP-UN62

Golfe-USA-Irak

3.000 civils kurdes tués ou blessés en Irak du nord, déclare Masoud Barzani

WASHINGTON, 11 fév (AFP) - Environ 3.000 civils kurdes ont été tués ou blessés par les bombardements de la force multinationale dans le nord de l'Irak, a déclaré le chef de la résistance kurde Masoud Barzani dans une interview publiée lundi dans le Washington Post.

Les Etats-Unis, comme l'Irak, manipulent les chiffres des victimes civiles, a estimé M. Barzani, selon qui le gouvernement irakien a "gelé" toute information sur les pertes militaires.

Les avions américains ont "bombardé à maintes reprises et avec une grande précision" des sites au Kurdistan présumés contenir des mines d'uranium et gardés par des unités spéciales des gardes républicains, a-t-il ajouté.

M. Barzani, interviewé selon le journal "en Iran, près de la frontière avec l'Irak", a encore indiqué que les bombardements alliés avaient surtout touché des objectifs stratégiques, mais qu'ils avaient également frappé une raffinerie de sucre, des usines textiles, une usine de fabrication de ciment et des bâtiments gouvernementaux de province.

"Nous avons des preuves que la force multinationale n'a pas visé des zones résidentielles", a-t-il dit.

M. Barzani a ajouté que 300 kurdes rassemblés dans un camp de concentration à Harir (à l'est de Erbil) avait été tués ou blessés, lors d'un bombardement américain sur une base d'hélicoptères irakienne établie "exprès" au milieu du camp habité par des milliers de kurdes.

gdv/vr

AFP 110819 FEV 91

La Montagne, 11 février 1991

Danielle Mitterrand : **« Pour les Droits de l'Homme »**

PARIS. - L'épouse du président de la République, Danielle Mitterrand, a estimé que le combat pour la libération du Koweït était « un combat pour les droits de l'homme, les droits des peuples » et que la guerre était nécessaire dès lors que « les cartes de paix » avaient été « toutes épuisées ».

Mme Mitterrand, qui était l'invitée de FR3 en sa qualité de présidente de la Fondation France-Libertés, a déclaré qu'il était devenu nécessaire d'« arrêter la propension des dirigeants de l'Irak. Après le Koweït, cela aurait pu être l'Arabie Saoudite. (...) Il fallait arrêter cela très vite », a-t-elle ajouté.

Aussi, à son avis, « aujourd'hui il ne faut pas avoir d'état d'âme. Il faut soutenir nos soldats, les préserver d'une baisse de moral et préparer l'avenir, préparer la paix ».

Mme Mitterrand, qui milite depuis plusieurs années pour la reconnaissance de la culture et de l'identité kurdes, et dont la Fondation avait dénoncé l'emploi d'armes chimiques par l'Irak contre les populations kurdes, a souligné que « quand on reçoit les témoignages de telles violations des droits de l'homme (...), d'un tel mépris de la vie d'autrui, on peut ne pas être étonné d'aboutir à une crise comme celle que nous vivons aujourd'hui ».

Caught between a rock and a hard place

John Murray Brown counts the cost of the Gulf crisis from Turkey's Kurdish region

THE DAY war broke out, Ayşe Şevda and four of her nine children became the first Turkish casualties of the Gulf crisis, when they suffocated to death in their one room house in Kurtalan, south-east Turkey.

This pathetic story underlines the panic now running through this Kurdish-speaking region, as people brace themselves for a possible Iraqi chemical attack, blocking out windows with sheets of polythene, fleeing to the mountains, or making a mad rush for the remaining stocks of atropin sulphate, a well-known antidote to mustard gas.

For the Middle East's 20m Kurds, the horrors of chemical warfare are all too familiar. In 1988, some 100,000 Iraqi Kurds fled into Turkey after President Saddam Hussein's most recent use of chemical bombs. But Turkey's 8m Kurds feel caught between a rock and a hard place, dreading a gas attack and yet fearful the government will use the occasion to step up attacks against insurgents of the separatist Kurdish Workers party, PKK, a campaign which has claimed more than 2,000 lives since 1984.

Unlike their Iraqi cousins, Turkey's Kurds see little political gain from the current crisis. Moreover, they feel uncomfortably exposed in the front line. In Şirî, a centre of PKK activity, Dr Ekrem Bilek, the social democrat mayor says his office has just 600 gas masks for a population of 56,000 - a complaint repeated throughout the south-east.

"Even the Palestinians in Israel are given masks," shouted one irate delegate at a local meeting of the People's Labour party - the nearest thing to a party articulating Kurdish concerns in the current political climate.

Last week, the region witnessed some of the country's most violent anti-war protests. One person was killed, when special forces opened fire in Tatvan. Such is the strength of opposition to the war that local deputies of the ruling Motherland Party refused to vote with the government on the recent war powers resolution, thereby giving the go-ahead for the US to mount raids from Turkey and for Turkish troops to be sent into Iraq.

Friday's cabinet decision, lifting a seven-year ban on the use of Kurdish language, while

welcome, was little more than a sop to moderate Kurdish opinion in a bid to head off serious unrest in the region. President Turgut Ozal has warned that Turkey will not countenance an independent Kurdish state in north Iraq, one reason for the massive troop presence in the border area. But he must be equally concerned to prevent a repeat of the widespread civil unrest

Lifting a seven-year ban on the use of the Kurdish language was little more than a sop to moderate Kurdish opinion to head off unrest in the region

which gripped the region last March, resulting in a severe security clamp down.

Riots in Cizre and Nusaybin were followed by the introduction of new legislation giving the emergency governor powers to close down printing presses, send undesirable into exile, while providing the governor's own officials with immunity from prosecution.

The Kurdish problem has a

long bitter history - a legacy of the 1923 Lausanne Treaty when Turkey established the minority status of its Armenian, Greek and Jewish communities, while omitting to mention the Kurds who officially remain as "mountain Turks".

A Kurdish identity was reinforced in isolated rural communities, where traditional allegiances were to the local landed sheikh who, expected little from central government.

"You have first to tackle the problem of land ownership," insists Mr Ahmet Ozer, a socialist working for the mayor of Diyarbakir, the main Kurdish town.

The government is pinning its hopes on the massive \$6bn GAP Irrigation project, which envisages turning the Euphrates valley into one of the world's largest cotton plantations. Few seem to have considered the project's ecological impact.

The Kurds themselves are more blunt. "We don't ask anything from the state. We just want Turks to leave our land," was one typical comment.

For the past 12 years, martial law has been in force in eight of the region's 19 prov-

inces, affecting almost 5m people.

A strongly worded report on the region by the opposition Social Democrats, criticises the government's security policies which it says "sometimes take on the dimensions of state terror."

The report says since 1988, the government has forcibly moved people from highland areas, in an apparent effort to undermine the rural support for the PKK.

Human rights lawyers say villages are now being burnt down, a claim difficult to substantiate in view of the travel restrictions Mr Aydar's own efforts to publicise these charges resulted in him being expelled from the region under the new laws.

The Gulf war, if nothing else, will bring the Kurdish question to the fore again. But few Kurds hold out much hope for real change.

Last week, military officials did little to allay these fears when they confirmed to an incredulous audience of journalists, that fighter aircraft on a training flight had "accidentally" dropped bombs on the Cudi mountain, a well known rebel stronghold.

FRANCE 12 février 1991

■ 3.000 civils kurdes tués ou blessés en Irak du nord

Environ 3.000 civils kurdes ont été tués ou blessés par les bombardements de la force multinationale dans le nord de l'Irak, a déclaré le chef de la résistance kurde Masoud Barzani dans une interview publiée lundi dans le Washington Post.

Les Etats-Unis, comme l'Irak, manipulent les chiffres des victimes civiles, a estimé M. Barzani, selon qui le gouvernement irakien a "gelé" toute information sur les pertes militaires.

Les avions américains ont "bombardé à maintes reprises et avec une grande précision" des sites au Kurdistan présumés contenir des mines d'uranium et gardés par des unités spéciales des gardes républicains, a-t-il ajouté.

M. Barzani, interviewé selon le journal "en Iran, près de la frontière avec l'Irak", a encore indiqué que les bombardements alliés avaient surtout touché des objectifs stratégiques, mais qu'ils avaient également frappé une raffinerie de sucre, des usines textiles, une usine de fabrication de ciment et des bâtiments gouvernementaux de province.

"Nous avons des preuves que la force multinationale n'a pas visé des zones résidentielles", a-t-il dit.

M. Barzani a ajouté que 300 kurdes rassemblés dans un camp de concentration à Harir (à l'est de Erbil) avait été tués ou blessés lors d'un bombardement américain sur une base d'hélicoptères irakienne établie "exprès" au milieu du camp habité par des milliers de kurdes.

QUEST FRANCE 12 février 1991

Naissance d'une « O.N.U. » pour les sans-voix

L'Organisation des nations et peuples non-représentés (UNPO), sorte de « Nations Unies alternatives », a été officiellement fondée hier à La Haye. Non-violence, non-alignement et auto-détermination sont les piliers idéologiques de cette organisation dont le président sera l'Estonien Linnart Mall. Le but fondamental de l'UNPO est d'aider les peuples et nations non-représentées à l'ONU à faire entendre leur voix dans les organismes internationaux. Les douze signataires de l'acte de naissance sont l'Estonie, la Lettonie, la Géorgie, l'Arménie, le Tibet, Taïwan, le Turkestan oriental, le Kurdistan, la Cordillera (Philippines), les Aborigènes d'Australie, la minorité grecque d'Albanie et la Papouasie. L'UNPO aura son siège à Genève.

LE MONDE 12 février 1991

Mme. Mitterrand : un « combat pour les droits de l'Homme ».

L'épouse du président de la République, Mme Danielle Mitterrand, a déclaré, dimanche 10 février sur FR 3, que le combat pour la libération du Koweït était « un combat pour les droits de l'homme, les droits des peuples ». Mme Mitterrand, dont la fondation, France-Libertés, avait dénoncé l'emploi d'armes chimiques par l'Irak contre les Kurdes, a ajouté : « Quand on reçoit les témoignages de telles violations des droits de l'homme, d'un tel mépris de la vie d'autrui, on peut ne pas être étonné d'aboutir à une crise comme celle que nous vivons aujourd'hui. »

AISNE NOUVELLE 12 février 1991

LES VICTIMES KURDES

3.000 civils kurdes ont été tués ou blessés par les bombardements dans le nord de l'Irak, a déclaré le chef de la résistance kurde Masoud Barzani. 300 kurdes d'un camp de concentration ont été atteints lors du bombardement d'une base d'hélicoptères établie « exprès » au milieu du camp.

PETIT BLEU DU LOT ET GARRONNE 11 février 1991

Mme Mitterrand :

« Un combat pour les droits de l'homme »

La présidente de « France-Libertés » explique qu'il faut stopper l'hégémonie de Saddam Hussein.

L'épouse du président de la République, Mme Danielle Mitterrand, a estimé que le combat pour la libération du Koweït était « un combat pour les droits de l'homme, les droits des peuples » et que la guerre était nécessaire dès lors que « les cartes de paix » avaient été « toutes épuisées ».

Mme Mitterrand, qui était l'invitée de FR3, en sa qualité de présidente de la fondation France-Libertés, a déclaré qu'il était devenu nécessaire d'arrêter la propension des dirigeants de l'Irak. Après le Koweït, cela aurait pu être l'Arabie Saoudite (...). Il fallait arrêter cela très vite », a-t-elle ajouté.

Aussi, à son avis, « aujourd'hui, il ne faut pas avoir d'états d'âme. Il faut soutenir nos soldats, les préserver d'une baisse de moral et préparer l'avenir, préparer la paix ».

Mme Mitterrand, qui milite depuis plusieurs années pour la reconnaissance de la culture et de l'identité kurde et dont la Fondation avait dénoncé l'emploi d'armes chimiques par l'Irak contre les populations kurdes, a souligné que « quand on reçoit les témoignages de telles violations des droits de l'homme (...), d'un tel mépris de la vie d'autrui, on peut ne pas être étonné d'aboutir à une crise comme celle que nous vivons aujourd'hui ».

L'EVEIL DE HAUTE LOIRE 11 février 1991

M^{me} MITTERRAND : PAS D'ETATS D'AME

L'épouse du président de la République, Danielle Mitterrand, a estimé que le combat pour la libération du Koweït était « un combat pour les droits de l'homme, les droits des peuples » et que la guerre était nécessaire dès lors que « les cartes de paix » avaient été « toutes épuisées ».

Mme Mitterrand, qui était l'invitée de FR 3 en sa qualité de présidente de la Fondation France-Libertés, a déclaré qu'« après le Koweït, cela aurait pu être l'Arabie Saoudite (...). Il fallait arrêter cela très vite ».

Aussi, à son avis « il faut soutenir nos soldats, les préserver d'une baisse de moral et préparer la paix ».

Mme Mitterrand milite depuis plusieurs années pour la reconnaissance de la culture et de l'identité kurdes, dont la fondation avait dénoncé l'emploi d'armes chimiques par l'Irak contre les populations kurdes.

RÉFUGIÉS POLITIQUES

Un havre de paix pour les treize Kurdes irakiens

Loin de l'Irak qu'ils ont fui, treize Kurdes tentent de s'acclimater à leur nouvelle terre d'asile. La naissance d'un bébé, vendredi, à l'hôpital de Clamecy, marque déjà un pas vers l'intégration.

A peine arrivés à Clamecy, les treize réfugiés politiques Kurdes irakiens ont vécu un moment d'émotion, vendredi, à l'occasion de la naissance du petit Bowar, à la maternité de l'hôpital local. Tout un symbole qui marque désormais leur point d'attache en terre nivernaise après un parcours semé de représailles irakiennes et de camps de réfugiés politiques en Turquie.

Les deux familles kurdes logées à Clamecy, grâce à un vaste élan de solidarité, sont originaires du Kurdistan situé en Irak tout près de la frontière iranienne. Une région qui, en 1988, a été victime des gaz chimiques du régime de Saddam Hussein faisant plusieurs milliers de morts dans la communauté kurde dont plusieurs parents des néo-Clamecycois. L'un des deux hommes adultes a été contraint par ailleurs de faire la guerre contre l'Irak.

Après ces événements dramatiques, ils se sont enfuis en Turquie comme des milliers d'autres Kurdes irakiens.

Mme Danielle Mitterrand, présidente de l'association humanitaire France-Liberté, s'est alors engagée à offrir l'asile politique à quelques-uns d'entre eux sur le territoire français, dans le cadre d'une vocation nationale.

Elan de solidarité

Les treize Kurdes sont arrivés en France il y a trois mois. Ils ont d'abord été accueillis dans un camp à Piriac, en Loire-Atlantique. Après en avoir discuté avec M. Bernard Bardin, président du conseil général, Mme Mitterrand a fait en sorte que tout puisse être préparé, et ce dans les meilleures conditions, pour accueillir deux familles dans la Nièvre. Un travail en amont qui a finalement abouti à Clamecy. La commune de Clamecy a trouvé deux logements en plein centre-ville,



Trois des Kurdes irakiens accueillis à Clamecy regardant la carte de France pour mieux situer leur nouvelle terre d'asile, en compagnie de l'animatrice qui les accompagne et les personnalités.

gérés par la SA HLM de la Nièvre, le Secours catholique a mis à disposition des meubles afin de rendre ces logements habitables, et la Fédération des Œuvres laïques gère tout l'aspect social visant à intégrer les treize Kurdes dans la population.

Les enfants sont scolarisés à la maternelle Jules-Renard et dans une classe spéciale de l'école primaire Claude-Tillier. Des contacts ont été pris avec l'entreprise Matériaux-Clamecycois Guiltat afin de procurer un emploi aux deux pères de famille. Auparavant, ceux-ci auront suivi une formation de base au centre de réfugiés politiques de Châteauvert. Par ailleurs, ils sont actuellement accompagnés au quotidien sur le plan social par une animatrice en milieu ouvert.

Hier matin, une délégation représentant tous les partenaires associés dans cette opération humanitaire s'est rendue sur les lieux où sont hébergés les treize Kurdes. On notait ainsi la présence de MM. Anselme Hoarau, sous-préfet ; Pierre

Philippart, adjoint au maire ; Robert Jeanbaptiste, président de la FOL-Nièvre ; Henri Latrache et Jacques Top, responsables du Secours catholique sur le plan local. L'occasion pour M. Jeanbaptiste de rappeler l'objectif de cet accueil. « En aucun cas, il ne s'agit d'assister ces réfugiés, ni de concurrencer les demandeurs d'emplois au niveau local. Ils travailleront à des postes où l'offre ne répond pas à la demande et nous œuvrons avant tout pour qu'ils

puissent s'insérer dans la population ». A la différence des réfugiés de Châteauvert, leur intégration s'inscrit dans du long terme à Clamecy.

Pour les treize Kurdes désormais clamecycois, le plus dur reste à faire. Même s'ils sont loin aujourd'hui de ce qu'ils ont pu connaître chez eux. Du reste, ils ne préfèrent pas s'étendre aujourd'hui sur le sujet. Et pourtant, ils songent à un éventuel retour au pays. Un pays qu'ils rêvent libre.

JOURNAL DU CENTRE
13 février 1991

Les familles kurdes installées dans des logements clamecycois

Les problèmes matériels se trouvant en partie résolus, il reste maintenant à ces réfugiés à réussir leur intégration.

Il y a moins de trois ans, ces Kurdes étaient toujours en Irak (l'un des deux hommes ayant d'ailleurs participé à la guerre contre l'Iran), avant d'être persécutés, car faisant partie de l'ethnie kurde : leur région était devenue invivable en raison des attaques, dont certaines chimiques. Ils ont donc fui vers la Turquie qui, durant deux ans, les a hébergés. Puis c'était l'accueil de la France, grâce, en particulier, à l'organisation « France Terre d'Asile », présidée par M^{me} Mitterrand, plus précisément au centre de Firiac, en Loire-Atlantique.

La Fédération des œuvres laïques de la Nièvre, qui s'est impliquée dans cette action d'accueil, suivi d'insertion, a trouvé à Clamecy, avec le concours de la municipalité et du Secours catholique, de quoi répondre à ces deux exigences.

Comme nous l'avons annoncé dans notre édition du 2 février dernier, ces deux familles ont trouvé refuge dans un bâtiment acquis par la ville, recédé à la SA des HLM dans le cadre de la rénovation du périmètre protégé, juste derrière la collégiale Saint-Martin.

Des commentaires

Cet accueil a donc permis aux deux couples et à leurs enfants d'avoir le gîte, tandis que, pécuniairement, ils profitaient du RMI et des allocations familiales, comme tout un chacun dans le même cas. A signaler que l'une des familles est arrivée avec sept enfants, un huitième venant de naître à la maternité locale, et que

l'autre famille a deux enfants, la maman en attend un troisième.

Cette opération entraîne quelques commentaires en ville. En effet, la population comprend difficilement que l'on accueille ainsi des étrangers (réfugiés politiques, dans le cadre de la loi en vigueur), alors qu'il existe et des chômeurs et certains habitants recherchant un logement.

Pour ce dernier cas, à noter que les installations ne répondraient peut-être pas aux exigences d'une famille française. Il en est de même pour les deux emplois des deux chefs de famille, qui ont trouvé, à mi-temps, un emploi de mise à l'épreuve dans divers ser-

vices à l'entreprise Guiltat-Matériaux Clamecycois, à la Galette, l'après-midi étant consacré à l'apprentissage du français au centre de formation de réfugiés politiques au parc Vauvert. Mais il faudra un certain temps pour que le coiffeur et l'horticulteur, que sont ces deux nouveaux Clamecycois, arrivent à une totale reconversion.

Il n'est pas question d'un simple passage dans la cité des vaux d'Yonne ou dans sa région proche, mais « d'une véritable insertion qui provoque d'ailleurs des retombées économiques non négligeables sur le secteur » : c'est ce qu'ont tenu à expliquer, lors de la visite des locaux, hier midi, MM. Hoarau, sous-préfet de Clamecy ;

Philippart, adjoint au maire ; Robert Jean-Baptiste, et la conseillère de la FOL, M^{lle} Sauvage, ainsi que M. Latrace, responsable du Secours catholique.

Souhaitons à ces deux familles de s'intégrer rapidement (les enfants fréquentant des classes à la maternelle Jules-Renard et au groupe scolaire Claude-Tillier) de pouvoir se rendre rapidement indépendantes sur le plan matériel car ils sont appelés à devenir des Clamecycois à part entière.

C'est un gros effort qui leur est demandé car ils n'ont pas encore oublié ce qu'ils ont vécu et souffert et l'accueil local leur sera d'un précieux secours.

M. J.

RÉFUGIÉS KURDES

LYONNE REPUBLICAINE

13 février 1991

Une vie nouvelle à Clamecy, terre d'asile

Loin de l'Irak qu'ils ont fui, treize Kurdes tentent de s'acclimater à leur nouvelle terre d'asile. La naissance d'un bébé, vendredi, à l'hôpital de Clamecy, marque déjà un pas vers l'intégration.

CLAMECY. — A peine arrivés à Clamecy, les treize réfugiés politiques kurdes irakiens ont vécu un moment d'émotion, vendredi, à l'occasion de la naissance du petit Bowar, à la maternité de l'hôpital local. Tout un symbole qui marque désormais leur point d'attache en terre nivernaise après un parcours semé de représailles irakiennes et de camps de réfugiés politiques en Turquie.

Les deux familles kurdes logées à Clamecy grâce à un vaste élan de solidarité sont originaires du Kurdis-

tan situé en Irak tout près de la frontière iranienne. Une région qui, en 1988, a été victime des gaz chimiques du régime de Saddam Hussein faisant plusieurs milliers de morts dans la communauté kurde dont plusieurs parents des néo-Clamecycois. L'un des deux hommes a été contraint, par ailleurs, de faire la guerre contre l'Iran.

Après ces événements dramatiques, ils se sont enfuits en Turquie comme des milliers d'autres Kurdes irakiens.

Pas d'exception pour les Kurdes d'Obwald

Les demandeurs d'asile d'origine turque ou kurde, qui ont mené durant tout le mois de janvier une grève de la faim à Obwald, seront en principe refoulés à la fin de la semaine

Le délai fixé pour l'expulsion de cinq des sept familles turques d'origine kurde, qui ont fait la grève de la faim à Obwald, arrive à échéance vendredi. Les requérants espèrent toujours une suspension de cette mesure en raison de la situation internationale, a indiqué mardi à l'ATS leur groupe de soutien. De son côté, l'Office fédéral des réfugiés affirme qu'il n'y a pas lieu de revenir sur la décision prise, chaque cas individuel ayant été soigneusement examiné et étant sans rapport soit avec le problème kurde, soit avec les régions concernées par la guerre du Golfe.

De Noël à fin janvier, les 15 demandeurs d'asile (neuf hommes et six femmes) n'ont pas ménagé leurs efforts pour se faire entendre. «Nous n'avons plus le choix: s'il faut mourir, autant le faire ici», avaient-ils affirmé début janvier, au lendemain de la rencontre entre le conseiller fédéral Arnold Koller et une délégation du Gouvernement obwaldien.

Après 40 jours de grève et le refus réitéré des autorités fédérales de surseoir à la décision d'expulsion, les sept familles ont annoncé le 1er février dernier qu'elles renonçaient à leur mouvement de protestation. Depuis lors, de nombreuses organisations d'entraide (lire notamment nos éditions du 7 février, en page Genève), des hommes politiques, des artistes, des représentants des Eglises ont manifesté leur solidarité avec les Kurdes de Turquie.

Face à l'insécurité régnant dans les régions habitées par les Kurdes (voir carte ci-contre), aux incertitudes sur l'implication éventuelle de la Turquie dans la guerre du Golfe, tous demandent que le Conseil fédéral prenne la décision de suspendre le renvoi des demandeurs d'asile turcs et notamment celui des Kurdes d'Obwald.

Un «non» ferme

Mardi, à Berne, l'Office fédéral des réfugiés s'est retranché fermement derrière la position d'Arnold Koller. «Si la Turquie devait entrer en guerre, le Conseil fédéral procéderait à un réexamen de la situation, mais pour le moment, il n'est pas disposé à favoriser unilatéralement une catégorie de demandeurs d'asile». Dans le cas précis des grévistes d'Obwald, il ne faut pas attendre une décision exceptionnelle.

Dix à douze millions de Kurdes vivent en Turquie, sur une population totale de 60 millions de personnes. «Seul 1 à 2% des demandeurs d'asile turcs peut arguer du fait qu'il vient des régions concernées par la guerre du Golfe, soit des treize provinces du Sud-Est où a été institué l'état d'urgence», explique Maria-Emilia Arioli, porte-parole de Peter Arbenz.

«L'office fédéral des réfugiés ne nie pas qu'il y a un problème kurde, ni des régions en Turquie où la tension est particulièrement éprouvante pour les populations kurdes et turques», s'empresse-t-elle de préciser. Seulement, pour les autorités fédérales, chaque cas doit être examiné individuellement et la situation en Turquie, si tendue soit-elle, ne justifie pas qu'on puisse régler globalement le problème kurde et suspendre tous les renvois.

S'expliquant dans une lettre aux autorités cantonales, Arnold Koller a rappelé que 7262 demandes avaient été déposées en 1990 par des candidats à l'asile en provenance de Turquie et qu'il y a encore plus de 16 000 cas pendants. Pour la Turquie, le taux d'acceptation des réfugiés en tant que tels reste parmi les plus élevés: 4,1% et ce chiffre concernerait pour une bonne partie des personnes d'origine kurde.

La commission de gestion s'est, elle aussi, penchée récemment sur la situation des Turcs dans leur pays. Dans son rapport au Conseil national, elle met en lumière la difficulté qu'il y a à motiver une renonciation à l'exécution du renvoi. Dans tous les cas, «c'est au demandeur d'asile de prouver qu'il existe des motifs concrets et sérieux de penser qu'il peut s'attendre à une peine ou à un traitement inhumain s'il rentre en Turquie».

Et si la menace évolue entre la décision des autorités fédérales et le moment du renvoi, c'est encore à l'étranger en cause de faire valoir ces faits nouveaux par le moyen de recours extraordinaire. Dans le cas des Turcs d'Obwald, il est difficile de savoir si ces moyens ont été épuisés. La porte-parole de l'Office des réfugiés rappelle seulement «qu'une grève de la faim est un type de pression inadmissible pour un Etat de droit», mais que dans au moins un des cas le renvoi a été provisoirement suspendu pour des raisons de santé.

Denise Jeanmonod

Les abus dénoncés par les Kurdes de Turquie

Le gouvernement d'Ankara a annoncé le 25 janvier qu'il envisageait de légaliser la langue kurde, interdite en Turquie depuis 1924 bien qu'elle soit parlée par plus de 12 millions de citoyens. Les parents n'ont même pas le droit de donner un prénom kurde à leurs enfants! Un procès est actuellement en cours contre trois personnes accusées d'avoir pris la parole en kurde au congrès de l'Association turque des droits de l'homme. L'usage de la langue kurde en public et, plus généralement, la revendication d'une identité culturelle kurde sont assimilés, en effet, à des actes de séparatisme.

ARMAND GASPARD

La levée de cette interdiction pourrait être considérée comme un des rares effets bénéfiques de la guerre du Golfe, la Turquie cherchant par ce geste à diminuer les tensions dans son Kurdistan limitrophe du Kurdistan irakien. Ankara tenterait ainsi de «récupérer» les Kurdes dans la perspective de l'après-guerre.

La nouvelle a cependant été accueillie avec scepticisme par les principaux intéressés. Tout d'abord ce n'est encore qu'un projet; ensuite il s'agirait seulement d'autoriser l'usage du kurde en public mais pas dans l'administration ou dans la presse, encore moins dans les écoles.

Politique de la terre brûlée

En réalité le sort des Kurdes ne fait qu'empirer depuis que la guerre a éclaté dans la région. L'été dernier déjà, le Gouvernement turc a suspendu

l'application de la Convention européenne des droits de l'homme dans les provinces du sud-est où sevit la guérilla menée depuis 1984 par le Front de libération du Kurdistan (FLNK). Depuis le déclenchement des hostilités dans le Golfe, la région est interdite aux étrangers et la presse soumise à une stricte censure ce qui autorise tous les abus.

Avant, les autorités employaient la déportation, la répression et la torture contre les habitants suspects de collaboration avec les insurgés. Maintenant, selon un porte-parole du FLNK à Bruxelles, l'aviation turque bombarderait la région et de nombreux villages auraient été détruits.

Craignant une extension des hostilités, la population fuit en masse vers l'ouest. Des dizaines de milliers d'habitants de Cizre, Batman, Mardine, voire Diyarbakir ont quitté ces villes et connaissent le même sort que les 30 000 Kurdes d'Irak qui ont et vivent encore dans des camps au Kurdistan turc, sans être reconnus comme réfugiés par Ankara.

Une répression omniprésente

Ce n'est pas seulement dans les provinces où l'état d'exception est en vigueur que les Kurdes sont en danger, nous dit Jacqueline Sammali, présidente de l'Association Suisse-Kurdistan; la situation n'est guère meilleure dans l'ouest du Kurdistan, notamment dans les provinces de Marash et Gaziantep, proches de la base américano-turque d'Incirlik. Les affrontements armés y sont également fréquents de même que les arrestations arbitraires.

«Je me suis rendue dans ces régions en été 1989, poursuit Jacqueline Sammali, et j'ai constaté le profond attachement des Kurdes à leur identité, à

leur terre, malgré les humiliations qu'ils subissent et les pressions de l'armée pour les contraindre à émigrer. J'ai rencontré la famille d'un Kurde expulsé de Suisse et qui se trouvait alors en prison. Des notables qui l'y ont vu affirmé qu'il avait été torturé comme cela arrive systématiquement lors des interrogatoires. J'ai recueilli des témoignages similaires dans d'autres familles du même village». Après quatre mois de prison, le premier a pu revenir en Suisse clandestinement et prouver les sévices subis ce qui lui a permis d'ailleurs d'obtenir l'asile politique.

A la Commission des droits de l'homme qui siège présentement au Palais des Nations, plusieurs organisations non-gouvernementales comme Amnesty ont dans leurs dossiers des rapports accablants sur la situation des Kurdes en Turquie. Un de leurs représentants, M. Cevdet, a rapporté que plus de 400 villages proches de la frontière turco-irakienne ont été évacués et presque tous détruits. Des centaines de milliers de déportés et fugitifs sont actuellement exposés aux rigueurs de l'hiver, à la faim et aux maladies, sans la moindre assistance de la part d'organisations humanitaires.

Dans ce contexte, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a fait une déclaration dont ce passage nous servira de conclusion: «Le sort actuel des Kurdes est une insulte à la conscience humaine et à la morale internationale. Tant que ce peuple martyrisé qui ne convoite le territoire de personne et qui aspire simplement à vivre sur la terre de ses ancêtres ne se verra pas reconnaître l'exercice de son droit à l'auto-détermination, qui pourra croire à la sincérité des discours et proclamations sur le droit des peuples, particulièrement dans le cadre du Moyen-Orient?»

SUD-OUEST, 14 février 1991

LES KURDES

Pion stratégique

Josette Degos

Les Kurdes ne veulent pas être une nouvelle fois les cocus de l'Histoire. Balottés par les guerres successives, éparpillés entre cinq pays (Turquie, Irak, Iran, Syrie et un peu URSS), lâchés par les grandes puissances, méprisés, massacrés à la bombe et à l'arme chimique, ils font aujourd'hui l'objet d'étonnantes sollicitudes y compris - dit-on - en cachette de Washington. Mais leur position est claire. « Ils refusent de prendre part à une guerre qui n'est pas la leur », explique M. Shawkî, de l'Institut kurde de Paris. Ils sont estimés à 25 millions et ce qu'on sait moins, 75 000 en France. Pour l'immense majorité, des travailleurs immigrés d'origine turque et des réfugiés politiques (d'Irak, Irak, Turquie, Syrie) (1).

« Ils posent une seule condition : la reconnaissance politique de la question kurde par les alliés et au plan international (par les Nations unies). Cela fait soixante-dix ans que les Kurdes sont en guerre contre les Etats qui se partagent leur pays et ils n'ont cessé d'être manipulés par les uns et par les autres. Aujourd'hui, on découvre qu'ils représentent un pion stratégique dans le conflit du Golfe. Et aujourd'hui, pour la première fois, ils savent dire non ».

INSENSIBLES

En fait, à l'examen d'une carte, on comprend bien que chacun ait envie de courtiser ce peuple de fa-



rouches montagnards, pour la plupart musulmans sunnites, et situés pour partie au nord de l'Irak. Ce qui permettrait, à partir de la Turquie limitrophe, d'ouvrir un second front et de prendre le régime de Saddam Hussein en tenaille. Les stratèges de Washington y ont pensé, d'autant que les déserteurs irakiens auraient trouvé dans ces montagnes cachette et compréhension. Bagdad, conscient du danger, a tenté de réorganiser ces jours-ci des milices kurdes qui lui seraient favorables, tout en relançant l'idée d'autonomie, promise dans les années 70. La Turquie de son côté s'est décidée à autoriser l'usage de la langue kurde après soixante-dix ans d'interdiction sans toutefois promettre davantage. Damas, à son tour, a montré plus de souplesse vis-à-vis des siens, bien qu'il les considère comme des apatrides dénués de droits.

Pourtant, ceux-ci risquent de rester « insensibles au chant des sirènes », comme ils l'avouent eux-mêmes. « Ils n'ont pas oublié que, lorsque le régime de Saddam Hussein a gaspillé des villages kurdes en 1988 faisant près de 5 000 victimes, per-

sonne, pas même ces alliés qui agissent aujourd'hui au nom du droit et de la justice internationale, n'a levé le petit doigt. Ils savent que les Turcs nient leur existence et qu'ils sont seulement pour eux "des Turcs des montagnes"; que les Syriens ne les reconnaissent pas comme citoyens et qu'ils doivent s'expatrier au Liban et en Europe. ».

RENDEZ-VOUS MANQUÉ

Les rendez-vous manqués des Kurdes avec l'histoire contemporaine expliquent peut-être leur méfiance vis-à-vis du jeu des grandes puissances. La création d'un Etat kurde annoncée en 1920 (traité de Sévres) a été annulée en 1923. Puis l'Armée rouge a lâché l'éphémère République du Kurdistan en 1947 (elle avait deux ans). Enfin, l'accord avec le chah d'Iran et Saddam Hussein en 1975 a sonné le glas de l'aide clandestine de la CIA aux Kurdes d'Irak.

Pas un stratège ne se fait la moindre illusion sur une nouvelle possibilité d'Etat kurde dans l'immédiat, pour des raisons politiques et peut-être parce que leur berceau est riche des deux trésors locaux : l'eau et le pétrole. Eux non plus d'ailleurs. « Comme les grands de ce monde vont vouloir conserver l'entité du territoire irakien après le conflit, il n'y aura donc pas d'Etat indépendant kurde. »

(1) Les partis politiques kurdes ont adhéré en décembre à une plate-forme politique commune et adopté un même profil bas. Seuls les Kurdes de Turquie restent indépendants.

Le kurde Saladin héros de la cause arabe



Saladin, le héros de Saddam Hussein, né comme lui à Takrit, était un kurde.

Françes de Palestine. L'oncle de Saladin mène à bien l'occupation de l'Égypte. La mort de ce dernier et la fin de la dynastie Fatimide propulsent Saladin au rang de sultan d'Égypte en 1171.

Saladin s'empare de Jérusalem en 1187

A la mort du prince turc, il élimine tous ses rivaux en Syrie et vassalise leurs alliés de Haute Mésopotamie. Il se trouve alors à la tête du plus grand territoire de la région qui encercle le royaume de Jérusalem et les autres principautés tenues par les Francs. Décidé à jeter les Francs à la mer, il écrase les chrétiens à Hattin, s'empare de Jérusalem en 1187 et de presque tous les territoires francs l'année suivante. Les rois de France et d'Angleterre réagissent : ce sera la troisième croisade et le siège d'Acro (1191). Une paix de compromis est trouvée : Saladin garde la Syrie et la Palestine intérieures (y compris Jérusalem), la côte revient aux Francs. Héros pour les Arabes, Saladin s'était fait apprécier de ses ennemis pour son esprit chevaleresque au combat, son souci d'assurer le redressement de l'Islam tout en évitant de faire inutilement couler le sang. Il n'avait rien d'un dictateur. Saddam Hussein ne lui ressemble guère et se réclame de lui abusivement. Saladin était kurde, Saddam est le bourreau des Kurdes.

Au début du XVI^e, les Séfévides, profitant de la propagation du chiisme parmi les tribus tur-

C OUP de tonnerre en Orient. Mahomet et le Coran donnent des ailes aux Arabes qui se lancent dans de multiples conquêtes. En 636, les musulmans, victorieux des Sassanides occupent la Mésopotamie, rebaptisée « Iraq al-Arabi » et créent deux camps retranchés : Bassora et Koufa. En 749, le pays passe aux mains des Abbassides, descendants d'Abbas, l'oncle du prophète. Ceux-ci, avec l'aide des troupes persanes, mettent fin à la dynastie des Omeyyades installée à Damas. Bagdad, fondée en 762, devient la capitale de cette nouvelle dynastie : 37 califes qui règneront jusqu'en 1258. L'Irak est alors au faite de sa gloire, la plus riche des régions musulmanes grâce à son agriculture, au commerce et à de nombreuses industries : tapis, soieries, faïence... Bagdad, centre intellectuel qui rayonne sur l'ensemble du bassin méditerranéen, étalout par sa splendeur et sa prospérité. Toutefois, dès le IX^e siècle, le pouvoir des califes ne cessera de se dégrader. Le déclin s'accroît avec la tutelle des Buwayhides (945) ; le nord du pays est morcelé et menacé par la reconquête byzantine. L'influence turque se répand.

Le grand héros de cette période est incontestablement le légendaire Saladin, vainqueur des croisés et libérateur de Jérusalem. Né à Takrit (comme Saddam Hussein), en 1138, il est au service du prince turc de Syrie lorsque celui-ci accepte d'aider les Fatimides d'Égypte à réprimer des désordres qui menacent de favoriser une conquête de leur pays par les

Pendant la Première guerre mondiale, les Turcs étant du côté des Allemands, les Anglais débarquent à Bassora en novembre 1914, mais seront battus. La deuxième attaque anglaise sera la bonne, en 1917. L'armistice de 1918 laisse aux Anglais l'administration de l'Irak. Une nouvelle ère com-

mence.

neurs mamelouks de Bagdad résistent aux attaques persanes. Puis, les Wahhabites (dynastie d'Arabie), partisans de l'orthodoxie de l'Islam, menacent les chiites, dévastent Al Nadjaf et Bassora (1803-1804). Au XIX^e, Anglais et Français s'intéressent à la région au plan économique. Un groupe franco-alle-

mand construit le chemin de fer de Bagdad, à partir de 1903.

Au XVIII^e siècle, les gouver-

CHRISTIAN HOUSSE

La oposición iraquí busca aliados en Occidente

GEORGINA HIGUERAS, ENVIADA ESPECIAL, Damasco

La oposición iraquí se ha puesto en contacto con los Gobiernos de Francia, Austria y Suiza para ver cuál de ellos acepta auspiciar una conferencia de todas las corrientes iraquíes opuestas al régimen de Sadam Husein. El Comité de Acción Común (CAC), que agrupa a 17 partidos y movimientos iraquíes, ha cursado invitaciones a unos 250 políticos iraquíes exiliados en Siria, Irán y en diversos países europeos para que asistan a la reunión que ha de celebrarse a finales de mes.

El CAC fue fundado el pasado 27 de diciembre, después de tres años de esfuerzos para reagrupar en una causa común a los escasos representantes de la lucha contra el régimen iraquí que lograban escapar con vida de Irak. "Hemos mandado emisarios a todos los países que integran la coalición antiiraquí para que nos reconozcan oficialmente y para evitar que cometan el error de formar un Gobierno títere con iraquíes desprestigiados que acuden al olor del dinero saudí", afirma Fajri Karim, miembro del Comité Ejecutivo del Partido Comunista Iraquí y uno de los fundadores del CAC.

Karim desmiente que la oposición iraquí residente en Damasco se encuentre "controlada" por el Gobierno sirio. "Durante los últimos 10 años, hemos gritado que en Bagdad había un régimen fascista, pero ni Estados Unidos, ni la Unión Soviética, ni Europa han querido oírnos, porque estaban ocupados en ayudar a Sadam para que luchase contra Irán, porque nosotros estábamos en Siria", afirma. Unos 20.000 iraquíes se encuentran refugiados en Siria.

Siria "nos ha ofrecido su territorio, pero eso es todo lo que recibimos de este país", dice Karim para hacer hincapié en la necesidad urgente de ayuda internacional que padece la oposición iraquí. Una delegación de cuatro miembros del CAC estuvo recientemente en Arabia Saudí, donde se entrevistó con uno de los hijos del rey Fahd y con un miembro del Gobierno. Riad ha pedido un "tiempo de reflexión" para decidir si ayuda al CAC.

Fuentes diplomáticas occidentales en Damasco aseguran que el CAC se está convirtiendo en la "alternativa" al régimen iraquí. Temen, sin embargo, que las profundas diferencias que separan a los partidos que lo integran impidan su consolidación.

El CAC representa las cuatro corrientes principales de la polí-

tica iraquí: nacionalista-panarabista (Baaz), islamista-shií, kurda y comunista. Su secretariado está integrado por un miembro de cada una de ellas, a excepción de los islamistas, que cuentan con dos miembros, ya que Irak es mayoritariamente shií. Los cinco tienen derecho de veto.

Kuwait, como excusa

Los diversos integrantes del CAC consultados por EL PAÍS aseguran que han pedido a sus hombres en el interior de Irak que no combatan contra el Gobierno en estos momentos. "Esta guerra va en contra de los intereses de nuestro pueblo. Estados Unidos ha utilizado la excusa de la liberación de Kuwait para destruir a Irak", indica el socialista kurdo Mahmud Osmán.

Según Karim, la guerra podría haberse evitado si se hubiera ayudado a la oposición iraquí en el exilio. "El problema es que nuestra defensa de la democracia siembra recelos en las dictaduras de los países del Golfo, y prefieren pagar por una guerra antes que oír hablar de los derechos humanos".

Hasan al Alauí, portavoz del Gobierno iraquí de 1975 a 1979 y uno de los más estrechos colaboradores de Sadam Husein en esa época, asegura que esta guerra ha sido lanzada contra la persona de Sadam y no contra la "organización secreta" que gobierna el país. "Estados Unidos y Arabia Saudí quieren que continúe esa organización secreta, porque es la misma que rige las monarquías del Golfo, y creen que de esa forma pueden controlar el país".

Al Alauí, destaca que ha sido el "asedio internacional" lo que ha motivado la obstinada negativa de Sadam a retirar sus tropas de Kuwait. Como viejo amigo suyo, señala: "Sadam vio que el mundo estaba contra él, y entonces quiso convertirse en un héroe".

EL PAÍS,
jueves 14 de febrero de 1991

El frente kurdo

G. H., Damasco

La oposición iraquí, ante el excesivo interés que Estados Unidos está poniendo en Jalal Talabani, jefe de la Unión Patriótica del Kurdistan, ha filtrado que Abdula Apo, el terrorista más buscado por el Gobierno turco, mantiene una "buena colaboración" con Talabani. Apo es el líder del Partido de los Trabajadores Kurdos (PKK), una organización guerrillera formada por intelectuales kurdos turcos que tiene su santuario en el Kurdistan iraquí.

Según Fajri Karim, miembro del Comité Ejecutivo del Partido Comunista Iraquí, Abdula Apo se encuentra en Damasco "o en cualquier ciudad siria", y se reúne frecuentemente con Talabani e incluso con el Comité de Acción Común (CAC) de la oposición al régimen iraquí, en el que está integrado el Frente de Liberación Nacional del Kurdistan, que agrupa a los cinco partidos kurdos iraquíes más importantes.

Karim afirma que el PKK tiene una "actuación errónea", porque, cada vez que comete un atentado, los militares turcos barren y sellan la frontera. "Esto dificulta el movimiento de nuestros hombres que utilizan las montañas del Kurdistan para entrar y salir clandestinamente de Irak", afirma.

El CAC insiste en que el Kurdistan no será nunca independiente, sino que, dentro de su programa de gobierno, se recoge la autonomía para esta región que ha sufrido las armas químicas de Sadam Husein. El CAC critica a Turquía por permitir que desde sus bases de Incirlik y Diyarbakir los aviones norteamericanos bombardeen a Irak, y asegura que entrará en guerra con el vecino país si Ankara aprovecha la coyuntura de esta guerra para tratar de hacerse con las provincias iraquíes de Mosul y Kirkuk.

L'Événement du Jeudi, 14 février 1991

L'EXEMPLE DU KURDISTAN

La précision des bombardements

Malgré la répression, les principaux mouvements kurdes disposent d'un réseau de cellules secrètes dans les principales villes du Kurdistan irakien. L'Union patriotique du Kurdistan (UPK), en particulier, a pu réactiver un système de communications qui lui permet de suivre les progrès des opérations alliées avec précision. Alors que les communiqués des alliés font surtout état des bombardements sur le centre ou le sud de l'Irak, il apparaît que le pilonnage du territoire irakien est systématique et qu'aucun objectif stratégique, même aux confins les plus reculés du Kurdistan, n'y échappe.

La précision des bombardements américains impressionne : à deux exceptions près, ces bombardements n'auraient pas fait de victimes civiles. A tel point que les Kurdes qui avaient fui les villes sont finalement revenus chez eux !

Les avions alliés ont commencé à bombarder, dès le 19 janvier, les principales centrales électriques du Nord, en particulier celle de Dokan et celle de Debbiz (à 8 kilomètres à l'ouest de Kirkouk).

Le bombardement du pont suspendu de Mossoul (dans la nuit du 22 au 23 janvier) a été l'un des rares « ratages » de cette campagne : le pont n'a pas été atteint, et une bombe est tombée sur une maison, habitée par des Kurdes, sur la rive du Tigre. Bilan : 13 morts.

Mais, la nuit suivante, l'aviation a frappé le quartier général des services de sécurité, dans le centre de Mossoul, avec une précision

Ce ne sont pas seulement des cibles militaires qui sont visées : toutes les installations sont pilonnées avec une étonnante précision.

parfaite : tous les officiers présents auraient été tués et il n'y a pas eu de victimes civiles.

La liste des objectifs atteints indique que les avions alliés n'épargnent aucun objectif à caractère plus ou moins militaire du Kurdistan :

- Caserne de l'armée populaire, entre Erbil et Koi Sinjak et une usine à Slafaf (le 21).

- Tous les dépôts de munitions situés entre Kirkouk et Kader Karam ont été bombardés à plusieurs reprises (les 22, 23, etc). On pouvait paraître-il, entendre le bruit des explosions jusqu'à Kirkouk et Souleimania...

- L'héliport de Harir, à 100 km au nord d'Erbil (le 23), tous les hélicoptères ont été détruits.

- Le quartier général des services de sécurité pour la région Nord (Kurdistan) à Erbil a été complètement détruit dans la nuit du 24. « Pas une bombe n'est tombée à droite ou à gauche, disent les Kurdes, mais en plein milieu »... La même nuit, la tour des télécommunications par ondes courtes d'Erbil a également été détruite.

- L'aéroport de Bamaré a été bombardé et détruit (le 25), mais les Irakiens ont aussitôt entrepris de le réparer. Il devait être bombardé à nouveau les jours suivants.

- Le camp militaire de Basserma (le 25) à côté de Shaklawa. 40 morts et blessés (militaires).

- La tour des télécommunications de Kirkouk (le 27) est ratée. Kirkouk est l'un des objectifs les plus systématiquement bombardés par les alliés. L'aéroport, les casernes, les installations pétrolières, sont pilonnés chaque jour depuis le 19 janvier. La nuit du 26, en bombardant des installations pétrolières et de gaz près du quartier de Rahim Awa, l'aviation alliée a frappé des objectifs civils : une centaine de tués et blessés civils.

- La même nuit, elle a touché la garnison et l'héliport de Tandjerou (à l'est de Souleimania).

- Début février, les alliés bombardent la garnison d'Ain Kawa (région d'Erbil) et, pendant la nuit du 3 au 4 février, l'héliport de Tessain à Kirkouk (deux hélicoptères détruits).

- Les huit divisions stationnées au Kurdistan sont également pilonnées par les avions alliés qui s'attaquent particulièrement aux blindés concentrés autour de Somet, à l'ouest de Dohok.

- Enfin, l'aviation alliée a détruit le palais de Saddam Hussein à Sarsang et les installations voisines d'extraction d'uranium de la montagne de Gara.

Chris KUTSHERA

Le Figaro 15 février 1991

Sud-Ouest 15 février 1991

MAGAZINE

« 52 sur la Une »,
TF 1, 23 heures

Fuir Saddam : paroles de déracinés

*Deux reportages sur les réfugiés kurdes d'Irak en France
et sur des Koweïtiens exilés près de Nice.*

Ils sont quelques centaines à s'être réfugiés en France, Kurdes et Koweïtiens. Tous sont exilés, mais leurs conditions respectives ne sont pas identiques. Les premiers survivent dans la précarité et la nostalgie, dans des villages auvergnats ou bretons. Les seconds habitent souvent plus confortablement sur la Côte d'Azur. Tous ont fui Saddam Hussein et ses armées. « 52 sur la Une » propose, une fois n'est pas coutume, deux reportages, respectivement signés Francine Buchi et Denis Vincenti, assez différents dans le ton, sur les Kurdes et sur les Koweïtiens.

Tout sépare a priori les Kurdes des Koweïtiens, sauf la peur. Les Kurdes retrouvés en Haute-Loire ou en Loire-Atlantique par Francine Buchi ont longtemps combattu l'Irak, avant même l'arrivée au pouvoir du parti Baas et de Saddam Hussein. Ce dernier a même utilisé les armes chimiques contre la ville kurde de Halabja le 16 mars 1988. Les images atroces montrant les cadavres d'enfants martyrs sont rediffusées (comme beaucoup d'autres) au cours du reportage, très émouvant mais pas toujours très informatif.

Denis Vincenti a enquêté aux alentours de Nice, où deux mille Koweïtiens ont élu domicile. Si la crise les a réduits à observer une certaine austérité, ce n'est heureusement pas encore lamisère d'autres réfugiés, travailleurs immigrés pakistanais, bengalis ou philippins (on compte même quelques Français) chassés par la guerre et l'occupation. Les familles qu'il a interrogées affirment avec flamme leur attachement à leur patrie et à la personne de leur souverain, l'émir Jaber al-Sabah.

A suivre

Ce numéro de « 52 sur la Une » reste, en dépit de ses qualités, un peu incomplet. Pourquoi n'avoir pas enquêté à Londres, centre des affaires koweïtiennes ? Pourquoi n'avoir pas posé la question des Palestiniens qui s'étaient fixés au Koweït par centaines de milliers et y formaient une certaine élite qui a beaucoup perdu lors de l'annexion ? Mais, à n'en pas douter, ces lacunes seront enfin comblées lors d'une prochaine émission.

Philippe CUSIN

TÉLÉVISION

TF 1, 22 h 55

Les réfugiés de Saddam

Ce soir, « 52 sur la Une » consacre son magazine aux réfugiés de Saddam Hussein en France : les Kurdes et les Koweïtiens.

LES RÉFUGIÉS DE L'OUBLI

En Irak vivent 4,5 millions de Kurdes, environ 28 % de la population. On compte au total 25 millions de Kurdes répartis entre l'Iran, l'Irak, la Turquie, la Syrie. D'origine indo-européenne, les Kurdes sont aujourd'hui les oubliés de l'Histoire.

Après la Première Guerre mondiale, les Alliés n'entendirent pas les appels des Kurdes qui réclamaient un Etat indépendant. En Irak, ils se sont longtemps battus contre le pouvoir central. Hélas, personne n'a voulu aider ce peuple à recouvrer ses droits. A partir de 1987, Saddam Hussein lance des bombes chimiques et rase leurs villages. Sur les 5 086 villages du Kurdistan d'Irak, 3 500 ont été totalement détruits. Des centaines de milliers de Kurdes fuyant le gé-

nocide se sont réfugiés en Turquie. A titre humanitaire, la France en a accueilli plusieurs centaines qui réapprennent à vivre chez nous.

LES RÉFUGIÉS DE L'OPULENCE

Autres victimes de Saddam, les Koweïtiens. Mais si les Occidentaux ne se sont guère mobilisés au moment où l'armée irakienne gazait les Kurdes, ils ont aussitôt répliqué à l'invasion du Koweït.

500 Koweïtiens qui ont fui l'invasion vivent actuellement sur la Côte d'Azur. Rien à voir avec les Kurdes, complètement démunis, qui essaient de se bâtir chez nous une vie nouvelle. Les Koweïtiens ne se considèrent pas comme des réfugiés mais comme des exilés. Ils ne sont pas des « oubliés de l'Histoire ». Celle-ci, au contraire, actuellement travaille pour eux.

Comment vivent-ils ces heures sombres ? Leur exil est-il un exil doré ? Réponse dans « 52 sur la Une ».

Nice Matin
15 février 1991

TF1 (22 h 30) : « 52 sur la Une »

Kurdes et Koweïtis

Voici le sommaire de l'émission « 52 sur la Une », diffusée à 22 h 30, qui a pour thème : "Les réfugiés de Saddam".

- Les réfugiés de l'oubli :

Quatre millions et demi de Kurdes, environ 28 % de la population, vivent en Irak. On compte au total 25 millions de Kurdes répartis entre l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. Iraniens

(tout autant sinon plus encore que les Persans) par la race et la langue, les Kurdes sont aujourd'hui les oubliés de l'Histoire...

- Les réfugiés de l'or noir :

Cinq cents Koweïtis qui ont fui l'invasion de leur pays vivent actuellement sur la Côte d'Azur. Comment vivent-ils ces heures sombres ? Leur exil est-il doré ?

Midi Libre 15 février 1991

Les échos des chaînes

Ces Kurdes qui ont fui les gaz de Saddam

Les événements du Golfe font resurgir, pour éclairer le problème, la sanglante histoire des Kurdes. Elle constitue, ce soir sur TF1, l'essentiel de «52 à la Une» sous le titre «Les réfugiés de l'oubli».

On compte au total 25 millions de Kurdes répartis entre l'Iran, l'Irak, la Turquie, la Syrie. D'origine indo-européenne, ils sont aujourd'hui les oubliés de l'Histoire.

Après la Première Guerre mondiale, les Alliés qui se partageaient l'empire ottoman en zones d'influence n'entendirent pas les appels des Kurdes qui réclamaient un Etat indépendant. En Irak, ils se sont longtemps battus contre le pouvoir central comme le montreront les images d'archives de Jean Bertolino qui a filmé le Kurdistan en révolte dans les années 60. A l'époque, les 15.000 guerriers du général kurde Barzani tenaient en échec les armées de Bagdad. Mais personne n'a voulu aider ce peuple à recouvrer ses droits.

A partir de 1987, Saddam Hussein décida de régler le problème à sa manière en lançant des bombes chimiques sur les Kurdes et en rasant leurs villages. Sur les 5.086 villages du Kurdistan d'Irak, 3.500 ont été totalement détruits. Des centaines de milliers de Kurdes fuyant le génocide se sont réfugiés en Turquie. A titre humanitaire, la France en a accueilli plusieurs centaines qui réapprennent à vivre chez nous. Vous les découvrirez ce soir.

Si les Occidentaux ne se sont guère mobilisés au moment où l'armée irakienne gazait les Kurdes, ils ont

aussitôt répliqué à l'invasion du Koweït. C'est que le Koweït est l'un des robinets à pétrole du monde industriel.

Cinq cents Koweïti vivent actuellement sur la Côte d'Azur. Rien à voir avec les Kurdes complètement démunis qui essaient

de se bâtir chez nous une vie nouvelle. Les Koweïti ne se considèrent pas comme des réfugiés mais comme des exilés.

Comment vivent-ils ces heures sombres? Leur exil est-il un exil doré? Réponse ce soir...

Presse Océan 16 février 1991

Joyeuse rencontre entre Kurdes et Piriacais

C'est à l'initiative de l'entente villageoise de Saint-Sébastien en Piriac, qu'une rencontre a eu lieu entre les enfants et parents kurdes du moulin de Praillane et les jeunes du village qui, pour certains, s'étaient déguisés. Ce fut une séance récréative animée par des clowns et les animateurs du centre, où sketches, chansons, danse folkloriques des deux pays se sont succédés dans une ambiance joyeuse et sympathique. On a pu admirer les résultats de l'étude de la langue française particulièrement chez les jeunes, les magnifiques robes des jeunes filles aux couleurs vives, brodées, très élégantes et faites main.

Un goûter a bien entendu été servi à tous et semble-t-il très apprécié. Pour terminer, une ronde typiquement kurde a été dansée par tous, hommes, femmes, enfants des deux pays. Cette réunion a permis à



On a admiré la beauté des costumes traditionnels kurdes

tous ces gens de civilisations différentes, de se connaître et de se rapprocher. Elle a permis

aux réfugiés d'oublier un instant les épreuves qu'ils ont subies et d'espérer un avenir plus serein.



Une joyeuse ambiance

L'après-guerre inquiète les Kurdes d'Irak

Oubliés par les grandes puissances pendant la guerre, les Kurdes se demandent s'ils ne le seront pas également lors du règlement du conflit

Un Irakien sur quatre est kurde. Si on reprend les estimations officielles de la population de l'Irak - 17 millions d'habitants - il y a donc environ 4 millions de Kurdes dans ce pays, ce qui constitue une force virtuelle de 4 millions d'opposants au régime du président Saddam Hussein. Et quels opposants ! Depuis 1962, les Kurdes n'ont pas cessé de se battre contre les pouvoirs en place à Bagdad. Pour obtenir leurs droits culturels, et surtout leurs droits nationaux, le droit à l'autonomie.

Aux plus beaux jours de la résistance kurde, le général Barzani était le chef incontesté d'une armée de 100 000 hommes (60 000 peshmergas et 40 000 militaires). A trois reprises, les peshmergas (« ceux qui vont au-devant de la mort ») ont contribué à provoquer la chute du gouvernement de Bagdad : en 1963 (général Kassem), en 1966 (maréchal Aref) et en 1968 (général Aref). En mars 1970, ils imposent au régime basiste et à Saddam Hussein, alors vice-président, la signature d'un accord leur donnant l'autonomie dans le cadre de la République irakienne : c'était une immense victoire pour le mouvement national kurde ; pour la première fois depuis le traité de Sèvres (1920), les aspirations nationales d'une fraction du peuple kurde étaient reconnues par un gouvernement de la région, et non par de lointaines grandes puissances...

Hélas, Saddam Hussein devait vider de sa substance un accord qu'il avait imposé à l'armée irakienne. Et les hostilités reprirent en mars 1974. Un an plus tard, Saddam Hussein est acculé : cette

courte guerre lui a coûté 4 milliards de dollars, quelque dix mille soldats tués et blessés, et son armée n'a... plus de munitions. Il monnaye l'arrêt de l'aide du chah d'Iran aux Kurdes en renonçant aux « droits historiques » de l'Irak sur la moitié du Chatt-al-Arab : c'est le désormais célèbre accord d'Alger (6 mars 1975), que Saddam Hussein, qui ne signe décidément des accords que pour les dénoncer, abrogera en septembre 1980, avant d'envahir l'Iran, pour le reconnaître à nouveau en août 1990, après avoir envahi le Koweït.

Ce rappel historique permet de comprendre que si les Kurdes ne sont qu'une minorité en Irak, aucun gouvernement ne peut raisonnablement espérer rester au pouvoir à Bagdad sans satisfaire leurs aspirations. Alors que personne, pas même Khomeiny, n'a jamais réussi à mobiliser la majorité du peuple irakien - ses 60 % de chiites - contre les dictateurs de Bagdad, les Kurdes constituent une force redoutable, structurée et disponible.

On comprend difficilement pourquoi les gouvernements occidentaux, qui cherchent à faire une guerre « propre » contre Saddam Hussein, n'utilisent pas les Kurdes : en lançant ces terribles guerriers sur les arrières de Saddam Hussein, ils épargneraient un nombre appréciable de vies de soldats américains, français ou britanniques ; et, en même temps, ils répareraient une injustice historique en donnant enfin la possibilité aux Kurdes d'arracher au futur gouvernement de Bagdad la reconnaissance de leurs droits nationaux.

naux... Paradoxalement, ce schéma, qui séduit un certain nombre de journalistes et d'analystes, ne retient pas l'attention des « décideurs » - diplomates et hommes politiques. « *Croyez-vous que John Major sache qui sont les Kurdes ?* », demande un diplomate de Sa Majesté, très au fait, lui, des affaires du Moyen-Orient... C'est peut-être une boutade épicée d'un peu d'humour britannique. Mais effectivement, les diplomates et experts gouvernementaux américains, français, anglais et... soviétiques ne considèrent pas, aujourd'hui, les Kurdes comme un facteur important de l'équation irakienne.

Désaccords sur l'objectif

Ils rappellent qu'après la mort du général Barzani en exil aux Etats-Unis en 1979, le mouvement kurde irakien s'est scindé en une demi-douzaine d'organisations d'importance relative (1) plus ou moins inféodées à Téhéran ou à Damas, et qui ne sont pas d'accord sur leurs objectifs ultimes : l'autonomie, ou l'auto-détermination. Et aucun des chefs de guerre qui ont succédé au général Barzani n'a la stature d'un homme d'Etat : « *Nous voulons bien prendre en considération les intérêts des Kurdes, mais avec qui ?* », a confié récemment un conseiller diplomatique de M. Gorbatchev à l'un de ses visiteurs kurdes...

Ces experts estiment aussi, non sans raison, qu'après l'écrasement

de la résistance kurde par l'armée irakienne, qui a recouru massivement aux armes chimiques de mars à septembre 1988, les fameux peshmergas hantent plus les camps de réfugiés kurdes en Turquie ou Kurdistan irakien : la politique de terre brûlée du régime de Bagdad a atteint une telle intensité - tous les villages, toutes les villes se trouvent dans une bande de 30 kilomètres de profondeur le long de la frontière ont été rasés, toute la population déportée, tous les arbres fruitiers coupés - que vouloir y implanter des escouades de maquisards frise les limites de l'impossible...

Et surtout, l'emploi des armes chimiques a brisé un ressort dans l'âme des peshmergas : que peut un « *honnête combattant* », pour reprendre l'expression de Hoshiyar Zibari, représentant du PDK en Europe, que peut un homme combattant, armé de son kalachnikov, contre un adversaire qui n'a pas hésité à gazer à mort quelque cinq mille Kurdes à Halabja en mars 1988... et qui n'hésitera pas à recommencer ! Aussi ces experts accueillent-ils avec beaucoup de scepticisme les déclarations d'un leader kurde affirmant disposer de trois mille hommes prêts à attaquer Saddam Hussein dès qu'il leur en donnera l'ordre.

Refusant d'admettre leur propre faiblesse, les responsables kurdes attribuent le silence des grandes puissances à un veto turc. Alarmé par les progrès de l'agitation séparatiste entretenue par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) au sein de la population kurde de Turquie - une « minorité » d'au

moins dix à douze millions de Kurdes - le président Turgut Ozal aurait mis, dès le mois d'août, une condition à son engagement aux côtés des alliés contre l'Irak : pas question de faire jouer un rôle quelconque aux Kurdes irakiens, pas question de les « récompenser » en leur donnant l'autonomie dans l'Irak de l'après-guerre que sont en train de dessiner diverses chancelleries.

Pour couper court aux interrogations de ses alliés sur les aspects les plus voyants de la répression des Kurdes en Turquie, M. Ozal envisage de légaliser l'emploi de la langue kurde, mais de manière très restrictive : le kurde restera interdit dans les lieux publics (bureaux, meetings, etc.) ; et si les cassettes folkloriques seront autorisées, la publication de livres en kurde restera interdite.

Entre Ankara et Téhéran

Le président Turgut Ozal aurait trouvé un soutien inespéré à Téhéran ! Confronté lui aussi au problème d'une minorité de quelques cinq à six millions de Kurdes vivant dans ses provinces frontalières de l'Irak, l'Iran ne peut envisager qu'avec inquiétude la création d'un Etat kurde autonome de l'autre côté de la frontière ; et ses dirigeants ont réaffirmé à plusieurs reprises leur attachement aux « *frontières établies de la région* » et à l'« *intégrité* » de l'Irak.

Mais le veto le plus important, et dont on parle le moins, c'est celui

de l'Arabie saoudite : pouvant difficilement accepter l'arrivée au pouvoir à Bagdad d'un régime vraiment démocratique - et donc chiite - les Saoudiens envisageraient plus favorablement la mise en place d'un « *gouvernement militaire provisoire* » formé par des généraux à la retraite comme le général Ibrahim Daoud ou le général Abdoul Ghani Al Raoui, qui ont pour eux d'être sunnites, et nationaliste arabe ou ex-baasiste, même s'ils sont totalement discrédités en Irak. Les Kurdes savent qu'ils n'ont rien à attendre de ces généraux.

Après avoir vu dans l'invasion du Koweït une « chance historique » d'être débarrassés de Saddam Hussein, les Kurdes se demandent avec amertume si une fois de plus les grandes puissances ne vont pas imposer une solution

ne tenant pas compte de leurs intérêts. Mais l'évolution de la situation sur le terrain - où la population des grandes villes kurdes manifeste de plus en plus ouvertement son opposition au régime de Saddam Hussein - amènera peut-être les alliés et, en premier lieu, les Américains, à ne pas « oublier » les 25 millions de Kurdes, sans lesquels il ne saurait y avoir de stabilité durable au Moyen-Orient.

CHRIS KUTSCHERA,
journaliste, auteur du
Mouvement national kurde,
Flammarion, 1979.

(1) le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le Parti socialiste du Kurdistan, le PASOK, le Parti populaire et démocratique du Kurdistan, et la branche kurde du Parti communiste irakien.

Marseillaise 18 février 1991

M.R.A.P.

"Les Kurdes, oubliés de l'histoire"

Après l'annulation par le maire de l'exposition en mairie sur le drame Kurde, le M.R.A.P. local communique :

"Chut ! Ce ne serait pas le moment de parler des Kurdes. C'est un terrain qui, sans doute, sent trop mauvais le gaz qui furent employés contre eux à une époque où le dictateur Saddam Hussein était encore appelé Monsieur le Président.

Récapitulons ! Avant le conflit du Golfe, leur situation inspirait l'indifférence quasi générale, hormis les cris d'alarmes poussés par de nombreuses organisa-

tions non gouvernementales.

Maintenant, pendant le conflit, on ne pourrait parler d'eux ! Pourtant, leur sort n'est guère enviable. En Irak, toujours opprimés par le régime de Bagdad, leur territoire (Mossoul et Kirkouk en particulier) subit les raids aériens menés des bases américaines situées en Turquie. En Iran, ils "profitent des joies" d'un régime qui leur a déclaré une guerre sans merci. Mais il faut

maintenant ménager l'Iran, qui ne tient plus, pour l'instant, le rôle du grand méchant loup. En Syrie, tout va bien, puisque ce pays s'est refait une virginité en adhérant à la coalition anti-irakienne.

Quant à la Turquie, l'état d'urgence est toujours en vigueur au Kurdistan, et un exode massif de la population Kurde s'est opéré près de la frontière avec l'Irak, de peur de représailles de celui-ci (de nombreuses ba-

ses de l'Otan sont situées au Kurdistan turc). Mais, la Turquie étant un allié à ménager, ne lui posons pas trop de questions au sujet de la politique qu'elle mène au Kurdistan.

En somme, tout va bien pour les Kurdes, et il sera bien temps de parler d'eux après... lorsqu'il sera trop tard, et qu'ils auront été cette fois-ci, définitivement oubliés de l'Histoire".

Le Comité Bollénois
du M.R.A.P.

Libération 18 février 1991

Quelles chances pour l'opposition irakienne ?

PAR PIERRE MARTIN *

C'est deux jours après le début de la guerre contre l'Irak, le vendredi 18 janvier, que l'ensemble de l'opposition irakienne a, pour la première fois de son histoire, entrepris de se réunir pour trois jours dans la capitale britannique. Représentant 21 partis, cette conférence, initialement prévue sur le mot d'ordre « les droits de l'homme et l'absence de démocratie en Irak », a évidemment pris une dimension nouvelle avec les derniers événements. Le simple fait de voir réunies les principales personnalités d'une opposition encore hier largement divisée est en soi un événement sans précédent.

A l'heure des choix, on peut se demander ce que représente l'opposition irakienne et quel rôle elle peut jouer dans les semaines ou les mois à venir ? Cette opposition est d'abord à l'image du pays, c'est-à-dire qu'on y trouve difficilement un consensus véritable autour d'une idée nationale. Réduite à l'action clandestine depuis des années, elle préconise, toutes tendances confondues, la lutte armée pour renverser le régime.

Composante majeure de l'opposition irakienne, le mouvement islamiste chiite est l'héritier d'un combat ancien. Tels des fantômes du passé, ces nouveaux oulémas chiites se mirent à revendiquer haut et fort l'héritage de leurs ancêtres, de ceux qui avaient mis en cause la légitimité de l'Etat-nation dès ses origines.

C'est le défi communiste en milieu chiite qui incite les oulémas à sortir de leur mutisme, à la fin des années 50. Cette réaction, partie des villes saintes, consista d'abord en un mouvement de réislamisation de la société. L'ayatollah Mohsen al-Hakim, le plus grand « mujtahid » de l'époque, en fut l'initiateur, aidé par une pépinière de jeunes oulémas, dont Muhammad Bâger Sadr. Dès l'arrivée au pouvoir de l'équipe Saddâm-al-Bakr, en 1968, le déclin du PC fit que le Baas apparut désormais comme l'ennemi principal de l'islam tel que le concevait cette nouvelle génération d'oulémas. Les relations du pouvoir avec les religieux se dégradèrent rapidement. Dès lors, l'engrenage de l'affrontement avec le Baas allait se précipiter. En 1979, l'ayatollah Muhammad Bâger al-Sadr annonçait publiquement qu'il faisait sien la théorie du « velâyat faghîh » (le pouvoir direct des religieux), énoncée par Khomeiny. Le 9 avril 1980, l'ayatollah Muhammad Bâger al-Sadr et sa sœur, Bint al-Hudâ, furent exécutés. Pour la première fois dans l'histoire du pays, le pouvoir avait pris le risque d'éliminer physiquement un « mujtahid », personnage sacré aux yeux des chiites. Selon le parti Daoua, de 1974 à 1980, 500 religieux seront exécutés. En 1983, ce fut la famille du défunt ayatollah al-Hakim qui fut à son tour victime de la répression : 100 membres du clan furent arrêtés, et 7 d'entre eux exécutés. Cette répression contre les oulémas chiites s'était accompagnée de la déportation de dizaines de milliers de chiites, par vagues successives, au printemps et à l'été 1980, jusqu'en 1983, sous le prétexte qu'ils n'étaient pas de « vrais Irakiens ». Au total, plus de 200 000 Irakiens furent exilés vers l'Iran.

Certes, l'ensemble des oulémas en Irak n'avaient pas repris à leur compte la théorie du « velâyat al-faghîh », mais la répression s'abattit sur l'ensemble de la hiérarchie, les rares à y échapper étant ceux qui, à l'instar de l'ayatollah Khoï, s'étaient murés dans un mutisme total.

Ce sont les chiites déracinés des grandes villes, nouveaux citadins pour la plupart, qui furent la base du mouvement islamiste, plus que ceux des campagnes du sud, imprégnés de

culture bédouine traditionnelle. Actuellement, le mouvement religieux se présente comme une constellation d'organisations, chacune patronnée de Téhéran par un religieux irakien exilé. Le plus important est certainement le parti Daoua. Fondé en 1968 par l'ayatollah Mohsen al-Hakim à Nedjaf, ce parti est partisan d'une stratégie par étape, privilégiant une réislamisation de la société par le bas avant de passer à l'action politique directe et à la lutte armée. Toutefois, le parti Daoua s'est par la suite manifesté par des actions armées contre le régime, notamment par des attentats contre les dirigeants baasistes. C'est le plus irakien des partis islamistes chiites. Le parti Daoua se défie, en effet, d'une direction exclusivement irarienne. Ainsi, certains de ses dirigeants, comme Murâda Askarî, n'acceptent-ils pas le « velâyat al-faghîh » et ont-ils soutenu l'ayatollah azerbaïdjanais Shariat Madârî contre Khomeiny. En 1980, au contraire des autres organisations islamistes, le parti Daoua s'est déclaré favorable à une large coalition avec les partis de l'opposition laïque, dans un « Manifeste de compréhension mutuelle ». Ces différences d'appréciation expliquent qu'à la fin de 1982, le parti a suspendu sa participation au Conseil supérieur de la révolution islamique en exil à Téhéran. De toutes les organisations islamistes chiites, le parti Daoua est le seul à affirmer qu'il respecterait le résultat d'élections libres en Irak, même si, comme il est probable, celui-ci n'était pas conforme à ses vœux.

Les autres organisations ont toutes accepté l'autorité de Khomeiny, et sont, en conséquence, toutes partisans du « velâyat al-faghîh ». Parmi les plus importantes, il faut citer l'Association des oulémas combattants, fondée en 1981 par Muhammad Bâger al-Hakim, l'un des fils de l'ayatollah Mohsen al-Hakim, aujourd'hui en exil à Téhéran. L'Organisation de l'action islamique, fondée en 1982 par Muhammad Tagi Mudarrisi, est responsable de la tentative d'attentat contre Târiq Aziz à l'université de Moustansiriya en 1980 et de nombreuses opérations au cœur même de Bagdad. Cette organisation n'a pas reconnu pendant longtemps la nécessité d'une alliance avec les forces laïques d'opposition.

L'opposition religieuse est longtemps demeurée à l'écart des tentatives de regroupement engagées par les Kurdes, les communistes et les nationalistes arabes, malgré les tentatives syriennes et iraniennes pour unifier les forces hostiles au régime irakien. Toutefois, à la faveur des événements du Koweït, Muhammad Bâger al-Hakim et Muhammad Tagi al-Mudarrisi ont tous deux d'abord lancé des appels à préparer la chute de Saddam Hussein et œuvré à la formation d'un large front avec les autres forces de l'opposition en exil. Le mouvement kurde a, lui aussi, beaucoup souffert de l'arrêt des hostilités entre l'Irak et l'Iran. Libérée du front irakien, l'armée irakienne s'est lancée, dès 1988, à la reconquête du pays kurde, ne reculant devant aucun moyen. Les scènes de populations gazées à Halabja sont demeurées comme un témoignage de la barbarie totalitaire. Toutefois, malgré de graves revers et la disparition des zones tenues par les « peshmergas » il n'y a pas eu d'effondrement du mouvement comparable à ce qui se produisit en 1975. D'une part, la dépendance à l'égard de Téhéran n'était pas totale, à l'inverse de l'époque du chah, et de l'autre, la République islamique n'a pas trahi ses alliés irakiens malgré son désengagement militaire. Parler du mouvement kurde aujourd'hui, c'est d'abord évoquer deux organisations : le Parti démocratique du Kur

**Chiites et Kurdes
représentent à
eux seuls
l'immense
majorité des
citoyens de l'Irak,
mais le pouvoir
baassiste en
place depuis
1968 n'a jamais
cessé de
gouverner contre
eux.**

Mustafa Bârzânî, le chef fondateur du PDK qui fut le facteur déterminant de la division. Son charisme et sa manière tyrannique de diriger le mouvement kurde pouvaient difficilement être acceptés de tous, dans un pays de surcroît habitué aux querelles tribales.

Le Parti démocratique du Kurdistan — commandement provisoire, dirigé par Massoud Barzânî se veut l'héritier du PDK de son père Moustafa. A la mort de ce dernier, les deux frères Idris et Massoud, se déclarèrent résolus à poursuivre la lutte de leur père. Ils se promettaient, toutefois, de ne pas reproduire les mêmes erreurs : Idris Bârzânî, tué au combat contre l'armée irakienne, il revint à Massoud Bârzânî de reconstruire le Parti. Il faut, en effet, revenir sur les conséquences tragiques de l'accord d'Alger signé en 1974 entre Bagdad et le chah d'Iran. Le mouvement kurde, soudainement privé de tout approvisionnement en armes, fut contraint de reculer face aux assauts d'une armée irakienne qui voulait laver l'humiliation de son expulsion, durant plus de dix années, de larges zones du pays kurde. Plus de 275000 Kurdes durent se réfugier en Iran pour fuir l'avance des soldats de Bagdad. De 1975 à 1978, 350000 Kurdes furent déportés de la zone frontalière et 700 villages brûlés. Le traumatisme alors créé a laissé des traces profondes dans les mémoires. Désormais, les dirigeants kurdes manifesteront une méfiance accrue envers l'Occident, accusé d'avoir trahi une nouvelle fois leur peuple, et se promettent de ne plus compter que sur leurs propres forces. En 1979, le PDK retournait à une lutte armée effective. Dès le début de la guerre entre l'Irak et l'Iran, malgré l'expérience du passé, il retrouvait son ancienne alliance iranienne, se persuadant de l'idée, qu'après tout, la République islamique n'était pas le chah. La coopération entre l'Iran et le PDK ira grandissant, au point qu'à partir de 1983, le PDK agira en coordination complète avec les forces de la République islamique. A la suite du cessez-le-feu, le PDK paya particulièrement cher la reconquête du Kurdistan par l'armée irakienne. Avec l'exil en Turquie de dizaines de milliers de Bârzânistes, fuyant la menace des gaz toxiques déjà

distan, dirigé par les héritiers de Bârzânî, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), conduite par Jalâl Tâlabânî. Les causes de la division se veulent politiques. L'UPK de Jalâl Tâlabânî s'est toujours réclamée de la gauche et du socialisme, tentant d'occuper au Kurdistan la place du PC, d'où la longue histoire d'hostilité entre les deux formations.

Face à un PDK « nationaliste et bourgeois », accusé d'avoir reproduit en son sein les structures les plus rétrogrades de la société kurde, l'UPK entendait revendiquer l'exclusivité d'un certain progressisme. En fait, c'est surtout la personnalité de

utilisés à Halabja, il perdait l'une de ses principales bases sociales à l'intérieur du pays. Depuis, il s'est réorganisé à partir de l'Iran où il a maintenu des camps d'entraînement à proximité de la frontière. Le PDK affirme lutter pour l'établissement en Irak d'un régime démocratique, acceptant le droit des Kurdes à l'autodétermination. Il serait favorable à une autonomie du Kurdistan dans le cadre d'un Etat irakien démocratique, autonomie évidemment bien différente de celle envisagée par Bagdad, qui n'est, aux yeux du PDK, qu'un simulacre. Outre l'étendue des pouvoirs dévolus à la région autonome et des garanties démocratiques, la question des zones pétrolifères de Kirkouk, Mossoul et Khânaqîn, considérées comme parties intégrantes du Kurdistan, ont toujours constitué le point de rupture entre les Kurdes et le Baas irakien.

L'autre mouvement kurde, l'Union patriotique du Kurdistan, est issu de la scission, en 1970, d'une minorité du PDK, composée d'éléments hostiles à Bârzânî. Cette minorité fut alors soutenue par le Baas. A la suite de l'effondrement du PDK en 1975, l'UPK prétendit à la direction du mouvement kurde. Au contraire du PDK, l'UPK se refusait à toute alliance avec l'Iran, dont la politique religieuse heurtait ses options laïques et progressistes déclarées. Pour cette raison, dans les négociations qui s'ébauchaient entre les différents mouvements d'opposition, l'UPK fut soutenue par les partis nationalistes arabes contre le PDK. Mais ce dernier retrouvait à ses côtés son vieil allié de toujours, le parti communiste irakien.

En 1982, des négociations s'engagèrent entre Tâlabânî et le Baas, trop heureux de pouvoir diviser le mouvement kurde. Les bonnes relations de Tâlabânî et du PDK d'Iran de Ghâssemlou, allié paradoxal de Bagdad, avaient aidé au rapprochement avec le pouvoir irakien. En novembre 1983, Tâlabânî acceptait une trêve afin de négocier le projet d'autonomie du Kurdistan avec Bagdad. Entretemps, l'UPK n'hésitait pas à attaquer au Kurdistan une base du PCI, l'allié du PDK. Les négociations avec le Baas durèrent une partie de l'année 1984, jusqu'à ce qu'on apprenne la rupture entre les deux parties. Convaincu du manque de sincérité du pouvoir, l'UPK retournait à la lutte armée. Dès lors, la voie était ouverte pour une réconciliation avec le PDK, favorisée par l'Iran. L'aggravation de la guerre au Kurdistan amène une unification des rangs de la guérilla kurde : en avril 1987, le Front unifié du Kurdistan irakien est créé, qui voit pour la première fois côte à côte le PDK et Bârzânî et l'UPK de Tâlabânî, ainsi que trois autres petits partis kurdes.

Il semble que l'unité retrouvée du mouvement kurde, consacrée, depuis 1986, par la réconciliation entre le PDK et l'UPK ne soit pas menacée, les deux grands mouvements ayant tiré des leçons similaires du passé récent. La coopération des deux principaux partis a permis de surmonter la fin de l'engagement militaire iranien et le retour de l'armée irakienne au Kurdistan.

*Pseudonyme d'un spécialiste de l'Irak. Cet article est la première partie d'une étude d'ensemble de l'opposition irakienne. Nous en publierons la suite demain.

DAUPHINE LIBERE

18 février 1991

PEINTURE

Le mal du pays

« En attendant le jour où... » ils peignent leur patrie et exposent leurs œuvres

Anton, Bachar, Hiner, Jaza et Kamil, cinq peintres kurdes exposent du 16 février au 3 mars 1991 en mairie de Bollène.

Cette exposition « Formes, signes et couleurs pour une terre » est d'une beauté parlante. Elle est inédite dans le genre à Bollène et la région. Sa réalisation demanda de nombreuses heures de travail et d'efforts pour la commission extra-municipale arts plastiques composée de : Bernard James, adjoint au maire délégué à la culture, Stéphane Ferrier, Annie Dandeville, Agnès Lis, Anne Dereal, Jean-Louis Sempere, Lucette Depooter et Flavio Parenti, en collaboration avec l'Institut kurde de Paris.

Depuis avril 1990, ensemble ils travaillent à l'organisation de cette exposition mais aussi à de nombreuses actions qui devaient s'ordonner tout autour afin de faire connaître le mieux possible et au plus grand nombre la situation tragique du peuple kurde.

Cette exposition devait être précédée d'une autre exposition réalisée par le M.R.A.P. Une soirée était aussi prévue suite au vernissage du 16 février avec un groupe folklorique kurde et un chanteur kurde résidant en Suède. Toutes ces animations ont été annulées,

seule est maintenue mais reportée la projection du film « Le troupeau » mis en scène par Zeki Okten sur un scénario de Yilmaz Guney, réalisateur de « Yol » et « Le Mur ». Les projections du film qui étaient prévues les 18 et 19 février 1991 sont reportées aux 25 et 26 février 1991, car le film est retenu à Paris pour y être projeté. Après la visualisation du film au Clap, des débats seront animés par Hiner Saleem, peintre exposant ses œuvres actuellement à Bollène.

Le vernissage fut retardé de quelques minutes car on attendait le peintre Kamil qui arrivait de Paris, et qui n'arriva que plus vers 19 h 30. Bernard James prit le premier la parole pour l'ouverture de l'exposition. Il remercia toutes

les personnes présentes et principalement les membres de la commission extra-municipale arts plastiques et l'Institut kurde de Paris représenté par Bachar. Celui-ci prit la parole avec beaucoup d'émotion et déclara qu'il s'excusait

mais ne savait ni lire ni écrire le kurde, il l'apprit oralement car aucune école est autorisée à enseigner leur langue. Il regretta que le Kurdistan soit « une patrie occupée, divisée, partagée entre les voisins », mais ils espèrent et attendent « le jour où les enfants pourront à l'école apprendre leur langue d'origine, le jour où les femmes chanteront la liberté en langue kurde », dans cette attente ils restent fidèles à leur peuple, leurs parents qui sont restés dans les montagnes.

« En attendant le jour où... » ils exposent leurs œuvres à Bollène et partout où dans le monde ils sont sollicités. Des œuvres qui expriment leur désespoir et reflètent la chaleur de leur pays et du peuple kurde.



Un vernissage émouvant de la part des personnalités

Midi Libre 18 février 1991

La Tribune
28 février 1991

A Bollène
Exposition
kurde



« Un coloris incandescent baigné dans la culture visuelle d'un peuple passionné pour les couleurs qui cohabitent avec lui au Kurdistan ruisselant de sang et célébrant les fleurs, telle est la première impression visuelle que donnent les tableaux de Hiner, Jaza, Kamil et Mirzoev ». Une exposition à voir jusqu'au 3 mars à la mairie de Bollène. Les cinq peintres qui y participent (Anton, Bachar, Hiner, Jaza et Kamil) sont des représentants tout à fait significatifs de ce croisement inter-culturel, de ces multiples tentatives conscientes ou subconscientes d'une synthèse entre les univers affectifs et picturaux de l'orient et de l'occident. Ouvert tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

A voir chez nos voisins

Cinq peintres kurdes à Bollène



■ L'histoire des Kurdes est faite de souffrances anciennes et récentes qui ont contraint bon nombre d'artistes à quitter leur pays. Mais ces hommes et ces femmes ont gardé un lien profond avec leur peuple et le souci de maintenir l'unité et l'identité culturelle de leur pays sans terre.

Artistes et intellectuels assoiffés de liberté, en particulier de la liberté d'expression constituent une part importante des 7 millions de Kurdes qui vivent aujourd'hui hors du Kurdistan, dans des métropoles de la région ou en Europe Occidentale. Cette dernière compte ainsi 650.000 réfugiés. De son rapprochement avec l'Europe, la culture kurde a subi quelques influences. Et les peintres kurdes aujourd'hui, nourris à la fois de

la tradition et aux sources mêmes de la peinture européenne, jouent le trait d'union entre les deux cultures.

L'exposition «*Formes, signes et couleurs pour une terre*» présentée actuellement chez nos voisins de Bollène est ainsi significative de ce croisement inter-culturel. Cinq peintres, Anton Mirzoev, Kamil Mustafa, Hama Jaza, Hiner Saleem, Bachar Al Issa illustrent cette passerelle entre les univers affectifs et picturaux de l'Orient et de l'Occident. Organisée par la ville de Bollène en collaboration avec l'Institut kurde de Paris, cette exposition est à voir en mairie.

«*Formes, signes et couleurs pour une terre*» jusqu'au 3 mars, tous les jours, de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

ARTENSION BOLLENE

février 1991

ORIENT-OCIDENT

«Formes, signes et couleurs pour une terre»

Dans le cadre des cultures artistiques qui se sont développées depuis des millénaires autour de la Méditerranée, où se sont accumulés des peuples qui ont créé un tissu culturel fait d'échanges, d'emprunts et d'influences, il nous a paru intéressant de rechercher et vérifier la vitalité des représentants de la jeune génération d'artistes de la diaspora Kurde dans l'Art Plastique Contemporain.

Cette manifestation culturelle, qui impose une préparation de longue haleine, était en cours d'élaboration avant les événements du Golfe. C'est l'histoire des oppressions anciennes, du génocide récent dont le peuple Kurde a été victime mais aussi la localisation géographique du Kurdistan situé entre Irak, Iran, Turquie, Syrie et Union-Soviétique, qui en font l'actualité.

L'œuvre des artistes présentés a plusieurs pôles d'intérêt, le plus important, peut-être, consiste dans la recherche d'une synthèse précaire entre l'Art d'Orient et d'Occident, entre les profondes et parfois explicites racines culturelles du passé et l'imaginaire du présent qui prend à son compte les nouveautés des formes du visuel contemporain.



Saleem HINER, Pastel, 46x64 cm.

Aux peintres et sculpteurs nés dans les années 50 en Kurdistan-Irakien et dispersés dans l'Europe Occidentale par la diaspora, s'ajoutent deux artistes venant de Géorgie, République d'Union Soviétique proche des frontières du Kurdistan.

CENTRE CULTUREL DE BOLLENE

Avenue du Maréchal Leclerc - 84500 Bollène.
Tél. 90 30 44 52.

Du 16 février au 3 mars 1991.

L'exposition est organisée en collaboration avec l'Institut Kurde de Paris.

106, rue La Fayette - 75010.

Tél. 48 24 64 64.

LE PROVENÇAL 19 février 1991

LE SANG DE LA TERRE



Bachar, peintre kurde : joie et douleur... (Photo J.P.)

BOLLENE: Cinq artistes kurdes illuminent les cimaises. Un art d'une rare élégance, pétillant d'allégresse. Mais Bachar, au nom de ses camarades exilés qui n'ont comme lui, que des pinceaux pour le dire, nous rappelle "l'incandescence visuelle d'un peuple dont les couleurs ruissellent de sang et célèbrent les fleurs."

Sur fond de crise du Golfe, qui écartèle un peu plus le Kurdistan, l'émotion rejailit et renvoie au tapis les investigations gratuites de l'art maudit. Ces œuvres procèdent en sens inverse, en muant la douleur en joie.

Personne n'est dupe du prix d'un tel chant : le déchirement d'un peuple. Témoins l'œuvre de Bachar,

dont les compositions expertes ordonnent violemment du rouge et du vert, opposant respectivement des personnages enthousiastes et un environnement hostile. au niveau pictural, le talent opère avec bonheur. Mais qui-conque a l'opportunité d'en pénétrer la clé, n'en sort pas indemne. C'est beau, mais cela fait mal.

Anton, Hiner, Jaza et Kamil, tout comme Bachar, nous interpellent au plus profond du cœur. Une exposition bouleversante, intitulée "signes et couleurs pour une terre", organisée par la ville de Bollène en collaboration avec l'Institut Kurde à Paris. Visible à l'Hôtel de ville, salle des Pas Perdus, jusqu'au 3 mars.

LE PROVENÇAL

19 février 1991

BOLLENE

Kurdistan : du sang et des fleurs

Cinq artistes kurdes nous content leurs bonheurs enfouis. Des couleurs flamboyantes pour une terre de souffrance. Beau et déchirant...

L'ironie est la parure du désespoir. Tandis que l'élé-gance est celle de l'art kur-de. Voilà qui redonne son sens au mot "émotion". Qu'on cesse de galvauder à titre d'états d'âmes ou d'émerveillements gratuits.

Ces cinq artistes kurdes nous donnent du bonheur, à partir de douleurs. Il y a fait certes du talent. De même que le conflit du Golfe conditionne notre regard. Il n'empêche que l'évidence, quelque part, dé-passe l'événement, décidé ici bien avant la crise ac-tuelle en avril 90, en colla-boration avec l'institut kur-de, à Paris.

Des pinceaux pour le dire...

On frémit à l'idée que pareil témoignage d'espoir ait pu subir le sort de ma-nifestations prévues la se-maine dernière, en prélude à celle-ci : exposition sur le peuple kurde organisée par le MRAP, conférence et spectacle annulés à la der-nière minute. Aux regrets succède aujourd'hui une rencontre inespérée.

Au nom de ses quatre compagnons d'arme, qui n'ont comme lui que des pinceaux pour le dire, Ba-char (rédacteur en chef ar-tistique d'un journal arabe) parle "d'incandescence vi-suelle et de couleurs qui ruissellent de sang et cé-lèbrent les fleurs..."

Un mal qui perdure...

C'est beau, fût-ce au



Lors du vernissage : Bachar (à gauche) et Kamil (3e à droite). (Photo J.P.)

prix du déchirement d'un peuple. Cela chante, danse, rit, mais en filigrane, le mal perdure. Limitons-nous en-core à Bachar Al Issa, dont de grandes huiles nous montrent des femmes, des personnages rouges encer-clés de vert.

Oppositions joie-souf-france, paix-drame, qu'or-chestre savamment la composition. Qui a l'oppor-tunité de pénétrer dans le

jeu, n'en sort pas indemne. Oui, c'est beau. Mais cela fait mal...

Aux côtés de Bachar, nous empoignent tout au-tant Anton, Hiner, Jaza et Kamil, dont bien sûr nous reparlerons, notamment en notre rubrique "Itinéraires" du 21 février (page d'Orange).

Une assistance considé-rable honorait le vernis-sage-cocktail, où seuls

Exposition à la mairie, salle des Pas Perdus, jus-qu'au 3 mars. Ne la man-quez surtout pas!

Le Figaro
19 février 1991

Les Kurdes, spectateurs de la guerre

Aux confins turco-irakiens, la guerre fait partie du quotidien. Du haut des pitons escarpés, on peut assister aux bombardements du nord de l'Irak par l'aviation américaine.

CUKURÇA :
de notre envoyé spécial
Xavier GAUTIER

Mustapha Tercuman braque d'un air féroce son fusil d'assaut M 16 sur la montagne striée de plaques de neige. Les Irakiens sont là, à portée de main, au sommet du mont Piniyaneh. Et ça l'excite visiblement beaucoup.

Combinaison de saut vert olive rapiécée, pistolet belge au ceinturon et grenades pleines les poches, Mustapha fait partie des forces spéciales turques. Il a vingt-cinq ans, un visage émâcié, finement moustachu, et un regard de buse. Pour lui, les soldats de Saddam Hussein en position sur la crête sont comme les ours et les loups : une proie qu'il rêve de tirer sans jamais le faire.

Lorsque la frustration devient trop forte, Mustapha Tercuman va derrière la Valigli — la monstrueuse préfec-

ture de béton gris gardée par un buste d'Atatürk — vider un chargeur ou deux sur une vieille théière de fer déchiquetée.

Cukurça est un nid d'aigle perché à plus de 3 000 mètres à flanc de montagne, où le froid est si cinglant que la neige glace instantanément sur la rocaille. Un repère de brigands où se trouve consignée une petite unité des forces paramilitaires de la police, chargées du maintien de l'ordre.

En contrebas, une caserne de gendarmerie, terrée au fond d'un vallon. Cukurça, c'est une grappe de bâtiments fortifiés de béton sale et des baraques de contreplaqué bordant une rue unique. Sinitre le jour, lugubre la nuit. C'est aussi un village kurde terrorisé, blocs de pierres et de torchis, sur un piton rocheux couvert d'ordures.

C'est enfin la preuve sur terre que les puces et les cafards survivent aux températures inférieures à moins 20°.

Première question des autorités : « Qu'êtes-vous venus chercher ici ? »

« Voir l'ennemi ? » Mouvement d'incrédulité : « Mais, Eftendim, l'ennemi est partout. » Pas l'Irakien, c'est sûr. Dans cette partie torturée de la frontière, à l'extrême sud-est de la Turquie, toute allusion à une attaque massive de Saddam provoque l'éclat de rire général. Prendre Cukurça ? Il faudrait ensuite trois heures d'errance sur les chemins escarpés, à la merci des éboulis, pour atteindre la plus proche localité.

est même la seule richesse de Cukurça.

Se rendre en Irak ? Rien de plus facile, répond Abulhamid, un gosse déluré de quatorze ans : « Ma famille habite la dernière maison du village. Voulez-vous m'accompagner là haut ? » Mais quelques pas à peine dans la gadoue et c'est soudain un canon pointé sur la poitrine. « Stop. Vous venir à la Polis. Tout de suite », ordonne une silhouette menaçante dans le noir.

Une frontière illusoire

Ici, il n'est pas de jour que la poudre ne parle. Les partisans du PKK (le parti communiste kurde) et Pesh Mergues (combattants kurdes) de Massud Barzani ont fait de la vallée du Büyük Zap et des montagnes du Botan leur camp retranché. Les uns, théoriquement, du côté turc. Les autres, du côté irakien. En fait, mêlés de façon inextricable.

Ici, depuis des générations, on ne connaît que la libre circulation. Cette frontière trouée comme un fromage

passé le dernier poste de contrôle et avant le petit pont suspendu, vous êtes déjà allés, sans le savoir, en territoire irakien. »

Depuis quinze jours, le ciel s'assombrit de menaces inconnues. Le jeune médecin stagiaire d'Ankara affirme qu'il a trouvé dans la neige, près d'un village, un missile américain non explosé. Les habitués du restaurant soutiennent mordicus que les Américains bombardent le Kurdistan turc. Tout se mélange. Des nouvelles légendes se forgent.

Ce matin, Mustapha Tercuman a vu la guerre. A l'aube, des déflagrations sourdes l'on tiré d'un demi-sommeil agité. Comme un cabri, il a grimpé au sommet du piton au village kurde. Debout sur le toit en torchis d'une maison, il a vu de lourdes volutes de fumées brunes couvrir l'horizon vers le sud. Puis il a levé la tête, pour apercevoir quatre bombardiers étoilés et vides fuser au-dessus de lui en formation serrée. Pour la première fois de sa vie, une image d'apocalypse lui a traversé l'esprit.

Inutile de tendre votre laissez-passer de la super-préfecture : « Diyarbakir est loin », commente une voix connue. Mustapha Tercuman est caché dans un coin. « Ce matin, lâche-t-il d'un ton goguenard, après avoir

X. G.

JUST WHAT WAS SAID / Saddam Hussein wasn't the first to use chemical weapons on his country, says one British account

The Globe and Mail,

Wednesday, February 20, 1991

When Britain gassed Iraq

From an editorial by publisher Michael Newman in the *Oliver Chronicle*, Oliver, B.C.:

IT is a popular argument these days that Saddam Hussein, a mad-dog dictator like Adolf Hitler, must be stopped sooner rather than later. Proof of his monstrous personality is provided by the fact that the used poison gas against his own people.

The rest of world, the argument continues, must now acknowledge the lessons of Munich and not appease the tyrant. Rather we must behave like Winston Churchill and confront the enemy now before he get even stronger.

It's an interesting argument but forgets some Middle Eastern history when applying the European experience to that troubled area. Evoking the name of Churchill among the Iraqis does not produce quite the same impression that it does for us. We see him as the courageous bulldog defying the monstrous German war machine. The Iraqis see him in an entirely different light.

Saddam was not the first to use chemical weapons against the Iraqi people. The honour goes to General Sir Aylmer Haldane of the British army in the summer of 1920. Britain ruled Iraq after the First World War.

When the tribesmen of the Euphrates rose in rebellion against British military rule, the British army used gas shells — "with excellent moral effect." Nearly 9,000 Arabs were killed in the uprising.

Winston Churchill became Colonial Secretary in 1921 and continued to support a 10-year air war against rebellious Kurdish tribesmen. Churchill urged the Royal Air Force to use mustard gas but the advice was rejected for technical rather than humanitarian reasons.

My information comes from an article written by Oxford University fellow David Omissi, author of *Air Power and Colonial Control: The Royal Air Force 1919-1939*. To quote, "Even without gas the campaign was brutal enough. Some Iraqi villages were destroyed merely because inhabitants had not paid their taxes. The British authorities always maintained in public, however, that people were not bombed for refusing to pay — merely for refusing to appear when summoned to explain non-payment."

I do not present this little snippet from history because I want to suggest that Saddam is not a bloody-minded tyrant, but because we should keep in mind how the Iraqis are going to react to our assumptions. We may have forgotten that period 70 years ago but it is unlikely that they have. As I listened to my family's stories about the two world wars, so they will have listened to their grandfather's account of the British colonial rule. When a British

Tornado screams overhead they will not see it as the vanguard of a liberating army but rather as the return of an oppressive foreign power.

We are waiting for the ground war to begin. The tenacity with which the Iraqis defend their positions will determine how expensive and bloody the operation becomes. Hopefully the endless bombardment that they have endured will have eroded morale and ability to fight, but if they should prove to be both courageous and stubborn we shouldn't put it down to some bizarre brainwashing or religious fanaticism. They will be fighting like many other peoples who believe they are the only thing that stands between the barbarians and their homes.

The Globe and Mail, Monday, February 18, 1991

Language rights plan opposed

Reuters News Agency

ANKARA — A Turkish government plan to let an estimated 10 million Kurds speak their mother tongue without breaking the law has run into stiff opposition.

The reform, seen by Western diplomats as a bid to improve Turkey's human rights image, has angered many nationalist Turks.

They fear that lifting the ban, imposed in 1983 to help curb political violence, will fuel Kurdish aspirations for independence.

Parliamentary sources say that despite its absolute parliamentary majority, the ruling centre-right Motherland Party may fail to push the reform through the assembly quickly, partly because of resistance within its own ranks.

"We must tread very carefully. People in other regions fear this

move could lead to separatism," Motherland deputy chairman Metin Gurdere said.

A draft bill, sent to parliament last month by the government, proposes allowing the Kurds, concentrated in 13 provinces, to speak — but not write — their language.

So sensitive is the issue that the draft bill that would merely legalize current practice does not even mention the word Kurdish.

The outlawed Kurdish Workers Party has led a violent independence campaign that has cost more than 2,600 lives since 1984.

The PKK says the region is part of an ancient Kurdish homeland covering parts of present-day Iran, Iraq and Syria. Turkey, which borders all three countries, has sworn to prevent the emergence of any independent Kurdish state in northern Iraq after the Gulf war.

ROUGE

21 février 1991

Les Kurdes

face à trois guerres

« **L** nous faut poser la question kurde dans toute sa dimension, poser le problème de vingt-cinq millions d'hommes et de femmes qui constituent une nation avec le droit à l'autodétermination », rappelait Abdul-Rahman Ghassemlou, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, assassiné en juillet 1989 par des émissaires du gouvernement de Téhéran à Vienne, où il avait été convié à des négociations « secrètes ».

« Le droit à l'autodétermination pourrait se traduire de plusieurs façons et se manifester sous différentes formes : l'autonomie, le fédéralisme, l'indépendance. En Iran, nous avons choisi l'autonomie et le mot d'ordre de notre parti, " Démocratie pour l'Iran et autonomie pour le Kurdistan ", ne dépasse pas le cadre de l'Etat iranien. (...) Nous voulons sauvegarder notre culture. La langue kurde doit être reconnue comme une langue officielle au Kurdistan d'Iran. Le pouvoir politique doit être décentralisé et les affaires intérieures du Kurdistan gérées par les représentants du peuple kurde démocratiquement élus. »

Les Kurdes ont participé à la révolution iranienne, il y a plus de dix ans déjà. Puis, leurs représentants ont essayé, pacifiquement, d'obtenir leurs droits légitimes. Khomeyni les a rejetés, déclarant la guerre sainte contre le peuple kurde. « Le régime sanguinaire et réactionnaire de Khomeyni a manifesté son hostilité envers tous les peuples d'Iran, explique le programme du PDKI, et toutes les aspirations de ces peuples aux droits et aux lois. Le PDKI considère que, pour libérer l'Iran de l'injustice et de la dictature et ramener la révolution dans la voie progressiste, il faut renverser le régime sanguinaire réactionnaire et impopulaire de Khomeyni et le remplacer par un régime démocratique qui réalisera les aspirations des peuples iraniens. »

La convergence des luttes des Kurdes de Turquie, d'Irak, d'Iran et, pourquoi pas, leur alliance dans un front de libération du Kurdistan, à l'exemple de l'OLP pour le peuple palestinien, peut être le point de passage obligé de la lutte du mouvement national كوردستان به خاورمیانه à l'avenir. Ceci constituerait également une formidable secousse et un encouragement considérable aux luttes des peuples de la région pour la démocratie, la révolution, le contrôle de leur terre et de leurs ressources.

Ce lien entre la lutte des Kurdes pour leurs droits propres et la dimension démocratique générale de leur combat dans l'Etat qui les opprime se retrouve aujourd'hui en Irak. Les Kurdes et les principaux partis qui les représentent, le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan de Tjalal Talabani sont alliés avec tous les partis laïques et religieux qui s'opposent à la dictature de Saddam Hussein. Ils aspirent aujourd'hui à son renversement, tout en affirmant leur indépendance à l'égard des forces « alliées » qui bombardent Bagdad.

Saddam Hussein a systématisé sa politique de destruction du Kurdistan d'Irak, à partir de 1987. Un véritable génocide. « *Aucun peuple, sauf le peuple juif peut-être, n'a autant souffert que le peuple kurde par la guerre. Aucune famille depuis vingt ans qui n'ait eu un enfant, voire deux ou trois, tués ou torturés dans les combats. C'est dire si nous voulons la paix* », affirme le représentant en France de l'Union patriotique. Les droits reconnus aux Kurdes en Irak sont pourtant, pratiquement, les plus élevés dans la région.

Saddam Hussein a signé, en personne, un accord avec feu Mustapha Barzani, leader charismatique du Parti démocratique du Kurdistan en 1970. Après des années de guerre populaire, le dictateur de Bagdad admettait l'« autonomie du

Kurdistan », qui était alors contrôlé aux deux tiers par les forces du mouvement national kurde. Les institutions devaient être mises en place dans un délai de quatre ans. Mais Saddam considérera tout cela comme du vent, en 1974, après avoir conclu un traité d'amitié avec l'URSS qui, jusque-là, soutenait les Kurdes !

Le Shah d'Iran reprendra la balle au bond, s'alliant alors avec les Kurdes d'Irak — sous la bénédiction des Etats-Unis et tout en poursuivant sa répression féroce à l'égard des Kurdes d'Iran. Puis, les deux ennemis, Saddam et le Shah, signeront en 1975 l'accord d'Alger, contre les Kurdes des deux pays.

La révolution iranienne renverse le maître de Téhéran, et c'est la guerre entre l'Iran de Khomeyni et l'Irak de Saddam Hussein. Les Kurdes des deux Etats s'allient temporairement avec le gouvernement de l'Etat voisin, dans la lutte contre le leur. Chassés-croisés qui les mèneront jusqu'à l'affrontement entre eux. Confrontations fratricides aujourd'hui cicatrisées.

Le nouveau cours de la politique iranienne à l'égard de l'Irak et le rôle de la Turquie dans l'alliance des armées impérialistes ont à nouveau bouleversé les rapports entre lutte pour le droit à l'autonomie et révolution démocratique dans les Etats concernés. Téhéran et Ankara excluent toute création de cet Etat

kurde autonome auquel aspirent les opposants de Saddam Hussein le long de leurs frontières.

L'Etat turc arme une partie de la population contre l'autre au Kurdistan de Turquie, en créant des « unités de protection des villages », chargées de s'opposer à l'« Intifada » qui secoue la région depuis le printemps dernier. Le cours de la politique répressive de l'Etat turc est incontestablement en hausse. La Fédération internationale des droits de l'homme qualifie les méthodes de répression à l'œuvre dans les deux pays à l'égard des minorités kurdes de « symétriques ».

Actuellement, c'est le Parti des travailleurs du Kurdistan qui anime la lutte de libération des seize millions de Kurdes de Turquie. C'est un parti « jeune » dont les militants, après avoir limité leur exil au Moyen-Orient — en Syrie notamment — après le coup d'Etat des généraux turcs en 1980, ont choisi le retour au pays et la lutte armée en 1984. Le Parti des travailleurs du Kurdistan milite pour l'indépendance et l'unification du Kurdistan, rompant avec toutes les revendications intermédiaires, par exemple l'autonomie dans le cadre de chaque Etat concerné, avancées par les autres partis kurdes qu'il considère comme « réformistes ». Souvent contesté en ce qui concerne son utilisation de la violence par d'autres forces du mouvement national kurde, accusé par divers pays occidentaux (dont la RFA, de terrorisme, le parti des travailleurs du Kurdistan rejette ces affirmations. En revanche, la lutte armée a, pour lui, une logique et des conséquences inévitables : les coups militaires contre les milices antiguerrilleros et les forces qui collaborent avec Ankara notamment.

Mais le Parti des travailleurs du Kurdistan renforce aujourd'hui la dimension de son action pour le respect des droits de l'homme. Les par-

tis kurdes d'Irak et d'Iran lui reconnaissent une représentativité réelle sur le terrain.

Dans les textes adoptés lors de son récent congrès, il analyse la guerre en cours comme une guerre réactionnaire, contraire aux intérêts des peuples de la région. « *L'une des parties en guerre est dirigée par le bloc impérialiste américain dont les marionnettes sont Israël et la République turque ; l'autre partie est la dictature irakienne qui a été mise en place par les puissances impérialistes et qui est devenue un fléau pour les peuples de la région. Nous sommes aux côtés du peuple kurde, nous n'entreprendrons rien qui puisse soutenir Saddam Hussein ni en Europe ni au Proche-Orient. (...) Nous avons une position claire et indépendante : sauver les Kurdes afin qu'ils ne soient pas utilisés en tant que boucs émissaires pour n'importe quelle force.* » Une méthode différente de la tactique appliquée notamment par les Kurdes d'Irak lors de la guerre avec l'Iran : s'allier avec l'ennemi de celui qui vous opprime. « *Dire non à la guerre n'a aucun sens pour le peuple kurde, conclut le PKK, car il y a déjà une guerre au Kurdistan. Dans cette situation existent les conditions favorables de transformer cette guerre réactionnaire en une guerre révolutionnaire.* »

Turquie, Iran, Irak, Syrie, URSS : le peuple kurde est aujourd'hui au cœur de la guerre du Golfe. L'unification de ses forces paraît indispensable pour garantir le droit à l'autonomie que recherchent chacune de ses parties constituantes dans leurs Etats respectifs. Kurdistan : pays grand comme la France (cinq cent cinquante mille mètres carrés), vingt-cinq millions de Kurdes y vivent, son histoire a plusieurs siècles. Il reste une nation niée. Par les quatre Etats qui se partagent ses terres ; par les « Grands » qui arment ou ont armé les Etats concernés, par les institutions internationales qui préfèrent entendre parler de la question le

moins souvent possible en ces temps où l'on célèbre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Pour les Kurdes, la division est certes une vieille histoire. Les frontières ont été taillées en 1923, en plein cœur de la nation kurde. Le Traité de Lausanne, signé entre les puissances occidentales et l'Etat turc annulait le Traité de Sèvres. Celui-ci préconisait, trois ans plus tôt, la création d'un Etat kurde, mais il ne fut jamais appliqué ; Atatürk lui-même s'y opposa farouchement. Les mêmes puissances qui délimitèrent leurs zones d'influence dans le Golfe selon les tracés du traité Sykes-Picot, éclatèrent le peuple kurde au gré de leurs intérêts pétroliers. Les terres du Kurdistan, irakiennes par exemple, renferment les puits de Mossoul et de Kirkuk. Un pétrole de première qualité, attribué alors à l'Irak sous contrôle britannique, au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Une langue et quatre dialectes, une littérature qui remonte à dix siècles au moins, des traditions et des coutumes identiques forment une identité que n'effacent pas les frontières. L'indépendance d'un Kurdistan unifié bouleverserait en profondeur les bases mêmes de l'ordre colonial institué depuis le début du siècle et des frontières qui en découlent. Cela ferait éclater les trois Etats gendarmes de la région, initiant une redistribution générale des cartes et favorisant un essor des luttes de libération. Voilà la raison profonde du silence permanent des puissances occidentales sur cette question. Voilà la preuve par neuf que la guerre du Golfe, menée prétendument au nom du droit international, s'assoie sur le droit des Kurdes, encore une fois.

Il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient tant que le Kurdistan ne sera pas libre.

Michel Morel

LIBÉRATION CHAMPAGNE, 11 février 1991

Mme Mitterrand :

"combat pour les droits de l'Homme"

L'épouse du président de la République, Mme Danielle Mitterrand, a estimé que le combat pour la libération du Koweït était "un combat pour les droits de l'Homme, les droits des peuples" et que la guerre était nécessaire dès lors que "les cartes de paix" avaient été "toutes épuisées".

Mme Mitterrand, qui était l'invitée de FR3, en sa qualité de présidente de la fondation France-Libertés, a déclaré qu'il était devenu nécessaire d'"arrêter la propension des dirigeants de l'Irak. Après le Koweït cela aurait pu être l'Arabie Saoudite. (...) Il fallait arrêter cela très vite", a-t-elle ajouté.

Aussi, à son avis, "aujourd'hui il ne faut pas avoir d'états d'âme. Il faut soutenir nos soldats, les préserver d'une baisse de moral et préparer l'avenir, préparer la paix".

Mme Mitterrand, qui milite depuis plusieurs années pour la reconnaissance de la culture et de

l'identité kurde et dont la Fondation avait dénoncé l'emploi d'armes chimiques par l'Irak contre les populations kurdes, a souligné que "quand on reçoit les témoignages de telles violations des droits de l'Homme (...), d'un tel mépris de la vie d'autrui, on peut ne pas être étonné d'aboutir à une crise comme celle que nous vivons aujourd'hui".

Après la guerre, "il y aura des conférences pour la paix et des tours de table des dirigeants (...), mais il y a aussi toute la société civile et il y a toutes les organisations non gouvernementales qui restent à l'écoute, qui entendront la population et qui l'aideront à reconstruire les villages et soutenir leur projets de développement rural ou économique", a-t-elle indiqué, estimant qu'il "faudra le faire très vite en Irak et dans les pays qui seront meurtris".

LE PARISIEN, 18 février 1991

▼ En bref

MARLY-LE-ROI

Danielle Mitterrand avec les Kurdes

● La femme du président de la République a fait une visite privée hier à l'Institut national de la jeunesse. La présidente de la Fondation France-Liberté venait assister à une conférence organisée par l'Institut Kurde de Paris. Un groupe de Kurde séjourne actuellement à Marly-le-Roi. Attachée depuis très longtemps à la cause kurde, Danielle Mitterrand a tenu à ce que la réunion demeure privée. Elle s'est d'ailleurs déroulée sous haute surveillance.

El País, 10. 02. 1991

EE UU y Siria promueven un Gobierno iraquí en el exilio

GEORGINA HIGUERAS, Damasco

ENVIADA ESPECIAL

Estados Unidos y Siria tratan de establecer un Gobierno iraquí en el exilio con la oposición al régimen de Sadam Husein que se encuentra en Damasco. Jalal Talabani, uno de los más importantes dirigentes kurdos, y Fajri Karim, miembro del comité ejecutivo del Partido Comunista iraquí, estuvieron la semana pasada en Arabia Saudí para tratar de dar forma y asegurar un respaldo internacional al pretendido Gobierno iraquí en el exilio. Talabani se encuentra ahora en Londres.

La formación de ese Gobierno no parece tarea fácil. La oposición iraquí se encuentra muy fragmentada y la guerra, más que unirlos, ha profundizado las divergencias ya existentes. Cada día que pasa se hace más grande la brecha entre quienes consideran que "la guerra es una barbaridad y no se puede pactar con los que están arrasando a Irak" y quienes sostienen que "ésta es una ocasión única" para el establecimiento de un Gobierno democrático en Irak que respete al pueblo kurdo.

"Tenemos que ser prudentes y realistas. La independencia del Kurdistán supondría cambiar las fronteras de cinco países. Eso nunca lo conseguiremos. Nuestro futuro está ligado a Irak y a nosotros lo pagaremos caro el haberlos aliado con quienes están reduciendo a cenizas el país", dijo a este periódico Mahmud Osman, presidente del Partido Socialista del Kurdistán. Éste y otros seis partidos, entre los que se encuentra el que dirige Talabani, forman el Frente de Liberación del Kurdistán.

El Gobierno sirio guarda silencio sobre sus intentos de manipulación de la resistencia iraquí, pero ha arrojado la campaña contra Sadam Husein. El diario gubernamental *Al Zaura* publicó ayer a los iraquíes que asesinan a su presidente. "El Ejército y el pueblo iraquí deben liquidar-le con sangre fría, de la misma forma que él [Sadam] los está matando a sangre fría", destacaba el editorial publicado en la primera página del periódico más importante de Siria.

En declaraciones a EL PAÍS un alto funcionario sirio señaló:

"Nuestra política es la más coherente. Somos los únicos que nos pusimos del lado de Irán durante la guerra Irán-Irak. Sadam es un suicida que quiere arrastrar a morir con él a todo su Ejército". Siria se niega a aceptar que esa guerra ha debilitado la posición del mundo árabe y asegura que ha obtenido el compromiso de Washington de que una vez finalizada la crisis del Golfo habrá una conferencia internacional árabe-israelí que obligará a Israel a abandonar los territorios ocupados y la *franja de seguridad* que ha establecido en el sur de Líbano. "La invasión de Kuwait justificaba que Israel no se retirase de los territorios ocupados", indica el funcionario.

Para Mahmud Osman, sin embargo, el futuro se presenta muy incierto. "Si la guerra continúa, será muy difícil sacar de las ruinas de un país un Gobierno democrático dispuesto a respetar los derechos de las minorías". El dirigente socialista, que en 1962 tuvo que dejar su consulta médica y la política para refugiarse en las altas montañas del Kurdistán junto con otros miles de *maquis*,

afirma que, la mitad de los problemas de los kurdos provienen de los países de alrededor".

"Si el combate terrestre es costoso para los norteamericanos, éstos exigirán el avance de las tropas turcas y ya no será posible echar a Turquía del Kurdistán iraquí porque siempre han dicho que era suyo", dice.

Osman criticó duramente a EE UU por "haber buscado la guerra desde el mismo día" en que Irak entró en Kuwait. Y concluyó: "El sur de Irak se ha convertido en el campo de batalla de los intereses israelíes, que no querían un país árabe tan fuerte, y el norte en el de los turcos que buscan petróleo".

Por otra parte, Jaled al Fahum, jefe del Frente de Salvación Nacional Palestino (FSNP, pro-sirio) propuso un plan de paz de cuatro puntos, que incluye el anuncio de Irak de su disposición a retirarse de Kuwait; reunión de una cumbre árabe para fijar las modalidades de esa retirada; despliegue de una fuerza árabe e islámica en Kuwait; y retirada de las fuerzas de la coalición multinacional del Golfo.

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI 21 février 1991

PRECISION

Nous avons reçu du porte-parole de la présidence de la République la précision suivante :

« L'article que vous avez publié dans votre numéro du 7 au 13 février sur les armes chimiques, où vos rédacteurs écrivent que, l'Irak étant l'allié de l'Occident, "personne n'a bougé" après l'utilisation de gaz contre les populations kurdes de Halabja, m'amène à vous demander de rappeler à vos lecteurs que cette affirmation ne s'applique pas à la France.

« Immédiatement connus ces faits, la France a exprimé "sa condamnation absolue de cette pratique en

violation flagrante du protocole de Genève de 1925". Puis, le 6 mai 1988, François Mitterrand déclara : "Les récents événements qui ont marqué le massacre, par l'emploi de gaz et de produits chimiques, de parties de la population kurde soulèvent le cœur et pourraient reposer le problème de nos amitiés. Cela n'est pas supportable."

« Le 29 septembre suivant, devant l'Assemblée générale des Nations unies, le président de la République apporta son soutien à la proposition du président Reagan de relancer la négociation en cours à Genève sur l'interdiction de la fabrication des armes chimiques. A la suite de quoi se tint à Paris, du 7 au 11 janvier, une conférence sur le

désarmement chimique. La négociation s'est poursuivie depuis Genève et, si elle n'a pas pu encore aboutir, la France n'a cessé d'y jouer un rôle des plus actifs. L'élimination complète de l'arme chimique est un des objectifs de la politique française du désarmement.

« Quant à l'entrefilet qui figure en page 39 sous le titre "Armes chimiques : la France renâcle", je puis indiquer qu'il n'existe aucun groupe comprenant les pays cités dans lequel la France ait manifesté une quelconque réserve face à une proposition de désarmement chimique. » **Hubert VÉDRINE**

L'HEBDO 21 février 1991

Des Kurdes indépendants

A propos de l'article «Et si l'Irak tient» («L'Hebdo» N° 5).

Vous parlez de l'hypothèse «d'autres fronts extérieurs qui peuvent s'ouvrir encore». Et vous ajoutez: «La plaie kurde, peut-être: des informations concordantes indiquent que Bagdad a récupéré le soutien à la guérilla du PKK (Kurdes de Turquie), lâchée par la Syrie.» En tant que Kurde connaissant bien le fonctionnement de ce parti, j'ai été stupéfait de cette remarque et je me permets quelques observations.

Cette information a circulé dans la presse turque dès le début de

la guerre du Golfe et ce n'est pas étonnant, de la part de la Turquie, qui a intérêt à discréditer ceux qui veulent un Etat kurde indépendant.

Le PKK est la seule organisation politique opposée à tous les gouvernements ennemis du Kurdistan. Il n'a jamais collaboré ni avec la Syrie, l'Iran, l'Irak ou l'URSS, ni n'a été soutenu par eux. Le PKK a toujours critiqué les organisations kurdes autonomistes qui collaboraient avec Saddam Hussein ou avec l'Iran. Des militants du PKK travaillent en Syrie, mais dans l'illégalité. Et ce gouvernement a d'ailleurs livré certains d'entre eux à la Turquie. On ne peut donc pas dire que la Syrie a «lâché» le PKK,

puisqu'elle ne l'a jamais «tenu». La forme de lutte qu'a organisée le PKK lui permet de ne pas avoir besoin de soutien extérieur. C'est la seule organisation qui lutte pour l'indépendance du Kurdistan par un travail dans la population, avec les femmes, avec le soutien du peuple et dans toutes les couches sociales qui ont intérêt à voir un Kurdistan indépendant.

Le PKK a un système de campagne financière qui se déroule au Kurdistan et là où se trouvent des Kurdes. L'aide est volontaire et le PKK «cuit dans son jus», il ne risque donc pas d'être lâché. C'est la population qui lui donne aussi un élément important: sa jeunesse, moteur d'une lutte de

libération. Comment pourrait-il alors perdre le soutien de son peuple en s'approchant d'un Saddam? Face à un soutien sûr, à long terme, à quoi servirait de faire confiance à l'ennemi, dont le soutien est toujours provisoire, parce que guidé par les intérêts politiques?

Le PKK critiquait le régime de Saddam Hussein déjà quand ce dernier était un grand ami de l'Occident. Sa politique n'a jamais changé et l'Irak est toujours un Etat dictateur, comme les autres Etats occupant le Kurdistan. Comme le PKK ne s'est jamais approché des gouvernements occidentaux qui nient l'existence du peuple kurde, ses droits et sa culture, comment pour-

rait-il s'approcher d'un gouvernement irakien qui a massacré tant de Kurdes? (...) **A. Aydin,**
La Chaux-de-Fonds

Ouest-France

21 février 1991

La Turquie tient ses Kurdes

DIYARBAKIR (de notre envoyée spéciale). — « Nous avons mis le téléphone, l'eau, l'électricité dans tous les villages (...). Maintenant, nous allons plus loin. Le projet de barrage hydraulique va faire de ce pays l'éden de la Mésopotamie. » Le ton est donné. Turgut Ozal, président turc, s'adresse à la population de Diyarbakir, 600 000 habitants, capitale du sud-est de la Turquie, en plein pays kurde. Ne voulant pas risquer le bide total, il a choisi, pour ce faire, la sortie de la prière. La mosquée n'est pas loin. Ils sont un petit millier, à majorité écrasante d'hommes.

Des soldats partout

La présence massive des militaires, mitrailleuse au poing, sur les toits, dans les rues et devant la porte des plus grands hôtels, n'aurait rien à voir avec la guerre du Golfe. « A chaque fois qu'il vient ici, c'est la même chose », explique Elisabeth Schmitt, journaliste allemande spécialiste des questions kurdes, en butte avec les autorités turques qui l'ont souvent emprisonnée, « juste pour deux-trois jours », s'empresse-t-elle de souligner.

Entre deux portraits géants, le sien et celui de Mustafa Kémal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne, Turgut Ozal promet la richesse, la prospérité et la paix à qui veut le croire. « Nous allons donner de l'eau à nos voisins, nous allons changer la vie de la région et personne ne pourra plus nous séparer. » Autrement dit, pas question

d'autonomie kurde, tout au plus des droits culturels et la possibilité de travailler au pays dans quelques années.

Pointant du doigt « les Européens qui critiquent beaucoup mais qui agissent peu », il a mis en avant les 150 000 « frères kurdes » (la terminologie est nouvelle) que la Turquie a accueillis après les bombardements chimiques irakiens. « Nous les avons accueillis, soignés, nourris, mais la Turquie peut faire beaucoup plus si nous restons unis et luttons contre ceux qui veulent nous diviser. »

Réglant le problème kurde, Turgut Ozal n'oublie pas pour autant ses visées de puissance régionale. Selon le président turc, le mois prochain sera le mois capital pour la Turquie, car « les alliés ont vu que nous avons, dès les premiers jours, suivi la bonne politique, qu'elle était intelligente. Elle nous a placés au-dessus

de nos voisins. » Et Turgut Ozal de souligner : « Nul ne peut désormais dénier l'importance stratégique de la Turquie. »

Kurdes et alliés sont donc désormais fixés sur leur sort respectif. Pour les uns, la guerre n'est pas finie. Les autres, une fois la crise du Golfe terminée, ne pourront plus contourner la volonté de suprématie turque. Et comme le problème kurde se posera dans toute son acuité sur la table des négociations, fort est à parier que les dindons de la farce seront les quelque 12 millions de Kurdes turcs. Et Mémet, journaliste au journal kurde *Ulke*, de conclure : « C'est vous les journalistes occidentaux qui êtes déçus. Nous, on s'y attendait. Sa loi sur notre langue, c'est de la poudre pour vos yeux, pas pour les nôtres. »

Angélique KOUROUNIS.



(Photo d'archives Reuters)

Des Kurdes turcs et... leurs surveillants militaires.

Quotidien de Paris

23 février 1991

Accueil à Paris de 54 réfugiés kurdes d'Irak

Cinquante-quatre Kurdes d'Irak réfugiés depuis août 1988 en Turquie, où ils avaient été hébergés dans le camp de Mardin-Kiziltepe, proche de la frontière irakienne, ont quitté hier Ankara pour Paris via Istanbul par des vols réguliers.

Partis de Diyarbakir jeudi, ils porteront à 553 le nombre de Kurdes irakiens du camp de toile de Mardin-Kiziltepe accueillis en quatre groupes par la France depuis juillet 1989. Ce dernier groupes est composé de sept familles, comprenant 14 adultes et 40 enfants.

DES REFUGIÉS KURDES
TEMOIGNENT

DEPECHE DU MIDI

21 février 1991

« Les avions
de Saddam
ont gazé notre village »



Le massacre l'Halabja, symbole du martyre du peuple kurde.

Je buvais mon thé. C'était un matin. Je venais de me réveiller lorsqu'un ami entra dans ma maison en criant : Nouri, vite, les avions arrivent...

Dans son appartement de Castillon-en-Couserans, Nouri vient de reposer son verre de thé. Ses yeux bleus fixent rapidement la fenêtre où se découpe la neige des Pyrénées. C'était il y a trois ans et il ne pourra jamais oublier.

La guerre avec Saddam Hussein, il la faisait depuis toujours. Quinze ans que son peuple était tourmenté. Des villes entières avaient été vidées de leurs habitants kurdes et repeuplées avec des Arabes venus de Palestine, d'Égypte ou du Soudan.

Et puis, il y avait eu le massacre d'Halabja. Un horrible tapis de roquettes chimiques qui avaient suffoqué toute la ville : Quatorze mille Kurdes y ont trouvé la mort, assure Nouri.

Alors, ce matin-là, lorsqu'il aperçut les avions, Nouri savait que le pire pouvait arriver. Avec ses amis il courut vers la montagne. Avant qu'un déluge de bombes au gaz ne s'abatte sur son village et sur les bourgades voisines...

A cette époque, Tarik, qui était du même village, avait 7 ou 8 ans. Avec d'autres personnes, il avait déjà quitté le village, quelques jours plus tôt, pour se réfugier dans la montagne, vers la frontière turque.

Lorsque nous sommes revenus près du village, raconte Tarik, nous avons regardé de loin, avec des jumelles. Il n'y avait rien ni personne de vivant. Les vaches, les veaux, les poulets étaient morts, jusqu'aux oiseaux, coincés dans les fils électriques.

Des amis, des voisins, n'avaient pu échapper aux gaz létaux. La mort s'était glissée dans chaque maison, dans chaque pièce... En Irak, seuls les soldats de Saddam ont des masques à gaz...

Et l'après-guerre ?

C'est à la suite de cette attaque que Nouri et sa famille ont quitté l'Irak. Ils ont longtemps cheminé avant d'arriver en Ariège. Là, ils suivent chaque minute de la guerre.

Pendant des années, personne ne s'intéressait aux Kurdes. Ni l'Irak, ni l'Iran, ni la Turquie, ni la Syrie ne voulaient de nous. Dans aucun de ces pays on ne peut parler kurde librement. Et pendant des années personne n'a voulu croire que Saddam était un tyran. Américains, Français, Anglais, tout le monde le prenait pour quelqu'un de bien...

Nouri, comme Hassan, Mustapha ou Mohammed et leurs familles attendent, à Castillon, la victoire de la coalition. Mais : D'abord les alliés ont dit qu'ils gagneraient en une semaine puis en un mois, deux mois... Maintenant, avoue Nouri, j'ai peur que d'autres pays arabes n'entrent en guerre aux côtés de l'Irak.

Et d'avertir : Si Saddam reste en place, nous continuerons à combattre après cette guerre. Si celui qui le remplace a la même attitude vis-à-vis de nous, nous nous battons également. La seule chose que nous espérons c'est un vrai régime démocratique pour l'Irak...

Et la reconnaissance d'un peuple dont l'après-guerre ne pourra, désormais, escamoter l'existence.

Dominique DELPIROUX.

Jeudi 21 Février 1991

○ ITINÉRAIRES

KURDISTAN IMMORTEL

A Bollène, cinq peintres kurdes nous dévoilent l'entité culturelle d'un monde déchiré. Des signes et couleurs invincibles. Un pont entre Orient et Occident qui enjambe le Golfe. Resplendissant !

Le Provençal
21 février 1991



- Bachar et Kamil, peintres kurdes, garants de la liberté. (texte et photo J.P.)

Ils sont 25 millions, partagés entre Turquie, Irak, Iran et Syrie, et exilés (7 millions) en Europe occidentale et en France. Des oubliés de l'histoire, une diaspora inextricable, une cause difficile. Qu'éclaire toutefois aujourd'hui la crise du Golfe. Mais la présente exposition d'art kurde à Bollène, en collaboration avec l'Institut Kurde à Paris, fut décidée au printemps dernier. Donc pas d'opportunisme tapageur. Mais un hommage bouleversant.

Souffrance = beauté. Équation lapidaire. Appel au secours. Mais on est d'abord enchanté par un univers incandescent, aux ré-

sonances les plus vives de la vie. Un choc. Mais Bachar, exposant et porte-parole, nous parle de "la culture visuelle d'un peuple passionné par les couleurs ruisselant de sang mais célébrant les fleurs." Un second tour des cimaises est moins innocent.

Depuis plusieurs décennies, les Kurdes essaient de recoller le puzzle d'une culture millénaire. L'usage de la langue est interdit. L'art passe outre. La liberté s'y exprime en nuances. L'émotion, universelle, passe via quatre artistes (le 5e est empêché). Cette peinture kurde, si belle à recevoir, nous inonde d'un bonheur disparu. Joie et

douleur font les mêmes larmes.

Kendal Nazan (président de l'Institut Kurde) parle de peintres inter-culturels. Comme tous Musulmans, les Kurdes se distinguaient jadis par des miniatures et motifs finement ciselés : poterie, céramique, tapis. Vers 1850, aux confins de l'Asie occidentale, apparaît la peinture kurde, ensuite mêlée à l'évolution occidentale : impressionnisme, abstrait, etc... D'où l'apparition de maîtres post-expressionnistes et abstraits kurdes, qui ont su en URSS dépasser le pesant réalisme socialiste, et mettre, si l'on peut dire, à profit l'exil en Europe.

* Anton Mirzoev. Honorons d'abord l'absent (présent dans le catalogue) qui n'a donc pu obtenir de visa. Né en Georgie (1950). Une œuvre reproduite, rouge et or (huile) : danses et chants, laisse entrevoir un folklore resplendissant.

* Kamil Mustafa. Né au Kurdistan d'Irak (1950). Beaux-Arts à Paris. 6 paysages (huiles). Eau, air, terre, oiseaux. Une atmosphère bleue, où l'infiniment petit concourt à l'infiniment grand. D'une rare densité. A part : la montagne, magnifiquement rendue (glacis).

* Hama Jaza. Né au Kurdistan d'Irak (1955). Beaux-Arts à Perugia. 6 tableaux, techniques mixtes : gouache, pastel, collage, etc...

Compositions saisissantes, à priori abstraites. Or cela chante, danse, rit. Des aplats vifs évoquent des costumes traditionnels. Le soleil luit en une étrange lucarne en papier déchiré. Télévision ? Énigmatique mais très fort.

* Hiner Saalem. Né au Kurdistan (1960). Beaux-Arts à Venise. Exilé entre la France et l'Italie. 18 tableaux : huiles, pastels, encres. Un coloriste éblouissant. Une œuvre foisonnante : palais, tentures irisées, personnages et décors de légendes sont prétextes à des harmonies irradiantes. A part : des encres de Chine où l'onirisme supplée aux couleurs. Le tout d'un lyrisme étourdissant.

* Bachar Al Assa. Né en Syrie (1950). Diplômé en Histoire. Autodidacte. Rédacteur en chef d'un journal artistique arabe. Celui qui nous paraît ici, sinon le plus engagé, du moins le plus explicite. Et le plus bouleversant. De grandes compositions rigoureuses (huiles) opposent personnages et décors, respectivement rouges (la vie) et vert (la menace). A chacun de voir plus loin, dans le détail. Une technique superbe nous y convie. Coup de cœur particulier pour un nu : femme à sa toilette (pastel), touche d'une joie ineffable, témoin du Kurdistan immortel.

* Exposition Hôtel de ville à Bollène, salle des Pas Perdus, jusqu'au 3 Mars.

Quattro milioni di cittadini iracheni chiedono agli alleati un riconoscimento politico ufficiale per sfuggire alle persecuzioni del rais I curdi: trovate un posto nell'Irak del dopoguerra

Roma - I quattro milioni di curdi iracheni pensano al dopoguerra. S'appellano all'Italia, all'Occidente, alla Coalizione. Combattono da anni contro Saddam Hussein, che a decine di migliaia li ha massacrati, internati e «freddati» coi gas. Ora premono perché gli alleati, una volta sconfitto Saddam, concedano ai delegati curdi uno strapuntino nella prevedibile conferenza internazionale di pace sul Medio Oriente. E non solo ai curdi iracheni, ma a quelli turchi (12 milioni), iraniani (8 milioni) e siriani (un milione). In tutto, 25 milioni di perseguitati.

«Non ci sarà pace, finché non sarà risolta la questione curda», avverte Hiner Saleem, responsabile per l'Italia dell'Istituto curdo di Parigi. Saleem, su invito del deputato verde Sergio Andreis, parla ai giornalisti nella sala stampa della Camera. «All'Italia - dice - non chiediamo di venire a liberare, ma un riconoscimento politico. Basterebbe un in-

contro ufficiale fra Andreotti e una nostra delegazione. Come con Arafat. In passato l'Italia ha appoggiato Saddam, le industrie italiane gli hanno venduto armi chimiche. C'è qualcuno, fra di noi, che pensa di denunciarle. Ma l'Italia ha modo e tempo per riparare».

È mezzogiorno, a Montecitorio. Fra poche ore, Andreotti citerà in aula il massacro dei curdi come il primo crimine del califfo di Bagdad: «Saddam Hussein - dirà Andreotti - si è già macchiato di tanti delitti: in passato, ha scatenato una repressione feroce contro la popolazione curda, distruggendo villaggi e deportando persone». Saleem porta dati, cifre. Notizie di prima mano sulla guerra. Conta i morti, i feriti, gli internati.

«Oltre mezzo milione di curdi - afferma - vive nei campi di concentramento iracheni del deserto arabico. L'accesso è interdetto a giornalisti e Croce Rossa. Occupavamo 72 mila metri quadrati di Kurdi-

stan: in questi anni Saddam ci ha "concentrato" in appena 12 mila. Nella sola cittadina di Alabja, nel marzo '88, i morti per le armi chimiche furono 5 mila in pochi minuti. E i feriti di allora continuano, ancora oggi, a morire negli ospedali».

Poi, finita la guerra Irak-Kuwait, è scoppiata quella del Kuwait.

«L'esercito iracheno - racconta il portavoce curdo - si è sfilanciato a Sud. Adesso i nostri partigiani controllano interi territori del Kurdistan. Ci sono fra i 100 e i 120 mila disertori nascosti nei nostri villaggi. La scorsa settimana si

sono consegnati in 4 mila con 22 carri armati. La nostra battaglia continua, a colpi di vecchi fucili. Purtroppo nella prima linea irachena, in Kuwait, Saddam ha schierato apposta un soldato curdo ogni tre. Ci appelliamo agli americani perché attaccando li risparmino, picchiando invece sulla terza linea formata dalla Guardia repubblicana di Saddam. I disertori iracheni verso il Kuwait - aggiunge Saleem - sono in buona parte curdi. Ma sono schiacciati fra i campi minati davanti e, alle spalle, la Guardia pronta a fucilarli. I curdi uccisi nel Nord dai bombardamenti sarebbero 3 mila» (MMan-

cano elettricità, telefono, gas, cibo e benzina»).

Vi sarebbero i «primi segni di sollevazione: la gente - riferisce Saleem - non obbedisce più agli ordini della "sicurezza" di Saddam». Il sogno curdo sarebbe uno Stato indipendente. «Ma siamo realisti e ci accontenteremo di una confederazione curdo-irachena, con elezioni libere che ci assicurino un peso, nell'esecutivo, proporzionato al nostro numero». Saleem considera «inevitabile» un colpo di Stato che rovesci Saddam. Ma spera che anche il Baath (il partito al potere) sia «spazzato via».

Marco Ventura

il Giornale

22 02 1991

DOSSIER

Kurdistan

février 1991

URGENCES
pacifistes

Un peuple sacrifié

Partagé en 1945 entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'URSS, le peuple kurde réclame son droit à exister. Ce peuple dérange, il est réprimé ou écrasé.

Si l'invasion du Koweït amène l'Occident à s'interroger sur les ambitions panarabes de Saddam Hussein, les pacifistes ne l'ont pas attendue pour se préoccuper du traitement de la communauté kurde. Preuve en est cet extrait de l'intervention de Ramzi et Asad, militants kurdes, au cours des journées antimilitaristes d'avril 90 à Poutac.

Depuis 1978, l'Irak pratique une politique de déportation massive. On a détruit, ou plutôt rasé, 4 000 villes et villages du Kurdistan. Leurs populations ont été regroupées dans des camps militaires ou bien, c'est ainsi qu'on les nomme, dans «des villages stratégiques». Elles y vivent dans des conditions lamentables.

Privés de leur activité, leur gagne-pain, les Kurdes (ils sont un million dans cette situation) reçoivent un aide sociale insuffisante à leur survie.

En outre, 200 000 Kurdes, militants des mouvements de libération pour la plupart, ont été déportés dans des régions désertiques dans des conditions de vie insupportables.

On a pu finalement voir que le gouvernement irakien n'a pas hésité à utiliser en dernier resort des moyens militaires de destruction : napalm, bombardements chimiques... Le bilan a été lourd : 5 000 morts à Halabja. A la fin de la guerre Irak-Iran, en 1988, l'armée irakienne a bombardé une autre région du Kurdistan, au nord de l'Irak, bilan: des milliers de morts, de blessés et un million de réfugiés actuellement dans des camps militaires turcs.

En tant que Kurdes, nous sommes vraiment mal tombés : d'un côté il y a le régime irakien, de l'autre le régime turc, avec ses généraux dont on voit bien ce qu'ils font aux Kurdes mais aussi aux Turcs et aux autres populations. Il y a également les héritiers du fameux Khomeyni et enfin Hafez El Assad qui n'est pas moins champion que Saddam Hussein, Khomeyni et les mi-

litaires de la Turquie. Nous nous trouvons dans une zone militairement très chaude, très dangereuse pour les vies humaines.

Pourtant le problème ne vient ni de la «méchanceté» de Saddam Hussein, ni de celle de Hafez El Assad. Si de tels dictateurs peuvent exister, c'est parce qu'ils sont supportés, soutenus par les firmes d'armement des pays capitalistes, tout comme ils sont appuyés par la bureaucratie soviétique et chinoise. Privé de ce soutien, ils ne dureraient pas 10 jours.

Prenons un exemple : la France, premier fournisseur d'armes à l'Irak. 30% des armes irakiennes sont françaises : mirages, chars, hélicoptères... sans oublier le soutien logistique. Les autres pays ne sont pas en reste, bien sûr: l'Allemagne, les Etats-Unis, etc. 70 pays ont soutenu l'Iran ou l'Irak de 1980 à 1988. 35 ont soutenu les deux à la fois ! Le marché est bon: tous deux sont producteurs de pétrole.

Le travail des antimilitaristes est certes de condamner ces régimes, mais c'est aussi et avant tout de faire pression sur les régimes des pays qui participent économiquement à ces dictatures.

L'intégralité des interventions au cours des journées "résistances à la militarisation" est disponible contre 50 F auprès du COT, Collectif des objecteurs ternels, BP 229, 81006 Albi Cedex. Chèques à l'ordre de A.P.E.L

KURDES : UN PEUPLE MARTYR

Persécutés par Saddam Hussein, les Kurdes aspirent à la paix. Ils craignent que les événements actuels ne transforment leur bourreau en héros.

Mushin Magi était fermier. Et Barwary Willat, chauffeur de taxi. Aujourd'hui avec Myriam, Sayria et leurs enfants, ils vivent à Albi (Tarn) le quotidien des familles de réfugiés politiques. Avec Hama, leur ami traducteur, ils racontent l'histoire de leur peuple persécuté depuis maintenant 72 ans. Une his-

toire qui arrange aujourd'hui ceux qui, hier, vendaient sans scrupules des armes aux dictatures arabes. Pour justifier leur guerre face à une opinion publique interrogative et inquiète devant l'engagement et l'action des forces armées de la coalition occidentale, les politiciens sont en quête d'arguments. Les mêmes qui avaient ignoré le martyre des Kurdes gazés par le tyran de Bagdad, qu'ils considéraient

alors comme leur ami, redécouvrent maintenant le douloureux dossier de ce peuple déchiré entre l'Irak, la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Arménie soviétique.

Une fois de plus, les familles kurdes témoins de l'horreur sont exploitées pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. Avec leurs mots, lourds de larmes et de peur, Mushin, Barwary, Hama, Myriam et Sayria expriment un message résolument antiguerre. « On pourrait penser que ce qui se passe dans le Golfe nous arrange... Le monde occidental dénonce Saddam Hussein, tant mieux. Mais dans le même temps, ce conflit le transforme en héros dans le monde arabe, tout simplement parce qu'à la face du monde, il tient tête aux Etats-Unis... Comme toutes les guerres, celle du Golfe est synonyme pour les peuples de souffrance, de morts, de sang. De plus, cela ne résout rien. Pour preuve les huit années de massacres entre l'Irak et l'Iran. »

A Albi, Hama milite pour la paix dans le collectif contre la guerre qui

réunit vingt associations et organisations très diverses. Un engagement soutenu par ses amis kurdes. « Nous avons toujours été des pacifistes et n'avons pris les armes que pour survivre et obtenir le droit d'exister. » Et lorsqu'on leur parle du droit international, les Kurdes d'Albi comme d'ailleurs se souviennent entre autre du bombardement chimique d'Halabja : 5.000 personnes gazées en trois minutes sans qu'il y ait de réactions du monde occidental!

« Non, nous n'avons vraiment aucun intérêt dans cette guerre qui transpire la finance. D'ailleurs, si Saddam Hussein et George Bush savent — à la goutte près — combien de barils de pétrole représentent les champs pétrolifères... ils ne peuvent dire combien de Kurdes vivent dans cette région du monde! Ce n'est pas leur problème. Nous si, car chaque jour en Irak, nous avons une mère, une sœur, des frères... qui tentent de survivre sous les tapis de bombes. »

France Berlioz

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P.

FRFR

FRA0191 4 GI 0236 FRA /AFP-SW37

Golfe-France-Kurdes

Arrivée de 54 réfugiés kurdes irakiens dans un centre d'hébergement à Piriac (Loire-Atlantique) (PHOTO)

NANTES, 23 fév (AFP) — Cinquante quatre réfugiés kurdes irakiens sont arrivés pendant la nuit de vendredi à samedi au centre d'hébergement provisoire du Moulin de la Praillane, à Piriac-sur-mer (Loire-Atlantique), en provenance de Turquie, a-t-on appris auprès de la direction du centre.

Ces réfugiés vivaient depuis 1988 dans le camp de Mardin, en Turquie, après avoir fui le régime de Saddam Hussein. Ils sont arrivés en France dans le cadre d'un programme gouvernemental qui a débuté en octobre et prévoit l'accueil de 600 Kurdes irakiens en deux ans.

Installé dans un village de vacances loué par le ministère des Affaires Sociales, le centre de Piriac reçoit ces réfugiés par groupes d'une cinquantaine, pour une période de trois à quatre mois, le temps nécessaire pour régulariser leurs papiers, passer des contrôles médicaux, se familiariser avec la langue française et commencer la scolarisation pour les enfants, a expliqué la responsable du centre, Mme Nathalie Casalis.

Une équipe de 13 personnes les encadre pendant cette période de transition. Ils sont ensuite dirigés vers des communes d'accueil, réparties dans toute la France, qui leur fournissent un logement, les aident dans la recherche d'un emploi et assurent un suivi pendant trois mois.

sg/nl

AFP 231245 FEV 91

Contre l'Irak, les alliés gardent un atout dans la manche : les Kurdes

Qui sont ces kurdes, légendaires au proche-Orient ?

Dans la guerre du Golfe, les alliés ont un atout dans la manche pour affaiblir encore plus le pouvoir de Saddam Hussein : les Kurdes. Ces guerriers du nord du pays, de tout temps opposés au pouvoir central irakien, peuvent être mis à contribution pour ouvrir un second front. Déjà, selon divers responsables kurdes, deux à trois mille maquisards se préparent, depuis leur "sanctuaire" montagneux du nord, à de futures opérations. Cependant leurs chefs, Mahmoud Osman et Djelal Talabani, veulent d'abord être sûrs que les bombardements alliés auront assez affaibli les Irakiens pour que ceux-ci ne puissent pas utiliser l'arme chimique contre le Kurdistan, comme dans le village d'Halabja où quelque 4.000 personnes ont été gazées en mars 1988.

Les "peshmergas" se préparent au combat

Les maquisards du nord ont de longue date une solide réputation de bravoure, ainsi qu'en témoigne le nom qu'on leur donne en langue kurde : les "peshmergas", littéralement "ceux qui vont au devant de leur mort". Dans le passé, ils ont infligé de sévères défaites aux troupes envoyées contre eux.

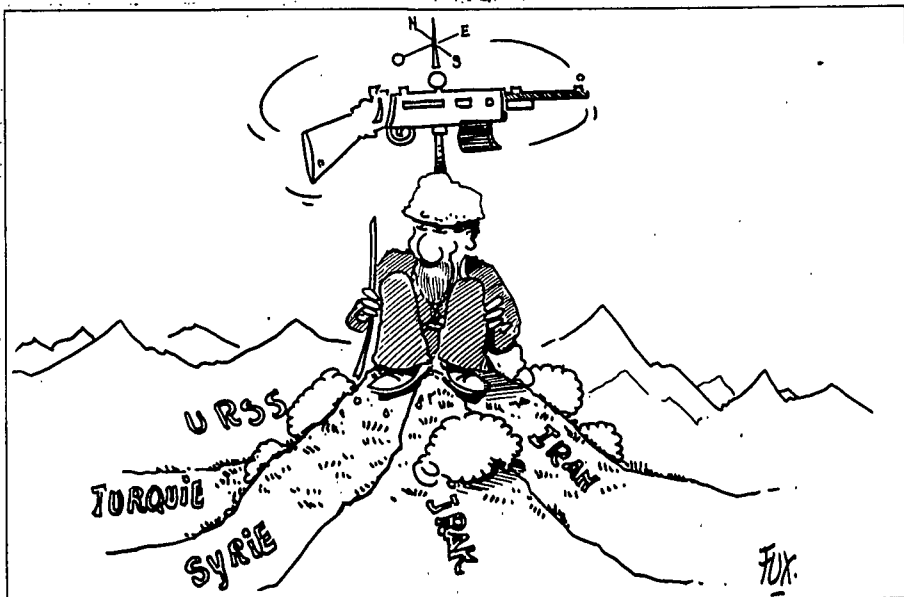
Selon des responsables kurdes en Europe, les "peshmergas" ont reçu l'ordre du commandement allié de recueillir des renseignements et de se préparer au combat. Ils peuvent notamment compter sur les Kurdes incorporés dans l'armée irakienne, qui, avant de désertir, constitueront autant d'"yeux" de la Résistance au sein des forces de Saddam Hussein.

Qui sont ces Kurdes, légendaires au Proche-Orient ? C'est un peuple "maudit par l'Histoire", qui n'a

jamais réussi à posséder son propre Etat souverain. En effet le Kurdistan, qui compte quelque quinze millions d'habitants, est à cheval sur la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Iran et (pour une faible part) l'URSS. Dans aucun de ces pays les Kurdes n'ont accepté de s'assimiler, et partout le pouvoir central a réprimé dans le sang leurs tentatives de sécession. Mais en Irak, dans les hautes montagnes du nord que tiennent quelque trois millions de Kurdes, la lutte n'a jamais cessé.

Le Kurdistan d'Irak ressemble aux Alpes : montagnes hautes, sommets enneigés, cols escarpés et vallées encaissées. Sur ce terrain, l'infanterie irakienne constitue une proie facile pour les "peshmergas" qui lancent, de nuit comme de jour, des coups de mains sanglants. Proverbe kurde : "Le fusil est un cousin, le poignard est un frère". Les chars étant inopérants, les maquisards ne craignent en fait que l'aviation, contre laquelle ils ne disposent généralement que de vieilles pièces anti-aériennes soviétiques, les "Douchkas". Les pilotes irakiens détruisent les troupeaux et tentent avant tout de terroriser la population civile, comme ils l'ont fait en 1974 quand, attaquant la petite ville de Kala-Diza, ils ont visé en priorité l'école et l'hôpital.

Cependant les Kurdes ont pu maintenir au nord de l'Irak leur civilisation de montagnards tolérants, où les hommes au turban bariolé et aux pantalons bouffants côtoient librement les femmes non voilées. Les Kurdes sont en majorité musul-



mans, mais comptent une importante communauté chrétienne, et tous cohabitent sans heurts depuis des siècles.

"S'allier au Diable" pour un Kurdistan libre

La création d'un Etat kurde a été à l'ordre du jour des conférences internationales qui ont suivi la première guerre mondiale, mais le partage de l'empire Ottoman n'a finalement profité qu'aux Arabes. Alors ont commencé, notamment en Irak, les grandes révoltes. Ce n'est cependant qu'après la seconde guerre mondiale que les Kurdes ont trouvé, en la personne du mollah Mustapha Barzani, leur chef historique.

Celui-ci, habile stratège, s'est d'abord rendu célèbre à l'occasion d'un événement comparable à la "Longue Marche" de la révolution chinoise. Cerné par les troupes irakiennes, il est parvenu à gagner l'URSS avec son armée après avoir battu au passage toutes les forces de Bagdad qu'il rencontrait.

Revenu d'exil, Barzani a réorganisé

la révolte, qui a connu son point culminant en 1961. Les Kurdes ont infligé une écrasante défaite aux troupes irakiennes, et réussi à imposer l'idée d'une autonomie du Kurdistan.

Mais l'autonomie n'a pas été réellement accordée, et en 1974 ils ont repris les armes, soutenus par les Etats-Unis et l'Iran. Les Kurdes n'ont en effet jamais hésité à "s'allier au Diable" - au Proche-Orient : les Etats-Unis, l'Iran ou Israël - pour tenir contre Bagdad. Mais un an après, l'Irak et l'Iran ont mis fin provisoirement à leur désaccord, et Téhéran a cessé d'aider les Kurdes : isolée, la révolte s'est effondrée. Barzani s'est exilé en Iran où il est mort en 1979.

Mais dès 1980 la rébellion a repris dans les montagnes kurdes.

Un nouvel espoir, ô combien fragile

Les Kurdes, pressentis par les alliés pour combattre l'ennemi irakien commun, tiennent à présent une nouvelle chance de se faire concéder une patrie en reconnaissance de

leurs services.

Mais il faudrait pour cela que l'Irak vaincu soit, sinon dépecé, du moins remodelé, ce qui n'entre pas dans le cadre de la mission que les Nations Unies ont assignée aux coalisés, qui ne se battent en principe que pour la libération du Koweït.

Il faudrait en outre qu'il n'y ait aucun veto de la part des alliés. Or l'un d'eux au moins, la Turquie (qui n'est pas engagée militairement mais prête aux Américains des bases d'attaque), a réaffirmé avec insistance que, ne réclamant pour sa part aucun territoire en cas de partage même partiel de l'Irak vaincu, elle n'admettrait jamais la création d'un Etat kurde.

Les Kurdes risquent donc de continuer à traîner la malédiction qui les frappe depuis la fin de l'empire Ottoman : comme les Palestiniens, ils peuvent rester la seule nation de la région qui ne dispose pas de sa propre terre. Mais en attendant ils espèrent, bien que ce nouvel espoir soit, ô combien, fragile. ■

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P.

FRFR

FRA0553 4 61 0130 FRA /AFP-VF97

Golfe-France-CIMADE

La CIMADE demande que la France s'engage dans "une décision de cessez-le-feu".

PARIS, 26 fév (AFP) - Le Président de la CIMADE (Service oecuménique d'entraide) a adressé mardi au Président François Mitterrand un télégramme lui demandant "d'engager sans plus tarder la France dans une décision de cessez-le-feu" dans le Golfe.

"L'humiliation à travers l'Irak des peuples arabes serait un crime et ajouterait au ressentiment de ces peuples à notre égard", a notamment écrit Jacques Maury, dans ce télégramme rendu public à Paris.

Espérant que "la France saura se mettre au service de la réconciliation des peuples", M. Maury souligne la nécessité de "ne pas oublier les droits du peuple palestinien à un Etat et les droits du peuple kurde à exister".

mn/cgd

AFP 261956 FEV 91

Le Courrier des Yvelines

21 février 1991

MARLY-LE-ROI

DANIELE MITTERRAND ET LES KURDES

L'épouse du président de la République, Danièle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Liberté, était dimanche après-midi à Marly-le-Roi.

C'était pour une rencontre et un déjeuner avec l'Institut kurde de Paris, à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Elle a été accueillie par Roger Loret, "censeur" (directeur) de l'établissement marlychois de la Jeunesse et des Sports.

Danièle Mitterrand y était déjà venue l'an dernier pour rencontrer des Noirs sud africains.

Cette fois-ci, attendue à 11 h, elle est arrivée avec 2 h 20 de retard et son cortège a franchi avec une célérité peu médiatique l'entrée de la propriété.



L'Echo de
la presqu'île
22 février 1991

Kurdes-Piriacais RENCONTRES COSTUMÉES



C'est à l'initiative de l'Entente Villageoise de St-Sébastien en Piriac/Mer qu'une rencontre haute en couleur a eu lieu au village vacances du Moulin de Prailanne, entre les enfants de St-Sébastien et les réfugiés Kurdes enfants et parents: chansons, sketches, danses folkloriques des deux

pays se sont succédé permettant à tous ces enfants de civilisations différentes d'apprendre à se connaître, permettant aussi à ces jeunes réfugiés et à leurs parents d'oublier un instant ce qu'ils ont vécu pour bien préparer leur avenir.

CULTURE

Peindre pour la mémoire d'un peuple persécuté

Exposition picturale kurde jusqu'au 9 mars en mairie

Le peuple kurde depuis de très longues années est persécuté. Pour échapper à ces horreurs, de nombreux Kurdes s'exilèrent ou émigrèrent. C'est ainsi que sept millions d'entre eux (sur 25 millions) vivent dans les grandes métropoles de la région kurde, également en Europe occidentale et en URSS. Ils sont partis mais ils n'oublient pas. Ils attendent le jour où, enfin, ils pourront vivre en paix et liberté dans leur pays.

Où qu'ils soient, ils gardent la mémoire de leur patrie, mémoire que les nombreux artistes kurdes, principalement des peintres et des musiciens, exhortent à travers leurs œuvres. Tel est le cas précie-

sément d'Anton, Bachar, Hiner, Iaza et Kamil, cinq peintres kurdes, qui exposent en mairie de Bollène.

Lors du vernissage, Bachar révéla qu'il avait accepté sans hésitation d'exposer ses œuvres à Bollène car il a été touché par l'intérêt qu'une petite ville culturelle, vivante, portait au peuple kurde et par son désir d'exposer des toiles de peintres non trop connus dans la région.

Dans ses neuf toiles : pastels huiles et huiles, il transcrit sa mémoire kurde. Mémoire qu'il avoue être très riche par les couleurs, notamment le jaune, l'orange et le rose. Trois couleurs très chaudes qui reflètent la flamme que cache

en lui Bachar pour sa patrie, mais aussi le goût de ce peuple, et notamment des femmes pour ces teintes chaudes et vives qui sont souvent celles de leurs vêtements. Les œuvres de Bachar laissent aussi transparaître les souffrances de ce peuple à travers les regards profonds et abattus des personnes. Cette détresse, Bachar la transcrit aussi dans son art de toujours incliner légèrement la tête de ces êtres, soit sur le côté, soit de l'avant... Bachar garde une mémoire fidèle et sûre des couleurs du Kurdistan mais de sa vie à Paris, il a acquis aussi une mémoire qu'il traduit par le vert, signifiant le froid. Un vert qui tranche totalement avec le rouge, le jaune et le rose et ramène toujours le spectateur à la triste réalité de ce peuple.

Cette histoire du peuple kurde, Bachar en témoigne de par le monde à travers les nombreuses expositions qu'il a réalisées, en 1972 à Damas, en 1975 au musée national à Alep, en 1975, 77 et 79 à Damas, en 1985 à Genève, en 1986 au cabinet du docteur Michel Brack à Paris, en 1990 à la galerie Colle-Gobeau à Paris, en plus de ces expositions personnelles, il participa à des expositions collectives en 1984. 85 expo-



Bachar, peintre autodidacte

sitions des peintres kurdes, en France et en Allemagne; en 1986, exposition « comparaison » au Grand Palais à Paris et en 1989, exposition des Nations Unies à Genève.

Diplômé en histoire, Bachar s'est penché sur la peinture pour le plaisir de chacun et surtout pour le souvenir de son peuple, de sa patrie. A voir absolument jusqu'au 8 mars, en mairie.



Bachar et Kamil : peintres pour la mémoire kurde

Vaucluse Matin
27 février 1991

Vaucluse Matin 28 février 1991

DROITS DE L'HOMME

Le soutien du cinéma

Affluence record au « Clap » pour la projection du « Troupeau » et un débat sur les Kurdes



Hiner, de la fougue et de l'optimisme au service de son peuple



Affluence inespérée du public

Près de 170 personnes se sont déplacées lundi et mardi soir pour assister à la projection du film « Le Troupeau » réalisé par Zeki Okten sur un scénario de Yilmaz Guney. Cette animation a été organisée par la commission extra-municipale « arts plastiques », l'Institut kurde de Paris et le M.R.A.P., en parallèle à l'exposition de cinq peintres kurdes qui a lieu jusqu'au 3 mars en mairie. Les deux séances furent suivies d'un débat animé par Hiner, peintre kurde, dont certaines œuvres sont exposées en mairie, et aussi représentant de l'Institut kurde. Le film relate l'histoire des bergers du peuple kurde avec ses as-

pects très difficiles notamment du fait de l'industrialisation de l'agriculture. L'accent est mis aussi sur l'organisation clanique et patriarcale de ces pasteurs. Ces bergers kurdes sont le thème de ce film et pourtant, en raison de la censure, à aucun moment le mot kurde n'est prononcé dans le film.

Pays occupé

Un peuple oublié de l'histoire jusqu'à ce jour mais qui, aujourd'hui, espère qu'en raison des événements du Proche-Orient, il va enfin pouvoir être entendu et écouté. Hiner affirme être très optimiste quant à l'avenir de sa patrie.

Le Kurdistan a été divisé par les grandes puissances. Il a subi depuis 1968, année de l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein, des actes de barbarie notamment par les armes chimiques. Le Kurdistan est occupé par quatre états : la Syrie, la Turquie, l'Iran et l'Irak. Les Kurdes n'ont pas le droit de parler leur langue et se considèrent comme privés de leurs « droits civils, humains et nationaux ».

Les 25 millions de Kurdes rêvent à leur propre autodétermination, leur unité et leur liberté. Hiner répète qu'il ne faut pas les oublier encore une fois et demande : « La France et d'autres États se préoc-

cupent de l'avenir du Liban, de la Palestine, et pourquoi pas des Kurdes ? ».

Peuple oublié

Pour lui, à ce jour, les Kurdes n'ont le soutien d'aucun État, mais de nombreux organismes internationaux et d'hommes comme Bernard Kouchner, c'est pourquoi ils sont relativement optimistes.

Toutefois, Hiner sait que l'autonomie, la reconnaissance des frontières de Kurdistan ne se réaliseront pas du jour au lendemain. Aussi, le premier objectif des Kurdes est la démocratie dans les quatre pays où ils sont partagés.

L'espoir pour Hiner Saleem

La mairie de Bollène expose actuellement et ce jusqu'au dimanche 3 mars prochain, les toiles de cinq artistes originaires du Kurdistan irakien, réfugiés en Europe. L'un d'entre eux, Hiner Saleem témoigne



Henir Saleem : "Personne ne doit oublier, surtout à l'heure actuelle, le problème Kurdes, notamment à la veille d'une conférence internationale sur l'avenir du Proche Orient". (Photo Ange Esposito)

Le Méridional
28 février 1991

On parle d'une conférence internationale pour résoudre les problèmes du Proche Orient. Cette région du globe, c'est en effet le Liban, la Palestine, le Koweït. Mais c'est également le Kurdistan. Il faut que le monde n'oublie pas, sur la table des négociations, le Kurdistan!"

Les cheveux en bataille, de grands yeux noirs, Hiner Saleem parle de son village, de sa région, de son pays avec nostalgie et fougue. Un peu comme ses peintures : quand les couleurs, les traits, les jeux de lumière, traduisent les souvenirs, heureux et malheureux...

En compagnie de quatre autres artistes, tous originaires du Kurdistan irakien, Anton Mirzoev, Kamil Mustafa, Hama Jaza et Bachar Al Issa, Hiner a accroché ses toiles au premier étage de l'Hôtel de Ville de Bollène pour une exposition certainement pas tout à fait comme les autres.

Bien plus qu'un simple témoignage sur le génocide des populations Kurdes d'Irak, ces cinq artistes crient, pleurent, se révoltent et traduisent l'espoir de plusieurs milliers de Kurdes dispersés de par le monde.

Souvenirs et constats

Hiner Saleem est natif du petit village d'Akra dans la province de Mossoul, l'un des hauts lieux historiques et religieux du Kurdistan. Il s'agit aussi (et peut-être surtout) de la région stratégique d'Irak la plus importante, simplement parce que l'eau et le pétrole jaillissent des ces terres. Un parti politique unique et fort, une persécution quasi permanente, volente et l'absence d'expression ont poussé Hiner Saleem à quitter le Kurdistan. "Quand le monde a pris connaissance du massacre au

gaz des Kurdes d'Irak, une conférence internationale sur l'utilisation de ces armes s'est ouverte à Paris au même moment. Et bien, la délégation Kurde, qui aurait eu pourtant des témoignages d'importances à apporter, n'a pu assister à cette table ronde. Pourquoi?"

"Je n'ai pas été emprisonné. J'ai fui les massacres. J'ai vécu dans des camps de réfugiés. J'ai connu la guerre, les bombardements. Saddam Hussein a tué ou déporté un kurde sur deux de l'ensemble de la population kurde d'Irak, soit environ 4,5 millions..." Aujourd'hui, âgé de 31 ans, Hiner Saleem traduit, par les couleurs, ses couleurs, tous les espoirs d'un peuple, tous les crimes dont ont été victimes les kurdes depuis plusieurs années.

Nous ne saurions vous encourager à venir visiter cette exposition avant sa fermeture, dimanche prochain.

Hervé AUJAMES

Le Provençal
28 février 1991

Le Kurdistan toujours...

**Au fil des manifestations
chaotiques, passe un courant
chaleureux. La cause d'un
"peuple oublié", peut-être bien
entendue à Bollène.**

Diverses manifestations tendent à mettre actuellement en lumière le Kurdistan, qui à Bollène, n'est plus "le peuple oublié de l'histoire", malgré l'annulation d'une exposition qui fit quelques vagues (voir 22 février).

En revanche a été organisée à l'Hôtel de ville (jusqu'au 9 mars), la superbe exposition de peinture

consacrée à 5 peintres kurdes : "Formes, signes et couleurs pour une terre", (voir éditions des 19 et 21 février), ainsi que deux séances gratuites au Clap du film kurde "Le troupeau", avec conférences animées par Hiner Saleem, un des peintres mentionnés plus haut. Tout un contexte pour le moins chaleureux.

Entre les lignes

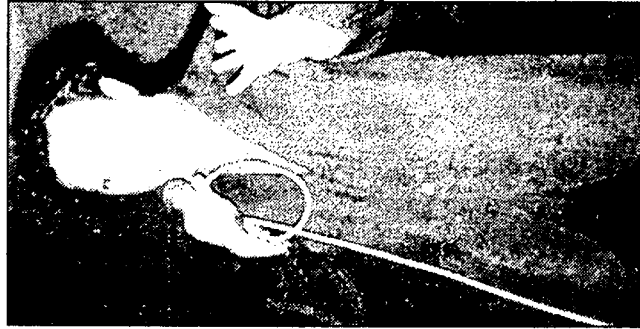
"Le Troupeau", de Yilmaz Guney (1970) est une oeuvre bouleversante. Images superbes, simples, fortes. Dans la montagne kurde (Turquie), deux clans de bergers s'affrontent et distillent une haine farouche. Le fils de l'un d'eux a épousé la fille du clan adverse. Une malédiction, accrue par la vie rude des campagnes, sur fond d'impérialisme et que conclura tragiquement un vain exode vers Ankara...

Une trame simpliste, facile à l'actualité, ais l'oeuvre qui a 20 ans et dut être exclusivement tournée en Turquie, se lit entre les lignes. Elle nous touche par-delà les brimades, la beauté des visages, l'urgence des situations, le fatalisme d'un peuple cependant non résigné...

Optimisme

Homme de culture et de talent (il expose 20 tableaux irradiants à la mairie), Hiner Saleem nous a recalés dans le monde actuel, sur fond de guerre du Golfe où se joue en partie la destinée du Kurdistan, arbitrairement divisé entre Irak, Iran, Syrie et Turquie. Hiner a mené un lourd débat, décortiqué à l'aprem la cause kurde, et conclu en témoignant son optimisme, auquel Bollène semble adhérer pleinement. Témoina le Clap.

Parmi l'assistance, étaient présents de nombreux amis kurdes exilés à Bollène, le comité MRAP et Bernard James, adjoint à la Culture, coorganisateur, Jean-Pierre Genton, maire, etc.



Hiner Saleem, militant et homme de talent. (Photo J.P.)

LE FIGARO 27 février 1991

Que sera l'Irak, au lendemain de sa défaite ?

Les incertitudes de l'après-Saddam

Aucune force politique organisée ne semble prête, mais les Kurdes du nord et les chiites du sud attendent leur revanche.

Alors que les experts militaires alliés étudiaient encore l'évolution de la situation sur le terrain, les experts politiques en étaient déjà, hier, à imaginer les conditions dans lesquelles Saddam Hussein pourrait être amené à quitter le pouvoir.

Tout le monde l'a désormais reconnu : l'objectif de l'opération « Tempête du désert » était double. Il s'agissait, d'abord, de libérer le Koweït de l'occupation irakienne — conformément à toutes les décisions du Conseil de sécurité des Nations unies —, mais il s'agissait aussi et ensuite, de libérer l'Irak (et le monde) de Saddam Hussein lui-même.

PAR THIERRY DESJARDINS

Il est évident qu'au-delà de l'affaire du Koweït, le maître de Bagdad est devenu une menace insupportable pour l'équilibre de la région. On a d'ailleurs parfois oublié que le mandat de l'ONU chargeait la coalition non seulement de libérer le Koweït mais aussi « d'assurer la sécurité dans la région ». Or ce deuxième objectif — un peu flou, il faut bien le reconnaître — pourrait difficilement être atteint sans une élimination de Saddam Hussein. On imagine mal les choses s'arrêtant net, au moment précis où les troupes alliées auront simplement libéré le Koweït.

Dans quelques heures ou dans quelques jours, le général Schwarzkopf entrera à Koweït-City. Il y réinstallera sur le trône l'émir Jaber et il faudra alors reconstruire politiquement, économiquement, socialement le malheureux émirat.

Peut-on concevoir qu'à côté de l'émirat en reconstruction, l'Irak, avec Saddam Hussein à sa tête, se reconstruise lui aussi, reconstitue son armée et — comme si de rien n'avait été — reprenne ses discours annonçant le triomphe du baassisme irakien à travers le monde arabe, la destruction d'Israël et, pourquoi pas, l'annexion prochaine du Koweït, sa « 19^e province » ?

Pour l'instant, les responsables politiques de la coalition sont très prudents. François Mitterrand répète que nous nous en tiendrons au Koweït, George Bush — qui a pourtant traité Saddam Hussein de « *nouvel Hitler* », à plusieurs reprises — affirme qu'il n'est pas question de faire la guerre à l'Irak. Le président américain veut sans doute, ici, faire une distinction entre le « peuple » et le « régime » irakien.

En fait, dans tous les états-majors alliés, on fait toujours le même rêve. Depuis le 2 août dernier, on veut croire que les Irakiens eux-mêmes sauront se charger de la mission et se débarrasser de Saddam Hussein par un coup d'État. George Bush, on s'en souvient, a lui-même, le plus officiellement du monde, incité les Irakiens à liquider leur dictateur. Il n'a, jusqu'à présent, pas été entendu.

Tout le monde pense d'abord à un coup d'État militaire. Certains experts semblent persuadés que les généraux irakiens, conscients de la catastrophe effroyable dans laquelle l'entêtement de Saddam Hussein a plongé l'Irak, vont se débarrasser de leur chef. Ce fut longtemps le rêve des alliés à propos de Hitler, et il est vrai qu'il s'en est fallu de peu qu'il ne se réalise.

Cela dit, c'est oublier que tout l'état-major de Bagdad a été trié sur le volet par Saddam Hussein lui-même. Ce sont des fidèles parmi les fidèles.

Dès la prise du pouvoir par le parti Baas (avec le général Hassan el-Bakr, en 1968), le corps des officiers a été purgé de tous les éléments « douteux », c'est-à-dire, dans un premier temps, de tous les officiers nassériens ou de gauche, puis, dans un deuxième temps, de tous les officiers ne faisant pas partie du Baas.

Et les choses se sont aggravées au fil des années. La guerre menée contre les Kurdes, les quelques tentatives de coups d'État (vraies ou fausses) et, plus encore, la guerre menée contre l'Iran ont permis à Saddam Hussein de liquider,

généralement de manière violente, tous les officiers supérieurs ou généraux qui ne lui paraissaient pas totalement dévoués à sa personne.

Aujourd'hui, il n'est pas seulement nécessaire d'être baassiste pour accéder aux postes de commandement, il faut aussi faire partie du « clan », en clair être né à Takrit, le village natal de Saddam Hussein, et donc être plus ou moins apparenté à Saddam Hussein lui-même.

Exécutés au moindre soupçon

C'est le cas du général Hussein al-Rachid, chef d'état-major général de l'armée. Il n'a accédé aux postes supérieurs de commandement que le jour où sa fille a épousé le fils aîné de Saddam Hussein. Mais c'est aussi le cas de la plupart des généraux commandant la Garde républicaine ou les unités d'élite de l'armée. Souvent, ces généraux n'ont d'ailleurs aucune formation militaire et se sont retrouvés à des postes importants après avoir été de simples responsables du parti, voire de simples gardes du corps du président.

Il est donc difficile, pour l'instant, d'imaginer un coup d'État militaire et d'autant plus qu'au moindre soupçon, les militaires, quel que soit leur rang, peuvent être immédiatement exécutés.

Plusieurs dizaines d'officiers — si l'on en croit certains témoignages des nombreux prisonniers faits depuis le début de la guerre — auraient été exécutés à la veille de l'offensive irakienne lancée contre le Koweït, simplement parce qu'ils avaient émis des « réserves » à propos de l'opportunité de cette opération. Toujours selon ces mêmes témoignages, les commandants de la défense anti-aérienne auraient aussi été passés par les armes au lendemain de l'offensive aérienne alliée du 16 janvier dernier; Saddam Hussein leur reprochant de n'avoir pas su arrêter ces raids ennemis.

Enfin, les chefs de l'aviation auraient subi le même sort

quelques jours plus tard. Il est vrai que Saddam Hussein s'est toujours méfié de son aviation d'une part, parce qu'elle était constituée en majorité de chiites et, d'autre part, parce que la plupart des pilotes avaient effectué des stages de formation à l'étranger. Cette répression contre l'état-major de l'aviation expliquerait, on le sait, les nombreuses et mystérieuses désertions des pilotes avec leurs appareils vers l'Iran, pays chiite.

Depuis le renversement de la monarchie par les militaires, en 1958, les innombrables coups d'État qui se sont succédé en Irak — qu'ils aient réussi ou non — ont toujours été organisés par une fraction de l'armée : Kassem, en juillet 1958; Rachid Ali Kilani, en décembre 1958; Abdel Wahab Shawaf, en mars 1959; Aref, en février 1963; Abdel Razzak, en septembre 1965 et juin 1966; Bakr, en juillet 1968; Nazem Kzar en juillet 1973; Mohamed Ayeçh, juillet 1979, etc. Cependant et sans même tenir compte des mesures de protection que peut prendre actuellement Saddam Hussein contre son armée, les experts les plus sérieux ne croient pas aujourd'hui en un tel coup d'État militaire.

Un spécialiste des services de renseignements alliés affirme : « L'armée irakienne est actuellement trop surveillée et elle aurait le sentiment de trahir son pays en fomentant un tel coup. De plus, des militaires vaincus peuvent difficilement se présenter en sauveurs à un peuple écrasé par la guerre depuis tant d'années. »

Restent alors les hypothèses de coups d'État « civils ». Mais, après plus de trente ans de dictatures toujours sanglantes, l'Irak n'a plus aucune élite politique, mis à part quelques intellectuels réfugiés depuis longtemps déjà à Londres, en Allemagne ou dans quelques universités américaines.

Les partis politiques qui avaient, un instant, pu refaire surface à l'occasion de la création par Bakr d'un pseudo « pacte d'action nationale » en 1973 — les communistes,

les démocrates kurdes, les nationalistes progressistes et les démocrates indépendants —, ont depuis longtemps disparu, souvent dans les geôles de Saddam Hussein.

Depuis des années, le parti Baas quadrille totalement le pays avec ses cellules de quartier ou d'entreprise, ses différentes milices armées (on sait que Saddam Hussein a commencé à se faire « apprécier » par le général Bakr en créant la redoutable milice des « Brassards verts »), ses polices et ses contre-polices toutes-puissantes, interdisant à toute autre force politique organisée d'apparaître. On peut, certes, imaginer un coup d'État organisé par quelques dirigeants baassistes qui, pour « sauver les meubles » et se sauver eux-mêmes, trahiraient Saddam Hussein. Mais on voit mal Izzat Ibrahim al-Durri, l'ancien instituteur qui fait fonction de numéro deux, ou Taha Yassin al-Djizrawi, l'ancien chauffeur de taxi qui fait fonction de numéro trois, ou Saadoun Hammadi, le « chiite de service », actuel vice-premier ministre, ou Hassan Abdul Madjid, gendre de Saddam Hussein et étoile montante du parti, tenter quelque chose et se présenter en recours.

La minorité sunnite au pouvoir

Mais l'Irak est un pays particulier. S'il ne possède plus de structures politiques autre que le parti unique, il garde ses structures traditionnelles,

c'est-à-dire, en fait, ses « trois peuples ».

Depuis sa création, au lendemain de l'éclatement de l'empire ottoman, l'Irak a toujours été gouverné par la minorité sunnite, originaire du centre du pays, la région qui s'étend entre Bagdad et Takrit. Aujourd'hui, ces sunnites ne représentent guère plus de 4 millions d'habitants. Et, jusqu'à preuve du contraire, ils sont fidèles à Saddam Hussein qui, comme tous ses prédécesseurs, les a particulièrement choyés.

Mais tout le nord du pays est tenu par les Kurdes. Ceux-ci ont toujours été hostiles au pouvoir central de Bagdad, comme d'ailleurs l'étaient les Kurdes d'Iran à l'égard de Téhéran, ceux de Syrie à l'égard de Damas, ceux de Turquie à l'égard d'Ankara, voire ceux d'URSS à l'égard de Moscou. Cependant, à la différence des autres, les Kurdes d'Irak n'ont jamais désarmé, depuis la rébellion du célèbre Barzani. Ils haïssent Saddam Hussein qui n'a pas hésité à utiliser ses armes bactériologiques contre les populations civiles de leurs villages.

Leurs dirigeants ont fait savoir à Washington, il y a déjà plusieurs semaines, qu'ils étaient prêts, avec leurs fameux guerriers, les Pechmergas, à déclencher une insurrection généralisée de tout le nord de l'Irak (qui renferme les puits de pétrole de Kirkouk) pour peu qu'on leur garantisse que Bagdad ne pourrait pas

utiliser une nouvelle fois les gaz contre eux. On ne connaît pas la réponse qui leur a été donnée. Ces Kurdes représentent, aujourd'hui, au moins 5 millions d'habitants.

Tout le sud de l'Irak est, lui, peuplé de chiites. Ils contrôlent non seulement les deux grandes villes saintes du chiisme, Najaf et Kerbala, mais aussi l'autre grand gisement de pétrole de l'Irak, autour de Basorah. Ils ont pourtant toujours été les laissés-pour-compte de l'Irak, constituant le sous-prolétariat misérable du pays. Contrairement à ce que certains régimes de Bagdad ont parfois voulu faire croire, ces chiites irakiens n'ont rien à voir avec les Iraniens, même s'ils sont chiites comme eux. Ces populations viennent, en effet, d'Arabie Saoudite, et ce sont eux qui ont converti les Iraniens au chiisme, non le contraire. On a d'ailleurs pu observer, lors de la guerre irako-iranienne, que les chiites irakiens n'avaient aucune sympathie pour les Iraniens et qu'ils n'ont jamais voulu répondre aux appels à la trahison que leur lançait l'ayatollah Khomeyni.

Les mollahs de Najaf et Kerbala

Aujourd'hui, la communauté chiite d'Irak représente environ 8 millions d'habitants. Elle n'a pas de dirigeants politiques, au sens exact du terme, mais elle suit des chefs religieux qui, à Najaf ou à Kerbala, peuvent la mobiliser

contre le pouvoir, comme ce fut le cas, en février 1977 ou en juin 1979, avant que les « émeutes chiites » ne soient réprimées, avec une violence inouïe, par la milice de Saddam Hussein. Depuis, sous l'influence de ce qui s'est passé en Iran et au Liban, ces chefs religieux se sont politisés davantage encore, créant, dans une semi-clandestinité, des organisations sociales ou culturelles qui peuvent, du jour au lendemain, se transformer en mouvements politiques.

Il est évident qu'aujourd'hui les Kurdes du nord et les chiites du sud se préparent à prendre leur revanche après soixante années de « dictature » des sunnites du centre et à profiter d'un effondrement du pouvoir central.

Un mouvement civil qui prendrait le pouvoir à Bagdad, au soir de la défaite de Saddam Hussein, pourrait sans aucun doute s'appuyer sur ces Kurdes et ces chiites, pour peu qu'il accorde aux premiers la large autonomie qu'on leur promet depuis le Traité de Sévres de 1920 (et que la Constitution amendée par Saddam Hussein en 1970 leur garantissait) et aux seconds un minimum de bien-être.

Il semble qu'aujourd'hui certains experts alliés imaginent volontiers un « après-Saddam Hussein » qui, dans un État décentralisé, permettrait aux « trois peuples irakiens » de vivre enfin harmonieusement.

T. D.

Les trois composantes de l'opposition

L'opposition irakienne est constituée de trois grandes composantes, kurde, chiite et libérale.

Le Front du Kurdistan irakien, créé en 1988, regroupe les partis de l'opposition kurde et luttent pour « l'autonomie du Kurdistan ». Il y a d'abord et surtout le Parti démocrate du Kurdistan de Massoud Barzani. Très bien implanté en Irak, avec des militants déterminés, il est financé notamment par la Syrie et l'Arabie Saoudite. Il y a aussi l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, de tendance socialiste et très liée à la Syrie. Il y a encore le Parti populaire démocratique du Kurdistan, d'idéologie socialiste également. Quant au Parti communiste kurde irakien, il est apparemment en déclin.

Le Front islamique irakien, formé en 1988, rassemble les organisations de sensibilité chiite, qui sont soutenues par l'Iran. Il comprend le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak de l'ayatollah Mohammad Bakr al-Hakim, très proche de Téhéran ; le mouvement des Moujahidin irakiens, lié au Conseil, qui comprend 10 000 combattants ; l'Amal islamique de l'ayatollah Mohammad Taqi Modarresi, proche des milieux terroristes et en lutte contre les organisations précédentes ; le parti de l'Appel de cheikh Mohammad Mahli al-Asifi, qui a pris ses distances avec Téhéran et qui mène des actions de résistance au sud de l'Irak.

Les libéraux sont aussi divisés. Leur fer de lance : le nouveau parti de l'Umma de Saad Jaber, qui est soutenu par les Américains. D'autres partis de sensibilité plus ou moins libérale se sont également formés autour de personnalités comme Hassan al-Naqib, Mohammed al-Aloussi ou Abdoul Ghani. C'est Londres qui est aujourd'hui la base arrière des libéraux irakiens.

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter

27-1452 TURKEY-KURDS

TURKEY ROUNDS UP SUPPORTERS OF REBEL KURDS

DIYARBAKIR, Turkey, Feb 27, Reuter - Turkish troops have rounded up 18 supporters of a rebel Kurdish group in three southeastern provinces, an official statement said on Wednesday.

The regional governor's office in Diyarbakir city said they were held in a series of security raids in Hakkari, Van and Mardin for aiding and sheltering rebels of the Marxist Kurdish Workers Party (PKK).

Officials said on Tuesday that another 12 people out of a group of 17 held in Elazig and Tunceli provinces earlier had been arrested on the same charges.

Security sources say the PKK, whose seven-year-old violent campaign for independence has killed more than 1,600 people, has a measure of support from the local population. Most of Turkey's estimated 10 million Kurds live in the east and southeast.

REUTER STR AS JKF

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter

27-1413 GULF-TURKEY-KURDS

IRAQI KURDS DONT WANT SEPARATE STATE

ANKARA, Feb 27, Reuter - A prominent Kurdish leader has said his movement is not seeking a separate state in Iraq but will work for democracy in Baghdad.

We shall not be a separatist regime. We are not separatist. What is important is that Iraq's new regime must be democratic," Jalal Talebani told the Turkish daily Gunes in an interview published on Wednesday.

Democracy will be the cure, the remedy of Iraq," said Talebani who heads the Kurdish Patriotic Union.

Whether there will be a federal Iraqi state or whether the Kurds will have an autonomous make-up can be decided on by the Iraqi opposition and is only a detail," he said.

Talebani's movement is a member of a loose Iraqi opposition which includes Kurdish groups and Islamic fundamentalists.

Turkey, which has a large Kurdish minority, says it will not tolerate an independent Kurdish state in Iraq.

Ankara is fighting a violent Kurdish insurgency in the southeast led by the separatist Marxist Kurdish Workers Party. (PKK).

Turkish President Turgut Ozal has advocated a democratic system in Iraq and urged President Saddam Hussein's downfall.

Talebani said his group had in the past collaborated with the PKK but the ties were at present severed.

Turkey can trust the Iraqi Kurds as an ally. We shall certainly not hurt Turkey's interests," he added.

Turkey gave asylum to nearly 50,000 Kurds who fled Iraq in 1988 when a Baghdad military onslaught on their northern strongholds drove them to the Turkish frontier.

REUTER AS NSH PFS

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

28-1417 TURKEY-KURDS

ONE KILLED, FOUR SHOT IN SOUTHEASTERN TURKISH TOWN RIOT

SIRNAK, Turkey, Feb 28, Reuter - One soldier was killed and four civilians were shot when rioters clashed with security forces in the southeast Turkish town of Sirnak on Thursday, witnesses said.

There was no immediate confirmation of whether the civilians were dead.

The witnesses told Reuters about 1,000 people including women, children and high school students attacked troops with stones and sticks after soldiers shot mules used by the townspeople to carry coal from a nearby open pit.

Rioters chanted 'Biji PKK' (Long Live PKK) during the demonstrations, referring to the Marxist Kurdish Workers Party. A seven-year independence campaign by the outlawed group has claimed more than 2,600 lives.

28-1447 TURKEY-KURDS #2 SIRNAK

A coalminer, who asked not to be named, told Reuters he had heard from friends that four people had been shot dead.

I saw two men shot by security troops. I don't know if they are dead but they remained on the ground for about half an hour," said another witness.

The town's governor Aydin Aslan drove through the town telling people over a loudhailer not to heed provocations, to stay calm and avoid confronting the security forces."

Special forces squads, blue-bereted commandos and police patrolled the streets. At the entrance to Sirnak security teams and a police armoured car blocked the road. Armed police were guarding a group of civilians squatting on the ground.

REUTER ETK AL SM

28-1533 TURKEY-KURDS #2A SIRNAK (REOPENS)

The Paris-based Committee of Kurdistan said at least 20 people were killed and 100 injured in the clashes.

According to the committee, the police killed two villagers, and then began firing into the crowd which had gathered to protest, killing at least 18 more.

The Committee of Kurdistan consists of rebel groups of Turkish Kurds fighting for an independent state.

No one is allowed to help the wounded or to clear away the dead. The police fire at anyone who tries to help," the group said in a statement.

It added that pupils were boycotting all schools in the town, and shops remained closed in protest over the shooting.

REUTER LEE EO

International Herald Tribune February 27, 1991

Americans Should Support Democracy for Iraqis

RIYADH — "Whatever Will Be Will Be" went a favorite song of the 1950s. It also describes American political aims toward Iraq once Saddam Hussein's army is driven from Kuwait. Iraq's fate is not up to us, say the generals and political leaders who have sent U.S. forces to pound that Arab nation for more than 40 days and 40 nights. *Que sera sera.* America's failure to offer its own

Sunnis have ruled over Kurds and Iraq's Shiite majority since British colonialists installed the Sunnis as the dominant political force in 1922.

ideas on the political aftermath of the assault it has unleashed to halt Saddam's war crimes in Kuwait is no longer a matter of military tactics or diplomatic evasion. It is not really a failure, either. It is an unacknowledged decision to let Saudi Arabia play the lead role in influencing what comes next politically in Iraq. The Saudis have legitimate concerns about the turmoil that could

erupt on their borders in a post-Saddam Iraq. But they also have their own axes to grind in Iraq that could create new problems and tarnish the glow of Operation Desert Storm. The war has reached the point now where the United States must think seriously about enunciating its support for democratic rule in Iraq and protection for the population groups that Saddam has abused.

Britain has already endorsed democracy for Iraq once Saddam is gone. But the United States, concerned about Saudi sensitivity, has declined to do so. Officials in the State Department's Human Rights Bureau who had received Iraqi dissidents in the past now decline to do so.

The Saudis do not proclaim it publicly, but the result they favor is a military coup against Saddam by high-ranking officers. The new military regime in Baghdad would, in the Saudi view, be chastened and pliable, yet strong enough to keep control over Iraq's rebellious Kurdish and Shiite populations and keep Turkey from regaining influence in northern Iraq.

"The war's ending should humiliate Saddam but not humiliate the Iraqi army command," said one Saudi political source, acknowledging that his idea seemed to be at odds

with the sweeping American-directed military campaign now under way.

This Saudi and others here are beginning to question whether the continued bombing of Baghdad and the suffering it inflicts on the city's exposed population are militarily worth the rising resentment provoked.

Even as American battlefield choices begin to shape the political aftermath, the United States continues to argue that the application of massive force against Iraq is a politically neutral act. But the initial rapid successes in the ground war bring closer the difficult moment of war termination. A continuing refusal to put forward its own ideas about Iraq's political future may lock the United States into a result that could quickly plunge Iraq back into turmoil and cancel some of the positive aspects of Operation Desert Storm.

Sunni Muslims have ruled over Iraq's Kurds and the Shiite Muslim majority since British colonialists installed the Sunnis as Iraq's dominant political force in 1922. Unlike the Shiites, the Sunnis had agreed to fight against the Ottoman Empire with the British in World War I and were rewarded with power.

Saddam, who claimed that he invaded Kuwait to erase an evil colo-

nial legacy, was in fact the latest Sunni to follow this colonial pattern.

He was also the most brutal. Once the grip of his dictatorial regime is loosened, the Kurds and Shiites could attempt to take power, revenge or both. The Saudis would avoid this by keeping power in the hands of the Sunni-dominated officer corps or by installing a successor regime headed by exiled Iraqi Sunni generals.

The royal family has pledged to establish a more responsive and tolerant political system in Saudi Arabia and is moving in that direction. But it is concerned about the pressures that would be exerted by a democratic Baghdad regime, which would undoubtedly bring the Kurds and Shiites to prominent political roles that they have been denied in the past.

While Saddam's murderous ambitions were an urgent threat, American silence on the political future of Iraq may have been a useful tactic. But the point is rapidly approaching when America's leaders can no longer hum a few bars of the old Dorn Day song while secretly letting Saudi Arabia set policy.

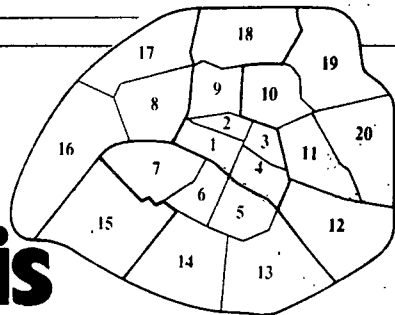
America has invested too much in righting the wrongs of Saddam to end its Gulf crusade as an uninnocent bystander. Democracy is worth supporting in Iraq.

The Washington Post.

Du 27 février au 12 mars.

Aujourd'hui

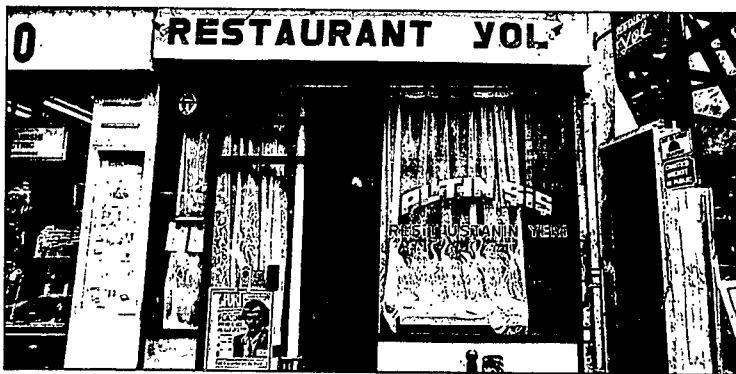
EDITION EST **PARIS**



10^e Guerre du Golfe

L'éternel espoir des Kurdes de Paris

Essentiellement basée dans le triangle Lafayette – Magenta – boulevard Saint-Denis, la communauté kurde de Paris vit la guerre du Golfe avec une acuité douloureuse où se mêlent fatalisme et espérance.



« Toujours entre le marteau et l'enclume »

« Yol » (ou « le chemin »), un restaurant kurde du quartier du faubourg Saint-Denis, quelques rues étroites aux hautes façades sombres qui ont été investies en une dizaine d'années par ceux qu'on appelle aujourd'hui « les réfugiés de Saddam ». Attablés, quelques hommes bruns aux moustaches fournies prennent le thé. En sourdine, la musique déchirante de Témo, star parisienne de la chanson kurde. Tous ont le statut de réfugiés politiques, indésirables en Irak, mais aussi en Turquie, en Syrie, ils travaillent dans la restauration, le bâtiment et surtout la confection, le prêt-à-porter.

La conversation, interrompue par l'arrivée d'étrangers, reprend, à voix basse mais animée. Un sujet omniprésent : le Golfe, la guerre. « *Nous, vous savez, on a toujours été entre le marteau et la pierre... Aujourd'hui, dans les deux camps, il y a des gens qui ont voulu à un moment ou l'autre nous liquider...* » Opportunément pro-américains – « *Saddam, après ce qu'il a fait à notre peuple, on espère vraiment qu'il va payer !* » –, ils ne se font pas grande illusion sur l'après-guerre : « *on a toujours été les bernés de l'Histoire. On se sert de nous pour la propagande, puis à nouveau on veut nous détruire...* » Fatalisme d'éternels boucs-émissaires...

« Yol », c'est encore le titre du film de Yilmaz Güney (qui obtint une Palme d'or à Cannes), fondateur en 1983 de l'Institut kurde de Paris. Dans ce lieu de rencontre de l'intelligentsia qui regroupe artistes, écrivains, chercheurs, fermement décidés à briser l'indifférence et à sauver leur culture de l'oubli, on s'en tient, en cette période troublée, à une certaine réserve. La raison principale : ne pas faire de vagues au près des autorités françaises particulièrement vigilantes à l'égard des communautés immigrées. Ici encore, on tente d'y voir clair dans la désinformation en provenance du Golfe. On centralise les bribes d'informations venues des villages kurdes épargnés par les armes chimiques du dictateur irakien, de Syrie et de Turquie.

A quelques rues de là, l'activisme politique reprend ses droits, au siège du « Comité du Kurdistan » regroupant les groupuscules d'extrême gauche kurdes, en particulier les maoïstes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui recouvrent les murs du quartiers de leurs affiches bariolées, à la calligraphie indéchiffable. Ici, on prépare l'après-guerre, on gamberge, on rêve un peu... On se prend une nouvelle fois à espérer retrouver un jour une patrie.

* Institut kurde de Paris : 106, rue Lafayette, 48 24 64 64. Comité du Kurdistan : 147, rue Lafayette, 42 82 92 76. Restaurant « Yol » : 22, rue de l'Échiquier.

THE WASHINGTON POST February 29, 1991

Turkish Force Buildup at Iraqi Border Raises Concerns in Iran and Syria

By Jonathan C. Randal
Washington Post Foreign Service

CIZRE, Turkey, Jan. 28—Rumbling tank transporters today brought in more Turkish war materiel, beefing up the array of tanks, armored personnel carriers and artillery in the hills overlooking this strategic city close to Turkey's borders with Syria and Iraq.

With more armor and bridging equipment just out of sight in the plains on either side of the international highway leading southeast to the closed Iraqi border crossing at Habur, Turkey has taken a high-profile position that worries neighbors Iran and Syria almost as much as it does Iraq.

The message intended by the massive display of these old, refitted American tanks, 105mm artillery pieces, M-113 armored personnel carriers, recoilless rifle-mounted jeeps, self-propelled artillery and other equipment, according to diplomats, is that Turkey is determined to be a major player in the Middle East of the future.

Trucked in from the railhead at Batman 110 miles away, the tanks and much of the equipment came from armored garrisons far to the north and east that, during the Cold War, were considered vital bases in NATO's southern flank opposite the Soviet border.

Turkey has massed 120,000 troops along its 206-mile border with Iraq, and is the only country outside the U.S.-led coalition force to take such a step. Syria is not known to have positioned any sizable military force facing Iraq to the west and there have been no reports of Iranian muscle-flexing since its army held maneuvers along Iraq's eastern border at mid-month.

By contrast, Turkish President Turgut Ozal, in persuading parliament to vote his government extensive war powers, won approval not only for allowing U.S. warplanes to use Turkish bases, but also for possible Turkish intervention in Iraq after the gulf war ends.

On paper, Iran, Syria and Turkey have stated publicly that, as Iraq's neighbors, they agree no changes should be made in Iraq's territorial integrity, whatever the outcome of the war, and each has sworn—as has Iraq—not to be the first to open a second front.

All three governments clearly would like to see Saddam removed even if such an outcome does not figure in the U.N. resolutions under which the 29-nation coalition is fighting to remove Iraqi troops from Kuwait and to restore its legitimate government.

But regional suspicions are so deep-rooted that the possibility of a Turkish military intervention in Iraq was reported by Western diplomats to have figured prominently in high-level talks in Tehran last week between top-ranking Iranian officials and Syrian Vice President Abdul Halim Khaddam.

Ozal has warned that Turkey might intervene mili-

tarily if an independent Kurdish state were created in northern Iraq. But spokesmen for Iraq's Kurds and other members of the Iraqi opposition's anti-Saddam alliance have sworn they oppose such a carve-up and are thoroughly committed to a democratic, pluralist regime restoring autonomy for the Kurdish minority.

Autonomy across the border in Iraq could, in Turkey's view, create a dangerous precedent for its Kurds, who are thought to make up more than half the total Kurdish population of 30 million spread out in a region that stretches into parts of the Soviet Union, Iran, Iraq and Syria.

Another motivation for potential Turkish intervention in Iraq, where the Kurdish rebels maintain bases, observers say, is fear of increased Syrian and Iranian support for the rebellion of the Marxist Kurdish Workers' Party (PKK). This rebellion, in Turkish Kurdistan, has taken more than 2,600 lives since 1984.

Influential Iranians and Syrians also say they fear Turkey may resort to force because military power might be the only way for Ankara to offset its lack of other means to influence events in postwar Iraq.

Turkey profited greatly from trade with Iran and Iraq during the Iran-Iraq war from 1980 to 1988, but aside from its control of the waters of the Euphrates, Ankara has little political leverage now.

By contrast, both Damascus and Tehran have, for more than a decade, provided refuge, money and diplomatic backing for sometimes rival Iraqi opposition groups, ranging from dissident members of the ruling Baath Party to Kurdish rebel organizations and fundamentalist Shiite Moslems.

Such long-term political investments could, in the view of analysts, allow Iran and Syria to exert great influence in postwar Iraq. Moreover, if Iran gained the upper hand in influencing future Iraqi policy, diplomats say, the long-repressed Iraqi Shiite Moslem community could play a significant political role not only in Baghdad, but also perhaps in propagating fundamentalism among Turkey's own Shiite minority.

Syria makes little secret of hoping to maintain and even increase its own influence by playing a bridging role between Iran, on one side, and Saudi Arabia and the other Arab oil monarchies.

Yet, regional political analysts say, what really frightens Iran, Syria, Turkey and, above all, the Iranian opposition, is any suggestion of American willingness to allow Saddam to stay in power.

"The United States then could manipulate all the regional powers," one Syrian strategist said recently, and "let them finish each other off."

In that case, diplomats said, Turkey might well be tempted to use its military force stationed near here to intervene to prevent an outcome that it sees as unsatisfactory to its national interests.

Akbulut ve bazı bakanlar 'yetki'ye de Kürtçe serbestisine de sıcak bakmıyor

ANAP'ta Ozal huzursuzluğu

Akbulut'un kendisine yakın ANAP'lılara, Ozal'ın tutumundan yakındığı, parti içinde kamuoyu oluşturulmadan yetki tasarısı ve Kürtçe konuşma yasasının kaldırılmasına ilişkin yeni düzenleme yapılması isteğini bir "emrivaki"yle Bakanlar Kurulu gündemine getirdiğini anlattığı öğrenildi.

ANKARA (Cumhuriyet Bül-temelerin önce grupta konuşul-rosu) — Başbakan Yıldırım Akbulut'un geniş kapsamlı yetki tasarısına da Kürtçe konuşma serbestisi girişimi gibi sıcak bakmadığı öğrenildi. Başbakan Akbulut, Cumhurbaşkanlığı'nın "emrivaki"yle Bakanlar Kurulu gündemine getirdiğini anlattığı öğrenildi.

ANKARA (Cumhuriyet Bül-temelerin önce grupta konuşul-rosu) — Başbakan Yıldırım Akbulut'un geniş kapsamlı yetki tasarısına da Kürtçe konuşma serbestisi girişimi gibi sıcak bakmadığı öğrenildi. Başbakan Akbulut, Cumhurbaşkanlığı'nın "emrivaki"yle Bakanlar Kurulu gündemine getirdiğini anlattığı öğrenildi.

getirdiğini anlattığı öğrenildi. Akbulut, yetki tasarısının bu biçimiyle yapılması halinde Cumhurbaşkanlığı'nın yetkileri bazı emrivakilerle sıkıntı yaratmayacağına inanıyor. Bu iki tasarıya da enine boyuna tartışılmak istiyorlar. Grubun başkanvekillerinden Ülkü Köker, "Yetki tasarısının sadece kamu kurum ve kuruluşlarındaki memurlar ile diğer görevlilerin sosyal ve mali haklarında iyileştirmeye yönelik bölümünü destekliyoruz. Onun dışındaki yetkilere karşıyız" biçiminde konuştu.

Dün toplanan Anayasa Komisyonu'nun yetki tasarısını görüşeceği düşünüldüğüne de er-telendi. Anayasa Komisyonu Başkanı Kamal Tuğrul Coşkun, yetki tasarısının önümüzdeki hafta ANAP grubunda tartışılmasına olanak sağlamamak amacıyla komisyon toplantısının ertelendiğini açıkladı. Yetki grubunda tartışılmasına olanak sağlamamak amacıyla komisyon toplantısının ertelendiğini açıkladı. Yetki grubunda tartışılmasına olanak sağlamamak amacıyla komisyon toplantısının ertelendiğini açıkladı.

Dün toplanan Anayasa Komisyonu'nun yetki tasarısını görüşeceği düşünüldüğüne de er-telendi. Anayasa Komisyonu Başkanı Kamal Tuğrul Coşkun, yetki tasarısının önümüzdeki hafta ANAP grubunda tartışılmasına olanak sağlamamak amacıyla komisyon toplantısının ertelendiğini açıkladı. Yetki grubunda tartışılmasına olanak sağlamamak amacıyla komisyon toplantısının ertelendiğini açıkladı.

Dün toplanan Anayasa Komisyonu'nun yetki tasarısını görüşeceği düşünüldüğüne de er-telendi. Anayasa Komisyonu Başkanı Kamal Tuğrul Coşkun, yetki tasarısının önümüzdeki hafta ANAP grubunda tartışılmasına olanak sağlamamak amacıyla komisyon toplantısının ertelendiğini açıkladı. Yetki grubunda tartışılmasına olanak sağlamamak amacıyla komisyon toplantısının ertelendiğini açıkladı.

SİĞINMACILAR

Kürtçe eğitim istemi

OSMAN YILDIZ

DIYARBAKIR — Kürtçe konusundaki yasaklamaların kaldırılmasına dönük çalışmaların başlatılması, Iraklı Kürt si-

ğınmacılar arasında sevinçle karşılandı. Sığınmacı çocuklarına Kürtçe eğitim verilmesini istedikleri.

Bakanlar Kurulu'nun, Kürtçenin kullanılması konusunda esneklik sağlanması için 2932 sayılı yasanın yürürlükten kaldırılmasına kararını, yaşamlarını Türkiye'de sürdüren Iraklı Kürt sığınmacıların Kürtçe eğitim istemini yeniden gündeme getirdi. Diyarbakır, Muş ve Kızıltepe geçici barınma merkezlerindeki yaklaşık 30 bin Kürt sığınmacı, üç ay önce kamplarda açılan ve

Türkçe eğitim verilen okullarda, Kürtçe eğitime de yer verilmesini istedikleri. Bu konuda daha önce yaptıkları başvuruların reddedildiğini anlatan sığınmacı liderlerinden Salih Hacı Hüseyin ve Osman Ekrem şunları söylediler:

"Yasağın kaldırılmasını sevinçle karşıladık. Çocuklarımız Irak'ta Kürtçe eğitim görüyorlardı. Türkiye'de ise uzun çalışmalarımız sonunda ancak Kürtçe eğitim verilmesi sağlanmıştı. Yeni hazırlanan yasanın yürürlüğe girmesinden sonra ço-

tasarısını hükümet adına savunacağı belirtilen Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler de Anayasa Komisyonu'na gelmedi.

Komisyonun SHP'li üyelerinden Hüda Oral, içtüzük hükümleri gereği, tasarının TBMM Başkanlığı'na sunulması üzerinden 48 saat geçmedikçe görüşülemeyeceğini söyledi.

SHP'li Oral, getirilen yetki kanunu tasarısıyla yasama organının yetkilerinin yürütmeye devredildiği, TBMM'nin devre dışı bırakıldığı görüşünü savunarak "Bu tasarı, başkanlık sisteminin de ötesinde, ülkeyi demokratik sistemden uzaklaştırarak bir tasarıdır" dedi.

Coşkun'la da yetki tasarısının bir süre daha incelenmesi gerektiği görüşüne katıldı ve toplantıyı erteledi.

Yetki tasarısı ile Kürtçe serbestisi önümüzdeki hafta sağı grubunda tartışılmaya açılacak.

cuklarımızı Türkçenin yanı sıra Kürtçe eğitim verilmesini de istiyoruz. Bu konuda gerekli yerlere yakında tekrar başvuracağız."

Diyarbakır geçici barınma merkezindeki ilköğretim Okullu'nda eğitim gören sığınmacı çocukları da Türkçe öğrenmek için zorluk çektiklerini vurgulayarak "Evde Kürtçe konuşuyoruz. Öğretmenlerin Türkçe anlattığı konuları da anlayamıyoruz. Türkçeyle birlikte Kürtçe eğitim görmemiz konuları iyi kavramamızı sağlayacaktır" dediler.

Milliyet

1 Şubat 1991

Özal, ANAP milletvekillerine Kürtçe konusunda bilgi verdi

ANAP'ta Kürtçe sancıları

ANAP'lı 62 milletvekili ile TBMM'deki makamında görüşen Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın Körfez krizi ve Kürtçenin serbest bırakılmasıyla ilgili kanun tasarısı hakkında bilgi verdiği ve eleştirileri yanıtladığı öğrenildi. Özal'ın konuşmada Kürtçeyi yasaklayan 2932 sayılı yasanın Konsey dönemindeki yanlışlıklar dizisinden birisi olduğunu belirterek, "Keşke bu kanun o tarihte çıkarılmış olmasaydı" dediği öğrenildi.

Cumhurbaşkanı'nın türbanla ilgili yasayı düzeltmek için gösterilen çabalar sırasında alınan eleştirilerin bu kanun için de geçerli olacağını, aynı sıkıntılarının yeniden yaşanabileceğini dile getirdiği öğrenildi.

Özal, milletvekilleriyle sohbetinde Kürtçeye ilgili konuyu açtığında, "Önce şunu söyleyeyim: Bu kanun, Konsey zamanında çıkarılmamalıydı. Bu kanun bizi rahatsız etmiştir. Bir yanlışlık olan türban olayını düzeltmek bile bizi bayağı rahatsız etti. Bu kanundan önce Kürtçe konuşulması kimseyi rahatsız etmiyordu. Kamu vicdanında

●Cumhurbaşkanı Özal, milletvekillerinin Kürtçe yasağının kaldırılması konusunda yapılacak yeni yasal değişiklikte türban konusunda olduğu gibi birlik ve beraberlik içinde olmalarını istedi. Milletvekilleri böyle sosyal içerikli değişikliklerden sonradan haberdar olduklarını belirterek "Şeytanın avukatlığını yapmamız isteniyor" dediler. Mesut Yılmaz ise bununla birlikte 141, 142 ve 163. maddelerin de kaldırılması gerektiğini savundu.

hiç problem yaratmıyordu. Kürtçeye ilgili açılan davaların da çoğu provokasyon davalarıdır. Danışıklı açılmış davalar" dediği öğrenildi.

Özal'ın, getirilecek kanun tasarısının Kürtçe eğitime serbestlik vermeyeceğini dile getirirken, "Bizim okullarımızda, ikili anlaşmaların dışında Türkiye Cumhuriyeti'nce kabul edilmiş devletlerin okullarındaki diller hariç, bütün eğitim resmi dil olan Türkçedir. Kürtçenin ne şekilde, nerelerde kullanılabileceği de ayrıca etüt edilmelidir. Bu yasaya karşı çıkmakla kemikleşmiş bir güç oluşabileceğinin unutulmaması lazım. Türban olayında da böyle olmuştur" biçiminde konuştuğu belirtildi.

Özal'ın konuşması sırasında Mesut Yılmaz'a dönerek, "Kenan Evren'in zamanında Mesut'un da bu

lesi yaparlar" şeklinde konuştu.

İstanbul Milletvekili Orhan Ergüder de konuşmasında, devletin milletiyle bölünmezliğini simgeleyen dil, din ve kültür birliğinin bu değişikliklerle bozulacağını savundu. Milletvekilleri kanuna, şekil yönünden de karşı çıkarak alelacele Bakanlar Kurulu'na getirilen tasarımı kimsenin inceleyip tartışma olanağı bulamadığını dile getirdiler. Tasarının parti grubunda da incelenmesini isteyen milletvekillerinin, tasarının içeriğine de karşı çıktıkları belirtildi. Milletvekilleri, karşı çıkma gerekçesi olarak dil birliğini bozacağını, millet olmaktan çıkacağını, milletin yeni tavizler getireceğini gösterdiler. Milletvekillerinin, "Biz her şeyden, çok geç haberdar oluyoruz. Bize şeytanın avukatlığı yaptırılmak isteniyor. Bu gibi sosyal içerikli konular bizler önünde de tartışılmamalıdır" dedikleri öğrenildi. Milletvekillerinin, Kürtçülüğün bir etnik adım olduğunu, bu kanunun çıkmasından sonra ilerde nelerin gündeme gelebileceğini kestirmenin güç olduğunu dile getirdikleri de belirtildi.

●KÖRFEZ SORUNU

Cumhurbaşkanı Özal toplantıda, Körfez sorunu hakkında da milletvekillerine bilgi verdi. Özal, "Ben 2 Ağustos'tan itibaren olayı kronolojik olarak sıraladım. Gelişmeler, sıraladığım bir kronoloji çerçevesinde gelişiyor. Biliyorsunuz önce ambargo uygulandı. Sonra ABD bölgeye yığınak yaptı, kendi kamuoyunu oluşturdu ve daha sora da harp çıktı" dedi. Özal, bu sözlerinin akabinde Erdal İnönü'nün savaşa karşı çıkışını da eleştirerek, "Bölgede ABD'nin hava saldırısı 12-13 gündür devam ediyor. ABD, Irak'ı tahrip ettiği konusunda hâlâ tereddütlü. Bu tereddüt Irak'ın askeri gücünü ortaya koyuyor. Bu güç bizim için tehliktir. Irak ilerde mutlaka bize de bir fatura çıkaracaktı. Irak son iki-üç yılda 40-50 milyar dolarlık savunma yatırımı yaptı. Bu tehlikeyi zamanında kimse görmedi. Demirel, yavaş yavaş tehlikeyi görmeye başladı ama, İnönü hâlâ, Özal fobisi nedeniyle bu tehlikeyi görmüyor" şeklinde konuştu.

Özal'ın, Irak'ın toprak bütünlüğünün bozulması halinde Türkiye'nin mutlaka müdahale edeceğini de kaydettiği bildirildi.

Çiziyorum



Milliyet

1 Şubat 1991



Güneydoğu'da sevinç Bakanlar Kurulu'nun Kürtçe yasağını kaldırma kararı Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da sevinçle karşılandı. Bölgede oturan ve bu dili konuşan vatandaşlar, bu karara büyük bir haksızlığın giderilmiş olduğunu vurguluyor. □ Nurettin Dilək (ANAP Diyarbakır Milletvekili-Badikan Aşireti liderlerinden): "Halkımız rahat edecek." □ Nezir Koçlardan (ANAP Diyarbakır İl Başkanı): "Halkımız Kürtçenin serbest bırakılmasından yanadır." □ Sedat Bayhan (Diyarbakır büyük toprak sahibi): "Bizler şarkı ve türkülerimizi de Kürtçe dinlemek isteriz." □ Mehmet Tahir Bal (Büyük toprak sahibi): "İktidarı bu kararından dolayı kutluyoruz." □ Mehmet Nuri Bilmez (Büyük toprak sahibi): "TV ve radyoda Kürtçe yayın da yapılmalı." □ Cemal Muçlı (Cizreli Tayan aşireti lideri): "Halkımız Kürtçe konuştuğu için cezalandırılmayacak." □ Hasan Munfar (Cizreli tüccar): "Kürtçe yasağı zaten anlamsızdı." □ Şefik Eriç (Cizreli Seyit Aşireti lideri): Kürtçe eğitim ve öğretim de yapılmalıdır." □ Abit Yıldırım (Cizreli Batı Aşireti lideri): "Kararı duyunca sevincimden çılgına döndüm." □ Hamdi Demir (Kızıltepe Aşireti lideri): "Evlimizde, tarlamızda, işimizde konuştuğumuz dilin serbest bırakılması sevindirici."

Avrupa Konseyi'nin Kürtçe yasağının kalkmasına yorumu

"Olumlu ama yetersiz"

Ahmet SEVER / STRASBOURG

BAKANLAR Kurulu'nun Kürtçe üzerindeki yasağı kaldırma kararı, Avrupa Konseyi'nde "olumlu, ancak yetersiz bir adım" olarak yorumlandı. Milliyet'e görüşlerini aktaran Avrupalı parlamentörlere, Kürtçe'nin serbest bırakılmasını "bir tabunun yıkılması" olarak değerlendirdiler ve Körfez savaşı sonrasında bölgede çözüme kavuşturulması gereken sorunlar kapsamında "Kürt sorunu"nun da dahil edilmesi gerektiğini ileri sürdüler.

Hollandalı İşçi Partisi milletvekili Pieter Stoffelen, Türkiye'de Kürtçe üzerindeki yasağın kalkmasından büyük mutluluk duyduğunu belirtti ve "Şimdiye kadar tartışılması bile sakıncalı bir konuydu bu. Böylelikle bir tabu yıkılmış oldu. Bu noktaya gelmesi, bizim Türkiye'ye bakışımızı da etkileyecek önemli bir gelişme" dedi.

Hollandalı parlamentör Stoffelen, Körfez Savaşı'ndan sonra Ortadoğu'daki diğer sorunlarla birlikte Kürt sorununun da ele alınması ve bölgede barış ortamını sağlayacak şekilde bir çözüme kavuşturulması gerektiğini ileri sürdü ve şöyle konuştu:

"Ancak bu yapılırken Türkiye, Irak,

İran ve Suriye'nin toprak bütünlüğünün bozulmamasına dikkat etmek gerekir."

İsviçreli Sosyalist milletvekili Victor Ruffi ise, Avrupa Konseyi Parlamentörlere Meclisi Sosyalist grubunun dün yaptığı toplantıda, Kürt sorununu ortaya attı. Ruffi, Türk hükümetinin son kararının memnuniyet verici olduğunu, ancak daha ileri gitmek gerektiğini söyledi. Ruffi, Kürtler'in bazı temel haklardan yoksun olmaya devam ettiğini öne sürerek sosyalist grup içinde bir çalışma grubu oluşturulmasını ve Avrupa Konseyi'nin bu konuda neler yapabileceğini araştırmasını talep etti. Bu talep ile ilgili kararın, ileride yapılacak bir toplantıda alınması üzerinde mutabık kalındı.

Daha sonra Milliyet'in sorularını yanıtlayan İsviçreli parlamentör Ruffi, Türkiye'de Kürtçe'nin serbestleştirilmesini "cesaret verici bir işaret" olarak nitelendirdi. Ancak Kürtler'e temel hakların tanınması yolunda daha ileri gidilmesinin önemine değindi.

Ruffi şöyle konuştu:

"Türkiye'yi suçlamak veya iç işlerine karışmak istemiyoruz. Ancak bölgede güvenliğin ve barışın yerleşmesi için Kürtler'e kimliklerini koruyacak haklar verilmeli."

Tercüman 1 Şubat 1991

Kürtçe, Meclis'te ve ANAP'ta tartışıldı

ANKARA, (Tercüman)- Meclis'te yine Körfez savaşı ve Kürtçe konusu tartışıldı. Adana DYP milletvekili Orhan Şendağ, savaşı dolayısıyla mağdur olan vatandaşlara devlet desteği isterken, Hakkari ANAP milletvekili Naim Geylani, Kürtçe'nin serbest bırakılmasıyla birlik ve beraberliğin pekişeceğini kaydetti.

Devlet Bakanı İsmail Çelebi, hükümetin aldığı tedbirler sayesinde piyasada istikrarın sürdüğünü belirterek gerginliğe rağmen panik ve kıtlık olmadığını, enflasyonda da düşüş görüldüğünü kaydetti.

ANAP grubunda

Öte yandan Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın isteğiyle hazırlanan Kürtçe konuşma serbestliği ANAP'ta görüş ayrılıklarına yol açtı.

Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın zamanla serbestliğin sınırlarını genişletmekten yana olduğu belirtilirken, Başbakan Yıldırım Akbulut'un buna karşı olduğu öne sürülüyor.

ANAP Grubu ve Bakanlar Kurulu içinde Kürtçe konusunda görüş ayrılığı olduğu ısrarla dile getirildi. ANAP Grup Başkanvekilleri Ülkü Gökalg Günay Adalet Bakanı Oltan Sunğurlu'dan konunun Grupta tartışmaya açılmasını isterken, Sunğurlu, hazırlanan taslağı Başbakanlık'a sunduklarını, konuyla ilgili yetkinin kendisine değil, Bakanlar Kurulu'na ait olduğu ifade etti.

Savaşta rolü, Kürt sorunu ve Yunanistan'ın sıkıntıları Ankara'ya, ABD'de üçlü gündem

Turan YAVUZ, WASHINGTON

TÜRKİYE'nin Körfez Savaşı'ndaki rolü, bu savaşın bir parçası olarak karşılaşılabilecek sorunlarla birlikte, "Kürt sorunu" da ABD yönetiminin gündemine girmeğe başladı.

Washington yönetimi, Körfez Savaşı'nın sona ermesinden sonra bölgede oluşturulacak güvenlik örgütleri ve diğer siyasi gelişmelere hazır olabilmek için şimdiden çalışmalarına başladı.

Edimilen bilgilere göre, Saddam Hüseyin'den sonra Kürtler Irak'ta ne gibi bir konum verileceği de, bu çalışmalar arasında. Konuyla ilgili olarak hiçbir bilgi sızdırmamaya özen gösteren yönetim çevreleri, çalışmalarını istihbarat birimleri ile birlikte sessizce yürütüyorlar.

New York Times gazetesinde önceki gün William Safire imzasıyla yayınlanan bir yazıda, Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın Körfez Savaşı'nda sığıştığı, bu yüzden Kürtlerin etnik kimliğini aliecele kabul ettiği iddia edildi.

İsrail'e yakınlığı ile tanınan Safire'nin makalesinde, Türkiye'nin Irak'ın kuzeyinde ikinci cephe açması halinde, Irak'ın geleceğindeki söz sahibi olabileceği ve sınırların yeniden çizilmesini isteyebileceği öne sürüldü. Bu durumda, bölgedeki Kürtlerin harekete geçebileceğini iddia eden Safire, "Cumhurbaşkanı Özal bu gerçeği gördüğü için Kürtlerin etnik kimli-

ğini aliecele kabul ediyor. NATO'nun gücünü kaybettiği yeni dünyada, Müstüman ve batılılaşmış Türkiye'yi, Batı ile Ortadoğu arasında köprü haline getirmenin zorunluluğunu görüyor. Endişeli generallerini Bağdat üzerine yürümleri için baskı altında tutması bundan kaynaklanıyor" dedi.

Türk hükümetinin Kürt azınlığa hâlâ "Dağ Türkleri" dediğine dikkat çeken William Safire, Türkiye'de her altı kişiden birinin Kürt olduğunu öne sürerek, "Bence Türkleri Irak ordusunu önden vurmaya teşvik etmeliyiz. Kürtleri ise Iraklıları arkadan vurmaya teşvik etmeliyiz. Kürtleri ise Iraklıları ödül ve cezalarını barış masasında paylaşsınlar" ifadesini kullandı.

Haftalık US News and World Report dergisinde yer alan bir yazıda da Türkiye'nin Irak'la savaşmaktan korktuğu, yaklaşık 635 bin kişilik ordunun eski silahlar ve "toy delikanlılar"dan oluştuğu iddia edildi.

Türkiye'nin doğrudan savaş beklentisi içinde olmadığına dikkat çeken dergi, "Türklerin daha usta olan Irak ordusunun karşısına bu askerlerle çıkması, aptalca bir hareket olur" dedi.

Dergide, Türkiye'nin Irak sınırına oldukça büyük bir gücü yığdığı ve Irak'a başlatılacak saldırının çeşitli rizikoları olduğu belirtilerek "Ülkesi için kötü sonuçlar doğurmayacak kısa bir savaş, Özal'ı güçlendirir. Uzun bir savaş ise zayıflar. En önemlisi Türk sınırında açılacak ikinci bir cephe, bir uzlaşmaz-

lığa son veririrken, bir başkasını başlatır" denildi.

Yunanistan Dışişleri Bakanı Andonis Samaras da ABD yönetimi yetkilileri ile temaslarda bulunmak üzere Washington'a geldi. Dün ABD Dışişleri Bakanı James Baker ile görüşen Samaras, bugün ABD Başkanı George Bush ve Savunma Bakanı Richard Cheney ile bir araya gelecek.

Güvenilir kaynaklardan edinilen bilgilere göre, Dışişleri Bakanı Samaras, yaklaşık 10 gün önce Washington'dan randevu talebinde bulunarak, aliecele Washington'a geldi.

Körfez Savaşı'nın başlamasından hemen önce Bush yönetim tarafından Türkiye'ye verileceği açıklanan 82 milyon dolarlık acil askeri yardımın Yunanistan'da panik yarattığını belirten kaynaklar, "Samaras'ın bu konunun yanı sıra Kıbrıs konusunda da Atina'nın görüşlerini anlatmak üzere Mısır ve Suriye'den sonra ABD'ye geldiğine dikkat çekiyorlar.

Samaras'ın temaslari sırasında Yunanistan ve Türkiye arasındaki 7/10 dengesimin bozulduğu iddialarını da gündeme getirmesi beklenirken, bir yönetim yetkilisi, ABD'nin bu tür oranlara inanmadığı şeklindeki "klasik açıklamasını" tekrarlayarak, Samaras'ın bunu değiştiremeyeceğini ve Türkiye'ye bu yardımın Körfez Savaşı'na aktif katılımı yüzünden verildiğini öne sürdü.

Cumhuriyet 2 Şubat 1991

Hükümetin geniş kapsamlı yetki talebi ve Kürtçe sorunu MKYK'da tartışıldı ANAP'ta 'yetki' bunalımı

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Başbakan Yıldırım Akbulut'un, hükümete geniş kapsamlı yetki verilmesini öngören tasarı ile Kürtçe konuşma serbestisi getirilmesi düzenlemelerine sıcak bakmadığı öğrenildi. Akbulut, Kürtçe düzenlemesi konusunda, "İşin özü zedelenmeyecek" derken yetki konusundaki sorulara, "KHK çıkartmak, TBMM yetkilerini devralmak anlamına değildir" karşılığını verdi.

Kürtçe konuşma serbestisi girişimleri ve hükümete Kanun Hükümünde Kararname (KHK) çıkartması için kapsamlı yetki verilmesine ilişkin tasarı dün Akbulut başkanlığında toplanan ANAP Merkez Karar ve Yürütme Kurulu'nda (MYKY) gündeme geldi.

Toplantıda Adalet Bakanı Oltan Sungurlu, hazırlanan tasarıda sadece Türkçenin resmi dil olduğunun belirtildiğini anlatarak "Meselenin boyutları beni aşiyor. Sorumluluğu tek başıma alamam. Tartışıp birlikte karar vermemiz gerekir" dedi.

Genel başkan adaylarından Hasan Celal Güzel, Irak'la sorunların olduğu bir dönemde Kürtçe serbestisini içeren tasarıнын gündeme getirilmesini doğru bulmadığını ifade ederek "Bu tür meselelerin grupta tartışılması gerekirken neden aceleyle getirildi. Yarın öbür gün başımıza bir azınlık sorunu çıkaracak iş yapmayın" dedi.

Genel başkan adaylarından Mesut Yılmaz ise AGİK sözleşmesi uyarınca Kürtçe konuşmanın serbest bırakılması gerektiğini belirterek aksi halde temmuz ve kasım aylarında yapılacak uluslararası bazı toplantılarda büyük sıkıntılar yaşanabileceğini söyledi.

Bunun üzerine Mesut Yılmaz, AGİK'te ulusal azınlık ve bölgesel kültür grubu olmak üzere iki ayrı tanım yapıldığını belir-

terek "Kürtler bölgesel kültür grubudur. Azınlık değil tıpkı Lazlar, Çerkezler, Gürcüler gibi Araplar gibi. Bunların içerisinde sadece Araplar ile Kürtlerin anadil sorunu vardır. Bir an önce bu sorunu çözmeliyiz" diye konuştu.

MKYK üyelerinden Talat Zengin, "Bu iş bizim başımıza iş açar. Sayın Yılmaz, bunu yapmaya mecburuz" diyor. Kendisi 6 sene bakanlık yaptı. Niye fikir serbestliğini, Kürtçe serbestliğini o zaman gündeme getirmedi" dedi.

MKYK üyelerinden Recep Ergun ise eski yasanın kaldırılması gerektiğini, ancak Kürtçe serbestisinin gündeme getiriliş biçiminin yanlış olduğunu savundu.

Yetki tasarısı tartışılırken söz alan Hasan Celal Güzel, yetkilerin anayasaya aykırı olduğunu savundu. Güzel, Anayasa Mahkemesi'nin daha önceki yetki tasarılarını iptal ettiğini de belirterek şöyle konuştu:

"Yetki tasarısının kapsamı çok geniş tutulmuş. Bu şekilde Meclis'in yasama yetkisinin hükümete devredilmesi anlamına gelir, ayrıca böyle kapsamlı bir tasarı nasıl partinin yetkili organlarında tartışılmadan Meclis'e sevk edilir. Bunu anlamak mümkün değil".

Yusuf Bozkurt Özal ile ANAP Grup Başkanvekili Onural Şeref Bozkurt da Güzel'i destekleyen konuşmalar yaptılar. Başbakan Akbulut'un da konuşmaları dinlediği ve ara sıra başıyla onayladığı öğrenildi.

MKYK toplantısından sonra gazetecilerin sorularını yanıtlayan Akbulut, "KHK çıkartmak, TBMM'nin yetkilerini devralmak anlamında değildir" dedi. Sorular üzerine, "KHK usulünü biz başlatmadık" diyen Akbulut'un, hafta başında partisinin grup yöneticileri ve bazı bakanlarla yaptığı özel sohbet

toplantısında, kapsamlı bir yetkinin Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın emrivakileriyle karşılaşılarak sıkıntı yaratabileceği endişesini dile getirdiği öğrenildi.

MKYK toplantısından sonra, yerel dillerin Türkiye'de kullanıldığını anımsatan Akbulut, "Bunlara müsaade edilmesi için özüne aykırı değil. Burada mutabıkız. Yapılan düzenlemeler işin özünü zedelemeyecek" dedi.

Grupta rahatsızlık

Öte yandan iki düzenleme konusunda da ANAP grubunda doğan rahatsızlığı grup başkanvekillerinden Ülkü Gökalp Güney de doğruladı. Adalet Bakanı Oltan Sungurlu ile görüşerek tasarılarının önce grupta görüşülmesini isteyen Güney'in, "Aksi halde bu tasarıları Meclis'ten geçiremeyiz, grupta ciddi sorunlar çıkar" dediği öğrenildi.

Güney, Cumhuriyet muhabeirinin sorularını yanıtlarken Kürtçe serbestisi ve yetki tasarısı konusunda ANAP grubunun hiçbir bilgisi olmadığını belirterek "Yetki tasarısının sadece kamu kurum ve kuruluşlarındaki memurlar ile diğer görevlilerin sosyal ve mali haklarında iyileştirmeye yönelik bölümünü destekliyoruz. Onun dışındaki yetkilere karşılık" biçiminde konuştu.

Dün toplanan Anayasa Komisyonu'nun yetki tasarısını görüşeceği dünkü toplantısı da ertelendi. Anayasa Komisyonu Başkanı Kâmil Tuğrul Coşkunoglu, yetki tasarısının önümüzdeki hafta ANAP grubunda tartışılmasına olanak sağlamak amacıyla komisyon toplantısının ertelendiğini açıkladı.

Komisyonun SHP'li üyelerinden Hüda Oral, iç tüzük hükümleri gereği, tasarının TBMM Başkanlığı'na sunulması üzerinden 48 saat geçmedikçe görüşülemeyeceğini söyledi.

Cumhuriyet 2 Şubat 1991

Diplomatik çevreler "olumlu" yaklaşıyor, askeri yetkililer "siyasi amaçlı" buluyor

Özal'ın Kürt politikası tartışılıyor

Iraklı Kürt liderleriyle ABD ve İngiltere arasında varılan anlaşmanın öngördüğü "Türk-Kürt-Arap Konfederasyonu" planını Özal benimserken, Türkiye'deki Kürt örgütlerinin bu plana karşı çıktıkları belirtiliyor.

ANKARA (Cumhuriyet Büro) — Hükümetin Kürt politikasındaki değişiklikler ile Cumhurbaşkanlığı Turgut Özal'ın Körfez savaşıyla bağlantılı olarak Irak Kürtlerine özerklik verilmesi düşüncesini destekleyen açıklamaları tartışma yarattı. Irak'taki Kürt örgütlerinin "bağımsızlık" isteminden vazgeçmeleri karşılığında "özerklik ve federatif bir yapıda geniş temsil hakları" için Batı ülkelerinden aldıkları belirlenen güven görürken Türkiye'deki Kürt örgütlerinin bu gelişmeyi "talihsiz bir uzlaşma" olarak nitelendikleri öğrenildi. Kürt örgütlerinin "savaş" nedeniyle ara verdikleri eylemlerini Güneydoğu Anadolu'dan batıdaki kent merkezle-

yaklaşımlarının şöyle özetlendiği öğrenildi:

— Güneydoğu'daki askeri yığınların ve Cumhurbaşkanlığı Özal'ın Körfez konusunda "aktif" politika yanısı olmasının, Irak tehdidini karşı değil, bölgedeki bağımsızlıkçı Kürt örgütlerinin engellenmesi amacıyla taşıdığı görüşü savunuluyor.

— Güneydoğu'da Irak tehdidi korkusuyla yapılan göçün teşvik edildiği belirtilerek hükümetin bu yönde bölgeyi boşaltma ve Kürt örgütlerine verilen desteği azaltma amacı güttüğü öne sürülüyor.

— Irak sınırına yakın bölgelerde yürütülen askeri operasyonların "özel bir savaş" olduğu savunuluyor ve Irak'taki Kürt bölgelerinin incirlik'ten kalkan uçaklar aracılığıyla bombalanması eleştiriliyor.

— Kürtçe yasağının kalkması "kozmetik" bir girişim ve bir "siyasi manevra" olarak değerlendiriliyor. Cumhurbaşkanı

Özal'ın "Kürtlerin hamisi" rolüne soyunarak "Batı yanısı Kürtlerle iyi ilişki kurmak istediği ve bağımsızlıkçı Kürtlere karşı yürütülecek mücadetede Batı ülkelerinden destek almayı planladığı" öne sürülüyor.

— Irak'taki rejimin yıkılması durumunda, bölgedeki bazı Iraklı Kürt örgütleriyle birlikte "bağımsız bir Kürt devleti" için silahlı mücadelenin yoğunlaştırılması, savaş sırasında ise bu bölgeden ziyade, Batı'daki eyaletlerin kent merkezlerinde gerçekleştirilmesi planlanıyor.

Dışişleri ve askeri çevrelerin görüşü

Diplomatik çevreler, Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın öngörülünde yürütülen Kürt politikası ile TCK'nın 141, 142 ve 163. maddelerinde değişikliğe gidilmesi kararlarını "yerinde adımlar" olarak değerlendireyorlar. Dışişleri Bakanlığı'nın bir yetkilisi, bu konudaki görüş-

lerini açıklarken "Batı'da bazı rahatlatılacak adımlar atıldı. Ancak bundan sonra hem ayrılıkçı Kürt örgütlerine hem de terörist gruplara karşı mücadetede yoğunlaşılacaktır. Eskiden Batı, Güneydoğu'daki askeri girişimlere tepki gösterirken, son yeniliklerden sonra bu konudaki tavırını yumuşatacak" dedi.

Askeri yetkililer ise bu çerçevedeki gelişmeleri "siyasi amaçlı" olarak nitelendirdiler. İzlenen politikaya ne destek verdiklerini ne de karşı çıktıklarını bildiren askeri çevreler, gelişmeleri izlediklerini kaydettiler.

Irak'ta Kürtlere özerklik sözü verilmesiyle, Saddam Hüseyin'in köşeye sıkıştırılmaya çalışıldığı vurgulayan bir askeri kaynak, "Halk, bölgeye gelen askere Irak'a karşı değil, kendisine karşı savaşmak için gelmiş gözüyle bakıyor. Halbuki bizim tüm önlemlerimiz olası bir saldırganlığı püskürtmeye yöneliktir" dedi.

Cumhuriyet 2 Şubat 1991

Iraklı Kürt lider, Özal'ın Kürtçe'yi serbest bırakmakla 'zekice' davrandığını söyledi

Talabani'den Özal'a övgü



TALABANI — 'Bu bir oynusa sonucu tehlikeli.'

Celal Talabani, Türkiye'de Kürtçenin serbest bırakılması kararını olumlu karşıladıklarını söyleyerek Türkiye'nin güçlenmesi ve istikrara kavuşması için 'demokratik' ve 'federal' bir yapı kurulması gerektiğini savundu.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Irak Kürt liderlerinden Celal Talabani, Kürtçenin serbest bırakılması kararını olumlu karşıladığını söyledi ve "Türkiye'deki 12 milyon Kürt'ün varlığının inkârının mümkün olmadığını kavrayan Turgut Özal zeki ve güçlü bir politikacıdır" dedi. Talabani, savaşın vardığı bu son aşamada "Irak ordusu ile savaşmamayı tercih ettiklerini" belirterek "Bize ait olmayan bir savaşta taraf olmayız" biçiminde ko-

nuştü. Türkiye'ye bağlı bir Kürt federasyonu tezinin doğru olmadığını söyleyen Talabani, "Olası bir Türk işgali karşısında -Türkiye'nin amacı eğer işgal ve talan olursa- buna karşı bütün gücümüzle savaşırız" diye konuştu.

Merkezi Stockholm'de bulunan ANK Ajansı'nın sorularını yanıtlayan Irak Kürt lideri, Irak'ı bombalayan müttefik uçaklarının Kerkük-Rahimava ve Azadi bölgeleri ile Şaklava-Harir arasında bulunan Basar-

ma kampı olmak üzere iki sivil hedefe bomba düştüğünü ve bazı sivililerin yaralandığını bildirdi.

Talabani Türkiye'de Türkçe yasağının kaldırılması konusunu şöyle değerlendirdi:

"Türkiye'de bir takım iç ve dış sorunlar nedeniyle Kürtçe yasağı kaldırılmıştır. Türkiye kendini Irak, Suriye ve kendi Kürtlerine sempatik göstermek istiyor. Türkiye, Kürtlerinin varlığını kabul ederek, Saddam sonrası Irak'ta Irak Kürtleriyle diyalog kurup bu parçaları kendi denetiminde birleştirmek istiyor. Bütün bunlarla birlikte, Kürt sorununda olumlu adımlar atmayan Türkiye'nin Avrupa Topluluğu'na girmesinin de mümkün olmadığını bilmek gerekiyor. Doğu Avrupa'daki değişimler de Türkiye'nin demokratikleşme konusunda adımlar atmasına neden oluyor. Yapılmak istenenler eğer bir oyun değilse, 1923'lerde yapılanlar tekrar edilmeyecekse, olumlu bir adım atılmıştır. Ama bu bir oynusa, çok tehlikeli bir gelişmenin işaretidir.

ANK Ajansı aracılığı ile Cumhurbaşkanı Turgut Özal'a selam gönderen Talabani, "Türkiye'nin, Kürt halkının varlığını resmen kabul etmesi ve bir federasyonu gerçekleştirme halinde İran, Irak ve Suriye Kürdistan halkı Türkiye'ye sempati ile bakar. Özal, güçlü ve istikrarlı bir Türkiye yaratmak istiyorsa, demokratik ve federal bir Türkiye yönünde adımlar atmalı, bu olumlu adımlara ara vermemelidir" dedi. Irak Kürt lideri, Türkiye'nin ABD'nin desteğinde Irak Kürdistanı'nı işgal ederek ileride kendisine bağlı bir federasyon oluşturma yönünde planlar yapması durumunda 'yanılacağını' belirtti.

Savaşı çok yakından izlediklerini, gelişmelere göre siyasi ve askeri tavır geliştirdiklerini belirten Talabani, Kürdistan Ulusal Konferansı Hazırlık Komitesi'nin çalışmalarını tamamlamak üzere olduğunu ve konferansın kısa sürede toplanacağını söyledi. Talabani PKK ile aralarındaki ilişkilerin olumlu bir düzeye eriştiğini belirtti.

Milliyet 2 Şubat 1991

Die Welt'teki Kürt devletiyle ilgili açıklaması Özal'inkine benziyor Talabani, Türkiye'ye göz mü kırıyor?

Mehmet AKTAN, BONN

IRAK'ta bir Kürt devleti kurulması ihtimali konusunda Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın çarşamba sabahı Alman televizyonunda yayınlanan açıklamasıyla, Kürt liderlerinden Celal Talabani'nin (dünkü) Die Welt gazetesinde yer alan açıklaması arasında bir benzerlik ortaya çıktı.

Cumhurbaşkanı Özal, televizyonda, Alman gazeteci Andreas Weiss'in "Irak'ta bir Kürt devleti kurulursa Türkiye'nin tepkisi ne olur?" şeklindeki sorusunu şöyle yanıtlamıştı:

"Bir Kürt devletinin kurulacağına inanmıyorum. Belki bir çeşit muhtariyet olur, bölgesel bir muhtariyet. Ama bu, Irak'taki diğer azınlıklara da, Türkmenler de dahil, hukuki bir temel tanyacaktır. Eğer böyle olursa, bununla bir sorunumuz olmaz ama, bağımsız bir Kürt devleti kurulacaksa, bunu kabul etmeyeceğiz."

Die Welt gazetesinin önceki günkü baskısında, "Kürtler Kürdistan için çabalamıyor" başlıklı yazıda ise, Şam'da bulunan Celal Talabani'nin buna benzer bir açıklaması yer alıyor. Kahire kaynaklı ve Evangelos Antonaros imzalı yazıda, Talabani'nin, kendisine bağlı grupların, Irak'ta bağımsız bir Kürt devleti kurulmasından yana olmadığını, sadece demokratik bir Irak'ta, muhtar bir Kürdistan'dan yana olduğu bildiriliyor.

Yazıda, Talabani'nin çok dikkatli şekilde formüle ettiği açıklamanın Ankara'yı hedeflediği belirtilirken, Irak-Türkiye sınırındaki Kürtlerin, edindikleri tecrübeler nedeniyle şu sızılarda taraflı olarak durumdan kârlı çıkmayı tercih ettikleri dile getiriliyor.

Irak'ın, 70'li yıllarda Kürtlere kültürel muhtariyet verdiği, ama bunun kâğıt üzerinde kaldığı belirtilen yazı-

da, Irak-İrak Savaşı'ndan sonra Kürtlerin büyük bir kısmının Saddam tarafından cezalandırıldığına dikkat çekiliyor. Yazıda, bu nedenle Körfez krizinin başlamasından birkaç hafta sonra, Eylül ayında Washington'a gayri resmi görüşmelere çağrılan Talabani'nin dikkatli bir açıklama yaparak, "mümkün olan azami program"la yetindiği belirtiliyor.

Stern dergisinin (dünkü) sayısında yer alan "Ateşle Oyun" başlıklı yazıda da, Türkler savaşa bulaşmaktan kaçınıyor ama, Özal, "yeni büyüme"nin rüyasını görüyor deniliyor.

Aynı yazıda, Kürt konusuna değinilerek, eski MİT ajanlarından Mahir Kaynak'ın "Özal, Irak'ın kuzeyinde -Türkiye için peyk olabilecek bir Kürt devletinin kurulmasına herhalde karşı çıkmaz" dediği belirtiliyor ve Türklerin kontrolü altındaki bir Kürt devleti, Ankara'nın petrol yataklarına kolayca uzanmasına yarar" deniyor.

ÖZAL, KÜRTLERE BAZI ÖZGÜRLÜKLER VERECEĞİNİ, BAKER'A SÖZ VERMİŞTİ

Bu arada, Frankfurter Allgemeine gazetesinde yer alan "Boğaz'daki adamın zor denge denemesi" başlıklı yazıda, Cumhurbaşkanı Özal'ın, savaşın başlamasına üç gün kala ABD Dışişleri Bakanı Baker'la yaptığı konuşmada, Kürtlere bazı özgürlükler tanıyacağı şeklinde söz verdiği iddia edildi.

Anke Welk imzalı yazıda, Kürtçenin serbest bırakılmasının, bu yönde alınan bir adım olduğu belirtildi.

Aynı yazıda, Türkiye'nin bağımsız bir Kürt devletinin kurulmasına karşı olduğu, ama Amerika'nın da, bölgede yaşayan 20 milyon kadar Kürdün isteklerini gözardı edemeyeceği bildiriliyor.

Frankfurter Allgemeine'deki yazıda ayrıca, Özal'ın Kürt devleti kurulması yö-

nündeki planlara karşı federatif bir Kürt bölgesi yönündeki girişimler için kendisini ön plana çıkarıp, garantör bir devlet gibi söz sahibi olmak istediği iddia edildi.

ALMAN PARLAMENTOSUNDA SERT TARTIŞMALAR

Vogel: "Alman askerinin savaşa girmesine Alman halkı yerine Türk Cumhurbaşkanı veya NATO Genel Sekreteri karar veremez."

Başbakan Helmut Kohl'ün hükümet açıklamasından sonra Alman Parlamentosu'nda (dün) başlayan tartışmalarda, Türkiye'nin durumu tekrar söz konusu oldu.

Hükümet adına konuşan milletvekillerinden Alfred Dregger, "Türkiye'ye füze ve asker gönderilmesi, Almanya'nın NATO görevlerini yerine getirdiğini göstermektedir" dedi ve Sosyal Demokratların konuşmalarının Saddam'ın isteği doğrultusunda olduğunu iddia etti.

Sosyal Demokrat Parti lideri Vogel ise, Türkiye'ye silah ve Alman askeri gönderilmesinin, Almanya'nın bu işin içine çekilmesi tehlikesi yaratacağına dikkat çekti ve "Alman askerinin savaşa girmesine Alman halkı yerine Türk Cumhurbaşkanı veya NATO Genel Sekreteri karar veremez" dedi. Vogel'in bu sözleri parlamentoda alkışlarla karşılandı.

Hükümet açıklamasının parlamentodaki tartışmaları sırasında söz alan Alman Dışişleri Bakanı Genscher ise çevik kuvvetin Türkiye'ye gönderilmesi, NATO'ya karşı bağlılığımızın bir ifadesidir" dedi ve şöyle konuştu:

"Hiç kimse, havaalanlarındaki çevik kuvvetin Türkiye'ye, dayanışma görevini korunmasız olarak yerine getirmesinin sorumluluğunu üstlenemez, füze ve asker gönderilmesini hepimizin onaylaması gerekir."

Kürtçe ve yetki yasanına ANAP grubu olumsuz bakıyor

ANAP'ta Özal'a cephe

Cumhurbaşkanı Özal'ın üzerinde hassasiyetle durduğu Kürtçeyle ilgili yasal düzenlemeye karşı ANAP grubunun istekleri Özal'ı geri adım atmaya zorladı. Yasa dar kapsamlı kaldı. Özal'ın getirmek istediği yeni yetki yasanına karşı ANAP grubu olumsuz tavrı takındı. Bu tutum sonucu yasanın daraltılması veya geri çekilmesi gündemde. Özal Meclis'te milletvekillerini "iğna turlarını" sürdürecektir.

ANKARA

(Cumhuriyet Büro) — Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın talimatıyla yasal düzenlemelerin gündeme getirilmesi ANAP içindeki rahatsızlıkları arttırdı.

Özal, Kürtçe konuşma yasasının kaldırılması düzenlemesinin grupta tartışmadan biçimlendirilmesiyle ortaya çıkan rahatsızlığı, tasakta bakanların istekleri doğrultusunda düzenleme yapmaktan aşabildi. Özal'ın yetki yasanıyla ilgili son isteği de ANAP MKYK, TBMM

"sahiplenmekten kaçındığı" belirtilen yeni yetki tasarısı ANAP'lı milletvekillerinin itirazı üzerine geçen hafta Anayasa Komisyonu'nda ele alınmadı. Tasarının geri çekilmesi olasılığının yüksek bulunduğu, konuyla ilgili tartışmanın salı günü ANAP TBMM grup yönetiminde ve grubunda yapılacak öğrenildi.

Cumhurbaşkanı Özal'ın bakanlar ve grup yöneticileri nezdinde yürüttüğü "iğna çalışmaları"na karşı ANAP MKYK'sında yetki yasa sert biçimde eleştirildi. MKYK'da tasarıya karşı çıkanlar arasında genel başkan adaylarından Mesut Yılmaz, Hasan Celal Güzel ve Grup Başkanvekili Onural Şeref Bozkurt da yer aldı. Bu tartışmalar sırasında Başbakan Akbulut da bu görüşlere karşı çıkmadı.

Mesut Yılmaz, MKYK'da görüşlerini açıklarken yetki yasanını "amaç ve kapsam" açısından eleştirdi. Yılmaz, çok geniş kapsamlı bulduğu tasarının olumsuzluklarını sıraladıktan sonra "Böyle geniş bir yetki ta-

sarısına gerek yok. Biz her zaman ihtiyaç duyulan bir yasayı çıkartabiliriz" dedi.

Hasan Celal Güzel ise yetki yasalarının anayasaya aykırılıklarını anlatıp, bu konuda daha duyarlı olunması gerektiğini dile getirdi. Mesut Yılmaz'ın aksine Kürtçeyle ilgili düzenlemeye de "zamanlama yanlış" gerekçesiyle karşı çıkan Güzel, Türkiye'nin başına bir azınlıklar sorunu çikabileceğini söyledi. Yılmaz ve Güzel'in eleştirilerinde, konuların ANAP yetkili organlarında görüşülmeden aceleyle getirilmesine özel ağırlık verildi. Hasan Celal Güzel "Konuların ANAP yetkili organlarından geçirilmemesinin ve aceleyle getirilmesinin olumsuz sonuçları doğurmayacağı" görüşünü MKYK'da anlattı.

ANAP Grup Başkanvekililerinden Onural Şeref Bozkurt da MKYK'da ANAP'lı milletvekillerinin önemli bölümünün yetki yasanına karşı olduğunu ve grupta benimsenmesinin zor olacağını bildirdi. Bunun üzerine Başbakan Akbulut'a yakınıyla bilinen grup yöneticilerin-

den Ülkü Gözalp Güney Adalet Bakanı Oltan Sungurcu ile görüşerek yetki yasanının kapsamının daraltılmasını istedi. MKYK'da söz alan milletvekilleri de bu doğrultuda konuşular.

Akbulut'un da yetki yasanının kapsamının genişliğinden rahatsız olduğu ve sadece personel rejimindeki değişiklikler konusunda KHK çıkarmaya olanak tanınmaması uygun görüldüğü öğrenildi.

Cumhurbaşkanı Özal'ın ısrarlarına karşı Akbulut'un grubunun da desteğiyle yetki yasanının kapsamının sınırlandırılmasını sağlayacağı belirtiliyor. Cumhurbaşkanı Özal'ın bu konuda direnmesinin partide iki ayrı cephenin doğmasına yol açacağı da ifade ediliyor. Özal'ın ANAP'taki karşı direnişi kırmak amacıyla salı günü grup toplantısından önce veya grup sırasında daha önce yaptığı gibi TBMM'ye gelecek milletvekillerini tek tek iğna etmeye çalışması bekleniyor. Ancak bu durumda bile yetki yasanının kapsamının daralabileceği belirtiliyor.

Cumhuriyet 4 Şubat 1991

Kürtçe kaset tartışması

Güneydoğu'da korsan kasetler tezgâh üstünde satılıyor. Bandrollü olanlar ise yasak. Diyarbakır Valiliği, 'Diyarbakır'ın Güzeli" adlı yarı Kürtçe kaseti toplattı. Sanatçı Aydın Fidan ise 'eşe dosta' Kürtçe kaset yapıyor.

**GÜNSELİ ÖNAL
HAKAN AYGÜN**

DIYARBAKIR— Bakanlar Kurulu'nun "Kürtçe serbestisi" kararından sonra Güneydoğu'da "Kürtçe kargaşası" yaşanıyor. "Korsan" Kürtçe kasetler tezgâh üstüne çıkmaya başlar-ken kaldırılması düşünülen 2932 sayılı yasaya muhalefetten içinde Kürtçe parça bulunan "bandrollü" kasetlerin toplatılması da sürüyor.

12 Eylül döneminde çıkarılan Türkçenin kullanımına ilişkin yasanın son kurbanı ise "Diyarbakırın Güzeli" adlı yarı Kürtçe, "bandrollü" kaset oldu. Diyarbakır Valiliği, yöre sanatçısı Mehmet Şah'a ait olan kasetin toplatılmasını kararlaştırdı.

Bölgedeki kaset satıcıları "Kürtçe kaset yasak mı, değil mi" sorusuna yanıt bulamama-

nın sıkıntısını yaşıyorlar. Diyarbakır'ın işlek caddelerinden Ofis Caddesi'nin üzerindeki bir kasetçi dükkânına girip "Kürtçe kaset" sorulduğunda şu yanıt geliyor:

"Yalnızca Kürtçe kaset yoktur. Yarı Türkçe, yarı Kürtçe olanlar vardır."

Üstündeki bütün şarkı sözleri ve yazıların Türkçe olduğu, ancak aralara, adı Türkçe de olsa Kürtçe bölümlerin sıkıştırıldığı kasetlerden biri de Mehmet Şah'a ait. Valiliğin yasakladığı "Diyarbakır'ın Güzeli", hâlâ vitrinlerde sergilenebiliyor. Bu da yasağın, "2932 sayılı yasa uygulamada ortadan kalkmadığı için" sürdüğü ancak yeterince uygulanmadığı kanısını doğuruyor. Şah'ın yasaklanan kasetine de ad olan "Diyarbakır'ın Güzeli" adlı parçanın sözlerinde ise siyasi hiçbir unsur bulunmuyor. Şah, yarı Türkçe, yarı Kürtçe "Diyarbakır'ın Güzeli'nin ne kadar 'edallı ve de kınalı" olduğunu yanık sesiyle haykırıyor.

Seyyar satıcılarda ise Kürtçe kasetler rahatlıkla bulunabiliyor. Bunların çoğu bandrolsüz. Kaset kapaklarının üzerinde fotoğraf ve sanatçı ismi bulunmuyor. Mardinkapı'da, tanesi üç bin liradan "korsan kaset" satan bir satıcı, Kürtçe kasetleri yeni yeni tezgâh üstüne çıkarmaya başladıklarını söylüyor.

Yörenin tanınmış ses sanatçılarından Beşir Kaya'nın "bandrolsüz" kasetinden Kürtçe ezgiler sokağa yayılıyor. Yakinlarının belirtmesine göre "çok hasta olan" ve "kan davalıları" olduğu için pek ortaya çıkmamayı terbi eden Kaya ile bütün çabalara karşın "Kürtçe müzik yapılması"na ilişkin olarak görüşmek mümkün olmuyor. Belli ki Kaya, henüz tedirginliği üzerinden atamamış.

Aydın Fidan, düğünlerde bağlama çalıp Kürtçe türkü söyleyen sanatçılardan biri. Kasetçi dükkânında vakit öldürerek, Körfez savaşıyla "kapanan jleri"nin bir an önce düzene

girmesini ümit ediyor. Kendi ifadesiyle "eşe dosta dağıtmak" için kendi stüdyosunda korsan kaset de çıkaran Fidan, 2932 sayılı yasanın mağdurlarından. 12 Eylül döneminde "Kürtçe türkü söylediği için 16 gün gözaltında kalan ve "Fışlenen" Fidan'ın "Kürtçeden yana ağız yanık":

"Artık söylemiyorum. Bazen düğünlerde düğün sahibi ısrar edince bir kaç tane okuyorum. Ne yapayım ekmek parası, halk Türkçeden anlamıyor. Kürtçe istiyor, ama aşırı okumuyoruz biz. Bir de aşırı var bunun. Öyle bazı eserlerde slogan atılıyor mesela. PKK'nın üzerine parçalar var. Bir de Irak'tan gelen Peşmergeler, partinin kasetlerini satıyorlar."

Emniyet yetkililerinin düğün izni verirken "sakın Kürtçe şarkı söylemiyorsunuz" diye uyarıda bulduklarını da kaydeden Fidan, "Bu iş benim ekmek param. Kürtçe okumazsam para atarlar mı" diye konuşuyor. Fidan "Adnan" adlı kötürüm bir sanatçının "aşırı Kürtçe okuduğu" için gözaltına alındığını, 6-7 aydır onu göremediklerini ifade ediyor.

Diyarbakır'da en çok tutulan Kürtçe parçaların başında "Bingöl Şavkı" geliyor. Bu parçanın çok istendiğini vurgulayan Fidan, hükümetin son Kürtçe serbestisi kararını "ister yasaklasınlar, ister yasaklamasınlar farketmez ki. Zaten Kürtçe konuşup Kürtçe şarkı söylüyor vatandaş" diye değerlendiriyor.

Fidan, "Düğünlerde Kürtçe şarkı söylenmesine artık izin veriliyor mu" şeklindeki soruyu da şöyle yanıtıyor:

"Bu savaş dalgasından düğün yok. Millet düğüne mi bakacak, savaşa mı bakacak. Kafası karışmıştır. Çoğu kaçtı gitti zaten."

Fidan, sonra da soruyor: "Sahi bu hükümetin kararı sadece Kürtçe söylemek için midir yoksa kaset de çıkarılabilecek mi?"

Hürriyet 4 Şubat 1991

Resmi dairede Kürtçe konuşana hapis

ANKARA, (ANKA)

KÜRTÇE ve diğer dillere serbesti getiren yasa tasarısına göre, resmi dairelerde Kürtçe konuşanlara üç aydan iki yıla kadar hapis cezası uygulanacak. Nokta Dergisi'ne yasa tasarısının hazırlıklarıyla ilgili bilgi veren Adalet Bakanı Oltan Sungurlu, yasanın içeriği hakkında şunları söyledi: "Türkiye Cumhuriyeti çatısı altına yer alan tüm resmi kurumlarda ve dairelerde, resmi dil Türkçe olacak. Bunun dışındaki bir dille işlem yapılmayacak. Özel şirketlerin yazışma diliyle ilgili olarak, bugüne kadarki kanun hükümleri uygulanacak. Mahkemelerde Türkçe dışında bir başka dille işlem yapılmayacak. Başka dillerdeki savunmalar, tercüman aracılığıyla yapılacak. Mahalli alanlarda, insanların anadilleriyle konuşması serbest olacak. Düğünlerde, yöresel törenlerde Kürtçe veya başka anadillerde şarkı söylenebilecek. Bu dillerde kaset, video bant doldurularak yayınlanabilecek. Amaçlı film yapılamayacak, ancak filmlerde bu dillerde şarkı, türkü yer alabilecek."

Yasa tasarısına göre, resmi kurumlarda Kürtçe konuşan ve bunu resmi belgeye yansıtana, üç aydan iki yıla kadar hapis cezası verilecek. Ceza, belgeyi alanlar için de uygulanacak. Hapis cezaları paraya çevrilemeyecek.

DİMYAT'A PİRİNCE GİDERKEN ELDEKİ BULGURA DİKKAT...

Barzani'den Talabani'ye

AMERİKA Kürtlerle yıllar önce anlaşmış. Barzani'ye bağımsız devlet kurducağı sözünü vermiş. Ancak bölgenin koşullarını istediği gibi düzenleyemeyince verdiği sözü tutmamış. Molla Barzani ABD başkanlarına "Hani bana söz vermiştiniz, benim insanlarım mahvoldu ben de bittim" diye ağlaya ağlaya mektuplar yazarak Amerika'da öldü.

ABD aslında bölgede bir Kürt devleti kurulmasını istiyor. Bunu Kürtleri çok sevdiği ve onların özgürlük demokrasi mücadelesini desteklediği için yapmadığı da herkesin bildiği bir gerçek. Bunu bölgedeki çıkarlarına uygun gördüğü için istiyor. Irak, İran ve Türkiye'ye karşı oynayacağı kendisinin kurducağı ve kendi yönetimine yakın bir devlet. Özal'ın açıklamalarından anlaşıldığına göre şimdilik Irak sınırları içinde bir Kürt

federe devleti kurulması planlanıyor. Savaştan yenik çıkacak ve Saddam'ın yok olacağı bir Irak'ta Arap-Kürt ve Türklerin bulunacağı üç federe devletin oluşturacağı bir federasyon biçiminde yeni Irak düşünüyor. "Musul ve Kerkük'te gözümüz yok" sözü ile birlikte "Bir koyup yirmi alacağız" sözünü yan yana getirdiğinde bir şey anlamayıp acaba hangisi yalan diye düşünenler var. İkisi de doğru. Özal'ın hesabı, Türk ordusunun Kerkük ve Musul'a gidip işgal etmesi değil. Ancak orada kurulacak üç federe devletten ikisinde etkili olmak. Türk devletinde ve Kürt devletinde.

Bunun için de Türkiye'deki Kürtlere yönelik bir sempati atağına girişti. Kürtçe konuşma yasağının kaldırılması da bunun göstergesi.

Özal bu etkinliği sağlama yönünden yakın arkadaşı

Bush'un telefonlarına güveniyor. Belki 24 telefon konuşması ve ABD'deki görüşmeleri sırasında bu sözleri de almış bulunuyor. Özal, ABD Başkanı'ndan bazı sözler alıyor, kendi de söz veriyor. Sonra da sırası geldikçe bu sözlerinin gereğini yapıyor. Kürtler için konuşma yasağının kaldırılması da bu daha önce verilmiş sözlerin bir parçası olsa gerek. Zaten saçma ve anlamsız ve de uygulanmaz bir yasa olan bu 12 Eylül ürünü yasanın kaldırılması aslında oldukça doğru bir uygulama. Ancak bu yasanın zamanlaması, bunun demokratik bir anlayıştan kaynaklandığını değil "bir koyup 20 alma planı"nın parçası olarak ele alındığını gösteriyor.

ABD Barzani'den sonra Talabani'ye ne sözler verdi bilemiyoruz. Ancak bölgede bir Kürt devleti kurduğunu istediği kesin. Bu devletin sınırları

nın sadece Irak'la sınırlı mı kaldığı da bilinmiyor.

Bir süper güç ile dans etmenin bazı zorlukları var.

Örneğin bize "Siz de destekleyin Irak'ta Kürtlere de bir federe devlet verelim" der. Siz sadece buna inanırsınız. Bir de bakarsınız ki o federe devleti kurducağı adamlara da demiş ki, "Siz de destekleyin de sizin devletinizi akrabalarınızın yaşadığı bölgelere doğru da genişletelim."

Sizim de bu başkalarına verilen sözlerden haberiniz olmayabilir. Arkadaşınız Bush telefonda bu niyetlerini size anlatmayabilir.

Sonra da "Dimyat'a pirince giderken eldeki bulgurdan nasıl olduk?" başlığı altında hatıralarınızı yazmaya başlarsınız.

İsmet İnönü ne demişti? Büyük devletlerle dostluk ayı ile yatağa girmeye benzer...

Peşmergelere çarşı yasağı

ERGÜN AKSOY
OSMAN YILDIZ

DIYARBAKIR — Başlarında siyah-beyaz pötikareli "desmal"leri, üzerlerinde haki renkli "şalı şapık"larıyla Diyarbakır kaldırımlarının değişmez görüntüsü olmuştur "sığınmacı işportacılar".

Sığınmacılar elektronik aygıtın horozlu aynaya kadar bulabildikleri her şeyi satıyorlardı. Türkiye'ye girerken silahı bırakan elleri "ağ tutmaya" başlayınca, kamp kıyısındaki Dicle Nehri'nde tuttukları "çaybalığı"nu satmak için iniveriyorlardı Diyarbakır kaldırımlarına. "Devlet yiyeceğimizi de isteyemeyiz" deyip para kazanmanın yollarını aramaya başlamışlardı. Kimi kaldırımda işportacılık yapıyor, kimi amele pazarına çıkıyor, kimi Dicle'de balık avlıyordu.

Saddam'ın "Bomba-1 kimya"sından kaçanlar, şimdi de dolaylı olarak yine Saddam'ın darbesini yiyordu. Körfez savaşı ile birlikte Diyarbakır'ın yanı sıra Muş ve Kızıltepe'deki üç kampta yaşayan 30 bine yakın sığınmacının kentlere inmesi yasaklanıyordu. Kimine göre "can ve mal güvenlikleri için"di bu yasaklama, kimine göre de sığınmacılar "rehin" tutuluyordu.

Kamlara âdeta hapsedilen sığınmacılar yakınıyorlar bu uygulamadan. Ekonomik yönden büyük sıkıntılar içerisinde olduklarını söyleyerek şunları anlatıyorlar:

"Kamplardaki güvenlik önlemleri artırılarak liderlerimiz gözetim altına alındılar. Tek birimizin bile kente inmesine izin verilmiyor, kampa yabancılar sokulmuyor. Büyük bölümümüz geçimimizi işportacılık yaparak sağlıyorduk. Yasakla birlikte bu da ortadan kalkarken mal-

Körfez savaşı ile birlikte Diyarbakır, Muş ve Kızıltepe'deki 3 kampta yaşayan 30 bine yakın sığınmacının kentlere inmesi yasaklanıyor.

larımız ellerimizde kaldı, tezgâhlarımız da dışarıda yağmur altında çürüdü. Ne yapacağımızı şaşırдық. Uygulama daha ne kadar sürecek onu bile bilmiyoruz. Bizim kente inmemizle Körfez savaşının ne ilgisi var? Bir an önce bu yasağın kaldırılması ve siyasi statümüzün belirlenmesini istiyoruz".

Yetkililer, Kürt sığınmacıların kamp dışına çıkmalarına ilişkin yasağın, kendile-

rinin can ve mal güvenliklerinin sağlanması için konduğunu savunuyorlar. Diyarbakır, Mardin ve Muş valilikleri yetkilileri, yasakla ilgili olarak "Uygulama, Körfez savaşı çerçevesinde başlatılmıştır. Yasak, sığınmacıların can ve mal güvenliklerine yönelik bir tedbirdir. Bunda, başka bir amaç yoktur. Ayrıntılı bilgiyi Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden alın" diyorlar. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği ise bu konuda açıklama yapmıyor.

IHD Diyarbakır Şube Başkanı Hatip Dicle, uygulamanın insan hakları ve demokratik hukuk devleti ilkeleriyle bağdaşmadığını belirtiyor. Dicle şöyle devam ediyor:

"Peşmergeler, işportacılık ve inşaatlarda işçilik yaparak ekonomik gereksinimlerini karşıyorlardı. Yöre halkıyla diyalog halindeydiler. Bu yasakla birlikte tüm insani olanaklarından yoksun bırakıldılar. Bir anlamda da kamplarda rehin tutuluyorlar. Çünkü Irak'taki Kürt örgütleri Türkiye'nin kara savaşı başlatıp Musul ve Kerkük'e girmesi durumunda şiddetle karşı çıkacaklarını açıklamışlardı. Bu nedenle Peşmergeler kamplarda rehin tutularak Irak'taki Kürt örgütlerine gözdağı veriliyor. Saddam'ın ABD'li pilotları rehin aldığı gibi sığınmacı Peşmergeler de rehin konumundalar.

Kürtçe sözlü kaseti yasaklanan Mehmet Şah:

'Sansürün kolları beni sarmıştır'

'Diyarbakır'ın Güzeli" adlı kaseti bütün illerde yasaklanan Mehmet Şah, Kürtçe şarkı söylemenin siyasi olmadığını, kültürel kimliği korumak olduğunu savundu.

HAKAN AYGÜN

DIYARBAKIR — Yerel sanatçı Mehmet Şah, "Digel gel, gel/Gültüm gel, gel" yerine, "Dewer Were Gulam Were" demenin kurbanı. 'Bandrollü' yarı Kürtçe kaseti, kaldırılacağı açıklanan 2932'ye muhalefetten yasaklanan Şah, 12 Eylül'den kalma bu yasanın gazabına uğrayan son kişi olmayı diliyor.

'Diyarbakır'ın Güzeli" adlı kasetinin bütün Türkiye de il yasaklandığını kaydeden Şah'ın ağzından en sık dökülen tümce, 'Sansürün kolları beni sarmıştır' oluyor. Kürtçe şarkı söylemenin, 'siyasi değil, kültürel kimliği koruma mücadelesinin bir parçası' olduğunu vurgulayan Şah, sadece Kürtçeyle sınırlı kalınmayıp, 'Sorani, Gorani ve Dimili (Zazaca)' lehçelerinde de türkülerin okunabileceği günlerin özlemiyle yaşıyor.

Şimdiye kadar çıkmış iki kaseti bulunan sanatçı, 'Kürtçe müzik yapmanın zorlukları' üzerine yönelttiğimiz soruları yanıtlamaya, 'kaset doldurmak için' gittiği İstanbul'da yaşadıklarını anlatarak başlıyor:

"Kürtçe kaset doldurmak için gittiğimde, şirket sahibi 'Kürtçeye bandrol verilmiyor, Türkçe okuyacaksınız' dedi.

Karşı çıktım. O zaman Kürtçe-Türkçe karışık okuyabileceğimi söyledim. Sırf Kürtçe parçaları da banda aldı. Üzerinde serbest kalırsa, piyasaya çıkarırız diye. İlk kasetimde birkaç Kürtçe cümle vardı. Baktık geçti, ikincisinde Kürtçeye daha ağırlık vermişizdir."

Şah, Kültür Bakanlığı'ndan 'bandrol' almanın güçlüğüne, 'Kürtçeye sorun çıkarıyorlar. Ama biz bunu asgariye indirmişiz. Dikkatli incelemiyorlar, gözlerinden kaçıyor. Yoksa araya sıkıştırılmış Kürtçe cümlelere izin vermezler" diye değiniyor. Şah'ın vurguladığına göre 'bandrol' almanın bir yolu da "Bakanlığa Kürtçe sözlü kaset gönderip izin aldıktan sonra piyasaya Kürtçe sözlüsünü üzerinde Türkçe yazılarıyla sürmek."

Şah, son kaseti "Diyarbakır'ın Güzeli"nin 'politise öyküsü'nü de şöyle aktarıyor:

"İlk önce Kars'ta, sonra Adana ve Batman'da yasaklandı. Şimdi de Diyarbakır'da. Yasak, diğer Güneydoğu illerine de sıçramıştır. Şirket sahibi Osman Şen'in de İstanbul'da ifadesini aldılar. Şirket sahibi bana kasetin bütün Türkiye'de yasaklandığını söyledi. Bana ise şimdiye kadar dokunmamışlardır."

Kürtçe Kanunu Meclis'e geldi

- Kürtçe'ye sadece müzik, plak, ses ve görüntü bantları ile diğer anlatım araç ve gereçleri için serbestlik tanındı. Tasarıda bazı uygulamalara kısıtlamalarla para cezaları getirildi.
- Konsey döneminde çıkarılan, 2932 sayılı "Türkçe'den başka dillerde yapılacak yayınlar" hakkındaki kanun da yürürlükten kaldırılıyor.

ANKARA. (Hürriyet)

CUMHURBAŞKANI Turgut Özal'in isteği üzerine gündeme gelen Kürtçe yasa tasarısı TBMM Başkanlığı'na sunuldu. Kürtçe müzik, plak ses ve görüntü bantlarına serbestlik getiren tasarı resmi dairelerde sadece Türkçe konuşulması hükmünü öngörüyor.

Tasarıyla, Türk vatandaşlarının Kürtçe'den başka mahalli dil ve lehçelerini konuşabilmelerine, bu dilleri ile müzik yapabilmelerine, plak, ses ve görüntü bantları ile diğer anlatım araç ve gereçlerinden faydalanabilmelerine imkan sağlanıyor.

11 maddeden oluşan tasarinin ilk maddelerinde Türkiye Devleti'nin resmi dilinin Türkçe olduğu, Türk vatandaşları tarafından kamu kurum ve kuruluşları ile mahalli idareler ve diğer kamu tüzel kişiliklerine yapılacak başvurular ve her türlü işlemlerde Türkçe'nin kullanılmasının zorunlu bulunduğu belirtiliyor.

Basılı eser ve yayımlarda, toplantı ve gösteri yürüyüşlerinde kullanılacak, eğitim ve öğretim kurumlarında okutulacak ve öğretilecek dilin Türkçe olduğu da belirtiliyor.

Tasarinin serbesti getiren "Mahalli dil ve lehçelerin kullanılması" başlıklı altıncı maddesi ise aynen şöyle:

"Türk vatandaşları bu kanundaki diğer maddelere aykırı olmamak kaydıyla Kürtçe'den başka mahalli dil ve lehçelerini konuşabilirler. Bu dilleri ile müzik yapabilecekleri gibi, plak, ses ve görüntü bantları ve diğer anlatım araç ve gereçlerinden faydalanabilirler."

CEZALAR

Tasarıyla, Türk vatandaşlarının kamu kurum ve kuruluşlarına yapacakları her türlü başvurularda Türkçe kullanmaları esası getiriliyor. Buna aykırı başvurular kabul edilmeyecek ve başvuru halinde 2-5 milyon lira para cezası uygulanacak. Bu tür başvuruları kabul eden görevlilere ise 5-10 milyon lira para cezası uygulanacak.

Süreli yayınlar, Radyo Televizyon yayınları ve filmlerde de Kürtçe ya da diğer mahalli diller kullanılmayacak. Buna aykırı hareket edenlere ise 25-50 milyon lira arası para cezası verilecek. Eğitim ve öğretim kurumlarında da Kürtçe okutulacak. Kürtçe eğitim durumunda ise sorumlulara 6 aydan 2 yıla kadar hapis 25-50 milyon lira para cezası uygulanacak.

Toplantı ve gösteri yürüyüşleri kapsamındaki açık ve kapalı toplantılarda da afiş ve pankartlar Türkçe olacak. Toplantılarda plak, ses ve görüntü bantları ile yayın Türkçe yapılacak.

ABD'nin Kürtlere yeni bakışı

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — ABD yönetiminin, savaş sonrasında Ortadoğu'da kurulacak yeni dengeler içinde önemli yer verdiği "Kürt halkı" için "bağımsızlık" öngörmediği, bu halkın genişletilmiş haklara kavuşturulmasının yeterli olacağını savunduğu öğrenildi. Washington'un bu konudaki "bağımsız Kürt devleti" yanlısı tutumundan uzaklaşmasında Türkiye ve İran'ın konumlarının yanı sıra dört bölge ülkesinde yaşayan Kürt toplulukları konusunda hazırlanan siyasi raporların da etkili olduğu belirtiliyor. Son olarak bu çerçevedeki bir siyasi çalışma metninde, "Türkiye Kürtleri bizdeki siyahlar gibi toplumsal yaşama entegre olmuş ve bölgeselliğini bir ölçüde yitirmiş durumda. Bağımsızlığı hiçbir zaman gerçekten istemeyeceklerdir, ancak kültürel haklarının üzerindeki yasaklar kaldırılmalı" görüşüne yer verildi. Öte yandan Batı Avrupa'da üslenen 21 Kürt örgütünün Londra'da bir "ortak bağımsızlık deklarasyonu" yayımlamaya yönelik girişimlerinin de Washington tarafından benimsenmediği ve "bölge gerçeğinden uzak" olarak nitelendirildiği belirtildi.

ABD yönetiminin Kürtler konusuna bakışında, bu etnik grubu barındıran İran, Irak, Suriye ve Türkiye'deki rejim farklılıkları ile bu dört ülkedeki Kürtlerin tarihsel ve sosyo-ekonomik ayrılmalarının belirleyici olduğu kaydedildi. Amerikan kaynakları bu farklılıkların, dört ülkedeki Kürt gruplarını birleştirecek tek bağımsız Kürt devleti düşüncesini "gerçekçi olmayan bir plana" dönüştürdüğünü savundular. Bu kaynaklara göre bölgede Kürtlerin "özellikle Türkiye'de yerel niteliklerini bir ölçüde yitirdikleri ve büyük kentlerdeki yaşamın önemli unsurlarından biri haline geldikleri" saptaması da ABD yönetimine yakın stratejistler tarafından yapıldı.

Washington'dan "rapor"

Washington'un Kürt politikasının belirlenmesinde önemli rol oynayan strateji uzmanlarının hazırladıkları bir "siyasi çalışma

metninde" Türkiye'deki Kürtler ve bölgeyle ilişkileri konusunda şu temel görüşlere yer verildiği öğrenildi:

1) Türkiye'nin, İstanbul, Bursa, İzmir, Muğla, Antalya, Ankara gibi 'Batı'ya yakın ve gelişmiş kentlerinde Kürt nüfusu oldukça fazla. Devlet yönetiminde, hükümette, işadamları ve sanatçılar arasında Kürtler boy gösteriyor. Ekonomik durumu ortamın üzerinde olan ve Batı ülkeleriyle sürekli temasta bulunan serbest meslek sahibi Kürt aileleri var. Bu durum Kürtlerin toplumsal yaşama entegrasyonunu ve ülkenin en az gelişmiş bölgesi olan Güneydoğu Anadolu'da bağımsız bir Kürt devletinde yaşamayı gerçekten tercih etmeyeceklerini gösteriyor.

2) Türkiye Lozan Antlaşması çerçevesinde Kürtleri ulusal azınlık saymadığı için "dil, din, kültür özgürlüklerini" kısıtlıyor. Ancak bu konuda Ankara "liberalizasyon" sinyalleri vermeye başladı. Tabu olan Kürt sorunu son üç yıldır daha açık biçimde tartışılıyor. Kürtlerin kültürel hakları üzerindeki yasaklamaların kaldırılması gerekli. Türkiye, Ermenilerin ve bazı diğer Hıristiyan toplulukların hakları konusunda da pek cömert değil. Ancak ülkenin çok kültürlü yapısı ve tarihi nedeniyle oluşan 'Türkleştirme' politikalarının, artık yeni esnekliklere yer açabilecek kadar kabul gördüğü söylenebilir.

3) Türkiye Kürtleri, Irak, İran ve Suriye'deki etnik yakınlarıyla ortak bir dil ve gelenekler dışında siyasi çıkarlar açısından aynı çizgide buluşamayacak özelliklere sahipler. Türkiye Kürtleri zengin olmayan bir bölgede yaşıyorlar. Irak'takiler gibi petrol zenginliği kozuna sahip olmamalarının yanı sıra siyasi etki grubu olarak BAAS'ın hemen ardından gelen Kürtlerine göre daha sessiz bir grup oluşturuyorlar. Her siyasi parti, milletvekili seçimlerinde Kürt kökenli adaylara özel bir önem veriyor, ancak bu adayların İstanbul'dan, Bursa'dan daha yoğun çıktıkları düşünülürse, Kürtlerin yerel güç olması özelliği Türkiye'de diğer ülkelere göre çok sınırlı. Ayrıca

ABD yönetiminin Türkiye'deki Kürtler konusunda hazırladığı bir siyasi çalışma metninde, "Türkiye Kürtleri, bizdeki siyahlar gibi yaşama entegre olmuş ve bölgeselliğini bir ölçüde yitirmiş durumda. Bağımsızlığı hiçbir zaman gerçekten istemeyeceklerdir, ancak kültürel haklarının üzerindeki yasaklar kaldırılmalı" denildi...

bölge Kürtleri silahlı ayrılıkçı gruplara destek verse bile İran ve Irak Kürtleri gibi dış ülkelerin yönlendirmesine açık değil.

4) Türkiye Kürtlerinin PKK gibi "Marksist" kökenli bir örgüte destek vermelerinde bölgedeki askerlerin baskısına maruz kalmaları, yoksul ve siyasi açıdan güçsüz, entelektüel açıdan geri olmaları da rol oynuyor. Eğer Güneydoğu Anadolu'yu kalkındırmaya yönelik mevcut projeler başarıyla ulaşırsa ve bölgede refah artarsa, PKK'ya verilen destek ciddi biçimde azalacaktır."

Batı merkezli Kürt girişimi

Aralarında Kuzey Amerika Kürt Ulusal Kongresi, İngiliz-Kürt Dostluk Topluluğu, Almanya Kürt Akademisi, İsveç Kürt Dernekleri Federasyonu gibi Batı merkezli kuruluşların bulunduğu 21 Kürt örgütünün Londra'da bu hafta sonu yayımlayacakları bildirilen "ortak bağımsızlık deklarasyonu" ise Washington'da benimsenmiyor. Bir ABD'li kaynak, özellikle Batı Avrupa'daki Kürt göçmen nüfusunun önemli bir finansal güce ve "insan hakları, demokrasi" istemleri nedeniyle Batı başkentleri üzerinde siyasi etkiye sahip olduklarını belirterek "Londra, Berlin, Paris gibi merkezlerdeki mültteclerin sağladığı finansal ve siyasi desteğe dayalı bir deklarasyon girişiminden söz ediliyor. Ancak bu, bölge gerçeğinden uzak" diye konuştu.

ABD yönetimi ile Kürdistan Yurtsever Birlik lideri Celal Talabani'nin öncülüğündeki Kürdistan Cephe arasında varıldığı belirtilen Arap ve Türkmenlerle ortak "federatif devlet" anlaşmasının da söz konusu bağımsızlık deklarasyonu düşüncesini desteklemediği öğrenildi. Ancak Iraklı Kürt örgütlerinin büyük bölümünün bu deklarasyona, "somut sonuç getirmese bile önemli bir girişim" gözüyle baktıkları kaydediliyor. Ayrıca deklarasyonun yakın zamanda toplanması planlanan Kürt Ulusal Konferansı'nı hızlandıracağı da belirtiliyor.

Cumhuriyet 7 Şubat 1991

141, 142 ve 163'üncü maddelerden bugüne dek 100 bin kişi yargılandı

Düşünce, 50 yıldır adliyede

12 Eylül 1980'den bu yana 70 bini aşkın kişi için bu maddelerden dava ya da soruşturma açıldı. 141 ve 142. maddelerde yapılan değişikliklerin, hep önemli toplumsal ya da siyasal olayların ardından gelmesi dikkat çekti.

TURAN YILMAZ

ANKARA — Türk Ceza Yasası'na yarım asır önce giren 141, 142 ve 163. maddeler nedeniyle bugüne kadar 100 bini aşkın kişinin yargılandığı ya da soruşturma geçirdiği saptandı. Bunun 70 bini aşkınının 12 Eylül 1980 sonrasında gerçekleştiği, kalan 30 bin dava ve soruşturmanın ise 40 yıllık sürede yaşandığı belirlendi. 1980'den bu yana yalnızca sivil yargı organlarında bu maddelerden yargılanan ya da soruşturma geçirenlerin sayısının 15 bini aştığı belirlenirken, TİP, MSP, TİKP, Vatan Partisi, TKP ve TBKP gibi siyasi partiler ile DİSK, Barış Derneği, Barış Severler Cemiyeti, Köy-Koop. Töb-Der, TOS, Halkevleri, Tabipler Birliği gibi kitle örgütlerinin yönetici ve üyeleri de yine bu maddeler nedeniyle yargıç önüne çıktı.

Ceza hukukçusu Prof. Dr. Çetin Özek, 141 ve 142. maddelerin "nasıl yorumlandığı" konusunda, 1954 tarihli bir askeri mahkeme kararından, "komünizmin mevcut mülkiyet esasını tanımadığı, memlekette mevcut ahlak telakkilerini kabul etmediği, aile mefhumuna kıymet vermeyip, kadına ıstirake cemiyetinin müdahalesine lüzum görmediği" örneğini verdi. Sonuçta da, şu tür davalar çıktı ortaya:

• İstanbul'da L.İ. için dini inançlara bağlılığı eleştiren, geleneksel aile ve ahlak anlayışına karşı çıkan ve cinsel özgürlüğü savunan görüşlerinden ötürü komünizm propagandası

yapmaktan dava açıldı. Sami'nin din aleyhine konuşması, dini devletin temel bir nizamı olarak alan mahkemece suçun unsuru olarak görüldü.

• Biga'dan Ş.E. için ise, miraç, serbest sevimenin gerekliliği, umumhanelerdeki birleşmelerin insan şahsiyetine aykırılığı olduğu şeklindeki görüşleri nedeniyle yine "sosyal temel nizamın yıkılması için propagandada yaptığı" savıyla 142'den dava açıldı.

• Zenginlerle yoksullar arasında bir savaşın varlığından bahsedip, zengin sınıfa karşı fikirlerin müdafii olduğunu söyleyen yazar Atilla Bartınlioğlu hakkında da "sınıf mücadelesini körükleyerek, komünizm propagandası yapmaktan" dava açıldı.

• Sıranın üzerine Sovyet bayrağı çizen İzmirli M.Ç. de aynı gerekçe ile tutuklu olarak yargılandı.

• Nâzım Hikmet'in sanat ve edebiyat yönlerini öven Naci Sadullah Danış hakkında "Nâzım Hikmet'i övmek suretiyle komünizm propagandası yapmaktan" dava açıldı. İstanbul 2. Ağır Ceza Mahkemesi, 1965'te, Nâzım Hikmet'in "komünistlikten değil, başka suçtan mahkûm olmuş olması" nedeniyle beraat kararı verdi.

• Che Guavera'nın anti emperyalist yanını öven bir kişi ile onun için şiir yazan A.D. ve M.D. adlı kişiler için de 141/1-6. madde uyarınca dava açıldı. Ceza hukuku profesörü

Sahir Ermen, bu şekilde açılan bir davada, "gerçekte Che Guavera gibi tanınmış ihtilalci komünistlerin ölümü (şerefli ölüm) ve öldüğü yeri de bir ülkenin en namılı kişilerinin yaşadıkları tahsis edilen Pentheon diye tavsif etmek onun şahsında komünizmi övmektir" şeklinde bilirkişi raporu verdi.

• Topçu pilot Üsteğmen U.S. de, "Dev-Genç'li talebeler bir ideal uğruna çalışıyorlar" dediği için, 142/4'ten 1.5 yıl ceza aldı.

Diyarbakır'da bir peşmergeye ayakkabı armağan eden bir yurttaşın da komünizm propagandası yapmaktan yargılandığı belirtilirken, bu maddelerin uygulamasında ilginç olaylara da tanık olundu. 12 Eylül sonrası açılan Töb-Der ve DİSK davalarında, yurtdışına çıkarak sıkıyönetim mahkemelerinde yargılanmaktan kurtulanların diğer arkadaşlarının aksine mahkûm olmadıkları, beraat ettikleri görüldü. Töb-Der'in çok sayıda yöneticisi Ankara Sıkıyönetim Askeri Mahkemesi'nde bu maddelerden 5-8 yıl hapis cezasına çarptırılırken, aralarında Genel Başkan Gültekin Gazioğlu'nun da bulunduğu 20 üst düzey yönetici ise Ankara 2. Ağır Ceza Mahkemesi'nde beraat etti.

Başta MSP Genel Başkanı Necmettin Erbakan ve parti yöneticileri olmak üzere 10 binlerce kişi de 163. maddeden yargıç önüne çıktı. Yöneticileri aylarca tutuklu kalan MSP davası beraatle sonuçlandı. Bu madde-

nin de farklı uygulamalara yol açtığı görüldü. Nurculuğun lideri Sait Nursi'nin kitapları için 1965'te sivil Yargıtay "163'e göre suç unsuru içeriyorlar" şeklinde karar verirken, 12 Eylül sonrası Askeri Yargıtay ve İstanbul Basın Savcılığı aksi kararlar verdiler. Bu kararların ardından da Nur Risaleleri yeniden basıldı. "Ben Atatürkçü de değilim laik de" diyen RP'li Şanlıurfa Belediye Başkanı Halil İbrahim Çelik, "İslamda cinsel hayat"ın yazarı Ali Rıza Demircan, eski Devlet Bakanı Hasan Aksay, tövbekâr olduktan sonra "tekkesinde şifa dağıtmaya başlayan" eski dansöz Leyla Sayar da bu maddeden yargılandılar. Bu arada, Yeni Asya Gazetesi yöneticilerinin Sait Nursi için verdikleri mevlit soruşturması konusu olurken, Nakşibendi şeyhi Mehmet Zaid Kotku için İstanbul'da düzenlenen toplantı için ise herhangi bir işlem yapılmadı.

Öte yandan, "Kürt sorunu" ve "Kürtçe" konusundaki görüşleri nedeniyle çok sayıda milletvekili, yazar, bilim adamı, sanatçı ve kişi hakkında da 142. maddeden dava ve soruşturma açıldı. Yine komünizm propagandası yaptıkları gerekçesiyle rekor hapis cezalarına çarptırılan 25 kadar, 12 Eylül sonrası kapatılan yayın organının yazı işleri müdürü de halen cezaevlerinde bulunuyor. Bu savla, 12 Eylül sonrası yayın hayatına başlayan çok sayıda yayın organı yöneticisi ve yazarı hakkında da davalar açıldı.

ANAP'ta Kürtçe kavgası

ANKARA, ÖZEL

CUMHURBAŞKANI Turgut Özal'ın, ANAP Meclis Grubu'ndan "gürültüsüzce" geçirmesini istediği, "Kürtçe konuşmayı serbest bırakan yasa tasarısı", sert tartışmalara yol açtı. Mardin Milletvekili Nurettin Yılmaz'ın "Dağ fare doğurdu. Bu yasayı AGİK toplantılarında nasıl savunacağız?" demesi üzerine Devlet Bakanı Vehbi Dinçerler başta olmak üzere, Mustafa Taşar ve Alpaslan Pehlivanlı gibi, grupta "hareketçi" bilinen isimler, sert tepki gösterdiler. Yılmaz'ın üzerine yürümek isteyen Devlet Bakanı Mustafa Taşar güçlükle zapt edildi.

Taşar'ın "Dil serbestisi bölücülük getirir" diyerek Nurettin Yılmaz'ın ve ANAP'daki Kürt kökenli milletvekillerinin yaklaşımına karşı çıktığı bildirildi. Alpaslan Pehlivanlı ve arkadaşlarının da "tasarı bu şekilde komisyonlardan geçmez" dedikleri öğrenildi.

Cumhurbaşkanı Özal ise, kavgalı ANAP grubu sürerken, TBMM'deki çalışma odasına gelerek, milletvekilleriyle "temas turu" başlattı. Özal'ın Meclis'te "parti başkanı" gibi sürdürdüğü çalışmalar sırasında, çıkarılmasını istediği yasalara ilişkin muhalefeti önlemeye uğraştığı kaydedildi. Yıldırım Akbulut ise, tartışmalı grup toplantısından çıkarken, gazetelerin soruları üzerine, yetki kararnameşinin komisyonlarda görüşülürken değişikliğe uğrayıp uğramayacağı konusunda yorum yapmadı.

ANAP Grubunun dünkü toplantısında, Kürtçe'nin serbest bırakılması ile yetki yasa tasarıları ele alındı.

Her iki tasarı üzerine konuşan İstanbul Milletvekili Orhan Ergüder, düzenlemeleri olumlu bulduğunu belirtti.

Mardin Milletvekili Nurettin Yılmaz ise konuşmasında Kürtçe konuşmaya serbestlik getiren yasa tasarısını yetersiz bulduğunu bildirdi, "Bugün Türkiye'de 20 milyona yakın Kürt var. İsveç'te on bin kadar Kürt yaşıyor. Bunların özel okulları dahi var. Bu yasayla getirilenler az. Daha fazlası verilmiyeli-

di" dedi.

Nurettin Yılmaz, Türkiye'deki Kürtler'in varlığının ileride bir siyasal oluşuma temel olarak kabul edilip, bu yönde politika oluşturulmaya çalışıldığını dile getirdi, "bu tasarıyla Kürtlerin ne varlığı ne de dili kabul ediliyor" dedi.

Parti grubunu bir aileye benzeten, konuyu bilen bir kişi olarak konuşmasına tepki gösterilmemesi gerektiğini belirten Yılmaz, "Eğer grup bu konuşmaya tahammül edemiyorsa, bu insanların demok-rasi anlayışına inanmak mümkün değil" diye konuştu.

Nurettin Yılmaz, "Yarın AGİK toplantısı yapılacak. Bu serbest bırakılmazsa, orda kendimizi nasıl savunacağız? Çünkü, kararda Türkiye'nin de imzası var" deyince, Devlet Bakanı Vehbi Dinçerler, oturduğu yerden, "Ne o, bizi başkaları mı yönetiyor, buna müdahale etmeyiz" diyerek bağırды, elini masaya vurdu. Dinçerler'in parmağının bu ani tepki sırasında incindiği saptandı.

●YILMAZA KÜFÖRLER

Yılmaz'ın konuşması sırasında Devlet Bakanı Mustafa Taşar, oturduğu yerden bağırarak, "Bölücülük yapma, sen PKK'lı mısın, böyle konuşuyorsun?" dedi. Adalet Komisyonu Başkanı Alpaslan Pehlivanlı da "Şerefsiz, adi adam in oradan aşağıya" diye bağırды.

Bağırışmalar üzerine Yılmaz konuşmasını keserken, Taşar ve Pehlivanlı arkadaşlarınınca yatıştırıldılar.

Yılmaz, ortaklık sakince-tikten sonra konuşmasını sürdürdü ve Kürtçe eğitim yapan okulların da açılmasını istedi. Yılmaz, Taşar ile Pehlivanlı'ya da yanıt vererek, "Ben bölücülük yapmıyorum. Sizin kadar ben de milliyetçiyim. Burada gerçekleri söylüyorum" dedi.

Nurettin Yılmaz'ın tepkilerine yolaçan konuşmasının sonunda, "Yine de hepinize beni dinlemediğimiz için teşekkür eder, saygılar sunarım" demesi, bardağı taşıran son damla oldu.

Mustafa Taşar, bu cümleye, "bu adam 'yine de' demekle ne istiyor" diye bağır-

ırken, Alpaslan Pehlivanlı, "O... çocuğu" diyerek tepki gösterdi.

●GÜZEL'İN KONUŞMASI

Yılmaz'dan sonra sözlü Hasani Celal Güzel de Kürtçe'ye serbestiye karşı olmadığını, ancak zamanlamasına karşı çıktığını bildirerek, "Tasarıyla ilgili açıklama yaparken AGİK'ten falan söz ediyorsunuz. Bu düzenlemeleri dış etkilerle yapmamalıydınız. Aslında 2932 sayılı kanunun yürürlükten kaldırılması daha doğru olurdu. Bu yaptığımız yanlış, Anayasa'ya aykırıdır" dedi.

Hükümete daha geniş yetkiler getiren tasarımı da eleştiren Güzel, "Bu kadar geniş kapsamlı bir yetki istenmesi yanlış. Meclis'in yetkileri hiçbir şekilde devredilemez" dedi. Adalet Bakanı Öltan Sungurlu da konuşmasında Kürtçe'nin serbest bırakılmasını gerçekleştiren tasarıyla yetki tasarısı hakkında gruba bilgi verdi, maddelerin gerekçelerini açıkladı.

Milli Eğitim Bakanı Avni Akyol ise konuşmasında Kürtçe'nin eğitim dili olarak kullanılmasının, eğitimle ilgili yasalar ve Talim Terbiye kararları çerçevesinde mümkün olmadığını dile getirdi.

ANAP Grubu'nun üç saati aşan toplantısından sonra Başbakan Yıldırım Akbulut, çıkışta, gazetecilerin sorularını yanıtladı. Başbakan, Kürtçe ve yetki tasarısı, konusunda çeşitli tepkilerin olduğunu anımsatılması üzerine "Onlar tepki değil, herkesin kendi fikrini özgürce ifade etmesi. Doğruyu bulabilmek için yapılan fikir alışverişi" dedi. Akbulut, gazetecilerin sorularına şu yanıtları verdi:

●SORU: "Kürtçeyi dil olarak mı lehçe olarak mı kabul ettiniz? Buna bir açıklık geldi mi? Azınlık statüsü mü yoksa bölgesel kültürlerin korunması olarak mı ele alınıyor?"

AKBULUT: "Bizim tasarımda var. Komisyonlarda da görüşülecek. Açık şekilde ne istediğimiz belli olacak. Meseleye o şekilde bakmayın. Mesele bir olayı yasaklayan bir kanun yerine düzenleme yapmaktır. Mese-

lenin aslı budur. Bu bakımdan olaya yaklaştığımızda yapılan işin isabetini, doğruluğunu tespit etmek gerekir."

●SORU: "Cumhurbaşkanı, kanun hükmünde kararname konusunda, 'Parantezi de kaldıralım' diyor. Yani Milli Savunma Bakanlığı, Genelkurmay Başkanlığı'nı da dahil edelim diyor. Bundan beğeniz var mıydı?"

AKBULUT: "Tasarıyı Meclis'e sunduk. Komisyonlarda görüşülüyor."

●SORU: "Herhangi bir değişiklik olacak mı?"

AKBULUT: "Komisyonun bileceği işler bunlar."

●SORU: "Cumhurbaşkanı'nın böyle bir arzusu mu var da gruptaki arkadaşlarınıza iletti?"

AKBULUT: "Komisyon da onu bir değerlendirmeye alır."

●SORU: "Hükümet olarak sizin bir öneriniz olacak mı?"

AKBULUT: "Biz hükümet olarak tasarımı verdik."

●SORU: "Sözlerinizden değişiklik istemediğinizi çıkarıyoruz. Doğru mu?"

AKBULUT: "Meseleleri bu şekilde genişletip daha değişik mecraya sokmayın. Söylediğimiz söz, biraz evvel ifade etmeye çalıştığım gibi, bir olayı yasaklayan kanunun mahsurlarını ortadan kaldıracak bir düzenleme ibarettir. Mesele bu kadar basit."

Başbakan Akbulut, Grup toplantısından önce de Grup Yönetim Kurulu'nu topladı. Burada grupta konuşulacak iki yasa tasarısı hakkında bilgi veren ve Cumhurbaşkanı'nın da milletvekilleri ve grup Yönetim Kurulu üyeleriyle yapacağı toplantıya değinen Akbulut, "Sanırım Cumhurbaşkanı sizi önceki gün yaptığınız toplantıda ikna etmiştir" dedi.

Başbakan, daha sonra gittiği ANAP Genel Merkez'inden çıkarken gazetecilerin sorusu üzerine, ANAP grubunu her zaman olduğu gibi, görüşmeler sırasında serbest bırakacaklarını kaydederek, "Bu konuda bağlayıcı grup kararı almıyoruz. ANAP'ta hiçbir konuda şimdiye kadar bağlayıcı grup kararı almamıştır" dedi.

Özal, ANAP'lılarla görüştü

ANKARA, ÖZEL

KÜRTÇE konuşulmasının serbest bırakılması yetki ve 141, 142 ve 163. maddelerin kaldırılmasına ilişkin üç ayrı kanun tasarısı konusunda ANAP milletvekillerini ikna etmeye çalışan Cumhurbaşkanı Turgut Özal, dün de görüşmelerini sürdürdü. ANAP'lardan bu maddelerin kaldırılmasını isteyen Özal, "Korkmayın şeriat gelmez. Gelse gelse şeriat enflasyonu ile çok sayıda Erbakan gelir" dedi.

ANAP'lı milletvekilleriyle dört ayrı grup halinde görüşen Özal, Kürtçenin serbest bırakılması ile 141, 142 ve 163. maddelerin kaldırılmasının zorunluluğunu anlattı. Cumhurbaşkanı, "Yakında AT'a gireceğiz. Girmeden önce bu değişiklikleri, bu düzenlemeleri yapmalıyız. Bu maddelerin kalkması lazım" dedi.

Özal'ın konuşması sırasında bir milletvekili 141 ve 142'den çok 163'üncü maddenin kaldırılmasının şeriatı getireceğini savundu. Bu milletvekili, "163. maddenin kaldırılması biraz tehlikeli değil mi, şeriat gelmez mi?" diye sordu.

Cumhurbaşkanı bu soruya verdiği yanıta, "Korkmayın, bu maddenin kalkmasıyla şeriat gelmez. Gelse gelse şeriat enflasyonu gelir. O zaman da çok sayıda Erbakan çıkar. Hem biz genç bir nüfusuz ayrıca gençlerimizin sayısı da çok fazla. Siz gençlere şeriat düzenini kabul ettirmek isteseyiz bile bu mümkün olmaz" dedi.

Kürtçenin resmi değil yaşayan bir dil olduğu için serbest bırakılması istendiğini dile getiren Özal, "(Nurettin) Yılmaz'ın üzerine gitmeseydiniz iyi olurdu. Bugün grupta

sizi biraz üzümüş galiba. Yarın basın da bunları yazacak. Yılmaz, bölgesinden biraz sıkıntılı. Cizre ilçesi Şırnak iline bağlandığı için sıkıntılı. O nedenle böyle davranmıştır" diye konuştu.

Meclis komisyonunda ele alınan hükümet yetkilerini genişleten kanun kuvvetinde kararname konusunda da görüşlerini anlatan Özal, milletvekillerinin yetkinin kullanımını konusunda endişeye kapılmalarını isteyerek şunları söyledi:

"Yetki konusunda endişelenmeyin. Bana güvenin. Çünkü bu yetkinin gerektirdiği kanun kuvvetindeki kararname ancak benim başkanlığında yapılacak Bakanlar Kurulu toplantısında çıkarılacak."

Milletvekilleri, Cumhurbaşkanı'na Körfez kriziyle ilgili görüşlerini de sordular. Milletvekilleri Saddam'ın eninde sonunda kimyasal silah kullanmasından endişe ettiklerini belirtirken Özal, buna ihtimal vermediğini dile getirerek, "Saddam'ın kimyasal silah kullanacağını zannetmiyorum. Böyle bir harekette bulunursa Amerika ve Avrupa kamuoyunu karşısına alır. Irak uzaydan kontrol altında tutulduğu için karşılığını sert bir biçimde görür. Böyle bir hareket kendisi için çok zararlı olur" dedi. Özal, savaşın bir hafta ya da 10 gün içinde bitmesi için ciddi gelişmeler olabileceğini öne sürdü.

Cumhurbaşkanı, savaş sonrası düzenlenmesi Türkiye'nin de yerinin olması gerektiğini belirterek, "Ortada bir büyük pasta var. O pastadan biz de pay almalyız. Türkiye'de muhalefet, Körfez krizi nedeniyle eski söylediklerinden dönüş için şimdi çareler aramaktadır" diye konuştu.

Baykal'dan SHP yönetimine cevap

"Komplekse gerek yok"

Fikret BİLÂ, ANKARA

SHP'nin eski genel sekreteri ve genel başkan adayı Deniz Baykal, Körfez krizi ve İncirlik Üssü'nün kullanılmasına ilişkin görüşlerini eleştiren Genel Başkan Erdal İnönü ve Genel Merkez yöneticilerine yanıt verdi.

Baykal, isim zikretmeden Genel Başkan Erdal İnönü ile Genel Sekreter Yardımcısı Ertuğrul Özsarı'nı kendisine yönelik "Savaşa evet mi diyor? Genel Başkanlığı yeniden aday olacağını düşünüyor... ABD'ye göz kırıyor" şeklindeki değerlendirmelerini eleştirdi ve "Hiç komplekse gerek yok" dedi.

Deniz Baykal, Körfez krizi ve İn-

cirlik Üssü konusundaki görüşlerine yöneltilen eleştirileri şöyle yanıtladı:

"Yapılan açıklamalar ne yazık ki, böyle önemli bir ulusal sorun konusunda bile parti içi iktidar kaygılarının aşlamadığını gösteriyor. Zaten sorun buradadır. En önemli ülke sorunları karşısındaki tutumunuzu 'bu işten falanca yararlanabilir, böyleyse ben karşı çıkayım' anlayışıyla belirlerseniz bir süre sonra gerçeklerden kopuk politikalarla boşlukta kalabilirsiniz. O zaman da gerçekleri söyleyenleri suçlamanın size bir yararı olmaz. Bir komplekse gerek yok. Türkiye için iyi olan SHP için de iyidir. SHP için iyi olan benim için de iyidir, işte hepimiz bunu söyleyebilmeliyiz."

Cumhuriyet 8 Şubat 1991

GÖZLEM

UĞUR MUMCU

Paris Yasası...

Geçen yılın 19-21 Kasım günlerinde Paris'te bir araya gelen 34 ülkenin devlet ve hükümet başkanları "Yeni Bir Avrupa İçin Barış Yasası" olarak adlandırılan antlaşmayı imzalamışlardı.

Türkiye, bu doruğa en üst düzeyde temsilcileriyle katılmıştı:

Cumhurbaşkanı Özal, Başbakan Akbulut ve Dışişleri Bakanı Alptemoçin.

Başbakanlık'a bağlı Basın-Yayın ve Enformasyon Genel Müdürlüğü, Paris doruğunda imzalanan bu antlaşmayı küçük bir kitapçık olarak yayımladı.

Genel müdürlüğün bu yayınında antlaşma metninin altında yalnızca Cumhurbaşkanı Özal'ın adı var; Başbakan Akbulut'un adı yok!

Akbulut bu antlaşmayı imzalamak için Paris'e gitmiş değil miydi?

Gitmişti.

Öyleyse neden antlaşmanın altında imzası yok?

"Paris Yasası" her devlet adına birer kişi tarafından imzalanacaksa, Akbulut'a antlaşmanın altına neden imza attırdılar? Attırdıysa, Akbulut'un imzasını sonradan neden yok sayıyorlar?

Bu "imza", için biçimsel yanı sayılabilir mi?

Diyelim ki saydık; gelelim işin özüne:

Uluslararası antlaşmalar yasa hükmündedir. Antlaşmalara karşı Anayasa Mahkemesi'ne dava açılmayacağı için antlaşmalar yasalardan da üstün sayılabilirler.

Paris Yasası'nın Özal ve Akbulut tarafından imzalanan metinlerinden alıntılar yapalım:

— *Ulusal azınlıkların etnik, kültürel, dil ve kimliklerinin korunacağını, ulusal azınlıklara mensup kişilerin bu kimliklerini ayrıma tabi tutmaksızın ve kanun önünde tam bir eşitlikle, hür olarak ifade etmeye, korumaya, geliştirmeye hakları olduğunu teyit ederiz.*

Herkesin, hakların ihlali halinde, ulusal ve uluslararası alanda, yasal yollara başvurma hakkını garanti altına alacağız.

Antlaşmanın "Gelecek İçin Rehber İlkeler" bölümünde de şunlar yazılı; okuyalım:

— *Ulusal azınlıkların toplumumuzun hayatına zengin katkıları arttırmak amacıyla, durumlarını daha da iyileştirmeye çalışacağız. Barış, adalet, istikrar ve demokrasinin yanı sıra*

ra halklarımız arasındaki dostane ilişkilerin de ulusal azınlıkların etnik, kültürel, dil ve din kimliklerinin korunmasını ve bu kimliğin kuvvetlendirilmesi için gerekli şartların yaratılmasının gerektiğine ilişkin derin inancımızı teyit ederiz. Ulusal azınlıklarla ilgili sorunların ancak demokratik bir siyasi çerçevede tatminkâr olarak çözümlenebileceğini beyan ederiz. Ulusal azınlıklara mensup fertlerin haklarına, evrensel insan haklarının bir parçası olarak bütünüyle saygı gösterilmesi gerektiğini de kaydediyoruz.

Özal ve Akbulut, ayrıca bu azınlık sorununun bu yılın Temmuz ayında Cenevre'de toplanacak uzmanlar kurulunca ele alınmasını da kararlaştırmışlar:

— *Ulusal azınlıkların daha iyi korunması ve ulusal azınlıklar konusunda işbirliğinin artırılması yönündeki acil gereksinmeyi müdrik olarak Cenevre'de 1-19 Temmuz 1991 tarihlerinde ulusal azınlıklar konusunda bir uzmanlar toplantısı düzenlemeyi kararlaştırmış bulunuyoruz.*

Kürtler, "ulusal azınlık" mıdır?

Lozan Antlaşması'na bakarak "değildir" diyebilirsiniz. Doğrudur; Lozan Antlaşması'na göre Kürtler "azınlık" sayılmazlar.

AGİK Antlaşması ve Paris Yasası, Kürtleri ya "ulusal azınlık" sayıyor ya "bölgesel kültür." Bölgesel kültür de sayılsa, ulusal azınlık olarak da nitelense sonuç değişmez. Her iki antlaşmaya göre Kürtlere kültürel hakları vermek gerekir.

AGİK antlaşmasının imzalandığı Viyana Kapanış Belgesi'nde "ulusal azınlıklar" ve "bölgesel kültürler"den söz edilmektedir.

1989 Ocak ayında Viyana'da imzalanan antlaşmanın 45, 54 ve 68. maddelerinde, hem ulusal azınlıkların hem bölgesel kültürlerin, "kendi dillerinden enformasyon yaymaları, elde etmeleri, değişimde bulunmaları" isteniyor. Ayrıca "kendi kültürlerini, dil, edebiyat dahil tüm yönleriyle koruma ve geliştirme" gibi hakların güvence altına alındığı "kendi kültürlerinde eğitim verme ve eğitim görme" olanaklarının sağlanacağı da bildiriliyordu.

O zaman da "Türkçeden başka dil" diye yasak koymanın; "yasakları kaldırıyorum" diye aynı yasakları korumanın anlamı olmaz.

Başbakan Akbulut, 1989 yılı Kasım ayında "Türkçeden başka dillerde yapılacak yayımlar hakkında" yasayı kaldıran yasa önerisi, 1989 yılı Ekim ayında SHP Genel Başkanı İnönü tarafından TBMM'ye verildiğinde öneriyi nasıl karşı çıkmıştı?

— *Bu yasanın kaldırılması ileride devlet düzeninde tamiri imkânsız sonuçlar doğurur.*

Bu görüşüyorsanız "Paris Yasası"nı neden imzaladınız? Viyana Kapanış Belgesi'ne neden imza koydunuz? İmza koyduysanız, bu antlaşmaların gereğini neden yerine getirmiyorsunuz?

Cumhuriyet

15 Şubat 1991



İnan, Fransa'da

■ **PARİS (AA)** — Türkiye'nin Körfez politikasını Fransız yekkililere anlatmak amacıyla Paris'e gelen Devlet Bakanı Kâmrân İnan, temaslarına Fransa Ulusal Meclisi Dışişiler Komisyonu Başkanı Michel Vauzelle ile görüşerek başladı. Avrupa Parlamentosu üyesi Fransız Jean-Marie Caro ile de görüşen Devlet Bakanı Kâmrân İnan, öğleden

sonra da Fransa Dışişleri Bakanı Roland Duñas ve AT İşlerinden Sorumlu Bakan Elisabeth Guigou ile bir araya geldi. Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın özel temsilcisi sıfatıyla İngiltere, Fransa, ve İspanya'yı kapsayan bir gezide bulunan İnan, temasları sırasında Körfez savaşı sonrasında bölge sorunlarına çözüm aramak amacıyla toplanacak bir uluslararası konferansla ilgili Türkiye'nin görüşleri hakkında bilgi veriyor.

Cumhuriyet 9 Şubat 1991

6 kişinin iddiası üzerine 162 ve 159'dan hüküm giydi

Bir tutanakla 6 yıl hapis

TURAN YILMAZ

ANKARA — "Ben Kürdistanlıyım. Yakında Kürdistan devleti kuracağız. Biz bu devletin kölesi değiliz. Kürdüz. Kürtler birbirine sahip çıkmalı."

Alkolin de etkisiyle bir tartışma sırasında söylenen bu sözler 6 yıl ağır hapis cezası getirdi. Eski öğretmen Bedrettin Şen'e bu sözlerinden ötürü 5 yıl bölücülük propagandası yapmaktan, 1 yıl da devletin manevi şahsiyetine hakaretten ceza verildi. Bu mahkûmiyetin dayanağı da 9 imzalı bir tutanak ve imza sahiplerinin ifadeleri ile Şen'in bir yakınıyla telefonda Kürtçe konuşması oldu.

Gece saat 01.30'da Çankaya Belediye Misafirhanesi'ne gelen eski öğretmen Bedrettin Şen

(49), resepsiyon memuru Hasan Hüseyin Aksakal'dan oda istedi. Eskiden belediye meclis üyesi de yapan Şen, "oda yok" yanıtı üzerine, görevli ile tartışmaya başladı. Olay sırasında alkollü olan Şen'in 11 aylık dava öyküsü de bu tartışma sonunda misafirhane görevlilerinin hazırladığı bir tutanak ile başladı.

Misafirhanenin müdürü, resepsiyon ve nöbetçi memuru, kaloriferçisi ve İskilip, Çandır, Hacıbeyli belediye başkanları ile eski Kazan Belediye Başkanı'nun imzalarını taşıyan tutanakta, kendisine zemin katta bir yatak verilen Şen'in, "15 gün sonra kongrede burayı teslim alacağız, zaten Kürt hükümetini kuruyoruz, size gösteririm" diyerek çevreyi rahatsız ettiği yer aldı. Sonra gözaltına alınan ve Ankara 7.

Sulh Ceza Mahkemesi'nce sorgusu yapılarak serbest bırakılan Şen hakkında, Ankara DGM'de 142/3'ten, Ankara 1. Ağır Ceza Mahkemesi'nde de 159/1'den iki ayrı dava açıldı.

İş dava aşamasına gelince, Şen'in tartışma sırasında söylediği sözler, bir iddiaya göre, "Ben Kürdistanlıyım. Yakında Kürdistan devleti kuracağız. Biz bu devletin kölesi değiliz. Kürdüz. Kürtler birbirine sahip çıkmalı", bir başka iddiaya göre, "Böyle devlet olmaz. Biz burayı yakında elde edeceğiz. Sizi buradan atacağız. İşinize son vereceğiz. Biz Kürdistan devleti kuracağız. O zaman sizinle hesaplaşacağız. Ben Kürdistanlıyım", bir başka iddiaya göre de, "Biz bu devletin kölesi değiliz" biçimine dönüştü.

Sonuçta iki ayrı mahkemede yargılama ve toplam 6 yıl ağır hapis cezası. Ankara DGM, mahkûmiyet hükmü ile birlikte giyabi tutuklama kararı da verdi. Şen, bunun üzerine 3 ay önce Ankara'da tutuklandı.

Ankara DGM, 24 ağustos tarihli kararında, Şen'in sözlerinin "bölücülük propagandası" suçunu oluşturduğu belirtildi. "Sanığın sarhoş olmadığı, söylediği sözlerin bilincinde bulunduğu, suçunun yerinde olduğu anlaşılmış, mahkemede hukuken ve vicdanen bu şekilde kabul ve kanaat edinmiştir" de denilen kararda, "Kaldı ki sanık alkollü dahi olsa TCK'nın 142/3. madde ve fıkrasında belirtilen propagandanın (her ne suretle olursa olsun) yapılmasını müeyyide altına almış olması karşısında her halükârda sanığın müspet sözleri söylemesi durumunda suçun oluştuğu anlaşılmaktadır" görüşü de belirtildi.

Şen'in avukatları Şenal Sarıhan ve Celal Vural, kararın Şen'e doğrudan tebliğ edilmediğini, bu nedenle zamanında temyiz edilemediği için kesinleştiğini belirterek, "Müvekkil ancak infaz anında olaydan bilgilenmiştir" dediler. Tanık anlatımlarındaki çelişkilere işaret ederek, olayın şikâyetçi konumundaki resepsiyon görevlisi Aksakal'ın çabalarıyla suçla döndürülmeye çalışıldığını belirten avukatlar, geceyarısı gelişen bir olaya bu denli çok sayıda tanığın izleyici olarak katılmasının da anlamlı olduğunu savundular.

'Bir Kürt devletine Türkiye izin vermez'

YILMAZ POLAT

WASHINGTON, (Tercüman)-Amerikalı senatör Al Gore, Irak'ta meydana gelecek iktidar boşluğu tehlikesine dikkat çekti ve bir yandan İran ile Suriye'nin ihtiraslarını kontrol altına almak, diğer bir yandan da NATO üyesi olarak bölgede istikrar unsuru sayılan Türkiye'nin oynayabileceği rolü tesbit etmek gerektiğini söyledi. ABD'li bazı yetkililer de Türkiye'nin Irak'ta bir Kürt devleti kurulmasına izin veremeyeceğini kaydettiler.

"Türkiye müdahale eder"

Savaş sonrası durum konusundaki görüşlerini açıklayan Amerikalı yetkililer, Irak'ın toprak bütünlüğünün korunmasından yana olduklarını kaydettiler. Kürtler'in otonomi ilân etmesi halinde, bölgedeki Türk ordusunun harekâta girişebileceğine dikkat çeken yetkililer, İran ve Suri-

ye'nin Irak'tan toprak koparma isteklerinin de Türkiye tarafından engelleneceğini savundular. Ancak yetkililere göre, Irak'taki Kürtler'in azınlık hakları uluslararası bir anlaşmayla tescil edilebilir. Türkiye'nin Lozan Anlaşması'ndaki gibi azınlık haklarına itiraz etmeyeceği görüşü de savunuluyor.

Yunan lobisinin isteği

Bu arada, ABD yönetimi Dışişleri Bakanı James Baker'ın ağzından Irak'ın toprak bütünlüğünün korunacağını ve Kürtler'in savaş sonrası görüşme masasına oturtulmayacağını açıklarken Yunan lobisi ise Kürtler'in görüşme masasına oturtulması için gayret gösteriyor. Dışişleri Bakanı Baker'a bu konudaki meselenin Yunan yanlısı politikasıyla tanınan Senato Dış İlişkiler Komitesi Başkanı Senatör Claiborne Pell'den gelmesi dikkat çekti.

ABD'de İsrail yanlısı bazı

uzmanlar Irak'ta bir Kürt devleti kurulmasına sıcak bakıyor. Bu uzmanlara göre, Kürtler Müslüman ancak Arap olmayan bir siyasi güç olarak, İsrail ile kolayca siyasi ilişkiye girebilir.

Kalkan ve kılıç

Çöl Kalkanı ve Çöl Fırtınası, Irak'ın Kuveyt'i işgal tarihi olan 2 Ağustos'tan bu yana yapılan iki harekâta yığınak ve hava harekâtına verilen iki isim. Körfez savaşını üçüncü harekât olan kara savaşı noktalayacak. Böylece kalkanla başlayan çöl harekâtı, kılıçla sona erecek.

Uzmanlar, müttefik kuvvetlerin bu savaştan mutlaka galip çıkacağı görüşünde birleşiyorlar. ABD'de savaştan çok savaş sonrası durumun konuşulması dikkat çekiyor. Senatör Al Gore, savaşta nükleer ve kimyasal silah kullanıma ihtimalini hatırlatarak, bu teknolojinin Ortadoğu'ya aksini kontrol edecek uluslararası etkili bir kontrol mekanizmasına öncelik verilmesini istedi.

Tercüman

12 Şubat 1991

■ POLİTİKA

SÖYLEŞİ / KENDAL NEZAN

Kürtler'den Özal'a aferin

Resmi adı, "Türkçe'nin kullanılmasının zorunlu olduğu haller ve yerler" olsa da, kamuoyunda ise "Kürtçe konuşma yasasının kaldırılması"na ilişkin yasa tasarısı şeklinde biliniyor. Telaffuz edilir edilmez hem memnurluk, hem de şaşkınlıkla karşılanan tasarı, yurtiçinde olduğu kadar yurtdışında da tartışılıyor. Yasadışı ilan edilen Kürt örgütleri tasarısı "gözboyama, aldatmaca", Kürtler'e sunulan bir "sadaka" olarak değerlendirirken, Paris Kürt Enstitüsü, Turgut Özal'ın bu girişimine "şimdilik" sıcak bakıyor ve destekliyor. Kürt Enstitüsü, bu tavrından ötürü Özal'ı hem "pragmatik ve gerçekçi bir devlet adamı" olarak değerlendiriyor; hem de Kürtçe'nin serbest bırakılması tasarısını, Türkiye'deki Kürt sorununa "barışçıl, demokratik ve uygar bir çözüm" bulma yolunda atılan önemli bir adım olarak niteliyor. Fransa Azınlık ve Bölge Dil ve Kültürleri Ulusal Konseyi Üyesi, Paris Kürt Enstitüsü Başkanı Kendal Nezan, tasarıyla gelişen tartışmalara ilişkin olarak *Nokta*'nın sorularını yanıtladı.

Nokta: Kürtçe'nin bir dil olarak konuşulmasını yasaklayan yasanın değiştirilmesi ve Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın başlattığı "Kürtçe'ye serbestlik" hamlesi konusunda neler düşünüyorsunuz? Bu size göre ileri bir adım mıdır? Özal'ın bu tavrını desteklemekten yana mısınız?

Nezan: Yasa tasarısı Türkiye'de Kürt sorununa barışçıl, demokratik ve uygar bir çözüm bul-

ma yolunda atılan olumlu bir adımdır. Bildiğiniz gibi Paris Kürt Enstitüsü Haziran 1988'de, Türkiye'de Kürt dili ve kültürü üzerindeki yasakların kaldırılması için bir uluslararası imza kampanyası açmıştı. Bu kampanyaya bugüne kadar otuz yakın Nobel ödüllü sahibi kişiyle birlikte; Bayan Mitterand, Bayan Allende, Çekoslovakya Cumhurbaşkanı Vaclav Havel, Tibet dini lideri Dalai Lama, Güney Afrikalı lider Nelson Mandela, Avrupa Parlamentosu eski Başkanı Simone Veil, Edward Kennedy ve 42 ülkeden dört bini aşkın tanınmış parlamenter, senatör, yazar, sanatçı ve bilim adamı imza verdiler. Dil yasağı sorunu, gerek Avrupa'da, gerekse ABD'de hemen her forum, toplantı ve tartışmada, Türk diplomasinin önüne çıkan uluslararası bir sorun oldu. Türkiye, milyonlarca vatandaşına, ana dilini kullanma hakkını meneden yegane Birleşmiş Milletler üyesi devlet olarak, çok güçlükler ve sıkıntılarla karşılaştı. Bu güçlüklerin, AGİK'in getirdiği yeni yükümlülükler ve Fransa, İngiltere, ABD, Almanya, İtalya, İsveç, İspanya gibi ülkelerde, Kürt halkının demokratik istemleri lehinde oluşan ve gittikçe güçlenen kamuoyunun baskıları sonucu, önümüzdeki dönemde daha da yoğunlaşması beklenmekteydi. Örneğin bugün Fransa'da, İtalya, İsveç ve İngiltere'de, Kürt sorununun da Körfez Savaşı sonrası düzenlenecek, uluslararası konferansların gündemine alınmasını istemeyen hemen hiçbir siyasi parti yoktur. Fransa'da Arap ve yabancı dernekleri bile Kürt soru-

“ T.C yöneticilerinin, daha uzun süre devede kuşu siyasetlerini sürdürmelerine olanak kalmamıştır”

nuna, Filistin ve Lübnan sorunları kadar acil ve önemli bir sorun gözüyle bakmaktadırlar ve bu sorunun gündeme getirilmesini istemektedirler.

Bu koşullarda, T.C yöneticilerinin, daha uzun süre devede kuşu siyasetlerini sürdürmelerine olanak kalmamıştır. En çok güvenedikleri mütefikleri ABD bile, Senato'daki Kürt dostu lobinin çok yönlü çalışmaları sonucu, son yıllarda artık Dışişleri Bakanlığı'nın yayınladığı yıllık resmi İnsan Hakları raporu, Türkiye'de milyonlarca Kürt vatandaşın temel kültürel haklarından yoksun bırakıldıklarını vurguluyor ve bunu bir insan hakları ihlali olarak kabul ediyor.

Pragmatik ve gerçekçi bir devlet adamı olan Sayın Özal, bu dış dengelerin ve 1924'den beri sürdürülen, Türkiye'de Kürt varlığını inkâr politikasının, ülkeyi nasıl bir çıkmaza götürdüğünün bilincindedir. Berlin duvarının yıkıldığı, totaliter rejimlerin bile demokratikleşme sürecine girdikleri bir dönemde Türkiye'yi, 1920-1930'ların katı, çağ ve bilim dışı milliyetçi-şoven ideolojilerinin duvarları arasında hapsedmek, Avrupa ile Asya arasında bir köprü olmak iddiasındaki bir ülke için artık mümkün değildir.

İleriye dönük, özgürlük ve hakları artıran, özgürlüklerin kapsamını genişleten inisiyatifleri desteklemek, tüm sorumlu demokratların görevidir. Ya hep ya hiç politikası dünyanın hemen her yerinde, beraberinde felaketler getirmiştir. Sayın Özal'ın da Kürtçe konuşma yasağını kaldırmayı amaçlayan yasa tasarısı, bence desteklenmelidir. Ama bunu toplumun demokratikleştirilmesi yolunda atılan sınırlı bir adım olarak değerlendirmek ve bu ilk adımla yetinmemek gerekir. Fikir suçlarına ilişkin tüm ceza kanunu maddelerinin, özellikle 141-142 ve 163'ün lağve-

“ Pragmatik ve gerçekçi bir devlet adamı olan Sayın Özal, Türkiye'de Kürt varlığını inkâr politikasının ülkeyi nasıl bir çıkmaza götürdüğünün bilincindedir”



dilmesi istenmelidir. Binlerce yıllık geçmişi olan Kürt dilinin ve kültürünün bekasını sağlamak için, Kürtçe'nin basında ve yayınlarda serbestçe kullanılması, radyo ve televizyonlarda Kürtçe programların yayınlanması istemleri gündeme getirilmelidir. Bugün Bağdat ve Tah-

ran'daki diktatörlük rejimleri bile milyonlarca Kürt vatandaşlarına bu kültürel hakları tanımışlardır. Irak'ta, ilk ve ortaokullarda, üniversitelerde Kürtçe, eğitim dili olarak kullanılmaktadır. Avrupa Topluluğu'na demokratik bir ülke olarak girmeye hak kazandığı iddiasında olan

Türkiye'nin, bu konuda anti-demokratik komşularının bile çok gerisinde olması, Türkiye açısından olumsuz bir puan ve talihsizliktir.

Eğer Türkiye, gerçekten Avrupa standartlarına göre bir demokrasi olmak istiyorsa, kısa zamanda Anayasa ve yasalarında gerekli düzenle-

■ POLİTİKA

meleri yapıp, Kürt vatandaşlarının istem ve özelemlerini serbestçe dile getirebilecek, programlaştırabilecek, Kürt parti ve derneklerinin kurulmasını ve hukuk devleti çerçevesinde faaliyet göstermelerini sağlama-sı gerekir. Çok eski demokratik gelenekleri olan İsviçre, Belçika, Kanada gibi çok uluslu ülkelerde, çeşitli topluluklara tanınan haklar, bu devletlerin birliğini zayıflatmamış, aksine güçlendirmiştir. İspanya ve Çekoslavakya gibi ülkeler bile, kırk yılı aşkın totaliter rejimlerin tahakkümünden sonra, kısa zamanda fikir suçunun olmadığı, insan haklarına ve özgürlüklerine saygılı, çeşitli dil ve kültürlerin eşit haklara sahip oldukları demokratik ülkeler olabilmişlerdir. Bugün artık Türkiye'de, gerçek demokrasiye özlem duyan ve bunu yaşatabilecek önemli sosyal güçler mevcuttur ve Kürt sorununa acil ve demokratik çözüm bulunmadan da Türkiye gerçek demokrasiye kavuşamaz.

İnsanları niyetlerine göre değil, yaptıklarına göre değerlendirmek gerekir. Niyeti ya da art niyeti ne olursa olsun, Sayın Özal'ın Türkiye'de milyonlarca Kürt vatandaşın varlığını kabul etmesi ve Kürtçe ko-

nuşma yasağını kaldırmaya karar vermesi somut ve olumlu bir icraattır. Özal bu yöndeki reformları sürdürüp apartheid sistemini adım adım

ortadan kaldıran, De Klerk gibi bir demokrasi kahramanı olarak da tarihe girebilir. Kritik bir tarihi konjonktürde bir takım vaatlerde bulunan, tehlikeyi atlattıktan sonra da tutucu güçler karşısında boyun eğen, tutarsız ve oportünist bir politikacı olarak da... İkisinden hangisi olduğunu önümüzdeki aylardaki tutumu belirleyecektir.

Nokta: Çevrenizdeki Kürt aydınları arasında bu girişime yönelik farklı yorumlar ya da

herkesin üzerinde birleştiği tek bir görüş var mı?

Nezan: Genelde hemen herkes bu girişimi olumlu buluyor ve Körfez Savaşı sonrası pazarlıklara bir hazırlık olarak değerlendiriyor. Bilindiği gibi, Türkiye, Lozan Barış Konferansı'nda, Türk ve Kürt halkının temsilcisi olduğunu iddia ediyordu. Körfez sonrası barış konferansında da, Türkiye'de 12 milyon Kürt nüfusu olduğunu vurgulayıp, kendisini Ortadoğu Kürtleri'nin hamisi olarak göstermeye çalışabilir.

Fakat böylesi muhtemel bir rolde, fazla etkin olabileceğini sanmıyoruz. ABD, Fransa ve İngiltere gibi Barış Konferansı'nda söz sahibi güçler Kürtler'i, özellikle Irak Kürtleri'ni, kimlerin ne ölçüde temsil ettiklerini ve Kürt halkının istem ve özelemlerini bilmektedirler. Türkiye'de son ve çok sınırlı düzenlemeler; komşu ülkelerdeki Kürtler arasında T.C.'ye sempati duyuracak ölçüde olmaktan çok uzak görülüp, sadece tarihi bir haksızlığın onarılması yolunda, mütevazı bir adım olarak değerlendirilmektedir. Yani çoğu kez "Aferin Özal" diyor ama daha "Yaşasın Özal" diyen çıkmadı.

Nokta: Bu girişim, Kürtler'in varlığının bir ulus olarak tescili anlamına geliyor mu?

Nezan: Modern anlamda ulus kavramı, Fransız Devrimi'yle ortaya çıkmaktadır. Bu, modern anlamıyla Kürtler'in ulus olarak tescili, ilk kez 1920'de imzalanan Sevr Antlaşması ve aynı dönemde yayınlanan ABD Başkanı Woodrow Wilson'un, milliyetlerin özgürlüklerine ilişkin 12 maddelik bildirgesiyle olmuştur. Daha sonra bu varlık, 1946'da Mahabad Kürt Cumhuriyeti döneminde, Irak'ta 1958 devriminden sonra çıkarılan Anayasa'da tescil edilmiştir. Mart 1924'te feshedilen ilk TBMM'de 75 "Kürdistan Mebusu"nun, varlığı; Kürtler'in ve ülkeleri Kürdistan'ın varlığının Mustafa Kemal tarafından da kabul edildiğini gösteriyor. O tarihten bu yana ilk kez, Türkiye'de Kürt varlığını kabul

Saddam'dan sonra Kürtler anahtar

Independent Gazetesi'nden özetleyerek aktarıyoruz.

Geçtiğimiz günlerde Davos'ta yapılan Dünya Ekonomik Forumu'nda ortaya atılan fikirlerden biri, Saddam'ın ortadan kaldırılmasının Kürtler'e bağımsızlık için ideal bir fırsat yaratacağıydı. Ancak böyle bir oluşum Türkiye ve İran'ın saldırganlaşmasına ve bölgenin yeniden karmaşaya sürüklenmesine yol açabilecekti. Bağımsız Kürdistan ne Irak Kürtleri'nin ne de müttefiklerin gün-

deminde değil. Türkiyeli Kürtler bağımsızlıktan söz edebilir ama, Irak Kürtleri'nin isteği Irak içinde özerk bir bölge.

1970-74 arasında Irak kabinesinde Kürtler'den sorumlu bakan olarak görev yapan ve şu anda 17 gruptan oluşan muhalefet kanadının liderlerinden Sami Rahman, Saddam'dan sonra askeri bir cuntanın başa geçebileceğini, genellikle apolitik olacak bu cuntanın muhalefetle hemen müzakere masasına oturabileceğini söylüyor. Öte yandan muhalefet yeni Irak rejimine, seçimlerin bir iki yıl içinde yapılması için bastırarak.

Kürtler artık her şeyin değişeceğini umut ediyor. "Saddam gittikten 24 saat sonra, Irak Kürdistanı'nın kontrolü bizim elimize geçecek" di-

yor Rahman. Fakat, Kürtlerin anahtar olduğu muhalefet arasında potansiyel bir ikilik var. Irak'ta muhalefet çeşitli gruplardan oluşuyor: Şiiiler, Arap birliğini savunanlar, Komünistler, sol kanat demokratlar. Bu gruplar 1958'den bu yana Irak tarihinin en büyük muhalefetini oluşturuyor. Fakat, sayıları yaklaşık 3.5-5 milyon arasında bulunan Kürtler, savaş sonrası geçici rejimin diğer muhaliflerden önce kendilerine danışacağını düşünüyor. Çünkü, geleneksel Irak politikasına göre, iktidarda kim olursa olsun, önce Kürtlerle anlaşmaya varılır. Kürtler de öncelikle kendi insanlarını düşündükleri için, bu kez diğer muhaliflerin dışarda kalmasını reddedemiyorlar ve böylece muhalefet cephesi şu anda

ve tescil eden devlet adamı Turgut Özal olmuştur. Fakat Araplar, VII. yüzyıldan beri Kürtleri ayrı bir "kavim" olarak tanımaktadırlar. Selçuklular, XII. yüzyılda "Kürdistan Eyaleti"ni oluşturmuşlar. Yavuz Sultan Selim ve Kanuni Sultan Süleyman, Kürdistan hakimi olmaktan gurur duymuşlardır. 67 senelik bir ideolojik hezeyan ve körlükten sonra bu tarihi, toplumsal ve kültürel gerçeklere dönüş, şüphesiz olumlu ama bu çıkmazlar ve milliyetçi bağnazlık halklarımıza ne kadar kana, acıya, gözyaşına, maddi kaynakların ve insan enerjisinin yanlış alanlarda israfına mal oldu?

Nokta: Geçen hafta kendisiyle yaptığımız görüşmede, İsmail Beşikçi, "Kürtler'in ulusal varlığını, siyasal isteklerini dikkate almayan Ortadoğu projelerinin başarısız kalacağı açıktır" demişti. Savaş

sonrası Ortadoğu projeleri uygulamaya konduğunda, Türkiye Kürtleri'nin dil ve kültür konusunda beklentileri neler olacak?

Nezan: Sayın Beşikçi'nin bu değerlendirmesine tamamen katılıyorum. Ortadoğu'da yaşayan 25 milyon Kürt'ün varlığı, geleceği ve hakları teminat altına alınmadan, bölgede barış ve istikrar sağlamak mümkün olmayacaktır.

Körfez Savaşı bunun en son ve çarpıcı örneği... Saddam Hüseyin, General Barzani yönetimindeki Kürt ulusal hareketini bastırmak için, 1975'te İran Şahı'na büyük tavizler-

“Özal, kendisini Ortadoğu Kürtleri'nin hamisi olarak göstermeye çalışabilir. Fakat böylesi muhtemel bir rolde, fazla etkin olabileceğini sanmıyoruz”

de bulundu. 1979'da verdiklerini geri almak için İran'a savaş açtı ve bu savaş bir milyon insanın ölümüne, iki ülkenin de geniş ölçüde tahrip olmasına neden oldu. Savaş sonrası Irak, büyük bir ekonomik ve sosyal krize girdi, bu krizden kurtulmak için de zengin komşusu Kuveyt'e saldırdı. Bu saldırı giderek tüm bölge ve dünya barışını tehlikeye soktu. Yani Sad-

dam'ın Kürt düşmanı bağnazlığı 15 yıllık bir süre içinde, bölge halklarına ve dünya barışına çok pahalıya mal oldu.

Günümüz dünyasında tüm sorunlar birbirine bağlı. Kürt halklarının ulusal hakları tanınmadığı sürece, bu halka insan onuruyla ve eşitlik ilkeleriyle bağdaşan adil bir statü temin edilmediği sürece, hiçbir bölge halkı barış ve demokrasiye kavuşamayacaktır. Bu artık, tarihin ve hayatın, çeşitli yer ve dönemlerde dayattığı bir gerçek. Türkiye, bence, giderek 12 milyon Kürt vatandaşına Çekoslovakya'nın Slovaklara, İspanya'nın Bask ve Katalanlar'a, Kanada'nın Quebec halkına tanıdığı siyasi ve kültürel hakları tanıyıp; hem hak, hukuk ve demokrasinin gerek-

lerini yerine getirip ülke barışı ve huzurunu sağlamak, hem de komşu ülkelerdeki Kürtler'in ve demokratik güçlerin sempati ve sevgilerini kazanıp, komşularıyla sorunu ve gerginlikleri kalmayan istikrarlı bir barış ve demokrasi odağı olmaya çalışmalıdır.

Türkiye Kürtleri'nin beklentilerini, demokratik yöntemlerle saptayabilmek için; kısa zamanda gerekli yasal düzenlemeler yapıp fikir suçları kaldırılmalı, siyasi tutuklular serbest bırakılmalı ve Kürt partilerinin serbestçe faaliyet göstermelerine imkân sağlanmalıdır ●



Irak Kürtleri, Saddam Hüseyin'in soykırımından kaçarak Türkiye'ye sığınmışlardı

dağılma tehlikesiyle karşı karşıya kalmış durumda.

Şu anda muhalefeti bir arada tutan asgari müşterek Saddam'ın gitmesi ve demokratik reform. Iraklı bir Kürt lider, öteki muhalefet ortaklarının şimdiden Suriye, Mısır (Arap Birliğini savunanlar) ve İran'la (Şiiler) görüşmeler yaptıklarını söylüyor. Saddam'ın ardından muhalefet blokunun dağılmaması için Kürt liderler, anahtar rolü oynayıp, muhalefeti bir arada tutmayı ümit ediyorlar. "Ayrıca, biz demok-

rasiye geçişin garanti altına alınması için uluslararası koalisyonun düzenleyici rol oynamasını düşünüyoruz" diyor bir muhalefet sözcüsü.

Bağımsız bir Kürdistan olmadıkça ve Suriye ile İran sınır değişimi talebinde bulunmadıkça, Türkiye'nin yayılcı hareketlerden kaçınacağı bekleniyor. Zaten Ankara AT'ye bir an önce girmek için bu konuda oldukça dikkatli davranmak zorunda. Bir Kürt sözcü "bizim için en iyi durum Türkiye'nin şu anda AT'ye kabul edilmesidir" diyor

YÜZYIL 17 Şubat 1991

KÜRT ÖRGÜTLERİ KÜRTÇE'NİN SERBEST BIRAKILMASINI DEĞERLENDİRDİ

"ABD ile ortak plan"

ERNK: "Karar, PKK ve öncülüğündeki mücadeleye karşı bir savaş oyunudur. Kültürel özerklik planını ve Türk burjuvazisinin hamiliğini reddediyoruz. YNK: "Türkiye, Irak Kürtleri'yle diyalog kurup bu parçaları kendi denetiminde birleştirmek istiyor." PPKK: "2932'nin bekletilmeden kaldırılması için parlamento içi ve dışında azami çaba harcamak gerekiyor." PSKT: "Sorun, köklü bir hukuk ve politika değişikliği sorunudur." TEVGER: "Bu girişim, gündeme konan göstermelik 'demokratikleşme programı'nın bir parçasıdır."

Hükümetin, 2932 sayılı yasayı değiştirerek Kürtçe konuşulmasını "serbest" bırakacağını açıklamasından sonra *Yüzyıl*, konu hakkında Kürt örgütlerinin görüşlerini aldı.

ERNK: "Özgürlüklerimizin sınırını başkası çizemez"

Kürdistan Kurtuluş Cephesi (ERNK) 28 Ocak 1991 tarihli bildirisinde; "Sınırları oldukça muğlak olan Kürtçe'nin serbet bırakılması kararı, kimsenin kavramakta zorluk çekmeyeceği bir savaş manevrasıdır. Bu karar, devletin iddia ettiği gibi bir ayıptan kurtulma değil, bir insanlık ayıbının ve suçunun itiraf edilmesidir. Bu halkın kendisine kölelik ve ölüm, diline özgürlük gibi hiçbir insanlık ölçüsüne sığmayan ve bir benzeri daha bulunmayan bu insanlık dışı uygulama ve politikanın sahibi Türk devletidir.

1923'ten beri tüm Kürtlük değerleri gibi, dili üzerinde de zorla yürütülen bir yasak, talan, koğuşurma inkâr ve yoketme politikası vardır. 1930'ların başında türetilen "Güneş Dil Teorisi"yle Kürt dili yok sayıldı. Resmî devlet politikasında Kürt halkı ve dili yoktur.

PKK öncülüğünde mücadelenin gelişip kitleselleşmesi, fii' bir savaşa dönüşen Körfez krizi bu durumu daha net olarak ortaya çıkardı. Kürt halkı, emperyalist- sömürgeci paylaşım savaşına karşı tavrını kesin olarak ortaya koymuştur. Bu nedenle de TC, "dil yasağını kaldırdık" manevrasında bulunmakta, halkın gündemini bir müddet için de olsa değiştirmeyi, yetkililerin ifadesiyle, "PKK'yi bir dereceye kadar yumuşatmayı" uluslararası alanda Kürt sorunu nedeniyle kendisine olan tepkileri azaltmayı umuyor.

20 • YÜZYIL • 17 ŞUBAT 1991

Bu oyun onların güçlülüğünü değil, savaş ve işgallerinde ne denli zorluk ve zayıflık içinde bulduklarını göstermektedir.

Bu plan ABD'nin de onayından geçmiş ortak bir plandır. ABD, Orta-doğu haritasını altüst edecek ve halkların köleliğini daha da katmerleştirecek yeni düzenlemesinde TC'ye büyük rol veriyor. Dil yasağının bir amacı da, bunu siyasal alana yansıtarak ve bazı Kürt çevrelerini yanına çekerek işgal ve ilhak planını kolaylaştırmaktır. Doğuştan doğal hakkımız olan dilimizi kullanacak, verilenin bir ihvan olmadığını, direnişle alınması bir hak olduğunu kavrayacak ve dilimizi her alanda geliştireceğiz.

Halk olarak hiçbir sömürgeci tuzağa gelmeyecek, tek bir ulusal değerimizin, halk varlığımızın üzerinde oynanan paylaşım savaşına araç yapılmasına izin vermeyecek, koşulların her durumda halkımızı ulusal kurtuluş zafetine götüreceği uygunlukta olduğunun bilincine daha kenetlenmiş ve daha azimli olarak savaşacağız. Kürt dilinin özgürlüğü Kürtler'in bağımsızlığı sorunudur."

YNK: "Kürtçe'nin serbest bırakılması olumlu"

Kürdistan Cephe Lideri Celal Talabani, 1 Şubat 1991'de Kürt haber ajansı ANK'a verdiği bir demecinde Kürtçe üzerindeki yasağın kaldırılmasının, bu dönemde gündemleşmesinin bir takım iç ve dış nedenlere bağlı olduğunu belirterek: "Türkiye, kendini Irak, Suriye ve Türkiye Kürtleri'ne sempatik göstermek istiyor. Türkiye'de Kürtler'in varlığını kabul ederek, Saddam sonrası Irak'ta Irak

Kürtleri'yle diyalog kurup bu parçaları kendi denetiminde birleştirmek istiyor. Bunu gerçekleştiremezse bile, Irak Kürtleri ile iyi ilişkiler kurmak istiyor. Bütün bunlarla beraber Kürt sorununda belli adımlar atmayan bir Türkiye'nin Avrupa Topluluğu'na da girmesi mümkün değil. Doğu Avrupa'daki değişimler, NATO üyesi ülkelerdeki rejimlerin niteliği gibi koşullar da Türkiye'nin demokratikleşme yönünde adımlar atmasını zorunlu kılıyor. Türkiye'nin demokratikleşmesi de Kürt sorununun çözümünden geçiyor."

Türkiye'de Kürt dili üzerindeki yasağın kaldırılması ile ilgili tartışmaların başlatılıp, adımlar atılmaya başlanmasını önemli bulan Talabani, "Eğer yapılmak istenen bir oyun değilse, yani 1923'lerde Mustafa Kemal ve İnönü'nün yaptığı gibi Musul'u, Kürdistan'ı kendi topraklarına katmak için Kürtler'in varlığını ve haklarını kabul edip, hatta Sevr Antlaşması'ndaki haklardan daha geniş haklar vaad edip, sonra Kürtler'in varlığını dahi inkârâ yönelen manevraya benzemeyecekse olumlu bir adımdır. Yok, bu salt bir oyunca çok tehlikelidir" dedi.

PPKK: "Kürtçe'nin serbest bırakılması, azımsanmayacak önemli bir adımdır"

Kürdistan Öncü İşçi Partisi (PPKK) Genel Sekreteri Serhad Dicle 29 Ocak 1991'de yaptığı yazılı açıklamasında; "Alınan kararın Körfez Savaşı'nın kızgın bir dönemine ve Türkiye'nin Irak Kürdistan'ına girmek için her türlü gerekçeyi yaratmaya çalıştıkları bir döneme denk gelmiş olması Türk hükümetinin niyetlerini anlama bakımından son derece önemlidir" dedi.



NUSAYBİN'DE HALK GERİLLALARIN MEZARLARINI ZİYARET EDİYOR.

"Bukanunun herşeye rağmen kimi ufak kazanımlara yol açacağını ve bekletilmeden kaldırılması için parlamento içi ve dışında azami çaba harcamak ve gecikmesine karşı duyarlı olmak gerektiğini" vurgulayarak "sorunun nihai çözümü yolunda Kürtçe'nin serbest bırakılmasının azımsanmayacak önemli bir adım olduğu ve her Kürt'ün böylesi bir adıma dört elle sarılacağını kuşku götürmeyeceğini, ancak 2932'nin kaldırılmasının Kürtçe'yi serbest bırakmaktan çok uzak olduğu ve bir aldatmaca olduğunu" da belirtti.

Serhad Dicle açıklamasının sonunda; "2932 sayılı karar kalksa bile, Kürtçe'ye serbestlik sadece konuşma alanında o da evde ve sokakta geliyor. Diğer tüm alanlarda Kürtçe üzerindeki yasaklar devam ediyor. Fıliyatında bu yasak varken de kimse evde ve sokakta Kürtçe'nin konuşulmasını yasaklamıyordu. Böylece bu yasanın kalkmış olmasıyla, fıliyatında Kürtçe'nin serbestlik alanında herhangi bir genişleme olmuyor. Olan Türk hükümetinin iç ve dış kamuoyunda kendini aklamaya niyet ve çabalarına, Irak'a yönelik saldırı planlarını başarıya ulaştırma arzularına oluyor" dedi.

PSKT: "Devlet, Kürt halkına yaptığı zorbalığı itiraf ediyor"

Türkiye Kürdistanı Sosyalist Partisi Yürütme Bürosu, Kürtçe'nin serbest bırakılmasına ilişkin basın bildi-

risinde şunları belirtti: "Türk hükümetinin son kararıyla, Kürt sorununa çözüm bulunması şurda kalsın, Kürt dili ve kültürü üzerindeki zorbalık da son bulmuş değildir. Gerçekte hükümetin Kürtçe'yi serbest bırakma diye bir niyeti ve amacı yok. O, bir kez daha iç ve dış kamuoyuna yalan söylüyor, göz boyuyor.

"Sorun, köklü bir hukuk sistemi ve politika değişikliği sorunudur. Bir yönüyle Türkiye'nin demokratikleşmesi sorunudur. Oysa Türk hükümetinin böyle bir niyeti, amacı yok. Şimdi ise hükümet, Kürtçe konuşulmasını yasaklayan yasayı dahi ortadan kaldırmamakta, benzer bir yasayla değiştirmektedir. Hükümet, bununla Kürtçe eğitimi, basın yayını serbest bırakmıyor. Yalnızca 'Kürtçe konuşmayı' serbest bırakıyor. O da her yerde değil. Örneğin devlet dairelerinde, hatta siyasi ve kültürel toplantılarda bile değil. Adalet Bakanı'nın açıkladığı gibi, sadece evde, bahçede.

"İşte onca gürültüsü yapılan şey budur. Yani Türkiye nüfusunun üçte birini, yaklaşık 20 milyonunu oluşturan Kürt halkının anadilinde, eskiden olduğu gibi bundan böyle de, eğitim yapılamayacak, kitap ve gazete yayımlanamayacak, radyo ve televizyon yayını olmayacak. Ve bunun adı da 'Kürtçe'nin serbest bırakılması' olacak. Açık ki bir komedi oynanıyor.

"Türk hükümetinin şimdi, 'evde ve bahçede' Kürtçe konuşmayı serbest bıraktığını söylemesi, yalnızca şu ba-

kımdan önemlidir ki, Türkiye devleti bununla, şimdiye kadar Kürt halkına, kendi anadilinde, evde ve bahçede bile konuşma hakkı tanınmamış olduğunu ve bu zorbalığı, üyesi olduğu Birleşmiş Milletler Örgütü'ne, Avrupa Konseyi'ne, AGİK'e ve tüm öteki uluslararası kuruluşlara rağmen yapabildiğini açıkça ve resmen itiraf etmektedir."

TEVGER: "2932 kalksa, Anayasa'nın 26 ve 28. vb. maddeleri var"

Kürdistan Kurtuluş Hareketi'nin (TEVGER) Yüzyıl'a konuyla ilgili yaptığı açıklama şöyle; "Bize göre 'Kürtçe'nin serbest bırakılması'na ilişkin son hükümet girişimi, şu sıralarda gündeme konan göstermelik 'Demokratikleşme programı'nın bir parçasıdır.

"Özal yönetimi Körfez krizinde izlediği politikayla Batılıları memnun etti. Şimdi, AGİK'in bazı istemlerini sözde yerine getirerek hem Batı ile ilişkilerini güçlendirmek, AT kapısını aralamak, hem de savaş sonrası pazarlık masasına güçlü oturmak istiyor. Ne var ki, sözkonusu 'Demokratikleşme Kampanyası' da bir manevradır, aldatmacadır.

"Hükümet 2932 sayılı yasayı gerçekte kaldırmıyor, ufak, önemsiz bir rötuş yapıyor, belki numarasını değiştiriyor. Üstelik yeni ve daha ağır cezalar getiriyor. Ama 2932 sayılı yasa tümünden de kalksa, Kürt dili ve Kürt halkı bakımından durum yine değişmez. Anayasa'nın 26. ve 28. Maddeleri, TCK'nın 141, 142. Maddeleri, Basın Yasası'nda, Partiler Yasası'nda ve daha başka bir dizi engel var. Kürt diliyle eğitim, kitap, dergi ve gazete yayını, radyo ve televizyon yine yasak. Örneğin Kürt diliyle bir kitap yayınlayan hatta dilekçe veren biri cezalarını boylayacak, 10 milyona, 50 milyona varan para cezaları biçilecek ve bunun adı da 'Kürtçe'ye Serbesti' olacak. Bu bir komedidir.

"Kaldı ki, Kürt sorunu salt bir dil ve kültür sorunu değil, Kürt halkının her türlü baskı ve eşitsizlikten kurtulma, kendi kaderini serbestçe tayin etme, kendi kendini yönetme sorunudur. Kürt halkı özgür, bağımsız uluslar içindeki yerini almak istiyor. Sorunun çözümü buradadır.

"Türk devleti Kürt sorununa yönelik politikasını temelden değiştirmelidir. Biz sadaka değil, tam eşitlik istiyoruz".

Hürriyet 13 Şubat 1991

“Kürdistan’ın başkenti Diyarbakır, Türkiye’nin gözü Irak topraklarında” İspanyol’un Kürt senaryosu

LÖVÜ TOKATLIOĞLU
MADRID

I SPANYOL televizyonu, Türkiye’deki Kürtlerle ilgili programında, Diyarbakır’ı “Kürdistan’ın başkenti” diye nitelendirdi ve Türkiye’nin Irak topraklarında gözü olduğunu iddia etti.

Birinci kanalın en çok seyredilen haber programı “Haftalık Rapor”da, yayınlanan röportajlarda, Kürt olduğu öne sürülen bir kişinin yargılandığı mahkemeden gizli kamerayla çekilmiş görüntülere de yer verildi. İspanyol televizyon ekibinin sorularını yanıtlayan bazı kişiler “Burada sanki cezaevinde gibiyiz. Polis attığımız her adımı izliyor. En ufak bir hareket özgürlüğümüz yok. Hiçbir kanunu çiğnemedik, ama bize canıymış gibi davranılıyor” diye konuştular.

Bir PKK sempatizanının babası ise, oğlunun PKK ile işbirliği yaptığını öğrenmez onu polise teslim ettiğini söyledi.

İspanyol televizyonu, Cumhurbaşkanı Turgut

Özal’ın konuyla ilgili demeci- ne de yer verdi. Özal, Türkiye’nin Irak topraklarında gözü olmadığını bir kez daha tekrarlayarak, “Bizim tek karşı çıktığımız ve her ne pahasına olursa olsun engellemeye çalışacağımız, Irak’ın kuzeyinde bağımsız bir Kürt devleti kurulmasıdır” dedi.

Cumhurbaşkanı Turgut Özal, Amerikan USA Today gazetesine verdiği demecinde, savaş sonrasında Irak’da Baas rejimi gibi bir diktatörlük bulunmaması gerektiğini, federasyon ya da konfederasyonun kurulabileceğini söyledi. Özal, Türkiye’nin kontrolünde bulunan Irak’ın kuzey kesiminin 1920’de Irak’a verildiği zaman Kürtlerin haklarının gözetileceğini belirttiğini, ancak buna uyulmadığını kaydetti.

Cumhurbaşkanı Özal, “Saddam, Türkiye’ye saldır- mayaya kalkabilir, ama füzeleri değil. Füzeleri etkisizdir. Türkiye’yi savaşın içine çek-meye çalışabilir, ama bunu yapabileceğinden şüpheliyim” dedi ve şöyle devam etti:

“Barış tesis edilmeli. İngilizler Birinci Dünya Savaşı’n-

dan sonra bir yanlışlık yaptılar, bir takım sınırlar, sınırlar, hatlar yarattılar. Bunları haritada rastgele çizdiler. Araplar bugün, Biz-

böldüler’ diyor. Bu yanlışlık kısa vadeli çıkarlar uğruna yapılmıştır. Eğer yeni bir çözüm bulunacaksa uzun vadeli olarak düşünülmelidir.”

Milliyet 19 Şubat 1991

PEN Klüp Türkiye’yi suçladı

DARMSTADT, (DPA)

ULUSLARARASI Yazarlar Kulübü (PEN)’in Almanya merkezinden yapılan açıklamada, Türkiye’nin insan haklarına riayet etmediği öne sürülerek, Türk hükümetinin Kürtlere karşı tutumu sert şekilde eleştirildi. Cumhurbaşkanı Turgut Özal’a yapılan çağrıda, Kürtlere karşı baskının sürdüğü iddia edilerek, bir süre önce çıkarılan tartışmalı bir yasa ile sadece Kürtçe şarkı veya video bantlarına izin verildiği ancak Kürtçe edebi eserler veya Kürt kültürünün yazılı şekilde yayınlanmasının hala

yasak olduğu öne sürüldü.

PEN Klüp’ün açıklamasında, Türkiye’nin insan haklarına riayet etmediği ve tartışmalı yasa ile dikkatin bu noktadan uzaklaştırılmak istendiği kaydedildi. NATO üyesi Türkiye’nin, Kürtlerin kültür ve lisansını yasakladığı gibi iktidara muhalefet görüşlerin serbestçe fikirlerini bildirmesini de engellediği bildirildi. Türkiye’de özgür bir ortamdan ancak cezalandırılan ve hapse atılan gazetecilerin, yazarların ve yayıncıların serbest bırakılması, devam eden davalardan da vazgeçilmesi halinde mümkün olduğu belirtildi.

Milliyet 21 Şubat 1991

ANAP milletvekili Geylani’den, Milliyet’e ilginç açıklama ‘Özal, PKK’ya af hazırlıyor’

UZUN süredir, başta yöre milletvekilleri olmak üzere valilerden ve yerel yöneticilerden bilgiler alan Cumhurbaşkanı Turgut Özal’ın, “Artık PKK için af çıkartma zamanı geldi” dediği öğrenildi.

Gerek Başbakanlığı, gerekse Cumhurbaşkanlığı döneminde Özal’la “yasa dışı faaliyetler ve PKK” konularında birçok kez görüştüğünü açıklayan ANAP Hakkâri Milletvekili Naim Geylani, “Birkaç gün önce Sayın Cumhurbaşkanımızla konuyu görüştük. Kendileri PKK için af çıkartmanın zamanı geldiği görüşünde” dedi.

Geylani, PKK’ya af konusunda Özal’la yaptığı

görüşmelerle ilgili olarak, Milliyet’e şu bilgileri verdi:

“Ben Sayın Cumhurbaşkanıyla Başbakanlığı döneminde de sık görüşen milletvekillerinden biriydim. Yine bölgemde bu olaylar olduğu için bir gün görüşmede PKK konusu gündeme geldi. Sayın Özal şunu söyledi: ‘Aslında bu çocuklar yanlış yapıyorlar. Pişman olacaklar. Hem rızaları dışı bu işe girdikleri, hem de yaptıkları vatandaş tarafından tasvip edilmediği için bunlara bir kolaylık sağlanmalı’ dedi. ‘Gidiyorlar, dönemiyorlar. Korku var, baskı var. Bir af yasası çıkar-sak...’ dedi. Özal o zaman Başbakan. ‘Nasıl olur efendim?’ dedim ben de... ‘Herhangi bir takibat yapmamacak şekilde bir af çıkartalım.

dedi. O dönemler, PKK’nın çok hızlı olay yaptığı dönemler. Bugün yapsak, devletin, hükümetin bir zaafı olarak yorumlanır, dedik. Er-telendi.

Sayın Cumhurbaşkanıyla birkaç gün önce yine görüştük biz. ‘Şimdi af yapmanın zamanı geldi. PKK en zayıf döneminde. Devletin merhameti, iyi niyeti olarak yorumlanır’ dedi, ‘şimdiki ifadelerinde... ‘Kimlik tesbiti ettikten sonra hiç kimseye göstermeden kaldıralım, halka karışın gitsin’ dediler.”

Naim Geylani, kendi görüşlerini açıklarken bu tür bir affın toplumsal barışa büyük yararlar sağlayacağına inandığını söyledi. Geylani, “Ben elimden gelen gayretli göstereceğim. Görüş-

ler alıyorum. Halkı dinliyorum. Hükümet tarafından bana bir görev verilirse yasa taslağı hazırlarım ve bu görevi seve seve kabul ederim” dedi.

PKK’nın gücünün zayıfladığını kaydeden Geylani, bölgedeki militan sayısının 1500’e kadar düştüğünü savundu. Geçen yıl PKK militan ve sempatizanlarının büyük bölümünün yanlışlarını anlayıp örgütü terkettiklerini öne süren Geylani, şöyle konuştu:

“Çok zayıf oldu. Bu af çıkarsa yüzde 80’i vazgeçer. Gitmişler, kaçırılmışlar. Çeşitli nedenlerle gitmişler. Dönüş için büyük mücadele edenler var. Dönen vuruluyor. Büyük bölümü döner. Zaten ben de bazı sinyaller almış olmasam böyle bir işe girişmem.”

Cumhuriyet 21 Şubat 1991

Orijinal bir Kürtçe kaset hazırlamakta olan arabesk sanatçısı İbrahim Tatlıses :

Kürtçe bilmeyen pişman olacak

MERT ALİ BAŞARIR

Taksim Maksim Gazinosu'nda söylediği 14 türküden 3 tanesini Kürtçe okuyan 39 yaşındaki ünlü arabeskolog İbrahim Tatlıses, Kürtçeye getirilmek istenen "kasetçalar özgürlüğünden" oldukça memnun gözüküyor. Annesi Kürt, babası Arap Tatlıses, "Kürtçeyi bilmeyi çok merak eden insanlar var. Yakında bunu bilmeyen insanlar da pişman olacaklar. Çünkü zaman zaman konuşulacak. Kürtçe de İngilizce, Fransızca gibi anlaşılacak istenecek" diyor.

İbrahim Tatlıses, okuduğu türküler içerisinde sözleri Türkçeye çevrilmiş Kürtçe ezgiler bulunduğunu, 3 ay içerisinde orijinal bir Kürtçe kaseti piyasaya çıkaracağını söylüyor.

—Kasetçiler Çarşısı'na otonomi verilmek isteniyor. Nasıl değerlendiriyorsunuz?

TATLİSES — Şöyle izah edeyim arkadaşşıma. Şimdi bu "Kürtçe serbest bırakıldı" diye "Kasetçilere serbest bırakıldı" demek değildir. "Bütün Kürtçeyi konuşan, Kürtçeyi bilen insanlara bırakıldı" diye söylenebilir, ama aşırı dozajda değil. Bu bir problem değil aslında. Kasetçiler için "Milli Piyango" olamaz bu. Normal kasetler satıyorsa bu da satacak. Kürtçeyi bilen insanlar Kürtçe kaset alıp dinleyecekler. Güzel bir şey oluyor yani.

—Kürtçe kaset yapsam 3 milyon satar diyordunuz. Bu rakamda bir artış söz konusu mu?

TATLİSES — Yüzde bir milyar tahmin ediyorum, o civarda olacak.

—Sizce diller nasıl olur da 'legal ve illegal' diye ikiye ayrılır?

TATLİSES — Hangisi? Ha yani. Yasal olmayan hiçbir dil

yoktur. Yani böyle bir dil var ki öğrendik, ama bugüne kadar dejeneren edenler olmuş. Onun için birtakım şeyler yasak edilmiş. Nereden baksanız 20 milyon insanın konuştuğu bir dil. Serbest bırakıldığı için herkes rahat rahat konuşacak. Bazen öyle oluyor ki Kürtçe konuşmasam dilim şişer. Benden sanatçı olarak birtakım isteklerde bulunuyorlardı. Söylüyordum, mahkemeye gidiyordum.

Konuşmasam dilim şişer Kürtçeyi bilmeyi çok merak eden insanlar var. Yakında bunu bilmeyenler pişman olacaklar. Kürtçe de İngilizce, Fransızca gibi anlaşılacak istenecek. Serbest bırakıldığı için herkes rahat rahat konuşacak. Bazen öyle oluyor ki Kürtçe konuşmasam dilim şişer.

Okumasaydım insanlar ölebilirdi Kürtçe şarkı söylemekten üç-dört defa başım belaya girdi. Paris'te, Almanya'da istediler. İçimden geldiği için okudum. Zaten okumasaydım binlerce insan ölebilirdi.

Gereken insanlar ölsün Olanla ölene çare yoktur. Savaş için hayatımıza 'dur' diyemeyiz. Biz barıştan yanayız. İnsanların ölmesi gerekiyorsa gereken insanlar ölsün, zavallılar ölmesin.

—Bugüne kadar Kürtçe şarkı söylemekten kaç kez başınız belaya girdi?

TATLİSES — Üç-dört defa. Paris'te, Almanya'da istediler. Söylemek mecburiyetinde olduğum halde içimden geldiği için okudum. Zaten okumasaydım binlerce insan ölebilirdi. Mahkemede de aynı şeyi savundum. Şimdi siz bir gazinoya gidiyorsunuz, solistten bir şarkı istiyorsunuz. Solist o şarkıyı bildiği

halde okumuyor. Küsmez misiniz? Okusa mutlu olacaksınız değil mi? Ben de okuduğum için insanlar mutlu oldu.

—Sizin çiğ köfteniz de çok meşhur. Bu yasal rahatlamayla 'Kürt böreği' yapmayı düşünüür müsünüz?

TATLİSES — Bu şimdi sizin senaryonuz oldu. Kürtçe artık serbest bırakıldı diye birçok şey çıkacak. Nasreddin Hoca'nın da böyle bir-iki meselesi vardır, geri

Kürtçe kasetlerin girmesiyle devir yükselecek mi dersiniz?

TATLİSES — Savaşta dolağı insanlarda bir moral bozukluğu var. Tabii aslında olanla ölene çare yoktur. Savaş için hayatımıza "dur" diyemeyiz. Biz barıştan yanayız. İnsan sevgisine hasret kişiler olduğumuz için savaş istemiyoruz. İnsanların ölmesi gerekiyorsa gereken insanlar ölsün, zavallılar ölmesin. Aslında ortada yeni bir kaset de yok. Benim son kasetim, "Söyliim mi?" 1 milyon 100 bin satıldı, daha 50 bin tanesi duruyor, niye durduk, savaş patladı da ondan. Yalnız çarşığı ele almalıyım, giyim kıyafet de bu aralar satamaz oldu. Kürtçe kasetlerin yapılması ile piyasada bir yürütme olur, ama koşma olmaz.

—Mevcut yasalara göre yorumlanacak olursa Türkçe bilmeyen insanların zorunluluktan Kürt aksanıyla Türkçe konuşmaları ima yoluyla da olsa Kürtçeyi savunmak anlamına gelmiyor mu?

TATLİSES — Zorla kimse kimseyi konuşturamaz. İsterlerse kellesini alsınlar. Bir defa kendi öğrenmek ister, zorlamak bir fayda etmez.

—Sizce Kürt müziğinin özellikleri nedir?

TATLİSES — Aslında ben bunu enine boyuna biçmiş biri değilim. Bu için kültürünü yapmış insanlar var. Bu konuda bir yetkim var diyemem, ama serbest bırakılması beni mutlu etmiştir. Kürtçeyi iyi bilenlerdeyim.

—Peki günün birinde Kürtçe sözlü hafif müzik de yapmayı düşünüür müsünüz?

TATLİSES — Kürt müziğinin kendine yakışan ezgi şekilleri vardır. Aranjman edilecek şeyleri yoktur, geri kalanı soytarılık olur.

kalan ne olursa hepsi Nasreddin Hoca'dandır. 'Kürt böreği' diye uydurmuşlar. Esas Kürtlerin ananevi yemekleri vardır, şöyle söyleyeyim arkadaşşıma: "Lebeni çorbası" deriz biz, mısır kaynatılıp içine yoğurt konur, ağustos ayında bile soğuk soğuk kaşıklanır. Bir de Arap köylerinde 'katmer' dediğimiz, sac ekmeği vardır, içine peynir filan karıştırıp ateşe verilir.

—Son aylarda durmadan kaset saran Unkapanı Çarşısı'na

Cumhuriyet

23 Şubat 1991

Cizre'de düzenlenen operasyonda tanksavar roketi de ele geçirildi

7 terörist öldürüldü

Cizre'nin sınır kesiminde güvenlik güçleriyle çatışmaya giren teröristlerden 7'si ölü, 2'si sağ olarak ele geçirildi.

Teröristlerden bazılarının yabancılara olabileceği belirtiliyor.

Haber Merkezi — Güvenliği sağlamak amacıyla asker ve polis tarafından gerçekleştirilen operasyonlar son günlerde yoğunluk kazanmaya, yakalanan "yasadışı" örgüt üyelerinin sayısı da artmaya başladı.

Cizre'nin sınır kesiminde güvenlik güçleriyle çatışmaya giren teröristlerden 7'si ölü olarak Nusaybin ve Edremit ilçelerinde düzenlenen operasyonlarda da iki terörist sağ olarak ele geçirildi, bir kişi de kendiliğinden teslim oldu.

Ankara'da düzenlenen "yasadışı örgüt operasyonunda" ise 7 kişi gözaltına alındı. Gaziantep ve Konya'da gerçekleştirilen ope-

rince Marin'in Nusaybin, Van'ın Edremit ilçelerinin kırsal kesimlerinde operasyonlar düzenlendi. Yapılan aramalarda, yasadışı bir örgüt adına silahlı çalışmalarında bulunan iki terörist sağ olarak ele geçirildi. Şırnak'ın Uludere ilçesinin dağlık kesimlerinde ise bir teröristin güvenlik güçlerine kendiliğinden teslim olduğu bildirildi. Ölü ve sağ ele geçirilen teröristlerin kimliklerinin belirlenmesiyle ilgili çalışmalar sürüyor.

AA'nın haberine göre yasadışı sol bir örgüte mensup oldukları ve çeşitli eylemlere karıştıkları bildirilen 7 kişi yakalandı. Ankara Emniyet Müdürlüğü Siyasi Şube'den yapılan açıklamaya göre yakalanan 7 kişinin bir yüksekokula pankart asma, siteler semtinde korsan miting,

molotof kokteyli atma, bir işyerinin kurşunlanması, Keçiören ve Ostim semtinde bildiri dağıtma eylemlerini gerçekleştirdikleri bildirildi.

Çoğunluğunu üniversite öğrencilerinin oluşturduğu kişilerin, olay yerinde ve evlerinde yapılan aramalarda, 6 molotof kokteyli, bildiri, pankart ve çok sayıda örgütsel doküman ele geçirildi.

Yetkililer olaylarla ilgili operasyonların sürdürüldüğünü söylediler.

Öteki operasyonlar...

Dün ayrıca Ankara ve Antakya'da yapılan operasyonlarda da 4 kişi yakalanarak gözaltına alındı. Ankara'daki operasyonlarda, kentnin çeşitli semtlerinde evlere girerek elektronik eşya çal-

dığı belirtilen Bayram Güler, Muzaffer Çelik ve Yaşar Dünder, polis tarafından suçüstü yakalandılar.

Güney illeri Büromuzun haberine göre Emniyet Müdürlüğü Mali Şube elemanlarına Gaziantep'te düzenlenen operasyonda, 18 kilo toz esrar ile çok sayıda mermi ele geçirildi. Olayla ilgili Suriye uyrukları iki kişi yakalandı.

Gaziantep Valisi Hüsnü Tuğlu'nun yaptığı açıklamaya göre Türkiye'ye uyuşturucu madde ve mermi sokulduğu yolundaki bir ihbarı değerlendiren mali şube ekiplerince kent merkezinde, adı açıklanmayan bir kesime operasyon düzenlendi. Yapılan aramalarda, yurt dışındaki değerli bir milyar lira olan 18 kilo toz esrar ile 7 bin 125 adet mermi ele geçirildi.

Cumhuriyet 23 Şubat 1991

Dışişleri çevreleri: Kişisel temas mümkün, resmi değil

Özal-Talabani diyalogu gündemde

Mesaj teatisinin PKK'ya karşı işbirliği konusunu içerdiği öne sürülüyor. Bir Batılı diplomat, "Talabani'ye Türk yönetimiyle doğrudan temas kurmasını Londra önerdi" dedi.

ANKARA (Cumhuriyet Bırosu) — Cumhurbaşkanı Turgut Özal ile Kürdistan Yurtsever Birlik (PUK) lideri Celal Talabani arasında "gizli" bir mesaj teatisi gerçekleştirildiği öne sürüldü. Bu haberler, Dışişleri Bakanlığı kaynakları ve bazı Batılı diplomatlar tarafından "Kişisel temas gerçekleştirilebilir" diye değerlendirilirken söz konusu mesajların PKK'ya karşı işbirliği yapılıması konusunu içerdiği kaydedildi.

Talabani'nin geçen hafta sonu Cumhurbaşkanı Özal'a özel bir mesaj gönderdiği ve Özal'ın da daha önceden hazırladığı bir mesajı cevaben Talabani'ye iletildiği yolumdaki haber, Ankara'da İngilizce yayımlanan Turkish Daily News gazetesinde dün yer aldı. Londra kaynaklı bu haber, Türk ve Batılı diplomatlar tarafından dolaylı biçimde doğrulanırken Dışişleri Bakanlığının bir yetkilisi,

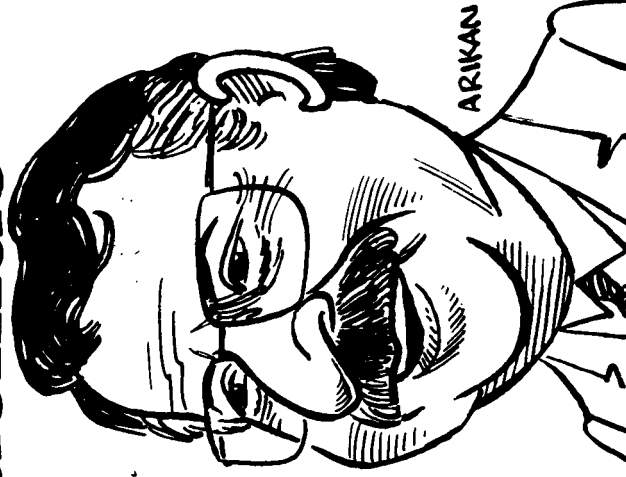
"Resmi düzeyde bir mesaj teatisi yok. Ancak belki kişisel haberleşme olabilir. Bu durumda da herhangi bir taahhüdün her iki tarafça da verildiğini sanmıyoruz. Ancak diyalog başlatma yönünde bir adım sayılabilir" dedi.

Cumhuriyet muhbirinin görüşüğü bir Batılı diplomat ise mesaj teatisinin gerçekleştiği yönünde çeşitli kaynaklardan "doğrulanmayan" bilgiler aldıklarını belirterek Özal ve Talabani'nin karşılıklı mesajlarının "PKK'nın terörist eylemlerine karşı işbirliği" konusunu kapsaması olasılığı üzerinde durulduğunu belirtti. Aynı kaynak, PUK lideri Talabani'ye Türk yöneticileriyle doğrudan temasa geçmesi konusunda İngiliz hükümetinin öneride bulunduğunu da öne sürdü. Buna göre İngiltere Dışişleri Bakanlığı ile Talabani arasında geçen haftalarda yapılan görüşmelerde Türkiye'nin Irak'ta özerk

bir Kürt bölgesi kurulmasına karşı alacağı tavırın gündeme gelmesi üzerine Londra'daki yetkililer, Talabani'ye bu konuda Türk hükümeti ile doğrudan görüşmesini önerdiler.

Talabani'nin Özal'a gönderdiği mesajda, Kürtçe konuşma yasasının kaldırılması yönündeki gelişmelerden övgüyle söz ettiği ifade ediliyor. İddialara göre Talabani mesajında, temsilcisi olduğu Kürt örgütleri platformu (Kürdistani Cephe) adına Türkiye'ye yönelik hiçbir tehdide olanak tanımayacakları güvencesini veriyor ve terörist Kürt örgütleriyle Türkiye ya da Irak'ta işbirliği yapmayacaklarını belirtiyor.

Turkish Daily News'in haberinde, Talabani'nin mesajının İstanbul'da Turgut Özal'a iletildikten sonra Özal'ın bu mesajı okumadan önce hazırladığı bir cevabı Londra'da bulunan Talabani'ye gönderdiği ifade edilmişti. Haberde ayrıca Irak Kürdistan Demokrat Partisi lideri Mesut Barzani'nin son açıklamalarında Türkiye'ye karşı "ılımlı" bir tavır aldığı da hatırlatıldı.



Hürriyet 23 Şubat 1991

ÖZAL'LA TALABANI ARASINDAKİ KÖPRÜ

BİZE geçen hafta başında "yazılmamak kaydıyla" aktarılan bir olay, dün *Turkish Daily News* Gazetesi'nde patlıyor...

Cumhurbaşkanı Turgut Özal ile Irak'taki Kürt hareketinin liderleri arasında do- laylı bir ilişki kurulmuş durumda.

Gazetenin haberi Londra çıkışlı... Yani büyük bir ihtimalle, bu "ilişki" Londra'da kuruluyor.

Hemen belirtelim bu, "resmî" veya "dış" bir ilişki değil. Resmî hiçbir sıfatı bulunmayan, ama bölgeyi iyi tanıyan biri bu ilişkiyi sağlıyor.

Nitekim Türk Dışişleri Bakanlığı yetki- lileri bunu doğrulamıyorlar.

İlişkinin nasıl kurulduğuna gelince...

Söz konusu kişi, yurt dışına gitmeden önce, Cumhurbaşkanı Turgut Özal'la gö- rüşüyor. Bu görüşmede, yurt dışına gide- ceğini, orada, Irak'taki rejim aleyhtarı Kürt liderleriyle görüşeceğini söylüyor ve Özal'a "iletmemi istediğiniz bir mesaj var mı?" diye soruyor.

İşte bu noktada önemli bir nüans var.

Özal, "Evet, mesajım var. Şunları söy- le" demiyor. Ama başka bir şey yapıyor...



POLİTİKA

Ertuğrul ÖZKÖK

Savaş sonrasına yönelik görüşlerini anla- tıyor. Bölgedeki bütün ülkeler, bütün et- nik gruplar ve bunların sosyolojik, dini özellikleri hakkında düşüncelerini ayrıntılı biçimde aktarıyor.

Savaş sonrasında yapmak istediği şeyleri söylüyor. Tabii konuştuğu kişi de, Özal'ın anlattıklarını dikkatle dinliyor.

Aracı kişi, yurt dışında temas kurdu- ğu Iraklı muhaliflere, Özal'ın bu görüşle- rini aktarıyor. Tekrar ediyorum. Özal'dan gitmiş bir mesaj yok. Ama anlattığı sey- ler, tabii ki, bölgenin ilerisi için mesaj olarak kabul edilebilecek özelliklere sa- hip.

Bu dolaylı mesaj, **Kürdistan Yurtse- ver Cephesi** lideri Talabani'ye ulaşıyor.

Özal'ın bölgeye ilişkin görüşleri yal-

nızca Irak'taki Kürt muhaliflere değil, aynı zamanda Baas aleyhtarı gruplara ve özellikle Filistinlilere de iletiliyor.

Özal'ın görüşlerini aktaran kişi, Irak Kürt hareketinin önderlerinin görüşlerini de dinliyor. Ancak bu defa ortada değişik bir durum var... Yurt dışından Özal'a bir me- sajl geliyor.

Bu mesaj, henüz Cumhurbaşkanı Turgut Özal'a iletilmedi. Büyük bir ihti- male bu hafta sonu veya gelecek hafta başında kendisine "sözlü" olarak iletile- cek.

★★★

YURT dışındaki Kürt hareketinde, son günlerde Türkiye'ye karşı be- lirgin bir yumuşama gözleniyor.

Kürdistan Yurtsever Cephesi yanında Irak Demokratik Kürdistan Partisi de da- ha yumuşak bir politika izliyor.

Bu arada, Türkiye'de de bazı gelişme- ler gözleniyor. Mesela, ANAP Hakkari Milletvekili Naim Ceylan'ın, PKK mili- tanlarının bazıları için af getirilebileceği yolundaki demeci, henüz resmen yalan- lanmadı.

Bütün bunlar, Özal'ın, savaş sonra- sında Kürt politikasında, Kürtçe konu- mayı izin verilmesi dışında, başka bazı girişimlerde de bulunmaya hazırlandığını gösteriyor.

Cumhurbaşkanı, yakınlarına, "Kürtçe konusunun sulandırılmasına izin ver- mem" diyerek, bu kararliliğini gösteriyor.

Önümüzdeki günlerde ülke çapında ilginç bir tartışma başlayacak. Demokra- tik sistemimiz, millet anlayışımız, hoşgö- rümüz bu tartışmanın hangi boyuta kadar gidebileceğini gösterecek.

Her ne olursa olsun, Türkiye'nin böyle tabu sayılan meselelerini konuşabilir ha- le gelmesi, demokratikleşme planımızın fena işlemediğini gösteriyor.

NOKTA 24 Şubat 1991

TRT / KÜRTÇE NE OLACAK?

Çıkmamış yasanın tasası

Kürtçe'ye özgürlük tanımaya yönelik yasa henüz çıkmadı ama tartışmalar tüm hızıyla sürüyor. Arabesk kaset reklamına izin veren TRT Kürtçe kaset reklamlarını ne yapacak? Kürtçe oldukları için yasaklanan türküler ekrana gelebilecek mi? Ve Magic Box cephesi...

"TRT Kürtçe kasetin reklamını yapmak zorunda. Çünkü arabesk kasetlerin reklamını yapıyor..."

Müzik Yapımcıları Derneği Başkanı Yaşar Kekeva, gönül rahatlığıyla böyle diyor demesine ama TRT Reklam Dairesi Başkanı Ali Kalıpçı hiç de onun gibi düşünmüyor: "TRT'nin uyması gereken yayın ilkeleri vardır. Reklam yönetmeliğine ve bu yayın ilkelerine uyan her başvuru onay alır. Şu ana kadar Kürtçe müzik kaseti veya bunun dışında bir tanıtım için herhangi bir talep gelmedi. Gelse bile kanun çıkmadan değerlendirme yapacağımızı sanmıyorum. Konunun yabancısıyız, önce kanun çıksın, sonra talep gelsin, ondan sonra bakarız..."

Türkçe'den başka dil ve lehçelerin kullanımına izin veren yasa tasarısı önümüzdeki hafta TBMM Adalat Komisyonu'nda görüşülecek. Tasarı görüşülmeyi bekleye dursun, fiili uygulamalar ve bu uygulamalarla ilgili tartışmalar çoktan başladı bile. İzmirli bir yurttaş gıda pazarına

"Zozan" (yayla) adını taktı. Kuşkusuz bunu diğer gelişmeler izleyecek. Ama asıl kıyametin İstanbul Manifestoacılar Çarşısı (İMÇ) ile TRT ve Macig Box arasında kopması bekleniyor. Hatta ufaktan ilk sürüşmeler su yüzüne çıktı gibi...

İnanmayacaksınız belki ama TRT Reklam Yönetmeliği'nde Kürtçe müzik kaseti tanıtımını yasaklayan herhangi bir madde yok. Üstelik TRT, geçtiğimiz yılın 21 Kasım'ında kendi bünyesinde ufak çapta bir "devrim" gerçekleştirmiş ve yıllardır gözünü-kulağını kapattığı arabesk müziğe ekranı açmıştı. Hemen arkasından da Orhan Gencebay'ın, Ferdi Tayfur'un, Coşkun Sabah'ın, Ümit Besen'in, İbrahim Tatlıses'in ve yer yokluğundan adını saymadığımız diğer arabeskçilerin kaset reklamları, arabeskseverleri umutlandırmıştı.

Umut boşa gitmedi, TRT bir adım daha atarak Müzik Yayınları Dairesi Başkanlığı'nın denetiminden geçecek arabesk parçaların yayımına da izin verdi.

Tabii bu kararlar alınırken gün gelip "Dağ Türkleri"nin ellerinde Kürtçe kasetlerle TRT'nin kapısına dayanacağı kimsenin aklının ucundan geçmemişti. Dengelerle birlikte konjonktür değişip söz konusu yasa tasarısı hazırlanınca, genel bir şaşkınlık ve panik

yaşanmasının nedeni buydu. İMÇ'de yüze yakın Kürtçe kaset son hazırlıklarını tamamlayıp bandrol için Kültür Bakanlığı'na başvurma aşamasına gelirken TRT şimdilik ne yapacağını bilemez görünüyordu.

Görece liberal Magic Box cephesi de, Kürtçe kaset ve şarkılar konusunda en az TRT kadar şaşkıncı. Eski TRT'ci Genel Müdür M. Turan Akköprülü, "Valla ne yapacağımızı biz de bilmiyoruz. Gündemde böyle bir şey şimdilik yok!" derken bir anlamda çaresizliklerini dile getiriyordu.

Kuşkusuz, bugüne kadar Kürtçe'ye getirilen yasakların kamuoyu tarafından açık-seçik bir biçimde bilinmeyen cepheleri de vardı. Sözgeçtiği, Kürt sorununun ortaya çıkmasıyla birlikte TRT arşivlerinde genel bir ayıklamaya gidilmiş ve büyük çoğunluğu Doğu ve Güneydoğu Anadolu kökenli olan türküler bir kenara ayrılmıştı. Bu türkülerden Türkçe versiyonlara aktarılmaya şansına sahip olanlar yine bir yolunu bulup ekrana gelmişti ancak içlerinde "Kürt kızı, Kürt'ün gelini, Dersim Dört Dağ İçinde (?)" benzeri "sakıncalı" ifadeler taşıyanlar bir kenara itilmişti. Şimdi bu türküler ne olacaktı? Ufaktan ufaktan "O Türkçe'dir, bu Kürtçe'dir!" kavgası yapılabilmeydi?

Hülya KARABAĞLI



YÜZYIL 24 Şubat 1991

PKK, IKDP, YNK, İKDP, KOMALA'NIN KATILIMIYLA Kürdistan Ulusal Kongresi Hazırlık Komitesi oluşturuldu

Kürt örgütleri ilk kez aynı çatı altında bir araya geliyor. Gazetelerde birliği engellemek için yalan haberler. Amerika ve İsveç'te Kürtler'in katılmadığı Kürt Konferansları. Emperyalist ülkeler zengin Kürt sofrasından pay koparmak peşinde.



İKDP LİDERİ MESUT BARZANI



İRANLI BİR KÜRT PEŞMERGE

Yüzyıl'a emin kaynaklardan ulaşan bilgilere göre, Türkiye, Irak ve İran'daki tüm Kürt örgütleri Ulusal Kongre toplamak için Avrupa'da bir araya gelerek Hazırlık Komitesi'ni oluşturdular. Ulusal Kongre'nin oluşturulması için PKK, uzun süreden beri diğer Kürt örgütlerine çağrıda bulunuyordu. Ancak bugüne kadar önemli bir gelişme sağlanamamıştı. Körfez krizinin başlamasıyla birlikte PKK çalışmalarına hız vermişti. 2000'e Doğru'nun 27 Ocak tarihli 4. sayısında "Kürt örgütlerinin Ulusal Kongre çalışması" başlığıyla yayımlanan haberde ön görüşmelerin başladığı belirtiliyordu.

Ulusal Kongre'nin Hazırlık Komitesi

ni oluşturan örgütler; PKK, İKDP, YNK, İKDP, KOMALA'nın yanı sıra Türkiye, Irak ve İran'da bulunan diğer Kürt örgütlerinin de yapılacak kongrede yer alacağı bildiriliyor. Barzani'nin önderliğindeki Irak Kürdistan Demokrat Partisi (İKDP) ve Talabani'nin önderliğindeki Kürdistan Yurtseverler Birliği (YNK), Irak'taki en etkin Kürt örgütleri. İran Kürdistan Demokrat Partisi (İKDP) ve KOMALA İran Kürtleri'nin en güçlü iki örgütü.

Hazırlık Komitesi'nin oluşturulması konusunda görüşlerine başvurduğumuz sorumlular, bu komitenin kuruluşunun büyük önem taşıdığını belirtiyorlar. Böylece Ulusal Kongre'nin toplanarak tarihsel bir olayın

gerçekleşmesi mümkün olacak. Gelişmenin diğer önemli yanı da, Kürtler'in ilk kez bu kadar geniş kitleye sahip örgütleri aynı çatı altında bir araya getirmeleri.

Oluşturulacak Ulusal Kongre, Körfez'de meydana gelen olaylara ve değişikliklere karşı ortak tavır takınacak. Bu gelişme Ortadoğu'yu da önemli oranda etkileyecek.

Görüştüğümüz Avrupa'daki Kürt kaynakları, çok yakında bir deklarasyonla varılan ortak görüşlerin kamuoyuna açıklanacağını belirttiler.

BASINDA ASILSIZ KÜRT HABERLERİ FURYASI

Geçtiğimiz hafta içinde gazeteler birer gün arayla Barzani'nin ağzından PKK'ya Amerikan kaynaklı açık-



PKK LİDERİ ABDULLAH ÖCALAN



YNK LİDERİ CELAL TALABANI

lamalar yayımladı. 18 Şubat 1991 tarihli *Güneş* gazetesinin başlığı, "Barzani: Savaşın sonra PKK'ya geçit yok." Bir gün sonraki *Günaydın* ise aynı haberi "Barzani'den diyalog çağrısı" başlığı ile verdi. *Günaydın*'ın haberi şöyle son buluyor "PKK örgütüne destek sağlayanın Saddam yönetimi olduğunu vurgulayan Barzani, Türkiye'nin Kürtçe konuşma yasağını kaldırarak olumlu yolda önemli bir adım attığına değinerek 'Türk Hükümeti akılcı yoluna devam ettikçe PKK zayıflayacak ve yok olacaktır' dedi."

17 Şubat tarihli *Günaydın* gazetesinde yayımlanan diğer bir haberde de "Saddam'a sadık PKK ve öteki Kürt gerilla gruplarının, Türkiye-İran sınırından sızarak Doğu ve Güneydoğu Anadolu'daki askeri üslere karşı geniş çapta sabotaj eylemlerinde bulunmaları planlanıyor" denilmekteydi. Gazete haberin çıkış yerinin Washington olduğunu belirtiyor ancak bir kaynak göstermiyor. Özal'ın Kürtler'in hamiliğine soyunduğunu ilan etmesiyle birlikte basında PKK-Saddam işbirliği haberlerine sıkça rastlanır oldu. Bunların içinde Olağanüstü Hal Bölge Valisi Kozakçıoğlu'nun açıklamaları başta geliyor. Halepçe'de kimyasal silah kullanıldığını gizlemek için çaba harcayan yetkililer şimdi "PKK'nin Halepçe'de 5 bin Kürt'ü kimyasal gazlarla katleden Saddam'a hizmet ettiğini, Türkiye'nin düşmanlarıyla birlikte hareket ettiğini" söylüyorlar.

TALABANI ÖZAL PASLAŞMASI
21 Şubat tarihli *Turkish Daily News* gazetesi de manşetten Özal'ın Talabani ile bağlantı kurduğu haberini ver-

di. El altından yürütülen mesaj trafiği Özal'ın İstanbul'da olduğu 16-17 Şubat tarihlerinde gerçekleşmiş. *Daily News*'ün haberinde Özal'a mesajın İstanbul'da Talabani'nin bir aracısı tarafından iletiliği belirtiliyor. Özal'ın mesajı da Londra'ya iletilmiş. Talabani halen Londra'da. *Daily News*'ün bu haberi henüz doğrulanmadı.

Geçtiğimiz hafta içinde de İngiliz Hükümeti, Kürtler'le resmi görüşmeler yaptıklarını açıkladı. İngiltere'nin bu çabası Ortadoğu diplomasisinde üstünlüğünden kaynaklanmıyor. Aynı zamanda ABD adına da hareket etmesi, ona bu inisiyatifini sağlıyor. Bilindiği gibi ABD önceleri PKK'nın bir ulusal kurtuluş mücadelesi verdiğini açıklamış, daha sonra Türkiye'nin tepkisi üzerine PKK'yı terörist ilan etmişti. Şimdi ise ABD'nin belirlediği politika şu: "Kürt sorununa evet, PKK'ya hayır."

KÜRTLER DİŞINDAKİ "KÜRT SAVUNUCULARI"

ABD Başkanı Bush'un CIA'ya Kuzey Irak'ta operasyon emri vermesi, Saddam rejimine karşı Kürtler'in kullanılacağı şeklinde yorumlanmıştı. Kürtler'e yönelik çabalar yalnızca Kuzey Irak'la sınırlı değil. Amerika ve İsveç'te arka arkaya iki Kürt konferansı toplanıyor. Körfez krizinin sıcak bir çatışmaya dönüşmesinden sonra Kürtler, Batı'nın gözünde bir hayli "önem" kazanmışa benziyor. Amerika ve Avrupa zengin Kürt sofrasında en iyi parçayı nasıl kaparım yarışı için deler.

27 Şubat 1991 günü ABD'nin başkenti Washington'da bir Kürt Konferansı düzenleniyor. Ekim 1989'da toplanan Paris Kürt Konferansı'nın devamı niteliğinde diye tanımlanan bu konferansa kimlerin ve hangi Kürt örgütlerinin katılacağı henüz kesinlik kazanmadı.

15-17 Mart tarihleri arasında İsveç'in başkenti Stockholm'da toplanacak Kürt Konferansı "Kürt Halklarının Tanınması Uluslararası Konferansı" adını taşıyor. Konferansa 20 ülkeden 150 ile 170 arasında kişinin katılması bekleniyor. Türkiye, Irak, İran, Suriye ve SSCB'den Kürt temsilcilerin katılacağı belirtilen konferansta Kürt sözcülere sadece ilk gün saat 18 ile 20 arasında söz hakkı veriliyor.

Kürt İnsan Hakları İsveç Komitesi'nin düzenlediği konferansın konuşmacılarının çoğu Avrupalılar. Programa göre "Kürdistan'da bugünkü durum" başlığı altında Kürt siyasi hareketlerinin temsilcileri belirlenen bu iki saat içinde tartışacaklar. Temel amacının Kürt sorununu uluslararası alana taşımak diye açıklanan konferans, geçtiğimiz yılın Kasım ayında toplanacaktı. Yeni çağrıda konferansın Mart ayına kalması "teknik nedenlere" bağlıyor.

Konferansı İsveç hükümeti de destekliyor. Konferansın açılışını İsveç Göçmen İşleri Bakanı Maj-Lis Löf, uluslararası başkanlığını da İsveç eski Dışişleri Bakanı Karin Söder yapacak. Konferans sonunda Kürt halkları Stockholm Deklarasyonu yayımlanarak dayanışma eylem stratejisi açıklanacak.

Cumhuriyet 26 Şubat 1991

Anayasa Komisyonu'nun 'Kürtçe tasarısı'nı önümüzdeki hafta ele alması bekleniyor

Kürtçede yasak çelişkisi

TURAN YILMAZ

ANKARA— Hükümetin TBMM'ye sevk ettiği ve Kürtçeye "koşullu özgürlük" öngören yasa tasarısının, yargı organlarının bu konudaki yaklaşımından geride olduğu belirlendi. Ankara DGM tarafından 5 yıl önce verilen ve Yargıtay'ca da onaylanan bir kararda, içeriğinde suç unsuru olmamak kaydıyla Kürtçe konuşmanın suç sayılmayacağı belirtiliyor. Kararda, içeriğinde suç unsurları bulunması halinde, konuşmanın Kürtçe yerine Türkçe, Arapça, İngilizce ya da Fransızca yapılmasının fark etmeyeceği kaydedildi.

Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın talimatı ile hazırladığı belirlenen ve Bakanlar Kurulu'na benimsenen Kürtçeye ilişkin yasa tasarısının ise TBMM Adalet Komisyonu'nda önümüzdeki hafta içinde ele alınması bekleniyor. ANAP içinde pek sıcak karşılanmadığı belirtilen bu tasarı, Türkçenin "resmi dil" olduğunu vurguluyor ve nerelerde nasıl kullanılacağını belirtiyor. Tasarının "mahalli dil ve lehçelerin kullanılması"na ilişkin 6.

maddesi ise, Türk yurttaşlarının çizilen sınırlar içinde Türkçeden başka mahalli dil ve lehçeleri konuşabileceklerini, müzik yapabileceklerini, plak, ses ve görüntü bantları ile diğer anlatım araç ve gereçlerinden yararlanabileceklerini öngörüyor. Bunun aksine davranışlar için ise "fiilleri başka bir suç oluşturmasa bile" kara DGM'nin Başkan Ekrem Çelenk ve

Ankara DGM tarafından 5 yıl önce verilen ve Yargıtayca da onaylanan bir kararda, Kürtçe konuşmanın suç olamayacağı belirtildi. SHP'li Edip Servet Devrimci için verilen kararda, bir suçtan söz edilebilmesi için konuşmanın içeriğinde suç unsuru olması gerektiği belirtilen kararda, konuşmanın Türkçe, Arapça, İngilizce ya da Fransızca olması halinde bile değişmeyecek bir ölçüt olacağı kaydedildi.

2-50 milyon lira arasında ağır para cezası ve 6 aydan 2 yıla kadar hapis cezaları verilmesi amaçlanıyor.

Ankara DGM'nin, 5 yıl önce oybirliği ile aldığı ve Yargıtay 9. Ceza Dairesi'nin de 11 Aralık 1986'da onanan karar, o dönem SHP Genel Sekreter Yardımcısı olarak görev yapan Edip Servet Dev-

rimci'nin yargılandığı davada verildi. Parti genel merkezinde bazı parti delegeleri ile Kürtçe konuştuğu için eski SHP İçel Milletvekili Edip Özgenç'in bu konuda dava açılan Devrimci, "Kürtçülük ve bölücülük yapmak"la suçlandı. Ankara DGM'nin Başkan Ekrem Çelenk ve

Ankara DGM tarafından 5 yıl önce verilen ve Yargıtayca da onaylanan bir kararda, Kürtçe konuşmanın suç olamayacağı belirtildi. SHP'li Edip Servet Devrimci için verilen kararda, bir suçtan söz edilebilmesi için konuşmanın içeriğinde suç unsuru olması gerektiği belirtilen kararda, konuşmanın Türkçe, Arapça, İngilizce ya da Fransızca olması halinde bile değişmeyecek bir ölçüt olacağı kaydedildi.

üyeler Dz. Hak. Albay Güner Bozkurt ile Osman Kadri Keskin'den oluşan heyetine, 2 Ekim 1986'da verilen kararda, iddianamede Devrimci'nin Kürtçe konuşmasının içeriğine ilişkin herhangi bir bilgiye yer vermediği anımsatılarak savcılığın yalnız Kürtçe konuşulması nedeniyle TCK'nın 142/3. maddesi uyarınca dava açtığı belirtildi. Devrimci'nin poli-

tik konumundan kaynaklanan konular da faaliyet göstermesinin suç olamayacağı belirtilen kararda, şöyle demildi: "Muhtevası belirlenmeden ve belirtileri söylenmeden açıklanmadan, bunların TCK'nın 142/3. maddesine münasip şekilde irk mülahazası ile kamu haklarını kaldırmayı hedef tuttuğu, milli duyguları yok etmek ve zayıflatmak için propaganda teşkil ettiği ispatlanmadan, mücerret Kürtçe konuşulmuş olması Kürtçülük, irk mülahazası ile kamu haklarını kaldırmak, milli duyguları yok etmek veya zayıflatmak için propaganda sayılamaz."

Kararda, açılan davada ise nelet söylenmediği belirtilmediği anımsatılarak "Bu belli olmadıkça göre TCK'nın 142. maddesine aykırı şeyler söylendiği neticesine de varılmaz. Belki de samik, çok iyi şeyler söylemiştir. Şu halde mücerret Kürtçe konuştu diye devlet aleyhine söz söylenmiştir, milli duyguları zayıflatmak için propaganda yapmıştır denilemez" demildi ve Devrimci için beraat kararı verildi.

Kararda, açılan davada ise nelet söylenmediği belirtilmediği anımsatılarak "Bu belli olmadıkça göre TCK'nın 142. maddesine aykırı şeyler söylendiği neticesine de varılmaz. Belki de samik, çok iyi şeyler söylemiştir. Şu halde mücerret Kürtçe konuştu diye devlet aleyhine söz söylenmiştir, milli duyguları zayıflatmak için propaganda yapmıştır denilemez" demildi ve Devrimci için beraat kararı verildi.

Yayımlanmayan 'Kırmızı Koltuk'ta İHD Genel Başkanı Helvacı sordu:

İşkence aletleri polislerin şahsi malı mı?

ANKARA (Cumhuriyet Bülrosu) — Geçen pazar akşamı Magic Box'ta yayından kaldırılan "Kırmızı Koltuk" programının konugu İnsan Hakları Derneği Genel Başkanı Nevzat Helvacı, konuşmasının "sansür ötesi bir uygulama" ile engellenmesini kınadı. Kendisinin program için "israrla" çağrıldığını ve 50 dakikalık bir program hazırladığını belirten Helvacı, yapımcular tarafından da beğenilen soru-cevap konuşmasının, daha "yükarı"lardan gelen baskularla yayından kaldırılmış olabileceğini söyledi. Türkiye'deki işkence, cezaevlerinin durumu, Güneydoğu Anadolu'daki baskılar ve Kürtenin serbest bırakılması ağırlıklı programın, burada yaptığı açıklamalar nedeniyle yayından kaldırılmış olabileceğini belirten Helvacı, böylece milyonlarca insanın gerçekleri öğrenmesinin bir kere daha engellendiğini söyledi.

İHD Genel Başkanı Nevzat Helvacı'nın, programın yapımcıları Ahmet Altan ve Neşe Düzel'in sorularına yanıtlarken son günlerde karakollarda ve emniyet müdürlüklerinde artan intihar olaylarına ilişkin olarak söyledikleri özetle şöyleydi:

"Türkiye'de işkence bir devlet politikası olarak uygulanmaktadır. Bir sorulama yöntemi olarak yerleşmiştir. Olayın nüstü hallerdeki işkence ve insan hakları ihlalleri şimdiki gündemdedir. Türkiye'de bugün savaş bahanesiyle ilan edilmiş bir sıkıyönetim uygulaması vardır. Son 15-20 gün iç-

risinde 4 insanımız emniyet müdürlüklerinde ve karakollarda intihar etmiştir. Bu ölümler için intihar açıklaması resmî makamlar tarafından yapılmamaktadır. Bu insanlara acaba intihar için özellikle mi karakollarda seçiyorlar, yoksa buradaki sorgulamalarda karşılaştıkları işkence ve kötü muamele nedeniyle mi canlarına kıyıyorlar? Bu çocuklar intihar etmemişlerse buralarda karşılaştıkları işkence nedeniyle mi hayatlarını gelse, o zaten toplumca hiç

aybancı olmadığımız geleneksel bir işkence aleti. Buralarda işkence yapan insanların hepsi uzman. Bunlar ya işkence yaparak uzmanlaşıyorlar veya devlet tarafından özel eğitimden geçiriliyorlar."

İHD Genel Başkanı Helvacı, Magic Box'ın Güneydoğu olayları konusundaki sorularına verdiği yanıtta da şöyle dedi:

"Bu bölgede daha önce var olan sıkıyönetim şimdiki olaganüstü yönetime dönüşerek de-

vam ediyor. Bölgedeki insanlar üzerinde ağır baskular uygulanıyor. Devlet öteden beri Kürtenin şiddet yöntemini benimsemiş görünüyor. Bu yöntemlere katilici çözümlere gitmek mümkün olmamış gibi, sorunu bilakis giderek büyütüyor. Kürtenin sorununu ancak demokratik yol ve yöntemlerle çözümlenebilir. Bu insanlar yarınlarına güvenle bakma olanağını da kaybetmiştir. Kimi yerleşim birimleri zorla boşaltılmıştır. Baskı ve işkence yaygındır. Can güvenliklerinin tehdit altında olduğu, yaşanan pekçok olayla bilinmektedir. Son olarak çıkarılan kanunla bu SS kararnameleri olarak niteleniyor, bu bölgelerden sağlıklı haberler alınamıyor. Çoğu olayın karanlıkta kaldığı, yazılmadığı bilinmektedir.

Helvacı, cezaevlerindeki durum ve işkencelerle ilgili olarak da şunları söyledi:

"Bugün Türkiye'de, Birleşmiş Milletler ve Avrupa standartlarında cezaevi yoktur. Buradaki baskı ve uygulamalar nedeniyle 1984-89 yılları arasında yapılan açık grevlerinde 14 kişi hayatını, yüzlerce de sağlığını kaybetmiştir. Koguşlara güvenlik güçlerince baskınlar yapılıyor, tutuklu ve hükümlüler coplarla dövülüyor. Mesela Ankara Merkez Kapalı Cezaevi'nde 1989'da böyle bir olayda 57 siyasi hükümlü ve tutuklu dayaktan geçirilmiş, 52 kişi rapora almıştır."

Kürtçe

gündemde yok

■ **ANKARA (ANKA)** — 2932 sayılı Türkçenin kullanılmasına ilişkin yasa değişikliği yapan ve Kürteye serbestlik getiren tasarı, Anayasa Komisyonu'nun bu haftaki gündeminde de yer almadı. Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın Kürtenin konuşulmasının serbest bırakılacağı açıklamasından sonra Adalet Bakanlığı'nca hazırlanan bu konudaki yasa değişikliği tasarısının kamuoyuna açıklandığından ve TBMM'ye sevk edildikten sonra Anayasa Komisyonu'nda hemen ele alınacağı belirtilmişti. 14 ocakta Anayasa Komisyonu'nda ele alınabileceği komisyon yetkililerince belirtilen tasarı bu tarihte görüşülmemiş, geçen hafta çarşamba ya da perşembe günü tartışılacağı beklentisine girilmişti.

Özel tim ateş

açtı

■ **BATMAN (Cumhuriyet)** — Emniyet Müdürlüğü özel tim ekibinin, Refah Partisi Bölge Müfettişi Musa Okçu'nun evine düzenlediği baskın sırasında havaya ateş açması yurttaşlar arasında korku yarattı. Batman Emniyet Müdürlüğü'ne bağlı özel tim görevlileri, önceki gece 01.00 sıralarında düzenlenen bir dizi operasyon sırasında RP Bölge Müfettişi Musa Okçu'nun Aydınlikte mahallesindeki evine de baskın düzenlediler. Özel tim görevlilerinin bu sırada havaya ateş açması mahallede bulunan yurttaşlar arasında paniğe yol açtı. Batman Valisi Tuncer Perçinler, özel tim görevlilerinin kente teröristlerin sızdığı yolunda duyum alınması üzerine bir dizi operasyon gerçekleştirdiğini bildirirken, havaya ateş açılması olayından habersiz olduğunu bildirdi.

Cumhuriyet 28 Şubat 1991

Özal'ın ayrılıkçı liderlerle gizli görüşmeler yaptığını söyleyen Ecevit 'TC adını da tartışıyorlar'



Cumhurbaşkanı Özal'ın İstanbul'u parçalayıp yok etmeyi amaçlayan tasarılar üzerinde çalıştığını, bu tutumuyla ülkede bir federal yapı oluşturma hayali kuranlara umut verdiğini öne süren Ecevit, "Türkiye'nin batısında böyle bir düzenlemeye girildi mi hemen ardından, Türkiye'nin doğusuna da sıra geleceğini" belirtti.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — DSP Genel Başkanı Bülent Ecevit, "Bugün Türkiye'ye yönelik en büyük tehlike, bölgemiz için ve Türkiye için yeni senaryolar hazırlayan bazı dış çevrelerden de içimizdeki bir avuç ayrılıkçıdan ve onların dışarıdaki kışkırtıcılarından değil, Türkiye Cumhuriyeti Devleti'nin başındaki kimseden gelmektedir" dedi.

DSP Genel Başkanı Ecevit, dün yaptığı yazılı açıklamada, Irak'ın yeniden biçimlendirilmesine ilişkin senaryolar üretilirken, Cumhurbaşkanı Özal'ın da Türkiye'ye yönelik yeniden biçimlendirme tasarımları ürettiğini öne sürdü. Ecevit, Özal'ın bunları yaparken, ulusun nabzını yoklamadığını, TBMM'den ve hükümetten yetki almadığını, "Ancak ABD Başkanı'na hatta belki de İngilizlere danıştığını" iddia etti. Açıklamasında, Özal'ın Irak ve Suriye'deki ayrılıkçı liderlerle iletişim kurduğunu ve gizli görüşmeler yaptığını da öne süren Ecevit, "Ülkemizde ayrılıkçı akımların sözcülüğünü yapanlar, Cumhurbaşkanı Özal'ın verdiği işaretlerden yararlanarak cumhuriyet tarihimize ilk kez Türkiye Cumhuriyeti'nin adını da tartışmaya açıyorlar" dedi.

Cumhurbaşkanı Özal'ın İstanbul'u parçalayıp yok etmeyi amaçlayan tasarılar üzerinde çalıştığını, bu tutumuyla ülkede bir federal yapı oluşturma hayali kuranlara umut verdiğini öne

süren Ecevit, "Türkiye'nin batısında böyle bir düzenlemeye girildi mi hemen ardından, Türkiye'nin doğusuna da sıra geleceğini" kaydetti.

Türkiye'deki etnik sorunların Amerika ve İngiltere ile görüşülerek ve başka bazı Ortadoğu ülkelerindeki ayrılıkçı akımların liderleriyle gizli ilişkiler kurup pazarlığa girerek değil, kendi

içimizde çözümleneceğini vurgulayan DSP Genel Başkanı Ecevit, açıklamasına şöyle devam etti:

"Kaldı ki Türkiye'de etnik sorun diye gündeme getirilmek istenen sorun aslında, sosyal, ekonomik ve kültürel boyutlardan oluşan bir sorundur. Bu sorun büyük ölçüde Güneydoğu ve Doğu Anadolu'nun yarı feodal

yapısından, sömürü düzeninden, toprak ve gelir dağılımı adaletsizliğinden, geri kalmışlığından ve demokrasi rayından çıktıkça ağırlaşan devlet baskısından kaynaklanmaktadır."

DSP Genel Başkanı Ecevit, Cumhurbaşkanı Özal'ın kendi partisini, kendi kurduğunu hükümeti ve ailesini de parçaladığını öne sürerek "Ama ister doğudan, ister batıdan başlayarak Türkiye'yi de parçalamaya kalkıştı mı, ister oraya Asya, ister Anadolu, ister Balkan, ister Kafkas, ister Ortadoğu veya Afrika kökenli olsun Türk ulusu bir avuç ayrılıkçı dışında tüm üyeleriyle bunun karşısına dikilir" dedi.

Cezaevlerini boşaltalım

Özal koşullu af sözü verdi

Cumhurbaşkanı, 141, 142 ve 163'ün kaldırılacağını, böylece fikir suçlarının hapisten çıkacağını belirterek "Ancak şu anda cezaevlerinde olanlar için de infaz kanununu değiştirelim" dedi. Özal, Kürtçeye ilgili yasa tasarısının da hızla Meclis'ten geçirilmesini istedi.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Cumhurbaşkanı Turgut Özal, terör suçları da dahil olmak üzere cezaevlerindeki mahkûmların cezalarının ertelenmesini öngören bir ceza infaz yasası değişikliği ya-

pılması gerektiğini söyledi. Özal, Türk Ceza Yasası'nın 141, 142 ve 163. maddelerini yeniden düzenleyen "anti-terör yasası" hazırlıklarının tamamlanmasından sonra cezaevlerindeki fikir suçlarının serbest kalacağını belirterek "Bir daha aynı suçu işlememeleri kaydıyla öbür suçluların cezalarını da erteleyelim. İkinci kez aynı suçu işlerse cezalarını daha ağır çeksinler" dedi. Özal, yayınlara ilişkin her türlü yasağın da kalkması gerektiğini savundu.

Cumhurbaşkanı Turgut Özal, önceki gece Or-An'daki milletvekili lojmanlarında ve dün sabah TBMM'deki makamında ANAP milletvekilleriyle gruplar halinde sohbet etti. Bu sohbet sırasında Özal, Kürtçenin serbest bırakılmasına ilişkin yasa tasarısının hızla TBMM'den geçirilmesini istedi. "Bu kanundan korkmayın. Kendi memleketimizdeki Kürtlere serbestlik verirse, komşu ülkelerdeki Kürtler konusunda da daha rahat konuşabiliriz" diyen Özal, önümüzdeki günlerde TBMM gündemine getirilmesini istedi.

gi yasal değişiklikler konusundaki düşüncelerini de şöyle dile getirdi:

"Her türlü yayın yasağını kaldıralım. Zaten 141, 142 ve 163. maddeleri kaldırılan anti-terör yasasını hazırlıyoruz. Bunun yürürlüğe girmesiyle birlikte fikir suçluları, hatta basından mahkûm olanlar, hep si hapisten çıkacak.

Ama bir de şu anda cezaevlerinde olanlar için infaz kanununu değiştirelim, cezaevlerini boşaltalım. Hâkim, savcı, polis; güvenlik güçlerini öldürenler, onlara karşı suç işleyenler dışındakilere farklı davranalım. Diğer mahkûmların cezalarını bir defaya mahsus erteleyelim. Aynı suçu bir daha işlerse cezasını daha ağır çeksin. Halen yakalanamayanlar da müracaatları halinde bir defaya mahsus bundan faydalanabilirler. Gelsin teslim olup gitsinler. Ama bir daha suç işlerlerse cezalarını ikt-üç kat fazlasıyla çeksinler.

Infaz kanununu değiştirelim. Bu bir nevi af olsun, ama genel af değil de erteleme biçiminde gerçekleştirelim."

Cumhuriyet 30 Mart 1991

İngiltere ve ABD, Irak Kürtlerinin durumunun Güvenlik Konseyi'nde ele alınmasını istiyorlar

Kürt sorunu BM'ye gidecek

Körfez Savaşı'nın bitiminden sonra Irak Kürtlerinin durumunun BM Güvenlik Konseyi'nin gündemine alınması yönünde hazırlıklar yapılıyor.

YASEMİN ÇONGAR

ANKARA — Körfez savaşının bitiminden sonra Ortadoğu'da kurulacak yeni dengeler için Kürt halkının konuyu "belirleyici" bir rol oynayacak. Bölgede "yardımcı olmayan iki halk" olarak tanımlanan Filistinliler ve Kürtlerin geleceği konusunda Birleşmiş Milletler (BM) tarafından ele alınması doğrultusunda, ABD ve İngiltere'nin baskınlık yaptığı öğrenildi. Bu hazırlıklardan üst düzey temaslarda haberdar edilen Ankara, BM girişiminin "başsuz Kürt devleti"ni

yönünde olmaması ve Kürt terörizminin dışlanmasını istedi. BM girişiminin Türkiye'yi en çok ilgilendiren yönlerinden birini de, Musul'un statüsü ile ilgili yeni düzenlemelerin oluşturacağı belirtti.

Cumhuriyet muhabirinin güvenilir kaynaklardan edindiği bilgiye göre, Irak Kürtlerinin durumu konusunda ABD ve İngiltere'nin öncülüğünde yapılan bir dizi temas sonucunda, "Kürtlerin hakları konusunda savaşın sonu uluslararası platformlarda ele alınması" konusunda görüşbirliği sağlandı. Bu plana Iraklı

Kürt liderlerinin önemli bir bölümünün de taraftar olduğu ve "Savaş süresince karşılıklı yaratıcı etkinliklerden kaçınma sözüne karşılık, savaş sonrası istemlerinin BM Güvenlik Konseyi'nce desteklenmesi güvencesi aldıkları" belirtildi. Diplomatik kaynaklar, ABD ve İngiltere'nin savaş sonrasında Filistin ve Kürt sorunlarına birinci derecede ilgili ülkeler olarak eğileceklerini ve Kürtlerin hakları konusunda Güvenlik Konseyi'ni harekete geçireceklerini ifade ettiler.

Edinilen bilgiye göre, Irak Kürtleri konusunda "savaş sonrasında" yapılması planlanan uluslararası girişimler, Musul'un statüsünün yeniden ele alınması da içerecek.

Savaş sonrasında Kürt konusunun

uluslararası platformlarda ele alınması yönünde girişim yapılacağından "en üst" düzeyde haberdar edildiği öğrenilen Türkiye, bu çerçevedeki temel kaygı ve görüşlerini Londra ve Washington'a iletmiştir.

İki başkente de aktarılan başlıca mesajlar şöyle:

— Bölgede başsuz bir Kürt devleti, sadece Irak topraklarını değil, İran, Suriye ve Türkiye'yi de ilgilendirecektir. Biz buna yanaşmayız.

— Irak Kürtlerinin haklarının genişletilmesi yönündeki girişim bölgedeki Kürt terörizminin bütünüyle kınanması, dışlanması ve terörist yönetmelere başvuran gruplarla işbirliğine gidilmemesi önkoşuluna dayandırılmalıdır.

Cumhuriyet 31 Mart 1991

Halk

'Kürtçe'ye serbestlik' istiyor

ANKARA (Cumhuriyet Bülrosu) — Kürtçe konuşmanın serbest bırakılması hazırlıkları konusunda büyük kentlerde yapılan kamuoyu araştırmasında,

araştırmaya katılanların yüzde 56.27'sinin konuya sıcak baktığı saptandı. Araştırmaya katılan 2 bin 167 kişiden yüzde 33.87'si Kürtçenin serbest bırakılmasına karşı çıkarken, yüzde 9.92'si ise yanıt vermedi.

Türkish Daily News tarafından Ankara, İstanbul ve İzmir gibi büyük şehirlerde rasgele örneklemle metoduyla Kürtçenin serbest bırakılıp bırakılmaması konusunda bir kamuoyu araştırması yapıldı. Araştırmaya yüzde 33.6'sı kadın, yüzde 62.39'u erkek olmak üzere top-

lam 2 bin 167 kişi katıldı. Katılanların bir kısmı Kürtçe üzerindeki yasağın zaten geçersiz olduğunu belirtti. "Bulgaristan da yaşayan Türklerin Kürtçe konuşma hakları olması gerektiğini savunurken biz nasıl Kürtlerin Kürtçe konuşmasını yasaklarız" diye sordular. Katılmaya katılanların yüzde 41.12'si "zedeler" derken, yüzde 47.30 ise olumsuz yanıt verdi. Katılanların yüzde 11.50'si ise bu soruyu yanıtlamaktan kaçındı.

Araştırmaya göre Kürtçe konuşulmasının milli bütünlüğü zedeleyip zedelemeyeceği yolundaki soruya anket katılanların yüzde 41.12'si "zedeler" derken, yüzde 47.30 ise olumsuz yanıt verdi. Katılanların yüzde 11.50'si ise bu soruyu yanıtlamaktan kaçındı.

Cumhuriyet 31 Mart 1991

Kürdistan Demokratik Halk Partisi lideri Sami Abdurrahman'ın Cumhuriyet'e demeci :

Kürtlere özerklik tanınsın

İngiltere Dışişleri Bakanlığı yetkilileri ile görüşmelerde bulunmak üzere Londra'ya giden Sami Abdurrahman, Irak'ın parçalanmasının kimsenin gündeminde olmadığını belirterek "Umarım Türkiye'nin de gündeminde değildir" dedi. Abdurrahman, Türkiye'deki Kürtçe serbestisine ilişkin gelişmeleri "yalnızca bir adım" olarak değerlendirdi ve "Kürtlerin yarısı Türkiye'de yaşar. Neden Türkiye kendi Kürt halkına özerklik tanımasın" diye konuştu.

EDİP EMİL ÖYMEN

LONDRA — Irak Kürdistanı'nın özerklik kazanması amacıyla ortamın solunda bir siyaset izleyen 'Kürdistan Demokratik Halk Partisi' lideri Sami Abdurrahman, "Irak'ın parçalanması, Irak muhalefeti ve müttefikler dahil kimsenin gündeminde değil. Umarım Türkiye hükümetinin gündeminde de değildir" dedi.

Cumhuriyet'in sorularını yanıtlayan Sami Abdurrahman, Irak'taki 7 Kürt ve 1 Süryani partisinin geçen aralık ayında bir araya gelerek bir ortak cephe oluşturduklarını ve amaçlarının Saddam Hüseyin sonrasında Irak'ta demokratik ilkelere bağlı bir özerk yönetim kurmak olduğunu söyledi.

Türkiye'de yaşayan Kürtlerin sorunlarının çözümünün, Kürt halkının temsilcileri ile Türkiye hükümeti arasında yapılacak görüşmelerle sağlanması gerektiğini kaydeden Abdurrahman, "Her sorunun barışçı ve adil biçimde çözümüne görüşmelerle varılabilir" dedi.

Abdurrahman, Irak'ta kurmayı planladıkları özerk yönetim ile Türkiye'de terör eylemlerine girişen PKK arasında ilişki bulunmayacağını kaydederek "Biz hem örgüt hem siyasal amaç olarak Irak sınırları içinde çalışıyoruz. Türkiye'deki Kürt partileri ya da örgütleri de Türkiye Kürdistanı çerçevesinde faaliyet gösterir" diye konuştu.

İngiltere Dışişleri Bakanlığı yetkilileri ile geçen hafta görüşen Sami Abdurrahman, İngiltere'nin de Saddam Hüseyin sonrasında Irak'ta oluşturulacak yeni siyasal düzene Kürt halkının ne ölçüde katılacağı konusu ile ilgilendiğini vurguladı.

"Peşmerge doğdum, hayatımın sonuna kadar da peşmerge kalacağım" diyen, 1970'te Irak Kürtleri ile Saddam Hüseyin arasındaki anlaşma sonrasında 4 yıl süreyle hükümette "Kürt İşleri Bakanlığı" yaparak 1974'te istifa eden ve ülke dışına giden, ideolojik nedenlerle Barzani'nin "Kürdistan Demokratik Partisi"nden koparak 1981'de kendi partisini kuran ve "Geçen yıla kadar aralıklı olarak Irak Kürdistanı'nda bulunduğunu" söyleyen Sami Abdurrahman, sorularımızı şöyle yanıtladı:

—Saddam Hüseyin yönetimi sona erdiği takdirde, Irak Kürtleri, kendi yörelerinde bağımsız bir devlet kurma yönünde girişimde bulunacak mı?

ABDURRAHMAN — Irak Kürdistanı'ndaki bütün siyasal partiler halen "Irak Kürdistan Cephesi" adıyla bir ittifak içinde. Bizim, Irak'ın toprak bütünlüğünün parçalanması gibi bir isteğimiz yok. Irak'ın parçalanması, uluslararası düzeyde gündemde değildir. Müttefiklerin de böyle bir niyetleri olduğunu sanmıyorum. Umarım, Türkiye hükümetinin gündeminde de değildir. Biz, uluslararası ve bölgesel güç dengelerini dikate alıyoruz ve çocukça işler yapacak değiliz.

—Irak'ın parçalanarak bir Kürt devleti kurulması gündemde değilse, Irak'ta kurulacak herhangi bir yeni yönetimden Kürtlerin beklentisi ne olacak?

ABDURRAHMAN — Irak'ta oluşturulan ortak muhalefet demokratik bir program benimsedi. Seçim, insan haklarına saygı, çoğulculuk istiyoruz. Kürt sorununu adil ve barışçı biçimde çözmek için tüm muhalefet şimdi 1970 Anlaşması'nı kabul ediyor. Bu, Irak'ta ileride kurulacak bir yönetimin istikrarlı olmasını sağlayacaktır. Nüfusun yüzde 20'sini oluşturan Kürtler, siyasal bilince ulaşmıştır.

Özerklik sorunu

—O halde Irak'ta evvelce de işletmeye çalıştığımız özerkliği yeniden kurmaktan başka bir beklentiniz yok?

ABDURRAHMAN — Evet, Irak sınırları içinde bir özerklik ve Irak yönetiminde gerçek bir söz hakkımız olsun istiyoruz. Kürt nüfusa oranlı bir şekilde Irak yönetiminde temsil edilseydik, Irak, İran'ı işgale kalkışmazdı. Halepçe olmazdı, Kuveyt'e giremezdi. Buna izin vermezdik.

—Irak'ta bir Kürt özerkliği işlerlik kazandığı takdirde, böyle bir yönetimin, sınırın ötesinde, Türkiye'de yaşayan, ancak belirsiz bir süre içinde daha özerk yönetime sahip olabilecek soydaşlarına bakışı nasıl olacak?

ABDURRAHMAN — Beş ülkeye dağılmış olan Kürtlerin yarısı Türkiye'de yaşar. Neden Türkiye hükümetleri de kendi Kürt halkına özerklik tanımasın?

—Türkiye hükümetleri belki ileride böyle bir karar alsada dahi şimdilik böyle bir plan, resmen henüz gündemde değil. Özerk Irak Kürdistanı ile Türkiye’de Kürtlerin yaşadıkları, ancak özerk olmayan bölge arasındaki ilişki biçiminin nasıl olacağını düşünüyorsunuz? Özerk bölgenizin, sınırın öte yakasında baskı altında tutulan Kürt toplumuna ilişkin emelleri neler olacaktır?

ABDURRAHMAN — Hayal edilen ile siyasal gerçekler farklıdır. Elbette Kürdistan’ın diğer yörelerindeki kardeşlerimizin durumu ile ilgiliyiz. Buna hakkımız da vardır. Bundan da kimse alınmamalı, gocunmamalı. Türkiye hükümetlerinin baskıdan vazgeçme zamanı gelmedi mi? Türkiye, Avrupa Topluluğu üyeliği istiyor. Demokrat ve insan haklarına saygılı olmayı amaçlıyor. Kürt kültürüne de gerekli hakları tanımalı değil mi?

—Türkiye hükümetinin, Kürt diline ilişkin yasayı kaldırmasını bu yönde atılmış bir adım sayıyor musunuz?

ABDURRAHMAN — 12 milyon kişinin, kendi dillerini kullanmalarını yasaklamak, zaten çok gariptir. Halkın pek çoğu zaten köylüdür ve Kürtçeden başka dil bilmezler. Türkiye hükümetinin kararını doğru yönde

atılmış olumlu bir adım olarak görüyoruz. Ama sadece tek bir adımdır.

—Türkiye’nin Irak’ta Musul ve Kerkük yöresine müdahale edebileceğine ilişkin tartışmalar var. Böyle bir müdahale mümkün müdür? Yani, işler mi?

ABDURRAHMAN — Bu gerçek bir macera olur ve çok tehlikeli bir oyun olur. Bütün yörenin istikrarını altüst eder. İran ve Suriye bu konuda çok endişeli. Biz, Irak Kürdistanı’nda üç savaş yaşadık, üzerimize kimyasal silah atıldı, İran’la savaş oldu, şimdi Körfez savaşı. Buna bir dördüncüsü eklenmesini istemiyoruz. Araplar (Irak yönetimi) Irak Kürdistanı’nı Türklere kolayca bırakabilecek değildir. Ayrıca Kürtler de Türklerin bir müdahalesini istemez, çünkü Türkiye hükümetlerinin bugüne kadar Kürtlere davranışları olumlu değildir.

—İleride kurmayı düşündüğünüz özerk yönetim ile PKK arasında ilişki nasıl olacaktır? Her ne kadar PKK ile Irak Kürt partileri arasında bazı ideolojik farklılıklar bulunsa dahi, PKK’nın şimdiye kadar Suriye ve Irak’tan destek gördüğü biliniyor.

ABDURRAHMAN — Türkiye Kürdistanı’nda silahlı eylem, Türkiye’de yaşayan Kürt-

lere hakları tanınmadığı için baskı nedeniyle başladı. Buna çözüm, Türkiye’de yaşayan Kürt halkının, ülkedeki demokratik süreçte katılmasını sağlamak, insan haklarına saygılı davranmak, sosyal ve ekonomik gelişmeye fırsat tanımaktır. Kürt temsilcilerle görüşerek, konuşarak sorunları çözmeye çalışmaktır. Yoksa Türklere için ayrı, Kürtler için ayrı yasa çıkartarak değil... Irak’ta da silahlı eylem 1961’de baskı nedeniyle başlamıştı. Kimyasal silahlar da baskıcı hükümetler tarafından bu yollarla çözümediler. Sorunlar Kürt halkının temsilcileri ile demokratik yollarla ve görüşmelerle çözüldü.

—Geçen yıllarda Suriye ve Irak’tan şu ya da bu şekilde destek gören PKK’yı eğer sizin özerk yönetiminiz manen ya da madde-ten desteklemeyecekse ne olacak?

ABDURRAHMAN — Biz hem örgüt hem siyasal amaç olarak Irak sınırları içinde çalışıyoruz. Türkiye’deki Kürt partileri ya da örgütleri de Türkiye Kürdistanı çerçevesinde faaliyet gösterir. Irak’ta biz 1970 Anlaşması’nı yeniden hayata geçirmeyi amaçlıyoruz. Saddam Hüseyin ile 1970’te iki-üç ay durmadan tartıştık. Sonuçta bir karara vardık. Siz neden Türkiye’de bunu denemiyorsunuz? Her sorunun çözümü görüşmeden geçer.

Cumhuriyet 30 Mart 1991

Cumhurbaşkanı, ‘Savaştan sonra sofraya değil masaya oturacağız’ dedi

Özal: Harita değişecek

Cumhurbaşkanı Özal, “Saddam’ın sonu geldi. Savaştan sonra o bölgede harita değişecek. Yeni bir oluşum için birçok uluslararası konferans düzenlenecek. Biz de savaştan sonra sofraya değil, masaya oturacağız. Eğer Kürtçe konuşma serbestisi getiremezsek sıkıntıya düşeriz” dedi.

ANKARA (Cumhuriyet Bülrosu) — Cumhurbaşkanı Turgut Özal, 100’e yakın ANAP milletvekilini TBMM’deki makamında yine toplayarak Körfez savaşına ilişkin bilgi verdi ve Kürtçe konuşmanın serbest bırakılmasına destek istedi. Özal, Körfez savaşının 1-1.5 ay daha sürebileceğini, daha sonra bölgedeki harita değişikliği için masaya oturulacağını anlatarak “Biz sofraya değil, masaya oturacağız. Kürtçe konuşma serbestisi getirmezsek orada fevkalade sıkıntıya düşeriz” dedi. Özal, Türk Ceza Yasası’nın 141-142 ve 163. maddelerinin de kaldırılacağını, terör suçlarına ilişkin yasal düzenleme yapılacağını da açıkladı. Bazı ANAP milletvekilleri Kürtçe konuşmanın serbest bırakılmasına karşı çıktılar. Özal, 100 kadar ANAP milletvekili ile görüşürken Saddam Hüseyin’in artık

tükendiğini ve son çırpınılarını sergilediğini savundu. Özal, Körfez savaşının 1-1.5 ay içinde biteceğini, Türkiye’nin de yüzde 99 savaşın dışında kalacağını anlatarak şöyle konuştu: “Saddam elinde nükleer silah olduğunu söylüyor. Bunlar son çırpınıları. Ben elinde böyle bir silah olduğunu zannetmiyorum. Ama varsa belki bunu kullanmayı da deneyebilir. Fakat artık sonu gelmiştir. Savaştan sonra o bölgede harita değişecek. Yeni oluşum için birçok uluslararası konferanslar düzenlenecek. Mesele tartışılacak, masaya oturulacak. Sağda solda Türkiye toprak istiyor gibi laflar doluyor. Bizim Irak’ın bir karış toprağında gözümüz yok, biz sofraya değil, masaya oturacağız. O masada birçok demokratik ülke de yer alacak. Bize sormazlar mı senin 10 milyon vatandaşı var. Kendi ana-

dillerini konuşmuyorsun, bu bizi masada fevkalade sıkıntıya sokar.”

Özal, Suriye’de 1 milyon, Irak’ta 1.5-2 milyon dolayında Kürt olduğunu ifade ederek “Onlar sahiplenmeye kalkıyorlar. En fazla nüfus bizde. Diğer ülkeler sahipleneneğine ben sahipleneyim” şeklinde konuştu. Daha önceki Milli Güvenlik Kurulu ve Bakanlar Kurulu toplantılarında sorunun birkaç kez tartışıldığını anlatan Özal, bir MGK toplantısında Kürtçe yasasının kaldırılmasının gündeme geldiğini aktardı.

Daha sonra söz alan genel başkan adaylarından Mehmet Yılmaz, Helsinki ve Viyana sözleşmelerine göre herkeşin anadilini konuşabilmesi gerektiğini söyleyerek “AGİK İnsani Boyut Toplantısı seneye de Moskova’da yapılacak. Demirperde ülkeleri bile çok büyük serbestlik getirdi. Problem bir tek bizde kaldı” dedi. Yılmaz, bu sorunun halledilmemesi halinde Oslo’da kasım ayında yapılacak AGİK İnsani Boyut Toplantısı’nda Türkiye’nin zor durumda kalacağını savundu. Yılmaz, TCK’nın 141-142 ve 163. maddelerinin de kaldırılmasını istedi.

ANAP Ankara Milletvekili Rifat Diker, “Sadece Kürtçe konuşma değil yazma da serbest

birakılmalı” görüşünü savununca Özal, “Dur bakalım, şimdilik bununla yetinelim. İleride o da olur” karşılığını verdi. Özal, Kürtçe serbestisine ilişkin yapılacak düzenlemeyi şöyle anlattı:

“Yasada resmi dilin Türkçe olduğu vurgulanacak. Ve Kürtçenin nerelerde kullanılmayacağı sıralanacak. Kürtçe ile televizyon ve radyo yayını, eğitim ve kültürel faaliyetler yapılamayacak. Resmi yazışma dili olarak Kürtçe kullanılmayacak. Süreli yayınlar çıkartılmayacak.”

Milletvekilleri K. Tuğrul Coşkunoglu, Orhan Ergüder, Talat Sargın, S. Ahmet Dalkıran, M. Fuat Yazıcı Kürtçe serbestisine karşı çıktılar. Erdal İnönü’nün Kürtçe serbestisi önerisini reddeden TBMM Anayasa Komisyonu Başkanı Coşkunoglu, Kürtçe konuşma serbestisinin bölücülüğü teşvik edeceğini ve kötüye kullanılacağını kaydederek “Bir serbestiyi getirirsek Kürtlerin azınlık olduğunu da kabul etmiş oluruz. Çünkü dil azınlık haklarından biridir. Böyle yaparsak ileride diğer hakları da vermek zorunda kalırız. Arı kovanına çomak sokuyorsunuz” diye konuştu.

İstanbul Milletvekili Ergüder, “İleride Kürtçe okulda da res-

mi dairede de kullanılırsa ne olacak? Başka azınlıklar da var, Rumlar var, bunlar da aynı yöne giderse ne olacak" sorusunu yöneltti. Ergüder, PKK lideri Apo'nun bildirimlerini Kürtçe basacağını savundu.

Bunun üzerine söz alan eski Adalet Bakanı Necat Eldem, "O Türkçe de basıyor" dedi. Tokat Milletvekili Talat Sargın, dil serbestisinin azınlık hakkının tanınması anlamına geleceğini savundu. Yozgat Milletvekili Seyit Ahmet Dalkıran da "Yarın bunlar çıkıp da televizyon isterse, okul kuracağım derlerse, resmi yazışmaları Kürtçe yapacağım derlerse ne olacak? Dil serbest olabilir. Ama daha başka bir şey olamaz" görüşünü savundu. ANAP grup başkanvekillerinden Onural Şeref Bozkurt da konunun grupta tartışılmadan gündeme getirilmesinin yanlış olduğunu söyledi.

Cumhurbaşkanı Özal, bunun üzerine Kürtçe serbestisinin terör ve bölücülüğü teşvik edici bir yönü olmadığını kaydederek hükümetin terörizme ilişkin yeni bir yasal düzenleme hazırlayacağını söyledi. Özal, 141-142 ve 163'ün de kaldırılacağını belirterek şöyle konuştu:

"Endişelerinizi anlıyorum. Yayın yoluyla işlenecek suçlar ayrıca düzenlenecek. Terör suçlarının yayın yoluyla teşviki halinde çok ağır cezalar getirilir.

Ben bu meseleyi çok düşündüm. Doğrusu bu. Hiç endişelenmeyin, hükümetin getireceği yasa-yı destekleyin. Türkiye Cumhuriyeti güçlüdür. Hatta dışarıdaki bazı unsurların hamisi olacak kadar güçlüdür."

Özal, Körfez savaşına değinirken de SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'nün savaşa ilişkin politikasını değiştirdiğini savunarak "O da dönmeye başladı.

Politikasını değiştirdi. Ama iyi izleyin, Türkiye bu savaşa girmezse ki gireceğini zannetmiyorum, çıkıp diyecek ki ülkeyi savaşın eşliğinden biz döndürdük. Pay çıkarmaya çalışacak" diye konuştu. Özal, Körfez savaşının 1-1.5 ay süreceği tahmininde bulundu.

Cumhuriyet 31 Mart 1991

PKK davasında 3 idama onama

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Askeri Yargıtay, Suruç, Hilvan ve Siverek PKK davalarında yargılanan 3 sanık için verilen idam kararlarını onadı. Toplam 191 sanığın yargılandığı davalarda, aralarında 21 idam ve 6 ömür boyu hapis cezasının da bulunduğu 60 mahkûmiyet kararı ise bozuldu.

Askeri Yargıtay 5. Dairesi, 172 sanığın yargılandığı Hilvan-Siverek PKK davasında, 46 sanık için verilen mahkûmiyet ve beraat kararlarını onarken 88 sanıkla ilgili kararı bozdu. 34 sanık hakkındaki davaları zaman aşımı nedeniyle düşüren Askeri Yargıtay, 4 sanığın temyiz başvurularını ise reddetti.

Askeri Yargıtay 5. Dairesi, 172 sanığın yargılandığı Hilvan-Siverek PKK davasında, 2 idam, 2 ağır hapis cezası ile 42 beraat kararını onadı. Enver Şimşeksoy ve Mehmet Sait Üçlü adlı sanıklar hakkındaki idam kararları ile Esat Aytun ve Latif Tüysüz adlı sanıklar hakkındaki ağır hapis cezalarını onayan Askeri Yargıtay, şu 21 sanık hakkındaki idam kararlarını ise çeşitli nedenlerle bozdu:

"Salih Oğaç, M. Emin Armutlu, İrfan Babaoğlu, Mehmet İzzet Baykal, Mehmet Fahri Çiftkuş, Celalettin Delibaş, İrfan Güler, Mustafa Güneş, Hamit Kandal, Ömer Kandar, Cuma Karaçalı, Bedrettin Kavak, Ali Yaverkaya, Ali Kılıç, Salih Kubat, Ramazan Ödemiş, Yılmaz Uzun, Erkan Uzun, Ali Oruç, M. Ali Artuk, Remzi Avcı."

Haklarındaki ömür boyu hapis cezaları bozulan 6 sanığın adları da şöyle:

"Ahmet Karavar, Kazım Kılıç, Mehmet Kızılaslan, Sinan Şanda, Hikmet Tüysüz, Ahmet Yavuz."

سيناريو في انقرة عن كونفيدرالية تركية - كردية - عربية بعد الحرب سياسة أوزال تجاه الاكراد تبرك المؤسسة الحاكمة والرأي العام في تركيا

دعم اميركي - بريطاني
من جهة اخرى اعتبرت صحيفة «جمهورية» ان فكرة الكونفيدرالية تدعمها الولايات المتحدة وبريطانيا كذلك القيادات الكردية في العراق. لكنها اضافت ان هذه القيادات تصر على ان الكونفيدرالية يجب ان تكون في اطار دولة عراقية مستقلة غير مرتبطة بتركيا او باي دولة اخرى في المنطقة. كما ان معلقين اترك اشاروا الى ان فكرة كونفيدرالية تضم فيها تركيا لا بد انها ستثير ردود فعل عنيفة من جانب ايران وسورية الدولتين الجارتين اللتين تضمان اقلية كردية ايضاً وأن تقبلاً بتقسيم العراق. ناهيك عن تحويله كونفيدرالية مع تركيا. اما الحركات الكردية في تركيا فهي تعارض بقوة فكرة كونفيدرالية اوزال. وكرت

الحزب. وافادت «ميليت» اول من امس، ان اوزال الذي ابلغ الى الاميركيين ان انقرة لن توافق ابداً على اقامة دولة كردية مستقلة شمال العراق اقترح عليهم بدل ذلك فكرة الكونفيدرالية وامكان انضمام تركيا اليها، وان واشنطن وافقت على ذلك لانها لا تستطيع التفريط بالحليف التركي المهم. وأشارت الصحيفة الى ان اوزال يرى تيريراً منطقياً لانضمام تركيا الى هذه الكونفيدرالية التي يجب ان يكون فيها مكان للتركمان (التركمان) الذين يشكلون اكثرية السكان في محافظتي كركوك والموصل، كما تؤكد «ميليت». ويذكر ان ارقاماً نشرت غير مرة في تركيا تشير الى ان عدد التركمان في العراق يبلغ مليون نسمة. ونسبت الصحيفة الى مصادر سياسية في انقرة ان هذا السيناريو يصبح ممكناً في حال اسفرت الحرب عن انهيار الكيان العراقي.

الصحافة التركية) محتملة تقام في العراق بعد الحرب، ذكرت صحيفتان على الاقل تحظيان بالاحترام هما «ميليت» و«جمهورية»، ان القرار الذي فرضه اوزال على الحكومة في ٢٥ من الشهر الماضي في شأن رفع الحظر على التكلم باللغة الكردية خلق «توتراً» في الحكومة التي يرأسها يلدرم اكبولوت، الذي نقلت عنه «جمهورية» قوله انه قد يجد صعوبة في إعادة انتخابه نائباً عن دائرته في محافظة اريزنجان القومية المحافظة. وأوضحت «ميليت» ان الرئيس التركي طلب من النواب الاعضاء في حزب الوطن الام الحاكم ان يتحدوا في دعم قرار الحكومة، لكنهم شكوا من انهم ابلغوا بالقرار بعد اقراره من جانب الحكومة. واثار ذلك احراجاً جديداً لاكبولوت الذي لم تمض سوى ايام على تعهده لنواب الحزب الحاكم ان الحكومة لن تتخذ اي قرار مهم قبل مناقشته داخل الكتلة البرلمانية



□ ديار بكر (جنوب شرق تركيا) - من كامران قره داغي:

■ احدثت السياسة الجديدة للرئيس تورغوت اوزال تجاه الاكراد ارتباكاً في المؤسسة الحاكمة والرأي العام في تركيا واثارت جدلاً واسعاً في الاوساط السياسية والصحافية والشعبية وفيما تتحدث اوساط في انقرة عن سيناريو لاوزال لانضمام تركيا الى كونفيدرالية تركية - كردية - عربية (وفقاً للتسلسل الذي اعتمدته

رقي تركيا قرب بحيرة وان) وتشتهر بالطريقة النقشبندية، وهو مثقف واسع الاطلاع وتلقى تعليمه العالي في الولايات المتحدة ويوجد لغات عدة.

واثناء اجتماع مجلس الوزراء في ٢٥ من الشهر الماضي دار النقاش الرئيسي الذي استغرق اكثر من ثلاث ساعات بينه وبين جميل تشيتشيك وزير الدولة الذي عارض القرار واعتبر انه «يشجع الانفصاليين على الضغط من اجل مزيد من التنازلات. وقال ان المنظمات اليسارية في المناطق الجنوبية الشرقية ستصعد نشاطاتها، ولذا يجب ان تبدي انقرة حذراً وتتمتع في العواقب المحتملة لمثل هذا القرار. وايد هذا الرأي وزير آخر للدولة هو مصطفى تاشغار. لكن اينان اصصر على ان الحظر على استخدام اللغة الكردية يجب ان يرفع بل انه كان يجب عمل ذلك قبل وقتاً طويلاً. واستغرب كيف يمكن ان يؤدي التكلم باللغة الام الى تعزيز النزعات الانفصالية.

واللافت ان اوزال الذي حضر الاجتماع لم يتدخل في النقاش الا في النهاية ليحسمه بقيني رأي اينان. وبعد يومين من اعلان القرار ايد الرجل الذي كان اصدر عام ١٩٨٢ القانون الرقم ٢٩٢٢ في شأن تحريم التكلم بالكردية وهو الجنرال كنعان اغبرن رئيس الجمهورية المتقاعد وزعيم الانقلاب العسكري لعام ١٩٨٠. لكنه اعتبر في الوقت نفسه انه يجب الا يسمح ابداً بتدريس اللغة الكردية في المدارس ووصف اجراء كهذا بأنه «خطر». وقال ان رفع شعارات او تعليق ملصقات باللغة الكردية في اثناء التظاهرات والتجمعات امر خطر ايضاً.

الفيدرالية... حلم

صحيفة «ميليت» اعتبرت خطة اوزال لـ «الاصلاحات الكردية» ايداناً ببدء عملية لتحويل تركيا الى دولة طبيعية في المنطقة واقوى حليف فيها للولايات المتحدة الاميركية واوروبا الغربية. وقالت ان اوزال «ضغط على الزر فعلاً» وان التطورات المقبلة كفيلة بان تنهي كل المشاكل المتعلقة بالديمقراطية وحقوق الانسان في تركيا. وتابعت ان فكرة الفيدرالية التركية - الكردية - العربية تدخل في اطار عملية التغيير الجذري لتركيا.

لكن «ميليت» ختمت تعليقها على هذه الصورة الوردية المستقبلية باستدراك حكيم جداً وضعت على لسان «ديبلوماسي بريطاني في انقرة» قال فيه ان كل هذه السيناريوات عن الكونفيدرالية ستنتاشي وتبقى مجرد احلام اذا قرر صدام ان ينسحب الآن من الكويت.

ويجوز ان نضيف ان خطة «الاصلاحات الكردية» في تركيا ستذهب هي الاخرى ادراج الرياح مع حلم الكونفيدرالية...

«جمهورية» ان هذه الحركات تعتبر موافقة واشنطن ولنن عليها ترضية من جانب الغرب لتركيا التي تلعب الآن دوراً مهماً في التحالف المناهض للعراق.

وفي هذا الاطار نقلت صحف تركية تصريحات ادلى بها جلال طالباني رئيس الاتحاد الوطني لكردستان المعارض في العراق لوكالة الانباء الهولندية رحب فيها بقرار الحكومة التركية رفع الحظر عن التكلم بالكردية، لكنه حذر انقرة من ان العواقب ستكون خطيرة اذا كان هذا القرار مجرد لعبة سياسية لارضاء الاكراد في هذا الظرف.

ويشير توقيت اتخاذ القرار في شأن اللغة الكردية ارتياب الاكراد في تركيا. ويرى كثيرون ان صيدوره في هذا الوقت مرتبط بظروف الحرب مما يضعف صدقية النيات التركية تجاه الاكراد. ويؤيد هذا الرأي معلق سياسي تركي معروف في صحيفة «ميليت» هو يالتشين دوغان الذي كتب في مقال افتتاحي السبت الماضي ان المهم ليس القرار الذي هو مجرد اقرار بالامر الواقع، وانما توقيته. وأكد ان هذا التوقيت املته الحرب. وقال ان «تركيا لا تقود سيارتها بنفسها، بل ان الاميركيين هم الذين يقودونها»، ملمحاً الى ان الاتجاه الجديد للتخفيف من القيود المفروضة على الاكراد تفرضه واشنطن على انقرة. وخلص الى القول انه لولا الحرب لما اقدمت انقرة على اتخاذ قرار السماح بالتكلم بالكردية والتفكير بتحقيق ما ذكر انه خطة «اصلاحات كردية» سيعلنها الرئيس اوزال قريباً.

«اصلاحات كردية»

وتتضمن الخطة التي يتوقع على نطاق واسع ان تعلن الحكومة تفاصيلها قريباً الغاء ثلاث مواد في القانون التركي هي المادة ١٤١ التي تحرم الترويج للنزعات الانفصالية والمادة ١٤٢ التي تحرم الدعوة الى الافكار الشيوعية والمادة ١٦٢ التي تحرم الدعوة الى تطبيق احكام الشريعة الاسلامية. وهذه المواد اعتمدت منذ تاسيس الجمهورية التركية عام ١٩٢٢. وتثير هذه «الخطة» جدلاً في المؤسسة الحاكمة فيما خلقت وضماً متوتراً في لجنة الدستور في البرلمان وفي الحزب الحاكم. ودعا محمد كيتشيتشيلر وهو وزير للدولة وعضو نافذ في الحزب الحاكم، كونه نائباً عن قونيا وسط تركيا وتعتبر مركزاً دينياً وقومياً تركياً تقليدياً قوياً، الى اجراء استفتاء عام على الغاء هذه القوانين.

ويشن هذا الوزير ووزيران اخران على الاقل حملة على النيات الرامية الى اعطاء الاكراد بعض الحقوق. لكن اعضاء بارزين في الحزب الحاكم حذروا هؤلاء من الاستمرار في انتقاد كامران اينان وزير الدولة المسؤول عن مشروع الدستور الذي يعتبر رجل اوزال في الحكومة وكان تزعم الدفاع عن القرار الذي طرحه الرئيس التركي في شأن اللغة الكردية. واينان رئيس قبيلة كردية معروفة في بتليس (جنوب

اعتراض على اقامة دولة كردية أوزال: سنرد على أي هجوم عراقي



الرئيس التركي تورغوت اوزال

وأخيراً أكد الرئيس التركي ان بلاده «لا تريد اي جزء من الاراضي العراقية وانها تعترض بشدة على اقامة دولة كردية مستقلة في شمالي العراق».

مدريد - ا.ف.ب: أعلن الرئيس التركي تورغوت أوزال انه اذا هاجم العراق تركيا «بصاروخ سنرد بسلاح الجو وليس بسلاح المشاة».

وأوضح في حديث صحافي نشر في مدريد انه اذا تعرضت تركيا للهجوم فان السلطات «ستبحث الوضع وربما تبدي ضباطاً للنفس، ولا اعتقد ان هجوماً بسيطاً سيحملنا على دخول الاراضي العراقية».

ويبرر أوزال استخدام القوات الدولية لقاعدة «انجريك» مستنداً الى المادة الثالثة من قرار مجلس الامن رقم ٦٧٨ الذي يجيز استخدام القوة لاجراء العراق من الكويت والذي ينص على ان جميع الدول الاعضاء في الامم المتحدة يجب ان تقدم مساعدتها الى الدول المشاركة في هذا العمل.

ومن جانب آخر أكد أوزال «ان تركيا ستدافع عن نفسها بمفردها اذا اعتدى العراق عليها، ولكنه اشار الى «انه يتعين، بموجب المادة الخامسة من ميثاق حلف شمال الاطلسي، على اعضاء الحلف ان يخفوا الى نجدة تركيا ويهاجموا المعتدي». وأضاف ان تشكيل القوات المساندة لتركيا يتوقف على القرار من الحلف الاطلسي - ولن نقول ما هي البلاد التي يمكن ان تدخل في عداد هذا التشكيل، واقول بكل وضوح انه اذا كانت هناك دولة لا تريد مساعدتنا فلن نطلب منها المساعدة».

مسؤولون عسكريون: ٢٠٠ طائرة عراقية في ايران

بان عدد الطائرات العراقية في ايران يصل الى مئتي طائرة» بين مقاتلات حربية وطائرات نقل وطائرات مدنية. وقال بيقر ان هناك عدداً من طائرات الخطوط الجوية العراقية من بين هذه الطائرات من ناحية ثانية ذكرت اذاعة طهران ان وزارة الخارجية الايرانية نفت امس الخميس المعلومات الصحافية التي ذكرت ان طهران سمحت لطائرة نقل عراقية هبطت فوق ارضها بالعودة الى العراق.

طيار عراقي يطلب لجوءاً في ايران

طهران - رويتر: ذكرت اناباء ايرانية ان طياراً عراقياً هبط بطائرة ركاب في ايران منذ اسبوعين وطلب حق اللجوء. ونسبت صحيفة «كاهان» هافاي» الاسبوعية الموجهة للقراء الايرانيين في الخارج الى «مصادر موثوق بها» قولها ان الطيار هبط في «رشت» بالقرب من ساحل بحر قزوين في ١٨ يناير (كانون الثاني) الماضي، وطلب حق اللجوء. وقالت الصحيفة انه لم يتضح ما اذا كانت الطائرة تحمل ركاباً.

لندن - رويتر: ا.ف.ب: قال مسؤولون عسكريون في الشرق الاوسط ان عدد الطائرات المقاتلة وطائرات النقل التي هربت الى ايران قد وصل الى ٢٠٠ طائرة.

ولم تذكر شبكة «سكاي» البريطانية التلفزيونية التي نقلت الخبر اي تفاصيل اخرى.

وذكرت تقارير عسكرية ان هذه الطائرات تضم صفوة قوة العراق الجوية، ومنها طائرات سوفياتية الصنع من طراز «ميغ ٢٩» و«سوخوي - ٢٤»، وطائرات

«ميراج» الفرنسية الصنع، بالإضافة الى طائرتين من طراز «عدنان» التي يملك العراق ثلاثاً منها وهي نسخ معدلة من طائرة الاسـتـجـلـاع «اي. ال ٧٦٠» السوفياتية الصنع. من جهة ثانية رأى رئيس تحرير «مجلة «جاينز» ديفنس» الاسبوعية بول بيقر ان عدد الطائرات العراقية الموجودة حالياً في العراق ربما وصل الى مئتي طائرة. وأوضح بيقر: لقد حصلنا على معلومات من مصادر حسنة الاطلاع في الولايات المتحدة وأوروبا والشرق الأوسط. وأضاف في حديث لوكالة «فرانس برس» امس: «لدينا اسباب كافية للاعتقاد

Al-Hayat 1er février 1991

اغتيال جنرال في أنقرة يعزز المخاوف من الارهاب

تركيا على عتبة دخول الحرب والحشود على الجبهة متواصلة

اهداف المنظمات اليسارية واليمينية تتطابق، للمرة الاولى، في معارضة اشتراك تركيا في الحرب. وتحدث اوساط عن اتصالات بين هذه المنظمات لتنسيق نشاطاتها في هذا المجال ويذكر ان تظاهرات الاحتجاج التي وقعت الجمعة الماضي شارك فيها يساريون ويمينيون في صورة منفصلة ومن دون اتفاق سابق، كما يؤكد مسؤولون في حزب الرفاه الاسلامي الذي يعتبر من اكثر الجهات المنظمة لحملة الاحتجاجات نشاطاً.

الخفي والجبهة التركية وبينما أبرزت صحف تركية أسس معلومات نقلتها عن «وكالة الجمهورية الاسلامية للانباء» الإيرانية الرسمية مفادها ان العراق نقل الى الحدود مع تركيا منصات متحركة لصواريخ «سكود». اعتبر محللون ومراقبون اترك ان الهجوم العراقي على مدينة

وكان اخرها اغتيال ضابط كبير في انقرة ليل الاربعاء - الخميس هو الجنرال خلوصي ساين القائد السابق لقوات الدرك في ديار بكر التي استقبلت النبا بارتياح اذ يعتبر سكانها هذا الجنرال مسؤولاً عن اجراءات قمعية وعمليات تعذيب في المنطقة الجنوبية الشرقية التركية. ومع ان منظمة «ديف سول» التركية اعلنت مسؤوليتها عن اغتياله، فإن اشاعة انتشرت سريعاً في ديار بكر مفادها ان حزب العمال الكردي هو الذي نفذ العملية انتقاماً.

دخلت غرف كثيرة في فنادق ديار بكر أمس من شاغليها المرسلين الأجانب الذين توجهوا الى اسطنبول التي يتوقع ان يجري فيها اليوم أكبر تظاهرات الاحتجاج، وربما اشتباكات وأعمال عنف واسعة النطاق بعد انتهاء صلاة الجمعة. إلا ان مراقبين يقولون ان سلطات الامن التركية مستعدة لكل احتمال. ويزيد قلق السلطات الامنية ان

□ ديار بكر (جنوب شرقي تركيا) - «الحياة»:

■ توقع سليمان ديميريل رئيس حزب «الطريق الصحيح» التركي المعارض ورئيس الوزراء السابق ان تدخل بلاده «حرباً ساخنة في أي لحظة»، فيما تستمر القوات التركية في تجميع القوات والمعدات الحربية على الحدود مع العراق.

وكان ممكناً حتى أمس مشاهدة قوافل عسكرية تضم عدداً كبيراً من الآليات المختلفة على الطرق المؤدية الى المناطق الجنوبية - الشرقية. وزاد الى حد كبير عدد الشاحنات الكبيرة المتجهة الى هذه المناطق حاملة دبابات. وتشمل المعدات أيضاً آلات ضخمة للحفر مما يشير الى تحضير الخنادق والاستحكامات. وتتشعر السلطات بقلق شديد من جراء تزايد أعمال الاغتيالات والانفجارات، خصوصاً في مدن اسطنبول وانقرة وازمير واصله.

اتخذت في الفترة الاخيرة اجراءات مشددة لمنع الثوار التابعين لحزب العمال الكردي (في تركيا) من شن هجمات من قواعدهم في الأراضي السورية على القوات التركية في المنطقة الجنوبية الشرقية.

وكتب من ديار بكر عصمت إيمست مندوب صحيفة «دايلي توركيش نيوز» الذي تصنر في أنقرة ان تغير الموقف السوري كان نتيجة للتقارب بين دمشق وواشنطن، اضافة الى ان تزايد الضغط العسكري التركي الناتج عن تعزيز حشود القوات في المناطق الحدودية على الثوار جعلهم غير قادرين على عبور الحدود من سورية لتنفيذ عمليات قتالية.

وأضافت هذه المصادر أيضاً ان السوريين منعوا بالفعل في الفترة الاخيرة ثواراً اكراد من العبور الى الأراضي التركية واحتجزت مجموعة كانت تحاول العبور في قارب مطاط عبر نهر نجلة. وقد تلقى حزب العمال الكردي إنذاراً شديداً من السلطات السورية بوجود وقف كل نشاطاته المسلحة ضد تركيا «في الوقت الحاضر».

ومع ان من وصفتهم الصحيفة بـ «خبراء الارهاب» في انقرة ليسوا متفائلين جداً بالاجراء السوري، لكن الاعتقاد السائد في العاصمة التركية هو ان دمشق ستمنع حتى إشعار آخر الثوار من استخدام اراضيها لشن هجماتهم على القوات التركية حرصاً منها على الحفاظ على علاقات التفاهم الجديد بينها وبين واشنطن. ويرى هؤلاء الخبراء ان الامتحان الحقيقي لنيات السوريين هو اقدمهم على الخلاق معسكرات التدريب التي كانوا اقاموها للثوار الاكراد في وادي البقاع اللبناني، وكذلك طردهم من اراضيهم عبدالله عوجلان زعيم حزب العمال الكردي.

الخفي على الحدود السعودية - الكويتية قد يشكل ضغطاً اضافياً يستخدمه الرئيس تورغوت اوزال لفتح الجبهة التركية - العراقية بشن هجوم بري على العراق.

وفي هذا الاطار اشارت الصحف التركية امس أيضاً الى إمكان الموافقة على نقل دمشق طائراتها الى قواعد جوية في تركيا لحمايتها في حال هجوم عراقي محتمل على سورية. ورأى ارتوغرول اوزغوك المعلق السياسي لصحيفة «حريت» ان هذا الاحتمال وارد ويصبح أكثر واقعية كلما ازداد التأييد الذي تقدمه دمشق الى قوات التحالف خصوصاً سماحها للطائرات الأميركية المنطلقة من قواعد تركية بالمرور عبر الاجواء السورية لقصف اهداف في العراق.

وأشار المعلق في هذا الصدد الى «الغموض الكامل» الذي لا يزال يحيط بالزيارة التي قام بها تورغاي اورتشيري نائب وزير الخارجية التركي للعاصمة السورية قبل اسبوع من بدء الحرب. وربط هذه الزيارة بالنبا السوري.

وفي هذا الاطار أيضاً اعتبر المعلق ان سياسات الرئيس صدام حسين تظهر بوضوح للدول المجاورة الثلاث تركيا ويران وسورية كم كانت سياساتها العسكرية خاطئة. ودعا هذه الدول الى تبني استراتيجيات جديدة بعد انتهاء الحرب تقوم على التعاون والتنسيق بينها على اساس الثقة المتبادلة، وذلك لتجنب تكرار هذه الاخطاء المأسوية.

دمشق والثوار الاكراد
على هذا الصعيد أيضاً افادت معلومات لمصادر تركية في ديار بكر ان سورية

سجل جرائم صدام في شمال العراق

اعدامات جماعية للأطفال والنساء والشيوخ
احراق متعمد للغابات وطمر ينابيع المياه الطبيعية

منذ الجرائم التي مرت بعدة مراحل بما في ذلك:

- حرب عسكرية مباشرة، والتصفية الجسدية بالجملة، والأسلحة الكيميائية، وهدم القرى والقصبات لانتزاع السكان من مناطقهم الأصلية.
- حرب نفسية للاذلال وتحطيم روح المقاومة والكفاح.
- حرب التجويع وتعطيل القدرات الجسمية والفكرية للملايين الناس المحشورين حشراً في المجمعات أو المدن الكبيرة وأحيائها الفقيرة بدون عمل أو أي مصدر للرزق.
- إزاء هذا الواقع غير الانساني يطالب السيد مسعود البارزاني بـ:
 - فضح هذا الواقع الاليم الذي يزداد سوءاً لحماية المواطنين الأكراد داخل العراق، وإيقاف أفعال السلطة في انتهاكات حقوق الإنسان الغربي والاجتماعية والسياسية.
 - المطالبة بتحقيق الحرية للمتقلين السياسيين في العراق على اختلاف انتماءاتهم السياسية والفكرية، والكشف عن مصير العدد الهائل من الأكراد الذين اختفوا منذ العام ١٩٨٠ وحتى اليوم، ووضع حد للحالة العيشية المزرية للمواطنين المغلوبين على أمرهم في المجمعات السكنية القسرية، وانتشالهم من البطالة والجوع والعطش.
 - هذه المطالب جزء هام من دعوة مسعود البارزاني التي يرفعها اليوم من أجل انقاذ العراق مما آلت اليه بسبب النهج الدكتاتوري للنظام الارهابي الصدامي، وفي سبيل إقامة دولة القانون، ودولة حقوق الإنسان والحرية في العراق.

الفترة العام للتسوية في العراق، حيث يبيع تقريباً لكل الرجال في العراق أن يقتلوا ما يشاؤون من النساء... وهو أشبه بالقرارات الصادرة من قبل سفاح كردستان (علي حسن الجيد) أثناء حملاته العسكرية على الأكراد حيث كان يبيع و يقتل كل انسان وحتى كل حيوان، ونهب وحرق ما يشاؤون! وجهان لنهج واحد في التفكير وتصوير الحياة: وهو أن لصدام حسين الحق في إبادة أي شكل من أشكال الحياة على أرض الرافدين، سواء اتخذت الحياة صورة انسان، أو صورة حيوان، أو صورة شجرة، فقد احترقت القوات الصدامية آلاف الكيلومترات المربعة من الغابات الطبيعية والبساتين والمزارع وطمرت الينابيع وفجرت الكهوف، وخربت الطبيعة الخلابة في العراق تخريباً مريعاً.

وهذا التخريب يعتبر بحد ذاته جريمة بحق الجيل العراقي الحالي والأجيال المقبلة، وبحق الإنسانية في النقلة، لأن أي اخلال بالتوازن البيئي (الايكولوجي) في أي مكان ينعكس سلباً على المناخ في الكرة الأرضية.

إن ما يجري في العراق في ظل سلطة صدام هي عملية إبادة بشكل آخر عن طريق التجويع والاذلال مما دفع بعض الشباب إلى الانتحار، كما يقول السيد مسعود البارزاني رئيس الحزب الديمقراطي الكردستاني ورئيس الجبهة الكردستانية العراقية، وذلك جانب آخر أو فصل آخر من الحرب ضد الأكراد،

الطرق والشوارع العامة مستحجدين المارة.

ليس من العار أن تتحول الحياة في بلاد غنية إلى مثل هذا الانحطاط الاجتماعي؟! ففي ظل هذا الماتم البشري الواسع تضيق كافة حقوق الانسان الطبيعية الأخرى. حق الامومة، حق الطفولة، حق التأهيل، حق التنقل والسفر وغيره، بينما لا يمتلك المواطن حرية التعبير ليرفعوا اصواتهم بالشكوى!

لوحظ بعد انتهاء الحرب العراقية-الايرائية ان السلطة العراقية سمحت بهامش حرية التعبير عن بعض الهموم والمشاكل الاجتماعية والمعاشية، وإذا باعده وصفحات العديد من الصحف اليومية تمتلئ، بشكاوى عجيبة عن الغلاء الفاحش للأسعار وندرة بعض السلع، ولكن هذه الهموم اساساً هي هموم الفئة المسورة نسبياً، وأما الطبقات المحرومة التي هي اليوم اوسع نسبياً - من أي وقت مضى، فتشكروا من حاجات جديّة تكاد تندرج في باب «حاجة البقاء» ويبلغ سوء العيش في العراق بفئات من المجتمع العراقي إلى حد التسول بشكل واسع إضافة إلى تفشي الجرائم وانحلال العلاقات العائلية والاجتماعية.

ويصور تحت سطح الحياة في العراق توتر اجتماعي شديد تحاول السلطة اخفاؤه، كذلك قمعها بأساليب مختلفة منها قانونها الجائر تحت واجهة (قانون محاربة الزنا)، وهو قانون يبيع

الذين من عند القابح ممنوع التبريلكافي

التصفية الجسدية هي مجرد شكل من اشكال اذلال الأكراد في العراق! التصفية بالأعدامات الجماعية، بالسلاح الكيميائي، بالتشريد، وهدم المنازل والقرى، والقصف وغيرها من اساليب العنف والابادة ليست سوى اشكال من الاذلال الذي يتم بأشكال أخرى، غير منظورة أو غير محسوسة في أرض الكرد داخل العراق.

وسواء في العراق ككل، أو في كردستان العراق وحدها، يجري الحديث غالباً عن انتهاك جانب واحد من حقوق الانسان، وهي الحقوق السياسية إضافة إلى الاعمال الصارخة المعروفة للإبادة كاستخدام الأسلحة الكيميائية وهدم آلاف القرى.

قبل الكثير عن الأعدامات، أو الموت تحت التعذيب، لأسباب سياسية في مختلف أنحاء العراق بما فيها كردستان.

وقيل الكثير عن انتهاك الحريات العامة وحجبها عن العراقيين عربياً واكراداً وأقليات، وقيل الكثير أيضاً عن التهجير قسراً، وعن مصير آلاف المعتقلين السياسيين وعن ضحايا الحرب في كردستان العراق.

أما عن مدى انتهاك حقوق الإنسان الاجتماعية وصورها الاليمه جداً فقلنا جرى الحديث، أو جرى بانتصاب. ماذا عن حق السكن؟ هل للعراقيين حق في السكن الذي تنتهكه السلطات كل يوم؟ وهل للأكراد - أي حق في السكن بينما يجري هدم منازلهم بعشرات الآلاف، ويجبرون جماعياً على السكن في أماكن أخرى؟ وماذا عن ظروف السكن أيضاً؟ لاسيما مئات الآلاف من أهالي القرى التي مسحت من الأرض، وأسكنوا قسراً في مجمعات وقرى «عصرية» تفتقر إلى الخدمات، وحتى إلى مياه الشرب، حيث ينقل الماء بسيارات التانكر، وكل ٢٠٠ - ٤٠٠ غائلة سيارة تانكر واحدة.

وماذا عن حق الصحة والخدمات الطبية؟ هناك مجمعات سكنية يسكن فيها ما بين ٢٥ - ٣٠ ألف نسمة، ليس فيها سوى صيدلية أو مركز صحي، بينما فيها (٥ إلى ٦) بوائز قومية متخصصة بمراقبة وملاحقة وأرهاب الناس مثل دوائر الأمن والمخابرات، ومنظمة الحزب، ومنظمات الشيعية وغيرها التي تقوم عملياً بنفس الدور.

وماذا عن حق التعليم في هذه المجمعات «العصرية»؟ حيث قللة المدارس، وحيث لكل ٤٥ - ٦٠ طالبا معلم واحد، إضافة إلى افتقار الآتية الدراسية إلى المرافق المادية للتعليم والرياضة.

وماذا عن حق العمل؟ في حين تخيم البطالة ككابوس رهيب ويقضي الناس حياتهم في عطالة مقفرة، تلازمها ظاهرة التسول، كما هو الحال في المعسكرات المقامة بجانب المدن حيث يخرج يومياً ما بين الف إلى ١٥٠٠ امرأة واطفال رث الثياب وأحياناً حفاة، ليتوزعوا على



ضحايا من الأكراد العراقيين بعد الهجوم عليهم بالغازات السامة سنة ١٩٨٨

القرارات والعقوبات الاقتصادية التي فرضها مجلس الامن على العراق، تتوارد معلومات مفادها، ان النظام العراقي يجيز هنا وهناك في بعض المناطق في كردستان المهجورة المحرمة للفلاحين بالتوجه الى حقولهم السابقة لحرثها وزرعها والعودة الى المعسكرات مساء!

- ان الدوافع الحقيقية وراء هذه الخطوة غير المعلنة، هي الازمة الاقتصادية والحصار التجاري المطبق على العراق، فالنظام يتوجه صوب كردستان للراب الصدع، وادراكاً منه للدور المتميز الذي يمكن لكردستان اداؤه بوجه هذه الازمة.

ان هذا التوجه يثبت - بشكل مباشر - اعتراف النظام الصدامي بما اقترفه من ظلم واعتداء كبيرين بحق هذا الجزء المهم من بلاد وشعب العراق، كردستان وشعبها.

لكن هل يتحقق للعراق ما يجب ان يتحقق له لمواجهة الوضع الناشئ، بهذه الصورة من التوجه المحدود وضيق الافق؟

ان الشعب العراقي واقتصاده الوطني يدفعان ضريبة سياسات النظام وثمان الحرمان من ثروات ومنتجات كردستان، لم يسبق للعراق ان مر باوضاع صعبة كالتالي يمر بها، فاليوم ونتيجة لغزو الكويت واحتلالها، اصبحت دول العالم بأسرها ملزمة بالقرار المرقم (٦٦١) الصادر عن مجلس الامن التابع لهيئة الامم المتحدة، والدول شرقية كانت ام غربية، عربية ام اسلامية تطبق الحصار الاقتصادي على العراق وتحرمه من التجارة الخارجية، وياتت المواد الغذائية ومستلزمات الحياة الاخرى في اسواق المدن العراقية نادرة وغدا شبح التجويع (ولاول مرة في تاريخ العراق) يلاحق المواطنين، في وقت تأخذ وتيرة اسعار المواد الاستهلاكية في التصاعد، ان الازمة الاقتصادية اليوم في البلاد تبرهن بشكل جلي كم كانت سياسة الارض المحروقة في كردستان خاطئة وجريمة كبيرة ليس بحق شعبنا الكردي، بل وبحق العراق ككل.

لقد انتهج صدام حسين، سياسة «الارض المحروقة» في كردستان كمقدمة لمخطط الابداء الشاملة لهذا الشعب المضطهد والذي ساهم بتفان واخلاص في بناء وخدمة للعراق، وضحي في سبيل صيانة استقلاله وسيادته بالكثير، ووقف جنباً الى جنب مع شقيقه الشعب العربي في قضاياه المصيرية. لقد استطاع صدام في الحناق الاذي بالاكسراد ولكنه لم ولن يستطيع من تحقيق اهداف مخططة في ابادته.

الحكم الذاتي

● **ولكن النظام العراقي يدعي بأنه قد منح الاكراد «الحكم الذاتي» وأن كردستان وفي ظل هذا النظام عُدت جنة على الارض!**

- في ظل هذا الحكم الذاتي مارس النظام العراقي دونما انقطاع سياسة تدمير كردستان وتهديم وتسوية الآلاف من القرى بالارض واحراق الحقول والمزارع وتفجير المنشآت من العيون والينابيع، وترحيل السكان عنوة من على ارضهم وقراهم ليقتذف بهم وهم محرومون اشبه ما يكونوا بالاسرى في معسكرات قسرية تفتقر الى ابسط مقومات الحياة.

وفي ظل هذا الحكم الذاتي دمرت لشعبنا الكردي اكثر من (٤٠٠٠) قرية وحرمت عليه العيش والحياة على ارضه التاريخية، ليقتضي داخل اسلاك المعسكرات، وما زال مصير مئات الآلاف من ابنائنا، شبيبا وشبابا، رجالاً ونساءً واطفالا، مجهولاً او يرزخون في الداهليز المظلمة او يقضون في الغربية والمهجر لاجئين.

ان شعباً هذا حاله، فأي حقوق وأي حكم ذاتي هو هذا الذي ينعم بهما! اي فردوس هي كردستان! لقد باتت في اغلب جهاتها، مدمرة محروقة، اجل! اذاً كان هذا هو واقع الشعب الكردي وتلك هي حقائق الامور في ارضنا، فلن منح واين هو هذا الحكم الذاتي؟

الازمة الاقتصادية

● **هذه الايام ويعد صدور**

الشرق، انهم لا يقدرون الكفاءات الكبيرة الا بعد رحيلها».

الارهاب

● كيف تصف نظام الحكم في العراق؟

- لم يحدثنا الارهاب في العصر الحاضر عما وصلت اليه ممارسات النظام الحاكم في العراق الذي تحول الى سجن كبير يقبع فيه ١٧ مليون معتقل.

ان ما يجري داخل العراق من اساليب القتل والتعذيب والتشريد ومصادرة الحريات الاساسية للانسان لهو شيء رهيب قل مثيله في التاريخ و(٢٢) عاماً من حكم البعث لارض الرافدين لم يتمخض عنها سوى دمار في دمار، فتاريخ هذا النظام مكشوف لكل ذي لب، واقتصاد البلاد بكل مكوناته في سبيله الى الانهيار الشامل يوماً بعد يوم، وسياسة النظام الخارجية ما هي الا اعداء وتأمير على البلدان العربية والاسلامية المجاورة، وقد توج جرائمه بالحرب على الكويت وغزوها وايقاع الاذى بشعبها المسالم.

الحكم للشعب

● كيف ترى افضل اسلوب لحكم العراق بعد صدام؟

- ان افضل اسلوب لحكم العراق ان يتم انتخاب رئيس الجمهورية واعضاء البرلمان من قبل الشعب في انتخابات حرة نزيهة. ومجلس النواب المنتخب هو الذي يختار ويعين رئيس الوزراء ويمنح الثقة للوزراء ويحجبها عنهم.

● هل تؤمنون بالحريات في عراق المستقبل؟

- اننا نؤمن بالحريات بأوسع مفاهيمها دون تحريف او تزيف، نؤمن بالحرية الكاملة للمواطن، وبحرية وجود الاحزاب وتعددتها، وحرية النقابات والجمعيات والاتحادات المهنية.

● ما هي اهم مقومات الحكم الديمقراطي الذي يطمح فيه الاكرد؟

- اهم مقومات الحكم الديمقراطي الصحيح هو ان تكون هناك انتخابات حرة مباشرة للشعب دون تدخل اجهزة الدولة وبإشراف مجالس شعبية تراقب عملية الانتخابات، لكي ينبثق مجلس نيابي وطني حر يمثل العراقيين وينطق باسم الشعب ويمثل حقيقة ارائه وقناعاته، على ان تكون مهمة اول مجلس حقيقي للشعب هي تشريع الدستور الاساسي للبلاد الذي سنسبمده منه جميع القوانين والتشريعات الاخرى.

كذلك نؤمن بأن كل مواطن عراقي له الحق في الترشيح والانتخابات، ولا نؤمن اطلاقاً ببدعة العزل السياسي الذي اتبعته حتى الآن جميع الانظمة العسكرية والدكتاتورية التي استلمت السلطة دون ادنى حق وبأسلوب غير ديمقراطي ومخالف لأبسط مفاهيم الحريات.



القوات الكردية تقاتل منذ عشرات السنين في سبيل الحصول على حقوق الشعب الكردي

العلاقات مع الجيران

● كيف تنظرون الى مستقبل العلاقات بين العراق والدول المجاورة رغم اختلاف المشاكل المطروحة وتعقدتها وتنوع هذه المشاكل في الحجم والاتجاه؟

- لا اعتقد ان هناك مشاكل معقدة بين العراق والدول المجاورة، وانما كل ما اثير من مشاكل خلال السنوات المنصرمة كان نتيجة للسياسة الخاطئة التي انتهجها النظام الحاكم في العراق، ويتحمل هو وحده نتائجها.

نحن نرى ونؤمن بان بلدنا (العراق) يجب ان يعيش اماناً مستقراً، وشعبنا يجب ان يعيش حراً ومرفهاً وسعيداً، خصوصاً وان بلادنا بلاد الخيرات والثروات الكبيرة، رغم ان شعبنا قد عانى الكثير من الحرمان والقلق والمظالم وعدم الاطمئنان، وحرمان دون مبرر من التمتع بخيراته وثرواته، وكان من الممكن ان يصبح في مقدمة شعوب المنطقة من حيث الغنى والرفاه ومستوى المعيشة، ولكن للأسف تبعثرت ثروات البلاد وزج الشعب بفتن وخلافات دموية مريعة عطلت تقدمه ومسيرته الحضارية.

اجهزة الارهاب

● كيف استمر صدام في حكم العراق طوال هذه الاعوام رغم المعارضة الشعبية داخل العراق؟

- صدام حسين يعتمد في سلطته على طبقة تكونت خلال العشرين عاماً الماضية تضم كبار رجال الدولة من مدنيين وعسكريين ومن الفئات التي اثرت بشكل غير مشروع نتيجة استغلالها للسلطة ونهبها موارد الدولة واستغلالها ظروف الحرب مع ايران،

وتشمل هذه الطبقة اقارب صدام حسين واهل منطقتيه (تكريت) ممن تولوا السيطرة على اجهزة الامن والاستخبارات والمخابرات العامة، ويدخل ضمن هذه الطبقة معظم الوزراء والوكلاء والمحافظين وكبار الضباط العسكريين وكبار المسؤولين البعثيين في حزب البعث العراقي، ومعروف ان هذه الطبقة تسيطر الآن ايضاً على اجهزة الجيش والشرطة والجيش الشعبي والمنظمات المهنية واجهزة الاعلام، ورغم تعرض هذه الطبقة الى عمليات تصفية واعادة ترتيب الا ان بقاها اليوم مرتبط ببقاء صدام حسين، وهي قد استفادت من الامكانيات المالية الضخمة التي وضعت تحت تصرفها دون رقيب لتعزيب مركزها وزيادة سيطرتها على الشعب. والمعروف انه رئيس النظام العراقي صدام حسين انه يبطش فوراً وبدون رحمة بكل من يشم منه رائحة التآمر عليه او معارضة حكمه، فقد قتل فيمن قتل مئات من رفاقه واخوانه واصحاب طفولته ورجال أمنه وكل الذين ساندوه وعاضدوه في استلام الحكم، ناهيك عن المعارضين.

تشثيت الاكرد

● ما هي اهداف صدام في تشثيت الاكرد؟

- ضمن مخطط استعدائي وسياسة خاطئة لم تكن في يوم من الأيام تخدم العراق ولا المصالح العليا للامة العربية انتهج صدام حسين طوال سنوات ولا يزال سياسة عدوانية ضد الشعب الكردي ثاني قومية رئيسية تشكل الشعب العراقي في محاولة لاجهاض تطلعاته المشروعة التي لا تخرج عن اطار الوحدة الوطنية والاخوة العربية الكردية.

كردية اعوام ١٩٤٣/١٩٤٤/١٩٤٥ وكانت هذه التجارب العسكرية سبباً لاختياره قائداً عاماً لقوات الجيش الكردي في جمهورية مهاباد الكردية العام ١٩٤٦ برئاسة (قاضي محمد)، وعند انهيار جمهورية مهاباد واعداد قاضي محمد رفض الاستسلام فقاد مسيرة في جبال ارارات نحو الحدود السوفياتية برفقة (٥٠٠) من رجاله، وبقي هناك الى العام ١٩٥٨، وعندما عاد الى العراق توالى قيادته للمعارك التي استمرت من العام ١٩٦١ وحتى العام ١٩٧٥.

وقد نجح البارزاني في كسب تأييد ومحبة الاكراد في العالم لانه تجاوز الذاتية والفردية وانطلق منها الى المجموع، وجاء تركيبه ذو الماضي الذي لا يشي وهو من ابناء بارزان السلويين المضطهدين، تجربة غنية انطلق منها لتحقيق اهداف شعبه المضطهد... هذه التجربة الثرية علمتني ان حقوق الاكراد وحريتهم تستند الى نقاط اساسية تعلمناها من البارزاني وهي التي تشكل اليوم مقود جميع المدارس في ارض كردستان.

اسس القيادة

● وصف كمال جنبلاط مصطفى البارزاني في لقاء تم بينهما في جبال كردستان العام ١٩٧١ «بحر ثائر.. قائد ظهر في شعب تواق للحرية، ثائر للانعتاق من الظلم والجور» في الوقت الذي حاول البعض من الاكراد اثاره الشكوك حول قيادته للحركة الكردية، كيف استمر حزبكم في قيادة الكفاح المسلح وسط هذه الاجواء؟

- أولاً: لم ينفرد مصطفى البارزاني طوال حياته بالقيادة بل كان يعمل في صفوف الشعب الكردي الى ان تم اختياره وانتخابه رئيساً للحزب الديمقراطي الكردستاني العام ١٩٤٦.

ثانياً: الحزب الديمقراطي الكردستاني اثبت خلال تاريخه السحيق انه حزب التزم القضية الكردية، ولم يساوم على حقوق الاكراد.

ثالثاً: يستنبط الحزب افكاره ومبادئه من التطلعات الكردية لتحقيق حقوق الاكراد والعمل على اقرار اهدافهم العادلة.

ووفق هذا النهج تعامل مصطفى البارزاني مع الاحداث خلال نصف قرن من عمره واستطاع من تجذير رسالة الشعب الكردي في العالم.

رابعاً: حزبنا وقيادته وابناء شعبنا يمثلون كوحدة واحدة الامتداد الحقيقي للمبعد الحضاري وللأخلاق والشجاعة الكردية والثبات على الخط السليم لاهداف شعبنا خلال المسيرة الطويلة.

خامساً: نعم لقد حاول البعض تشويه سمعة البارزاني واثارة الشكوك حول قيادته، وكانت النتيجة انهم انتهوا الى ما انتهوا اليه، وبقي البارزاني رمزاً شامخاً في تاريخ الاكراد.

لقد قال كمال جنبلاط ايضاً للبارزاني في لقاءهما: «ان مصيبة ابناء

نهب وسلب الكويت

● هل صحيح ان السرقات التي تمت في الكويت يتم تهريبها الى خارج العراق؟

- قوات الحرس الجمهوري قامت بجميع عمليات النهب والسلب التي حدثت في الكويت، ويتم تهريب المواد المسروقة عن طريق شبكات تهريب تكونت من كبار ضباط الجيش العراقي ويتشجع من نظام صدام حسين الى كل من تركيا وايران والاردن.

الصناعة النووية

● هل يمكن القول: ان صدام حسين استطاع استخدام مادة اليورانيوم التي اكتشفت في مناطقكم في الصناعة النووية؟

- كردستان غنية بالمعادن وخاصة اليورانيوم الذي اكتشف بكميات كبيرة في عدة مناطق. وخاصة في سلسلة جبار (كاره) حيث تم انشاء مشروع كبير جداً محاط بأقصى درجات السرية، ويحرس المشروع قوات خاصة منتخبة من الحرس الجمهوري يمنع اي شخص من الاقتراب من المنطقة.

ولكن الى اي مدى استطاع العراق من استخراج اليورانيوم واستخدامه في صناعة الاسلحة النووية، فالمعلومات التي لدينا والسرية انني تحاط بالمشروع لا تضع بين ايدينا ارقاماً نعتمد عليها.

● اذن هل تنفي وجود سلاح نووي في العراق؟

- لا انفي مطلقاً، واعتقد ان لدى العراق امكانية كبيرة لانتاج الاسلحة النووية.

● مسعود البارزاني نشأ في عائلة قادت منذ العام ١٩١٠ الكفاح المسلح لاستخلاص حقوق الاكراد، ما هي ابعاد وتأثير هذه التجربة العائلية الذاتية عليك؟

- كثر هم الذين تحملوا مسؤوليات تاريخية وقلة هم الذين استطاعوا التقاط اللحظة التاريخية في تاريخنا، ومن هؤلاء كان الزعيم الكردي مصطفى البارزاني الذي علمني الالتزام بالوحدة،

بالقوة، والابتعاد عن التجزئة.

كان هو شيخنا الحضاري الذي جمع اولاده فقال لهم:

تأبى العصي اذا اجتمعن تكسراً
واذا افترقن تكسرت احاداً

كان هاجس حقوق الاكراد في شباب البارزاني عاطفة وايماناً وتجربة، فقد وقع في اسر القوات العثمانية وعمره ثلاث سنوات مع والدته وسجن معها في سجن الموصل اثناء ثورة اعدام الشيخ عبد السلام (شقيقه الكبير) في نهاية العام ١٩١٤ بعد ان ثار ضد الحكم العثماني ليحول مصطفى البارزاني الى ايمان وقوة من اجل حقوق شعبه وقضيته العادلة.

شارك في ثورة الاكراد بقيادة الشيخ احمد العام ١٩٣١، وقاد ثورات

مفاجئاً غير متوقع، فإن مطامع صدام حسين وتطلعه الى تلك الخزائن وذلك الموقع الاستراتيجي قد اثار الشك والريبة لدى المراقبين والحللين المعنيين بالشؤون السياسية، خاصة بعد سنوات طوال تعرض فيها شعبنا الكردي لاشرس حملة على يد النظام العراقي، فهو يوجه القوة العسكرية العراقية لاثارة المشاكل وخلق بؤر العدوان وتدمير المنطقة وادخالها في نفق مظلم. بانتهاء المهلة التي منحها مجلس الامن لصدام لسحب قواته من الكويت، وبعد رفض صدام الامتثال للارادة الدولية انقذاً للعراق من اثار حرب مدمرة، كيف يمكن صد باب هذه الحرب المدمرة؟

- خير طريق لصد باب الدمار وانقاذ العراق والمنطقة من اثار حرب لا يعلم آثارها الا الله، هو الانسحاب من الكويت وتوفير الاجواء الديمقراطية اللازمة لشعب العراق ولشعب المنطقة لكي يقرروا مصيرهم بانفسهم.

لقد ادى غزو صدام حسين للكويت الى ازمة دولية خطيرة تهدد المنطقة والعالم باحتمال نشوب حرب مدمرة باستخدام اسلحة الدمار الشامل بما في ذلك الاسلحة الكيماوية، وهو ما حذرت منه الجبهة الكردستانية منذ استخدام هذه الاسلحة المدمرة والمحزنة دولياً في كردستان العام ١٩٨٧، وخاصة في مدينة (حلبجة) وضواحيها في مارس (اذار) العام ١٩٨٨، وطالبت المجتمع الدولي باستمرار للسعي من اجل تحريم هذه الاسلحة واتلاف مخزوناتها.

الجنود الهاربون

● يقال ان صدام حسين قد شكل جيشاً من الاكراد

- لأول مرة في تاريخ العراق الحديث وسع نطاق الاستدعاء للخدمة العسكرية ليشمل اضافة الى مواليد ١٩٤٥ وحتى مواليد ١٩٧٢، اولئك الذين بلغوا السابعة عشرة من العمر. وقد زاد عدد المجندين الكرد عن (٤٥٠,٠٠٠) شخص وضعوا جميعاً في الخطوط الامامية كجنود مشاة في وحدات الجيش العراقي. هؤلاء الكرد سيقوا جميعاً دون ارادتهم الى الخدمة العسكرية.

● ما هو عدد الجنود الهاربين من الجيش العراقي الذين لجأوا الى مناطقكم؟

- التحق عدد كبير من الجنود الكرد بقواعد الثوار الاكراد في الاراضي الحرة، وبسبب عدم توفر الامكانيات لدى الثورة الكردية لتأمين معيشتهم فقد احتفظنا بعدة آلاف وطلبتنا من الآخرين اللجوء الى المدن والقصبينات الكردية. والمعلومات التي لدينا تؤكد ان عشرات الالوف من الجنود الفارين والهاربين من الوحدات العسكرية العراقية في الكويت وجنوب العراق قد اتخذوا المدن العراقية اماكن للاختفاء.

زعيم الثورة الكردية يتحدث عن جبال كردستان العراق نصف مليون كردي سيقوا إلى الخطوط الأمامية بغیر إرادتهم في ظل الحكم الذاتي تم تدمير آلاف قرية وتشريد من فيها

- الأكراد يستنفذون بألاف الجنود العراقيين الهاربين
- قوات الحرس الجمهوري تقوم بعمليات السلب والنهب في الكويت
- النظام العراقي تبني سياسة الارض المحروقة لابادة الاكراد

اجري الحوار: عبد القادر مندوع

● مسعود البارزاني، ان لم يكن هو قائد المعارضة المسلحة الكردية العراقية منذ عقود فهو يمثل خمسة ملايين كردي داخل العراق، ويحظى بمكانة كبيرة بين اكراد ايران وتركيا وسورية والاتحاد السوفياتي، يشغل الآن منصب رئيس الحزب الديمقراطي الكردستاني، ورئيس الجبهة الكردستانية العراقية، يعيش منذ صباه في احضان الثورة الكردية المسلحة التي تتخذ من جبال الاكراد مكاناً لعملياتها، ورغم ان مسعود البارزاني قليل الظهور في الاضواء فان دوره داخل قيادة الحركة الكردية يعتبر الثقل الاساسي لمسار التطورات التي تمر بها المنطقة.

●●●

● على مدار جلسات ممتدة على بعد ٦٦٠٠ كيلومتر من لندن، في مركز من مراكز الثوار الاكراد على المثلث الحدودي الايراني العراقي التركي جرى هذا الحوار مع البارزاني الذي يقود فصائل الجيش الثوري الكردستاني (البيشمركة) في جبهة عراقية كردية مسلحة ضد نظام صدام العذواني. وفي ما يلي نص الحوار:

غزو الكويت

● الكويت، البلد الامن تحول الى كابوس تحت جنازير دبابات صدام حسين. مسعود البارزاني احد اقطاب المعارضة العراقية كيف ينظر الى العمل؟
- الحاكم الذي اغتال وقتل ابناء الشعب العراقي، وشرد كل الخيرين من ارض العراق ليس غريباً عليه ان يزحف بدباباته لاغتيا ل دولة آمنة مستقرة.

فالسابق وان قتل النساء والاطفال والشيوخ في كردستان، وسحقهم بمجنزرات دباباته وابادهم بالاسلحة الكيماوية لا يمكن ان يري صورة انسانية مستقرة وبلداً آمناً يعيش في نشاط وحيوية!!

● هل غزو الكويت قرار فردي اتخذه صدام ام هو قرار المؤسسة



الزعيم الكردي مسعود البارزاني بلباسه الوطني

في العراق، لكنه في الرقت نفسه يمثل: اولاً: احد انجازات ازمة اقتصادية خانقة مردها ثمانية اعوام من حرب مدمرة، والتي كانت بدورها حصيلة طبيعية المشاكل والقضايا الداخلية للبلاد بقيت دون حل، وهي اجمالاً نابعة من سياسات حكام العراق الخاطئة. ثانياً: اذا كان غزو الكويت حدثاً

العسكرية العراقية؟
- ان غزو الكويت الذي اثار ازمة شائكة بالغة التعقيد في منطقة الخليج، والتي تكاد تقرب العالم يوماً بعد يوم من اشد انفجار ذي ابعاد خطيرة جداً، نقول ان هذا الاجراء العسكري وان كان مبعث فكرته يعود لشخص واحد بمشاركة القيادات الحزبية والعسكرية